

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - № 12187

DIMANCHE 1"-LUNDI 2 AVRIL 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél.: 246-72-23

LE PC CONTRE LE PLAN SIDÉRURGIQUE

51007

# Le face-à-face Marchais-Mitterrand

Les restructurations industrielles et leurs conséquences en Lorraine mettent pour la première fois sérieusement en péril l'alliance gouvernementale

Le face-à-face, la semaine pro-chaine, entre MM. Mitterrand et l'alliance gouvernementale est Marchais, marquera peut-être un tournant du septennat. Car il ne fait aucun doute que l'interven-tion télévisée de M. Marchais, lundi 2 avril, à Antenne 2, et la conférence de presse du président, mercredi 4 avril, jour de la grève générale en Lorraine, prendront l'allure d'un face-à-face.

Il y a fort à parier que M. Mar-chais s'efforcera de faire dépendre l'issue du débat, donc le sort de la coalition gouvernementale, des « réponses » de M. Mitterrand. Il est clair, en effet, que, pour la première fois depuis juin

1981, la question de la survie de posée, concrètement.

Ce qui se passe en Lorraine où des ouvriers manifestent aux cris de - Mitterrand, démission! -, où le siège du PS est saccagé, où l'effigie du président est brûlée sur la place publique ébranle la majorité, et, au-delà, toute la gauche. Outre les remous qu'ils suscitent au sein du PS, ces événements donnent une réalité au discours des communistes sur la rupture possible. Certes, la dialectique n'est pas nouvelle :le PC entretient ce discours depuis le

mouvements sociaux entrent en jen. La présence des communistes au gouvernement devient donc la question centrale. L'attitude du PCF (qui demande au gouvernement de renégocier), comme la tonalité de l'éditorial de l'Humanité (qui attaque la droite) traduisent une position d'attente. Attente signifie débat, voire tensions internes, avant la définition éventuelle d'une nouvelle stratégie. Parmi les signes qui accréditent cette thèse, relevons le « silence radio », observé par les quatre membres communistes du gouvernement, et la réunion de travail, qu'ils ont organisée, ven-

début. Mais il s'agissait, surtout,

de valoriser, aux yeux de son élec-

torat, sa présence au gouverne-

La nouveauté est que l'on est,

désormais, dans une phase où les

M. Fiterman était, en effet, samedi matin, place du Colonelradien, ou etaient feudis les secrétaires fédéraux du parti, sous, la présidence de M. Marine Gremetz, membre du secrétariat du comité central. Les dirigeants communistes devaient se concerter sur la conduite à adopter. La réaction des secrétaires fédéraux n'aliait pas manquer d'être un élément important dans leur réflexion : les cadres du parti sontils prêts à assumer des décisions qui, tant que le PCF demeure au gouvernement, l'engagent, si peu que ce soit, vis-à-vis de sa base ?

dredi, avant que M. Charles Fiter-

man ne discute, samedi, avec les

dirigeants du parti.

Si la démarche adoptée en janvier dernier - accompagner aussi loin que possible un PS qui dévie de ses engagements, pour mieux mettre en évidence, précisément, cette déviation -, si cette ligne prévaut encore à l'issue des délibérations de ce week-end, ce ne pourra être qu'au prix d'une plus grande marge de manœuvre laissée aux responsables locaux pour se faire les interprètes de ce que MM. Krasucki et Gayssot ont appelé la « colère » et l'« émotion » des travailleurs.

Suffirait-il que la pression retombe sur le terrain pour que le

majorité? Rien n'est moins sûr, car ces événements ne surgissent pas ex nihilo. Ils surviennent après une période de crispation. déjà riche en épisodes difficiles, et avant une période - purement électorale, celle-là - où le PCF. conduisant sa propre liste, ne peut que joner à fond sur l'autonomie de sa démarche.

Au-delà de cette indépendance retrouvée, ce qui est, en fait, en jea, du point de vue du PCF, c'est la fin de sa neutralisation par le PS. M. Mitterrand et les socialistes avaient gagné en 1981 grâce à cette neutralisation.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

Avec ce numéro

# LE MONDE **JOURD'HUI**

Le secret de l'atome cinquante ans après la découverte de la radioactivité

DIPLOMATIE

L'Inde entre Moscou et Paris

CHINE

Foires aux logements et «foire d'empoigne» (Page 6)

RFA-RDA

La porte étroite de la liberté (Page 6)

**HISTOIRE** 

Il y a cent cinquante ans les canuts

(Page 12)

CHANTIERS NAVALS

Un crédit supplémentaire de 3,7 milliards de francs

(Page 16)

# L'adieu des soldats français à Beyrouth

MM. Cheysson et Hernu ont présidé la cérémonie de départ sur le port

De notre correspondant

Beyrouth. - Le dernier soldat français devait quitter Beyrouth ce samedi 31 mars, après une prise d'armes au port. Deux ministres, MM. Claude Cheysson (relations extérieures) et Charles Hernu (défense), qui ont été reçus samedi matin par le président Gemayel, ont fait - en avion, en bateau et en hélicoptère, passant la nuit à bord du Clemenceau - 4000 kilomètres pour y assister et recueillir ainsi les fruits d'une fin de mission honorable. Le ches d'état-major des armées, le général Lacaze, était également présent. En se démarquant de ses trois partenaires de la force multinationale, la France a pris des risques. Ses troupes n'avant pas en à se retirer en catastrophe, elle se trouve aujourd'hui dans une position relativement privilégiée,

cipales factions libanaises. Ce succès ne peut cependant effacer l'échec de la force multi-

jouissant de la confiance des prin-

nationale à laquelle ces troupes

appartenzient et de la mission dont les puissances occidentales s'étaient investies au Liban. L'éditorialiste du journal le Réveil (gouvernemental, phalangiste), reprenant des propos de M. Hernu, se demande pourquoi on parlait d'un retrait - dans

Le repli des soldats français sur le port et l'embarquement à bord de l'Ouragan des deux tiers des cinq cent cinquante hommes encore à terre vendredi avaient été accélérés à la suite d'une rupture, à 13 h 20, du cessez-le-feu en vigueur à Beyrouth. De crainte que les choses ne tournent mal, l'Ouragan avait levé l'ancre plus tôt que prévu, s'éloignant du port, en attendant d'y revenir ce samedi pour prendre à son bord les deux cents hommes restés à terre pour la cérémonie d'adieu.

En réalité, dès vendredi, la mission du contingent français pou-vait être considérée comme achevée puisque tous les marsouins avaient quitté la ville. Une lettre de la praidence de la République libanaire aux ambassades des quatre pays de la force multinationale\_devait, samedi, mettre officiellement fin à l'existence de

Le départ des troupes ne signifie pas que la France n'ait plus au Liban de personnel en danger. Outre les diplomates et autres fonctionnaires de l'ambassade et du consulat, les ressortissants français au Liban, dont une majorité sont franco-libanais, cent querante hommes sont encore directement engagés sur le terrain : leur nombre est appelé à être porté à deux cents. Il s'agit de cent gendarmes affectés à la garde de l'ambassade et des résidences de l'ambassadeur et de quarante observateurs, qui, depuis vendredi, constatent ce que leur stationnement sur la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth comporte de risques.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

# Accord à Bruxelles sur la politique agricole

CA ALORS ?!!!

En France, les prix augmenteront de 5% et la production laitière diminuera de 3% en deux ans

De notre correspondant

Bruxelles. - Les ministres de l'agriculture de la CEE sont parenus, dans la matinée du samedi 31 mars, à un accord sur les prix agricoles pour la nouvelle campagne et les réformes à apporter au gne et les réformes à apporter au fonctionnement de l'Europe verte. L'arrangement des Dix, intervenu sans qu'il soit fait appel au vote à la majorité qualifiée, reprend dans ses grandes lignes le schéma de compromis élaboré le 17 mars dernier (le Monde du 20 mars).

Les prix 1984-1985 pour les produits laitiers et la viande bovine s'appliqueront dès le 2 avril, c'est-à-dire à la date prévue pour ces productions. Au cours de ces dix dernières années, c'est la seconde fois après 1981 que les prix européens sont fixés avant le début de la campagne

Les Dix ont consacré la nuit de vendredi à samedi à procéder aux derniers ajustements afin que le projet d'accord soit acceptable

GRAND INSPIRATEUR DE VATICAN II

Le théologien allemand Karl Rahner est mort

**LIRE PACE 20** 

par toutes les délégations. La principale difficulté portait, on s'en souvient, sur le refus de l'Irlande d'accepter, à l'instar de ses partenaires, une réduction de sa production laitière. Dublin a finalement accepté la proposition française, soit un accroissement des quantités produites en 1983 de 5% (5,5 millions de tonnes contre 4.6 millions offertes au

Les Italiens ont aussi obtenu le maintien de leur production au niveau de 1983 (8,3 millions de tonnes). Les Britanniques, les Allemands et les Néerlandais, opposés à ces dérogations la semaine dernière, se sont aussi ralliés au compromis formulé par M. Rocard, ministre français de l'agriculture et président en exercice des travaux des Dix. Au total, les quantités de lait bénéficiant de prix garantis dans la CEE atteindront 99,5 millions de tonnes contre 98,8 millions prévus initialement. Pour la campagne suivante (1985-1986), ce chiffre devrait descendre au-dessous de 99 millions de tonnes, puisque la diminution de la production laitière communautaire est étalée sur deux campagnes : la baisse sera de 3 %, soit 800.000 tonnes,

en deux ans pour la France. Pour le reste, les Dix ont échangé les concessions habituelles consenties en fin de marathon. Le Royaume-Uni et l'Italie ont obtenu le maintien partiel, respectivement, des aides à l'abattage des gros bovins et des primes à la naissance des veaux.

MARCEL SCOTTO. (Lire la suite page 17.)



# Alain Bosquet Les Fêtes cruelles

roman "Il faudrait remonter aux grands forcenés froids du 18° siècle pour retrouver ce ton : il y a du Casanova dans ce flegmatique

"...une force de frappe prodigieuse : l'ironie."

François Nourissier/Le Point André Brincourt/Le Figaro

# Des enfants contre Lockheed Les suites judiciaires d'un accident d'avion

Magali Maupoint, dix ans, habitant l'ouest de la France doit comparaître comme plaignante le 4 avril devant la Cour fédérale de Washington. Au bauc des accusés: Lockheed Aircraft Corporation et le gouvernement américain. Pas moins... Passée sous silence en France, l'affaire a suscité outre-Atlantique de nombreuses polémiques.

Magali, alias Thuong Vi, Sud-Vietnamienne adoptée par les Maupoint, est une des victimes rescapées du crash de Galaxy, un avion Lockheed de l'armée américaine. Sur fond de guerre, le sauvetage de bébés vietnamiens...

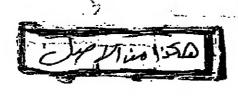
Saigon, le 4 avril 1975. De la piste d'aéroport décolle un C-5A Galaxy aux couleurs de l'US Air Force. C'est le plus gros avion-cargo militaire existant. Dans la soute et le compartiment militaire, ni tanks, ni troupes, mais des enfants vietnamiens - 250 orphelins âgés de six mois à dix ans. Il faut faire vite. Déjà à Da-Nang, le FNL a bloqué tout départ de ce type. L'opération Babylift doit réussir. Il faut «faire s'envoler» ces enfants loin des horreurs de la guerre et du communisme. C'est l'affaire de l'armée américaine qui affrète l'avion géant et de Friends for all children (FFAC), une association qui organise les adoptions dans les divers pays d'accueil (1).

L'avion décoile sans problème. Soudain, à 7 000 mètres, la porte du compartiment à bagages arrière se décroche. Poussée d'air, brutale décompression avec explosion, zigzags à 5 000 mètres pour éviter de tomber en vrille, atterrissage sur les ailes dans une rizière proché de Saigon:

DANIELLE ROUARD.

(Lire la suite page 10.)

(1) En 1975, l'antenne de cette asso-cianou en France s'appelle Les a-is des enfants du Vietnam. Depuis, elle a pris le nom de Les amis des enfants du monde. Le cas des adultes morts dans le 'crash a été réglé dès 1976. Celui des orphelins décédés n'a pas encore été incê.



# **Dates**

#### **RENDEZ-VOUS**

visite de M. Caspar Weinberger.

Lundi 2 avril - Paris : ouverture de la session parlemen-taire; M. Marchais à l'émis-sion « L'heure de vérité» Luxembourg : conseil des ministres de l'économie et

des finances des Dix. Madrid : visite de M. Gaston Thorn.

Mardi 3 avril. - Paris : M. Badinter, invité des « Dossiers de l'écran » (Antenne 2); examen du projet de loi sur la presse par le Sénat. Luxembourg: conseil des ministres de l'industrie des

> New-York : élections pri-Ankara : réunion du groupe des plans nucléaires de l'OTAN avec M. Weinber-

Mercredi 4 avril - Paris : conférence de presse de M. Mitterrand.

Jendi 5 avril - Paris ; M. Mitterrand inaugure l'exposition Georges-Pompidon à l'Hôtel de Ville; visite officielle de M. Wu Xueqian. ministre chinois des affaires étrangères (jusqu'au 6). Strasbourg : conférence de la Confédération européenne des syndicats.

Vendredi 6 avril - Laucement de Challenger.

#### SPORTS

Dimanche 1" arril. ~ Cy-clisme: Tour des Flandres. Rugby : seizièmes de finale du championnat de France. Mardi 3 avril - Golf : Open de Cannes-Mandelieu (iusau'au 6).

Mercredi 4 avril. – Football quarts de finale (aller) de la Coupe de France.

Jendi 5 avril. – Boxe : championnat de France des poids moyens à Paris : championnat d'Europe des poids mou-che à Genève. Sports équestres : Coupe du monde, · finale · énropéenne au POPB (jusqu'au 8): Automobilisme = safariralive as Kenya - wind .....

Samedi 7 ayril. – Football : 15º journée (retour) du championnat de le division. France & Coubertin (jusqu'au 8): Automobilisme Grand Prix de formule I d'Afrique

#### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algárie, 3 DA; Marce, 6 Sr.; Turále, 550 ss.; Alferragos, 2,50 DM; Abtriché, 20 sch.; Selgique, 35 fr.; Cavada, 1,50 5; Cöta-d'Ivoire, 450 F CFA; Danomark, 7,50 Kr.; Espagne, 150, ps.; E.-U., 110 c.; S.-B., 55 p.; Sråce, 75 Gr.; Irlande, B5 p.; Irañe, 1 500 L; Linembourg, 35 f.; Norvège, 10,00 kr.; Paye-Ser, 2,50 fl.; Portogal, 100 sec.; Sénágal, 450 F CFA; Suèda, 5,00 ir.; Señaga, 1,70 f.; Yangadavis, 152 zd. 5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09 Telex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4297 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

# Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1 880 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 369 F ETRANCER

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1240 F IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie afrience Tarif sur demande Les abousés qui paient pur chèque postal (trois volets) vondront ben joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provincires (deux semaines ou plus) ; na abomés sont invités à formaler sur demande une semaine su moiss vant leux déserre

Joindre la dernière bande d'envoi à Venillez avoir l'obliges

# IL Y A VINGT ANS, LE PUTSCH QUI MIT FIN A LA DÉMOCRATIE BRÉSILIENNE

# Le long goûter des généraux

De quand faut-il dater le coup d'Etat qui a mis fin voici vingt ans homme a attisé toutes ces à la démocratie brésilienne et ouvert les portes au régime militaire toujours en vigueur : du 31 mars ou du 1ª avril ? Du 31 mars, affirment les militaires, puisque c'est ce jour-là que les premières troupes se mirent en marche. En tout cas, c'est cette date que les généraux choisissent tous les ans pour célébrer, sans d'ouvriers et de paysans, d'offi-fanfare d'ailleurs, l'anniversaire ciers, de sous-officiers et de solde leur . révolution ..

Les démocrates, eux, retience jour-là que le président en exercice, Joan Goulart, s'est donné pour battu et a abandonné son poste. Et aussi parce que c'est le moment de l'année, au Brésil comme ailleurs, où l'on fait de mauvaises plaisanteries.

Quand, plusieurs années plus tard, le chanteur-compositeur Chico Buarque écrira l'un de ses plus beaux chants contre la dictature, Fado tropical, il dira:

> O muse de mon fado! O ma mère si gentille! Je suis consterné Chaque fois qu'arrive le [ | = avril...

Du 31 mars au 1= avril, il aura suffi d'un peu plus de vingtquatre heures pour que s'effondre un régime qui, pourtant, semblait populaire. Joso Goulart comptait sur les syndicats et les officiers « patriotes » pour résister aux menées des conservateurs. En fait, le coup d'Etat se fera sans rencontrer de résistance et, pratiquement, sans verser le sang. Joso Goulart, dit « Jango », a

alors quarante-six ans. C'est un gaucho, un homme des pampas du Sud. Il en a la constitution solide et le goût pour les grands espaces où les troupeaux sont lachés en plein vent. Il possède d'ailleurs des fermes dans son Etat natal, le Rio-Grande-do-Sul.

A l'évidence, il n'est pas à la hauteur du destin, tragique, qui lui a été donné. Son parrain politique, Getulio Vargas, dont il a été ministre du travail, s'est suicidé en 1954 dans son palais présidentiel. Après avoir été le viceprésident - sans histoires - de Juscelino Kubitschek, l'homme du - bond en avant -, il est aussi, en 1961, celui de Janio Quadros, qui démissionne après sept mois de pouvoir et alors qu'il avait promis de donner un grand coup de balai dans le pays. Voici donc Goulart à la prési-

dence, par défaillance du titulaire. Des généraux essaient de lui barrer la route : ils se mélient depuis toujours de ce « travailliste » qui a la confiance des syndicats et flirte avec les communistes. Mais ils échouent, Ce ne sera que partie remise.

Au pouvoir, « Jango » se débat dans des difficultés économiques et financières sans nombre. Il est mal entouré. Les travailleurs, dont il défend les intérêts, sont peu et mal organisés. Goulart veut changer les structures sociales - archaïques - du pays. Mais il lui faudrait plus que de l'énergie et du talent pour forcer la formidable barrière des égoïsmes, latifundiaires et bourgeois, qui s'oppose à lui.

En mars 1964, les événements s'accélèrent dans les deux camps. Goulart veut sauter le pas. Il préside, le 13 mars à Rio, un meeting qui réunit deux cent mille personnes sur la place de la République, devant la gare centrale et le ministère de la guerre. Il annonce, sous les applaudissements, certaines des réformes qu'il a promises: l'expropriation des terres insuffisamment exploitées, sur 10 kilomètres de part et d'autre des routes, des voies ferrées et des fleuves : l'étatisation des raffineries de pétrole restées privées. Il annonce aussi une réforme constitutionnelle, et c'est ce qui inquiète le plus ses adversaires : elle permettrait en effet de légaliser le PC (1) et lui permettrait, à lui, de se faire réélire, ce que la Constitution interdit au Brésil. comme dans la plupart des pays d'Amérique latine.

Or voici des mois que l'opposition redoute que Goulart ne suive l'exemple donné par Vargas en 1937 avec la dictature de l'Estado Novo: c'est-à-dire qu'il ne s'attribue des pouvoirs dictatoriaux pour faire ce que n'a pas fait Vargas : une révolution populaire en alliance avec le PC.

Au cours du meeting, un sur l'ordre de Goulart pour qu'ils craintes : le propre beau-frère du président, M. Leonel Brizola, tribun incendiaire qui a été gouverneur du Rio-Grande-do-Sul et qui est alors député de Rio. Brizola est monté à la tribune pour demander la fermeture du Parlement et proposer à la place une assemblée populaire composée dats patriotes ». Comme d'habitude il a débordé Goulart sur sa nent la date du le avril, car c'est gauche, lui rendant un mauvais

#### Il n'v avait que des faucilles et des marteaux

Un autre bomme observe la scène à une fenêtre du ministère de la guerre : le général Humberto Castello Branco, chef d'état-major de l'armée de terre. Le général, qui a soixante-quatre ans, est, selon le journaliste francais Jean-Jacques Faust, . le type même du Nordestin : petit, la tête rentrée dans les épaules et les oreilles décollées. Il ne perd pas un pouce de sa taille et donne une impression de singulière raideur ». J.-J. Faust le décrit aussi comme « un bourgeois respectueux des grands principes et des bonnes manières ., comme . un catholique dévot qui, depuis la mort de sa femme, va à la messe presque tous les jours ». Depuis le début de l'année, le général a pris la tête de la conjuration que certains de ses compagnons d'armes n'ont cessé de tramer depuis l'arrivée de Goulart à la

Après avoir regardé le meeting, il dira à l'un de ses visiteurs, qui n'est autre que le colonel Vernor Walters, attaché militaire américain: « Les seuls emblèmes que j'ai vus dans la foule, ce soni la faucille et le marteau. .

La réaction est encore plus manifeste chez le gouverneur de la ville. Carlos Lacerda, qu'on a surnommé, en raison de l'efficacité de ses distribes télévisées, - le tombeur de présidents -. Depuis que le gétulisme existe ce nationalisme teinté de populisme. - Lacerda lui fait la guerre. Il a contribué à mener Vargas au suicide. Il voit dans le meeting du 13 mars un « show totalitaire . Il est nartisan du golpe, du coup d'Etat, de même que les gouverneurs des principaux Etats du pays (Sac-Paulo, Minas-Gerais, Rio-Grande do-Sul, Parana).

D'anciens présidents s'inquiè-tent. Le maréchal Dutra parle de - subversion -. Juscelino Kubitschek affirme vouloir - défendre la Constitution coûte que coûte ».

Il ne reste plus aux conjurés qu'à attendre un prétexte pour passer à l'action. Ils en ont un le 26 mars avec une révolte de marins. Le ministre de la marine a décidé l'arrestation d'un quartier-maître, José Anselmo, étudiant d'extrême gauche qui fait son service militaire et tente d'organiser un syndicat de conscrits. Un millier de matelots se rebellent contre cette décision et s'enferment au siège du syndicat des métallurgistes, à Rio, où ils tiennent d'habitude leurs réunions. Deux cents fusiliers marins sont envoyés pour réprimer le mouvement. A l'appel de José Anselmo, l'un d'entre eux jette sa ceinture par terre et rallie les mutins. Les autres le suivent. Les officiers sont blêmes de colère.

Goulart demande de ne pas tirer sur ces - gamins rebelles -. Il démet le ministre de la marine et le remplace par un amiral à la retraite dont le nom lui a été suggéré par le Commandement géné ral des travailleurs (CGT), organisation qui réunit les leaders syndicaux les plus radicalisés et qui est infiltrée par les commu-nistes. Pour les responsables de l'armée, c'en est trop. En refusant d'intervenir contre les marins mutinés. Goulart a porté, à leurs yeux, une atteinte très grave à la

Le président en rajoute quelques jours après. Le 30 mars - c'est un lundi - il se rend à une réunion de sous-officiers à l'Automobile Club de Rio et, dans un discours improvisé, il prend pratiquement la défense des mutius. Cenx-ci, après avoir accepté de se rendre, ont été arrêtés puis libérés

puissent » passer le week-end de Pâques [27-29 mars] en famille ». José Anselmo assiste à la réunion de l'Automobile Club. Il est fêté comme un héros. « Jango » a commis son dernier faux pas, malgré les avertissements de certains de ses amis comme le général Amaury Kruel, qui a été son ministre de la guerre et qui commande alors la II armée, à Sao-Paulo. Il n'aura pius besoin d'en faire d'autres.

Le même jour, en effet, le gouverneur du Minas-Gerais, Magalhaes Pinto, a donné le signal de la rébellion militaire. Magalhaes Pinto est un riche banquier libéral, voire réformiste, qui s'est inquiété de bonne heure de l'effervescence régnant dans le pays: au Nordeste, où des ligues paysannes luttent contre l'oligar-chie foncière sous la direction d'un avocat, Francisco Juliao, qui ne cache pas son admiration pour Fidel Castro; à l'Université, où l'agitation est entretenue par l'Union nationale des étudiants, qui compte de nombreux communistes dans ses rangs; dans le monde du travail, avec le CGT. Magalhaes Pinto est un parfait

représentant des milieux d'affaires, qui sont puissants à Sao-Paulo et sont entrés depuis longtemps en dissidence. Sac-Paulo où deux personnalités de premier plan trempent dans le complot : Adhemar de Barros, le gouverneur de l'Etat, qui accepte les accusations de corruption portées contre lui en disant : « Je vole, certes, mais je réalise. - Et Julio de Mesquita Filho, directeur de l'influent O Estado de Sao-Paulo, quotidien opposé, par libéralisme politique, au gétulisme et à ses héritiers et qui, dans le domaine économique et social, est ultra-conservateur. Les conjurés se sont mis

d'accord pour que la révolte parte

du Minas-Gerais. Le 30 mars, donc, Magalhaes Pinto public un manifeste dans lequel il déclare que « les fondements de la démocratie sont en jeu - et appelle à la « restauration de l'ordre constitutionnel désormais compromis ». Le mardi 31 mars à l'aube, un officier de la « ligne dure », le général Olimpio Mourao Filho, qui commande les troupes stationnées dans le Minas-Gerais, forme une colonne de deux mille soldats qui, avec vingt-cinq blindés d'escorte, marchent sur Rio. Pendant tout l'été (là-bas, il commence à Noël), Rio a été la capitale de fait du pays, car Brasilia, inaugurée en 1960, est désertée pendant les vacances.

Quelques jours auparavant, le rénéral Castello Branco a justifié à l'avance le complot qui se préparait en faisant circuler parmi les officiers un mémorandum les alertant sur la possibilité d'une · dictature militaire ou civile ». Avertissement qui prend toute sa saveur à la lumière de ce qui va suivre. Les casernes sont (psychologiquement) mobilisées, mais les jeux ne sont pas entièrement faits. Goulart, au matin du 31, ne prend pas au sérieux la marche des soldats du Minas. Il croit à la solidité de son dispositif militaire : des généraux nationalistes ou « amis » qu'il a placés aux postes importants. Le général Kruel est de ceux-là. Sans les troupes de Sao-Paulo, le «coup» ne peut pas réussir. Sans elles, Goulart ne peut pas se maintenir.

Toute la journée du 31, les conjurés sont à l'écoute de la métropole industrielle du pays. Kruel hésite encore, semble-t-il. Le chef de l'état-major interarmes, le général Bevilacqua, présente à Goulart une note le sommant de choisir entre l'armée et les syndicats. «Jango», qui a dit à plusieurs reprises, devant la

montée des périls, qu'il ne démissionnerait (allusion à Quadros) ni ne se suiciderait (allusion à Vargas), repousse l'ultimatum. Au début de l'après-midi, les troupes du Minas sont déjà à 100 kilomètres de l'ancienne capitale. Des unités sont envoyées de Rio pour leur barrer le chemin. Elles mettent beaucoup de temps pour arriver à leur rencontre. Le gouverneur de Rio, Carlos

Lacerda, s'est barricadé avec un millier de partisans. Il a revêtu un gilet pare-balles, s'est armé de deux fusils et d'un pistolet, et a ordonné aux camions de la voirie de former des barricades devant son palais. - Jango - n'est pas loin, dans le palais de Laranjeiras, un édifice de style colonial qui sert de résidence d'été aux chefs de l'Etat. Il reçoit un coup de téléphone du général Kruel. Vous pouvez sauver votre mandat, lui dit en substance le commandant de la IIº armée, « si vous abandonne: le CGT communiste». Gonlart refuse : « Je ne peux larguer les forces populaires qui me soutiennent », dit-il. » Dans ce cas, répond le général, nous ne pouvons plus rien faire pour vous. - Et. le soir même, le géné-rai Kruel lance ses unités de chars sur Rio.

Le dispositif militaire s'est effondré. Restent les syndicats. Cenx-ci ont appelé à la grève générale dès le 30 mars, mais le mot d'ordre n'a pas été suivi. A Sac-Paulo, la police d'Adhemar de Barros a été efficace. Celle de Carlos Lacerda ne l'est pas moins à Rio : elle arrête les leaders syndicaux. Le Commandement général des travailleurs, qui faisait trembler si fort les possédants, se montre finalement impuissant. Le le avril, le ministre de la justice iance à la radio un appel à la résistance contre les putschistes. Beaucoup de Cariocas descendent dans la rue, mais par curiosité, pour voir ce qui se passe, non pour

: • \*

4. 2. 2. 2.

4. 95.

Can be there petit i you

English being

EEE THE LEE

**自然的现在** 

ele .

4.7.

t.√a . .

\* C-1-

The second

Fac. - - -

- h. :

54 F. 14 J. 1

 $\{\omega_{1,1},\ldots,\omega_{n,n}\}$ 

Page .

4: ...

10%

. . . . .

"Faring

E 20 . . .

the way

Company of the control of the contro

...

The same of the sa

#### Goulart s'enfuit

Le 1= avril, à midi, Goulant s'envole sans rien dire pour Brasil= armée, basée à Rio. le général Ancora, téléphone au palais de Laranjeiras pour demander des instructions. Il apprend que le président est parti. Ses troupes ont enfin rencontré celles du Minas, à la hauteur de Petropolis, dans la montagne. Il n'a plus beaucour le choix : il négocie avec les chefs de la rébellion et, sans avoir tiré un coup de feu, il passe de lour côté.

A Brasilia, Goulart constate que la situation est sans espoir, et il prend aussitôt l'avion pour Porto-Alegre où Leonel Brizola, qui s'est replié dans son fiel gaucho, tente – en vain – d'organiser la résistance. Le 2 avril, les troupes de l'Etat entrent dans Porto-Alegre en compagnie du gouverneur, qui est du côté des factieux. La foule les acciame et salue la - victoire de la démocratie ». Mêmes scènes à Rio où des gens chantent et dansent dans la rue, en brandissant des pancartes : « Le communisme a été éliminé ! . C'est la petite et moyenne bourgeoisie qui se réjouit. Le peuple, lui, est absent. Il se terre ou se tait.

Le 4 avril, le président disparaît aux confins du Brésil et de l'Uruguay, pays où il trouvera finalement refuge. L'avant-veille, le président du Sénat a déclaré de façon tout à fait inconstitutionnelle - la vacance du pouvoir, et, depuis, c'est le président de la Chambre des députés, M. Ranieri Mazzili, qui assure l'intérim. Pendant tout le mois d'avril, l'armée fera la chasse aux « subversifs » : il y aura des dizaines de milliers d'arrestations, dont dix mille seront maintenues. Le chef du complot, le général Castello Branco, se fait élire président de la République par les deux Chambres. Une des périodes les plus sombres de l'histoire du Brésil commence. Elle durera jusqu'au milieu des années 70, quand le régime militaire se décidera enfin – à se libéraliser.

CHARLES VANHECKE.

(1) Depuis sa fondation, en 1922, le Parti communiste brésilien avait été, le plus souvent, dans l'illégalité. Il fit en novembre 1935 une tentative d'insurrection dans quelques casernes, qui lui valut l'hostilité acharnée — et durable — de la hiérarchie militaire.



# «Frère Sam» était prêt à intervenir

Le président américain Lyndon Johnson fut le premier chef d'Etat étranger à féliciter les auteurs du coup d'Etat. Dès le 2 avril, il envoya un télégramme de vœux « les plus chaleureux » au nouveau chef de l'exécutif. Depuis des mois, l'ambassadeur des Etats-Unis à Rio, M. Lincoln Gordon, et son attaché militaire, le colonel Vernon Walters, avaient suivi jour après jour les préparatifs du complot.

Après s'être tenu dans l'expectative, l'ambassadeur était arrivé à la conclusion, au début de 1964, que João Goulart voulait s'arroger les pleins pouvoirs et suivre une politique qui placerait inévitablement le Brésil dans le camp anti-américain. En signa un projet de loi limitant de façon draconienne les rapatriements de bénéfices des entreprises étrangères - après avoir n'en ferait rien. Ce revirement suscita chez les Américains la conviction que Goulart n'était pas « fiable ».

Les Etats-Unis n'ont pas participé au coup d'Etat, mais les conjurés ne seraient sans doute jamais passés à l'action s'ils n'avaient pas été sûrs de leur

appui, en cas de besoin. Et, de fait, toutes les précautions fu-rent prises du côté américain. Le 31 mars, Washington déclencha l'opération « Brother Sam » (Frère Sam) : elle consistait à envoyer vers les eaux brésiliennes un porte-evions, plusieurs destroyers, des bateaux tions, ainsi que des pétroliers. L'ambassadeur avait pensé que les conjurés pourraient avoir besoin de carburant, si les opérations duraient, car les syndi-cats, qui étaient du côté de Goulart, avaient la mainmise sur la Petrobras, la compagnie de distribution d'essence.

Le 3 avril, l'opération € Brother Sam », fut annulée, les conjurés ayant réussi leur coup au-delà de toute espérance. Et l'ambassadeur Gordon put assurer par le suite que le putsch avait été « 100 % brésilien ». Mais si la gauche avait été en mesure d'appaser la moindre résistance, les Etats-Unis auraient été prêts à intervenir une intervention que l'ambassadeur jugea inutile, dans la phase préparatoire, car contre-pro-

Page 2 - Le Monde ● Dimanche 1st-Lundi 2 avril 1984 •••

MITTE!

----

SEL PROPOSE THE DARK STA MECONTENT 

--we see Topic will the THE PARTY NAMED IN 九水山,在 海獺 壽

. a Paint was need management and the ! HY CHANGE POLICE --- A ---und dagen middig -

. The last state of the last Tales & Market 19 manifeliate stratific 194 -- .. Same

water the second --the Court of the same

---

な かい行権 音楽

#### ISRAËL

#### La décision de M. Navon de ne pas briguer la direction du Parti travailliste comble d'aise le Likoud

De notre correspondant

Jérusalem. - An pied du mur, M. Navon a donc rebrous L'ancien président de l'Etat hébren a annoncé, le vendredi 30 mars, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, qu'il ne briguerait pas la direction du Parti travailliste dans la perspective des élections législatives anticipées du 23 juillet. Sa décision, qui comble d'aise le Likoud, pourrait rapidement modifier les données

M. Navan a justifié son choix an nom d'une noble cause : l'unité du travaillisme. « Déclencher une lutte au sein du parti, à la veille de la campagne électorale, a-t-it dit, eur ministre serverse. ruine nos espoirs. Le remplacement de l'actuelle équipe gouvernemen-tale est une nécessité. Je participe à cette tàche en tant que militant de base; je figurerai sur la liste tra-vailliste et je n'ai rien exigé en èchange de mon renoncement. > .

Fidèle à son image de « grand conciliateur », M. Navon n'a pas voulu devenir le « diviseur » de l'opposition, au moment où celle-ci z le vent en poupe. A l'en croire, sa candidature eut déclenché une lutte fratricide au sein du Parti travailliste et compromis ses chances de reconquérir le pouvoir. M. Shimon Pérès, il est vrai, n'avait pes la moin-dre intention de céder la place.

M. Navon, en fait, a respecté la ligne de conduite qu'il s'était fixée en refusant de prendre la tête d'un perti qui no - se donneralt - pes tout entier à lui. Sans doute soupçonnait-il aussi qu'il lui faudrait livrer une rude bataille pour rallier sous sa bannière les apparatchik du travaillisme ; car sa forte popularité auprès de la base est une chose, sa capacité de manœuvre dans les instances da parti, une autre. Il n'avait ni l'envie, ni l'ambition de mener ce combat contre un vieil ami politique et a préféré rentrer dans le rang, « le

S. 172

M. Pérès a, bien sûr, accneilli avec plaisir la décision de M. Navon et promis qu'en cas de victoire travailliste, l'ex-chef de l'Etat jouerait « un rôle central » dans le nouveau.

Au cours de manifestations

**PLUSIEURS PALESTIMENS** 

**BLESSÉS PAR BALLES** 

EN CISJORDANIE

Jérusalem (AFP). — Quatre Pa-lestiniens out été blessés par des tirs à l'arme légère de soldats israéliens,

lors des manifestations organisées, le vendredi 30 mars, en Cisjordanie oc-

cupée, à l'occasion de la Neuvième

Journée de la terre, a-t-on appris de

village de Kabatych.

priation de leurs terres.

Selon ces sources, un manifestant

gouvernement. Rival acharné de M. Pérès, l'ancien premier ministre, M. Rabin, qui jasqu'alors s'était bien gardé d'abattre ses cartes, a aussitôt imité M. Navon en annoncant lui aussi qu'il soutiendrait l'actuel président du parti.

MM. Pérès et Rabin, qui ne s'aiment guère, donnent le change depuis quelque temps et, en bons tacticiens, taisent une rivalité nusbie à leur cause. On a même nettement l'impression que ces vienx adversaires, profitant des atermois-ments de M. Navon, avaient noué ne alliance tacite qui n'a pu que décourager leurs concurrents.

Le Parti travailliste se lancera donc uni dans la bataille électorale, mais, paradoxalement, ses chances s'en trouvent amoindries. Le candidat Navon — tous les sondages le disent — eût été pratiquement «imbattable». Aidé par son tempé-rament affable et débonnaire, il était le seul à pouvoir récupérer les électeurs sépharades (juifs origi-naires des pays de la Méditerranée). Plus de 60 % des Isrèsliens appertiennent, comme M. Navon, à cette communanté, dont le poids électoral croît sans cesse et qui, déçus par les caciques du travaillisme, firent pen-cher la balance en faveur du Likoud de M. Begin en 1977 et 1981.

M. Pérès symbolise, pour son malheur, la vieille classe politique travailliste. Son impopularité ne s'est jamais démentie, et sa réputation de « perdant » lui colle à la pean. Son parti n'avait-il pas échoué, il y a trois ans, alors même que tous les sondages le donnaient en tête ? En outre, les travaillistes aurout besoin, plus que jamais, d'une victoire confortable s'ils veulent échapper su chantage que les petites formations, indispensables à toute coalition, que souvent exercé sur le Likoud.

M. Pérès n'est pes le mieux placé. L'avenir dira si M. Navon n'a pas commis, vendredi, une « erreur historique - en renouçant à pousser son parti sur la voie d'un renouveau qu'il ncarne, maigré ses 63 ans, aux yeux du plus grand sombre.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

#### DES PROPOS TENUS PAR LA REME ELIZABETH EN JOR-DANIE SUSCITENT LE MÉCONTENTEMENT DE Jérusalem

Le gouvernement israélien n'a aucun commentaire » à faire après les déclarations de la reine Elizabeth II, lors de son voyage en Jorda-nie, a déclaré le vendredi 30 mars, le porte-parole du premier ministre, M. Yitzhak Shamir. La souveraine britannique, rappelle-t-on, avait notamment qualifié de « déprimante » la carte des implantations juives en Cisjordanie et a parlé de la

de trent-cinq ans a été grièvement blessé par balles près du camp de ré-fugiés palestiniens de Balata, à la « tragédie du peuple palestinien ». La reine est rentrée à Londres, vendredi, en fin d'après-midi. Le jour-même, le Times écrivait que sortie nord de Naplouse, et un couvre-feu y a été imposé. Deux autres ont été blessés légèrement à son voyage était « le plus controver Djenine par une patrouille attaquée sée de la souveraine en trente et un ans de règne ». Il est visi que la visite royale en Jordanie avait susà coups de pierre. Un quatrième Palestinien a été blessé lors de la dispersion d'une manifestation dans le cité, avant même qu'elle ne com-mence, le mécontentement d'Israël, dont le président, M. Chaim Her-La Journée de la terre est commé-20g, se trouve actuellement à Lonmorée en souvenir des six victimes palestiniennes tombées, le 30 mars

Dans les différents discours qu'il 1976, lors d'une manifestation a faits à Londres, pendant sa visite d'Arabes israéliens contre l'exproprivée, M. Herzog, qui est né en Irlande, s'est bien gardé de critiquer la reine pour les propos qu'elle a tenus à Ammam. Il a fait remarquer Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : Audré Laurens, directeur de la publication que les discours de la reine avaient certainement été soigneus écrits par le Foreign Office, dont il a Anciens directeurs : Hubert Betwe Méry (1944-1969) implicitement égratigné la politique, jeudi soir, en déclarant que « par moment il y a une tendance à igno-rer les réalités du Proche-Orient et da - Mande -S.z. des Indicas PARES-IN un refus de rompre avec les ana-

lyses traditionnelles ». M. Herzog a annoncé son intention d'inviter la reine à effectuer une visite officielle en Israël, où aucun souverain britannique ne s'est jamais rendu. - (AFP)

#### SELON LE « NEW YORK TIMES »

Washington possède des preuves « irréfutables » que l'Irak produit des armes chimiques sur une vaste échelle

être bientôt en mesure de lancer des attaques chimiques massives dans sa guerre contre l'Iran, a rap-portô, vendradi 30 mars, le New York Times.

York Times.

Le quotidien cité des sources aux départements d'Etat et de la défense ainsi que les agences de reuseignement américaines pour écrire que les Etats-Unis possèdent des preuves « irréfutables » que l'Irak a utilisé des gaz de combet et qu'il achève « la construction de varies installations nous la necet qu'il achève « la construction de vastes installations pour la production à grande échelle d'un agent chimique mortel». Bagdad, selon le New York Times, dispose de cinq bunkers souterrains, protégés par une épaisse couche de béton, pour « entreposer, produire et assembler des armes chimiques ». Partie collectificament la ques ». Parmi celles-ci figurent le gaz paralyzant « taboun », inventé sous le régime hitlérien en 1936.

Les chels d'état-major out reçu l'ordre, tonjours selon le quotidien, de faire une étude préliminaire en vue d'un raid américain pour détruire, en Irak, les « usines à gaz ».

L'Irak schève la construction de vaster installations pour produire des armes chimiques et devrait pas dans la région d'apparcils sufficient

#### Une controverse avec Boon

Le New York Times rapporte d'autre part, qu'une société onest allemande a fourni à l'Irak le ma tériel de laboratoire dont il s'est servi pour produire un gaz asphyziant utilisé contre les forces iraniennes. Ces ventes se seraient étalées sur deux ans.

Le New York Times précise que la société Karl Kolb, surveillée « pendant une longue période » par los services de renseignement américeins, aveit obtenu du gouvernement de Boon toutes les licences d'exportation nécessaires. L'ambassadeur de RFA à Washington, M. Peter Hermes, a déclaré que cette société avait « occepté de liver [a l'Irak] une usine normale de production d'insecticide », mais que ce matériel n'était pas soumis à un régime spécial d'exportation en Allemagne fédérale.

Selon le journal, la CIA « a transmis certaines informations et fait part de son inquiétude à l'am-bassade des Etats-Unis à Bour », qui, i son tour, en a informé le gouvernement ouest-allemend. Plusieurs démarches ont été entro-prises, des échanges diplomatiques se sont déroulés entre Bonn et Washington, sans que le gouvernement américain n'ait réussi à obsenir

THE UNIVERSITY OF JORDAN LIBRARY SERIALS No. 5/00

l'interruption des livraisons. Scion le porto-parole du départo-ment d'Etat, M. John Hughes, cinq produits que l'Irak a récemment tenté d'acheter aux Etats-Unis (po-tantium fluoride, diméthy) méthylphosphonate, methylphosphonyl di-fluoride, phosphorous oxychloride et thiogiyeel) ne pourront désar-mais plus être exportés vers Bag-dad ou Téhéran.

#### Vif mécontentement de l'Iran

Le département d'Etat a, d'autre part, demandé à « tous les pays producteurs de ces produits chimiques » de suspendre immédiate-ment leurs livraisons aux belligé-

mécontentement de l'Iran. Le Conseil a, en offet, « condamné fermement », vendrodi 30 mars. l'emploi d'armes chimiques dans le conflit du Golfe, tel qu'il a été rap-porté dans le récent rapport d'ex-perts, publié par l'ONU, sans tou-tefois impliquer spécifiquement.

Le représentant de l'Iras à l'ONU, M. Khorassani, a critiqué le texte tant sur le fonds que dans la forme. Il a regretté que le la forme. Il a regretté que le Conseil n'ait pes adopté une résolution, qui aurait plus de poids qu'une simple décharation. Il a critiqué, d'autre part, l'absence de toute référence à l'Irak, alors que le Conseil disposait des preuves irréfutables de la culpabilité du gouvernement de Bagdad. Le Conseil a estimé encore le représentant iran, a en tort de renvoyer dos à dos les deux belligérants, et aurait du, su moins, lancer un appel à tous les pays membres de l'ONU, leur enjoignant de ne plus livrer d'armes à l'Irak. - (AFP, Reu-

#### LIBAN

#### L'adieu des soldats français à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Coiffés d'un casque blanc, por-tant uniquement un revolver à la ceinture, leur mission est d'observer les violations du cesses le feu et d'en rendre compte au comité de sécurité libenais. Ils sont donc, comme tous les observateurs, très vulnérables.

Plusieurs «bavures», dès venrinsteil, sont venues montrer que leur mission ne sera pes de tout repos, le corps des policiers libansis qu'ils Spasient, fort de trois cents à quatre Dents hommes, à ayant hi-même me-cun caractère dissuasif.

La première rupture du cesacz-le-seu instauré la veille est venue du camp de l'opposition musulmane à Beyrouth : quelques obus se sont Beyrouth: que nement abattus sur le secteur chrétien entre 13 h 20 et 13 h 30. Parallèlement, en montagne, un ac-crochage a été également signalé, et l'armée, qui a eu deux morts et trois

Réélection du secrétaire géné-ral de la Ligue arabe. — M. Chedli Kitot a été reconduit pour cinq ans au secrétariat général de la Ligue arabe par le conseil ministériel de l'organisation, réuni le jeudi 29 mars à Tunis. La réflection du diplomate lien à l'unammité. Il avait été élu, pour la première fois, le 28 juin 1979, lors du transfert officiel de la

blessés, accuse les milioes druzes du Parti socialiste progressiste de l'avoir attaquée.

A la suite de ces incidents, le Conseil supérieur politique et militeire, maître d'œuvre du cessezle-feu, s'est appliqué à déterminer les causes des bavares pour les élimiles causes des tavares pour an emmer. Il siège toutes les mues sous la présidence du chef de l'État et jusqu'à présent, opere dans une almognère de coopération. Il a entante sérieusement, vendredi seir, l'étade de la réouverture de l'aéro-

Samedi, à l'anne, de nouvelles dif-ficultés ont cependant surgi quand des mesures ont été prises pour faire disparaître les barricades de terre à l'entrée de chacune des deux

cette organisation pour avoir signé la paix avec Israël. – (Corresp.)

· Visite de M. Roland. Du au Maroc et en Tunisie. - Le minis-tre des affaires européennes se ren-dra à Rabut, puis à Tunis, les 4 et nision, seul candidat au poste, a eu
nision, seu 1979, lors du transfert officiel de la ment de la CEE à l'Espagne et au Ligue arabe du Caire à Tunis, à la Portugal.

#### En 1860,

#### la fin d'une autre expédition française...

En 1859, la payamnerie chré-tisone de la montagne libenaine, lessée du joug multiséculaire de la féodalité druzo-merorite, provoque en se soulevant une « révolution sociale et agraire » (Karl Mark). Les notables maronites se résignèrent, mais non point les druzie, chez lesquels la solidainé communautaire l'emportaratr la revendication populaire. L'entente druzo-maronite, accie de l'autonomie des montagnards li-tistrals depuis le Misyah Wije; fut ainsi brisée.

Des groupes de tinuzes atta-quèrent les villages des diverses communautés chrétiennes au printamps 1860, notamment dans le Chouf, puis Zeblé, ville chrétienne dans le plaine de la Belgas. En juillet, les Ottomens leisebrent, à Demas, des musulmans sunnites s'en prendre aux chrétiens de la ville. Au total, on dénombre 22 000 chrétiens tués et 75 000 déplacés, 360 villages détruits, 580 églises, 42 couvents, 28 écoles et 29 établisse ments français incendiés. A: Damas, l'émir Abdelkader d'Algérie, en exil, avait pu sauver

un certain nombre de chrétiene. Pour satisfaire à l'opinion catholique française, Napoléon III, malgré le mécontentement de Londres, envoya fin août 1860, su Liban, six mille margouins qui se livrèrent à ce qu'on appela alors, une « campagne de che-rité » de six mois, se bornent à aider les chrétiens à relever leurs que la montagne libenaise fût désormais gouvernée par un mou-tessaref (« gouverneur ») chré-tien non originaire du pays. Ca système devait durer jusqu'à la première guerre mondiale.

De l'expédition ordonnée par poléon III, un « témoin oculaire s, sans doute un fonctionnaire civil de la représentation

impériele française à Beyrouth, a leises des Souvenirs que Plon pu-blie à Paris en 1903. En les fisant en 1984, on ne peut que se remémorer ce que déset Paul Mo-rand : «.L'histoire, comme une idice, se répète...» Voici com-ment le «.le témoin couleire » voyait le départ des intersoules il y a cent vingt-ouatré ans :

« Telle fut le fin de cette expédition française, sacrifiée par l'expersus Napolégn III au désir de complaire à son allié britanni-que, lequel attachait un si grand prix à l'évacuation. Nous disons sacrifiée, perce que l'armée franplète ; perce qu'en butte à d'hu-miliantes auspicions et à des accusations de tout genre elle avait été obligée; de quittes le paye sans avoir pu rendre les services pour lesquels elle aveit été appe-lée de si loin. Les officiers supérieurs de cette petite armée, dont quelques-uns du plus heut mérite, ne cachaierit pas les impressions douloursasse qu'ils emportainst on France.

» Nous venons de dire jusqu'à quel point l'Europe, ou, pour mieux dire, le France, appelée à représenter l'Europe (au l'avant). avait été paralysée dans son action en faveur des chrétiens. Après avoir médité les péripéties du drame de 1860, qui pourreit bien se renouveler è un moment de l'Empire ottomen, on est en droit de se demander si le but que s'étaient proposé les puis-sances a été rééliement attaint par laur intervention, si le résultet obtenu a répondu aux efforts et aux secrifices que l'Europe et la France en première ligne

J.-P. P.-H.

# A travers le monde

#### Algérie

• GRÈVE DE LA FAIM. - Trois Algériennes observent une grève de la faim depuis le 14 mars à la prison de Médéa pour obtenir le « statut de détenues politique », indique le comité pour la libération des emprisonnés politique en Algérie, dans un communiqué publié le vendredi 30 mars à Paris. M= Ouzegane, ancien militante pendant la guerre de li-bération nationale, Louiza Hannoun (juriste) et Leila Soueidi (géographe urbaniste), sont les animatrices du collectif femmes contre le statut personnel et pour le droit des femmes, indique le communiqué. Le comité a été constitué le 9 février dernier à Paris, à l'initiative de cent vingt

#### URSS

GRÊVE DE LA FAIM D'UN DISSIDENT ESTONIEN. - Le biologiste et linguiste estoniea, M. Mart Niklus, a entamé, le mardi 27 mars, une grève de la faim illimitée dans la prison soviétique de Chistopol pour obtenir la possibilité de s'entretenir en estonien avec sa mère, a-t-on appris vendredi à Stockholm auprès de la centrale d'aide aux prisonniers politiques en Estorie. M. Mart Niklus a été condamné en janvier 1981 pour « agitation et propaguade autisoviétique » à une peine de dix aus de camp à régime sévère, plus cinq années de relégation. En juillet 1983, il a été condamné en outre à trois ans de régime pénitentiaire spécial pour « indiscipline systématique ». - {AFP.}

#### Zaîre

 ENQUÊTE DU GOUVERNE-MENT BELGE SUR DEUX MOUVEMENTS ZAIROIS DISSIDENTS. - Le gouverne-ment belge a ordonné « une en-quête approfondie », dont « il ti-rera les conclusions adéquates », à la suite des déclarations de deux mouvements zalrois dissideuts qui ont revendiqué, le jeudi 29 mars à Bruxelles, la responsabilité du double attentat à la bombe ayant fait deux morts et plusieurs blessés le 27 mars der-nier à Kinshasa. Le porte-parole du gouvernement à affirmé que ces déclarations, émanant du Mouvement national congolais Lanumba (MNCL) et du Parti socialiste zalrois, sont « inaccep-tables » et a précisé que le gou-vernement belge « n'admettra par que des actes de terrorisme soient organisés à partir de son territoire et prendra toutes les mesures légules nécessaires ».

#### La tension demeure très vive dans le Sud

gouvernement libanais, M. Chaffic Wazzan; s'est entretenu le vendredi 30 mars avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, M. Reginald Bartholomew, de la situation au Liban du Sud. Selon l'agence officielle ANI; M. Wazzan a souligné la necessité d'un capatitudes investigates des necessité d'un constituer invent. des pratiques arbitraires israéliemer » et a maisté sur le responsa-bilité des États-Unis en raison de « la protection et de l'appui politi-que et militaire illimités » prodigués à Israel.

Au Liban du Sud, toujours compé du reste du pays depuis mercredi, les Israélient ayant fermé la route Bater-Jezzine, la ville de Nabatiych

Beyrouth (AFP). - Le chef du dredi une deuxième journée de grève de protestation contre les « actes barbares » perpétrés par (22 kilomètres au sud-est de Saïda) et les arrestations collectives. Trois personnes avaient été tuées et dix antres blessées mercredi dernier par-l'armée israélienne, lors des affrontements qui l'ont opposée à la population de Jibchit. Cinq cents per-sonnes out été arrêtées à l'issue de ces affrontements, selon les habi-

Des manifestations se sont déroislées dans plusieurs villages à l'issue de la prière du vendredi 30 mars, et les Israélieus ayant fermé la route les habitants, qui scandaient des alors leure-Jezzine, la ville de Nabatiych et sa région, ainsi que les villages du routes à l'aide de pneus incendiés, de pierres et de fils barbelés.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Jecques Fetret (1969-1982)

Commission paritaire des journaux ct publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

# Conakry a rendu un hommage mouvementé au « Guide immortel »

De notre envoyé spécial

Conakry. – La silhouette est rondouillarde meis le vêtement est, comme l'était calui de Sekou Touré, d'un blanc immaculé. Autant le visage de celui-ci était taillé dans la masse à coups de serpe, autant ses traits à lui sont lourds, brouillés. Mais c'est la voix surtout qui impose la compa-raison : celle de Sekou Touré était métallique, énergique, chargés naturellement de décibels. Ses mots à lui sont épais, se bouscu-lent, s'empêtrent, L'émotion n'arrange rien : le discours de M. Lan-sana Beavogui, premier ministre et chef du gouvernement guinéen, tente, en vain, d'imposer le si-lence à cette émotion qui l'étreint.

La scène, parfois pathétique, se déroule, le vendredi 30 mars, dans les tribunes du stade du 28-Septembre (fête de l'indépendance). La population de Conakry emplit les gradins. Sur la piste, la cercueil du président défunt repose sur un affût de canon, en-touré de gerbes de fleurs, noyé par le soleil.

La musique militaire guinéenne se surpasse et, de temps en nent des spectateurs terrassés par une insolation. Le lyrisme sied à M. Beavogui. Cette fois, ce sont les fleurs de métorique qui s'abattent sur la pensée de l'e immortel » Sekou Touré qui « a porté l'humanisme à un point rarement

M. Guy Penne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaires, se laisse parfois aller à fermer les paupières, tandis que, plus loin, M. Omer Bongo, président du Gabon, s'est nettement assoupi, suivi de peu par la vice-président américain. M. George Bush. A ses côtés, M. Pierre Mauroy fait bonne figure : le premier ministre, qui n'est pes un habitué du spectacle qu'offre la vie africaine, semble intéressé. Devant, M. Kapitonov, secrétaire du comité central du parti communi de l'Union soviétique, se tient raide et éveillé ; les discours interminables n'ont, il est vrai, pas de

secret pour lui. ils ne sont pas tous là, mais forment malgré tout une éton-nante photo de famille de chefs d'Etat : MM: Houphouet-Boigny (Côte-d'Ivoire), Eyadema (Togo), Hissène Habré (Tchad), Diawara

(Gambie), Ould Haidallah (Mauri-(Gambiel, Ould Haidallan (Maur-tanie), Pereira (Cap-Vert), Abdou Diouf (Sénégal), Zia (Pakistan), Machel (Mozambique), Nyerere (Tanzania), Kountché (Niger), Kerekou (Bénin), Moussa Traore (Mali), Kaunda (Zambie), Semuel Doe (Libéria). Et puis encore MM. Pisani, qui représente la Communauté économique européenne, Blaise Compraore (Haute-Volta), le général Idiagbon (Nigé-ria), MM. Xi Zhong-Xun (Chine), Grigorov (Bulgarie), Hofmann (RDA), sans compter beaucoup d'autres représentants de chefs d'Etat étrangers.

En fait, ils ont eu de la chance d'arriver sans encombre jusqu'à la tribune officielle. Les escaliers qui y mènent ont été le théâtre d'une belle bousculade où chefs d'État et membres du service d'ordre se marchaient sur les pieds. Les au-torités guinéennes ont été dépascompte tenu du nombre de délégations étrangères vanues à Conakry rendre un dernier hom-mage au président Sekou Touré,

#### Cohue dans le stade

De toute façon, la cohue du stade, comparée à ce qui va se passer par la suite, n'est qu'une mise en route. Et puis, les pre-mières mesures de l'hymne national ont fait rapidement taire les invectives que se lançaient cer-tains membres du service d'ordre ment d'inefficacité. Après, ce fut le discours de M. Beavogui et, les (« Dieu, ce que j'aurais préféré mourir avant toi ! »), le défilé militaire. Il est 13 h 30 et la première partie de la cérémonie s'achève.

Sans transition, la population et les hôtes étrangers quittent le stade et percourent à pied le chemin qui va à la mosquée pour « la prière sur le corps du grand dis-

raison, se fait par une double porte en bols, précédée par un escalier de 1,20 mètre de large. Le cortège avanca eu son de la musique militaire et du chant des ulémas, qui ont repris leurs prières, coraniques. Un à un, les cheis d'Etat tentent de passer à veau, s'est déclenchée.

Au moment où ils gravissent la première marche, ils croisent le regard de M. Yasser Arafat, qui, de l'extérieur du bâtiment, observe la scène. On croit comprendre que le chef historique de l'OLP n'a pas très envie de se plonger, lui aussi, dans la foule. Avec leur habituel doigté, les « gorilles » des services de sécurité américains tentent de se a gorilles » des services de secu-rité américains tentent de se frayer, en force, un passege pour rattraper M. Bush. Deux d'entre eux, au milieu des cris, sont re-

Au moment où ils gravissent la

au moment de l'arrivée du cercueil. Celui-ci est porté à bout de bras au-dessus des têtes, écrasant ceux qui ne trouvent pas d'issue dans cette muraille hu-maine. Passé le cercueil, les portes sont, tant bien que mai, refermées, déchaînant le dépit de

tous ceux qui sont restés dehors. A l'intérieur, on est frappé par le calme soudain qui règne. Entre deux « Allah akbar ! » lancés per le muezzin, M. Mauroy échange en français quelques mots avec le président Samora Machel en grand uniforme de maréchal, tandis que MM. Bush et Xi Zhong-Xun se désaltèrent en buvant à la bouteille du Perrier. Chacun tente

de reprendre son souffle. La sortie des ulémas, maroceins et seoudiens, de la mosquée et leur progression vers l'intérieur du mausolée vont déclencher le et leur progression vera l'interieur du mausolée vont déclericher le signal de la plus indescriptible bousculade qui soit, Le cercueil, porté par des membres du gou-vernement, est posé à l'extérieur. Les ulémas tentent de se faire entendre, mais leurs psalmodies, couvertes par les cris, ne sont déjà plus qu'un murmure. Dens le galerie qui feit le tour du mauso-lée, les soldats essaient de contenir la foule qui grossit à vue d'œil. En fait, le service d'ordre est de-

Dans le jardin, au calme, les chefs d'Etat saluent M. Amara Touré, frère aîné du président dé-funt. La cérémonie s'achève vers 16 h 30, et les voitures officielles, toutes sirènes hurlantes, se diri-gent en ordra dispersé vers l'aéro-

M. Beavogui, qui raccompagne ses hôtes, est apparu et s'est pré-senté lui-même, tout au long de la journée, comme le successeur na-turei du président Sekou Touré. LAURENT ZECCHINI.

#### CAMBODGE

NOUVELLE TENSION A LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAILANDAISE

# Bangkok annonce la capture de quarante soldats vietnamiens

La tension est remontée à la frontière khméro-thaulandaise avec la capture, par les forces armées de Bangkok, de quarante soldats vietnamiens qui étaient entre de territoire thailandais jeudi 29 mars. Bangkok a protesté auprès des Nations mies contre cet incident qui fait suite aux opérations menées depois une semaine par le corps expéditionnaire vietnamien au Cambodge contre

une importante base khmère rouge. Pour attaquer celle-ci, située au nord du pays, non lois de la province thallandaise de Sisaket, les Vietnamiens avaient pénétré de 5 kilomètres en territoire thallandais. Il s'agit de l'incident armé le plus sérieux depuis 1980. Les Etats-Unis ont fait committe leur préoccupation à la suite de cette nouvelle tension.

#### L'inaccessible compromis

Les dernières semaines ont été les capitales de l'ASEAN du accompli». En particulier parce marquées par un regain d'activité prince Sihanouk et sa réception que M. Thach avait «refusé de par le président indonésien, qui lui par le président indonésien, qui lui particulier parce que M. Thach avait «refusé de prendre en considération l'appet du 20 septembre 1983 de bodgienne, notamment avec la visite à Hanoï du ministre indonésien de la défense, le général Benny Murdani, et avec la tournée à Djakarta, Canberra et Bangkok, du ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Co Thach. Au même moment, la principale force armée de la résistance cambodgienne - les Kmers rouges - intensifiait ses activités militaires.

Les déclarations faites par le général Murdani – numéro deux du régime.— lors de son voyage à Hanoï fin février avaient soulevé un tollé de protestation dans les autres pays de l'ASEAN (Association de l'ASEAN (A tion des nations d'Asie du Sud-Est). Il avait dit, selon l'agence vietnamienne d'informations AVI: « Certains pays affirment que le Vietnam représente un danger pour l'Asie du Sud-Est, mais l'armée et le peuple indonésiens ne le croient pas », laissant entendre que le principal danger pour la région demeurait – comme le pré-tend également Hanoï – la Chine. A son retour à Djakarta, le général avait justifié l'occupation du Cam-bodge par le Vietnam par le fait que ce dernier, comme Israël, était entouré de puissances hostiles.

Une telle prise de position de la part du chef de l'armée indonéienne n'est pas nouvelle ; il s'était déjà, il y a plusieurs années, déclaré en faveur d'un compromis sur le Cambodge favorable au Vietnam. Mais, contrairement à ce qu'espérait Hanoï, il n'a toujours pas convaince le président Suharto ou les autres dirigeants de l'ASEAN de modérer leur opposi-tion à l'occupation viennemienne.

La visite à Djakarta du 11 au 13 mars de M. Thach n'a pas non plus permis de débloquer la situation. Pourtant le ministre vietnamien arrivait porteur de proposi-tions plus souples dans leur forme, adoptées fin janvier par la conférence des ministres des affaires étrangères indochinois. En outre, en dépit des coups de main khmers rouges, l'armée de Hanoi n'avait toujours pas lancé sa tradionnelle offensive de saison sèche. M. Thach avait agité l'épouvantail de Pékin dans un pays dont les dirigeants vivent encore dans la hantise de la menace du communisme prochinois. Cette hantise pourrait, par ailleurs, expliquer en partie les déclarations du général Murdani elles pourraient avoir en pour objectif, selon certains Indonésiens, de mettre en garde ceux qui, à Djakarta, souhaitent norma-liser les relations avec Pékin, gelées > depuis 1967,

#### Les nationalistes « complices de Pol Pot »

A Djakarta, comme quelques jours après en Anstralie, M. Thach s'est déclaré prêt à accorder à la question cambodgienne la priorité dans les discussions entre pays de la région. Auparavant il réclamait un débat d'ensemble. Les Indonésient de la comme de la co siens y ont vu « un significatif pas en avant ». Mais la rencontre de M. Thach avec le président Suharto a été qualifiée d'e infruc-tueuse » par le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Moch-tar Kusumaatmadja, qui a estimé

l'ASEAN », qui prévoyait un retrait graduel, sur une bese territoriale et sous contrôle international, des forces vietnamiennes du

M. Thach, se fondant sur le manque de sympathie éprouvé par les pays de l'ASEAN, et par l'opinion internationale, envers les Khmers rouges - que pratiquement personne ne veut voir revenir au pouvoir, - a redemandé « l'éli-mination de Pol Pot et de ses complices en tant que force politique et militaire » comme condition de la tenue d' « élections libres ». Toutefois, en qualifiant, après son retour à Hanoï, dans une entrevue avec l'AVI, ceux qui participent au gouvernement de coalition - - c'est-à-dire les nationalistes partisans du prince Sihanouk et de M. Son Sann, - de « complices de Pol Pot », il a paru les exclure d'un futur processus démocratique.

Curieusement, la dernière étape de M. Thach a été écourtée. Arguant d'une infection pulmonaire, il a annulé la rencontre qu'il devait avoir avec son homologue thallandais. Quelques jours après. la tension remontait le long de la frontière khméro-thallandaise.

La crise cambodgienne reste dans l'impasse. On demeure loir d'un compromis. Les conditions annocés par Hanof, qui s'inquiète de l'attitude soviétique et ne par-vient pas à « normaliser » la situa-tion au Cambodge, ne semblent pes encore assez significatives pour attémer la méfiance de l'ASEAN et des ses alliés américains et

#### Vif incident entre Paris et Santiago

a de la companya de l

De notre envoyé spécial

Santiago. - La France et le Chili sont-ils sur le point de rompre? C'est la question qui se pose après la déclaration, le vendredi 30 mars, du ministère des relations extérieures de Santiago exigeant le rappel im-médiat à Paris du vice-consul, M= Yvonne Legrand. Celle-ci est accusée par le gouvernement du gé-néral Pinochet d'être un « élément perturbateur » dans les relations entre les deux pays.

La France de M. François Mitterrand et le Chili du général Pinochet ne s'aiment pas, c'est bien connu. Le candidat socialiste à la présidence de la République avait d'ailleurs annoncé que le premier geste d'un gou-vernement du gauche serait de rompre les relations diplomatiques avec Santiago. Le chef de l'Etat chilien, de son côté, n'a jamais pardonné à M. Claude Cheysson d'avoir déclaré en mai 1983 : « Le régime du général Pinochet est une malédiction pour le peuple. » Il n'a pas non plus apprécié que le gouvernement francais ait protesté contre l'arrestation, le 15 février, du leader du Mouvement démocratique populaire, M. Manuel Almeyda et la détention, le 7 mars, de vingt-quatre militants socialistes accusés de préparer un plan terroriste.

Les relations s'étaient dangereusement tendues ces derniers jours à la suite du communiqué du Quai d'Orsay condamnant " la violente répression - qui s'est abattue sur les protestataires de la « Journée nationale » du 27 mars. Le gouvernement chilien a accusé Paris de « légèreté » et affirmé que « les jugements ré-térés du gouvernement français re-flètent une analyse déformée de la situation interne du Chili ».

C'est, toutefois, la récente publi-cation par le Figaro-Magazine de télex dans lesquels l'ambassade de France au Chili demandait des visas de long séjour pour des militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) qui a mis le feu aux poudres. La presse s'est emparée immédiatement de l'affaire. C'est ainsi que le quotidien du soir la Segunda literat le 20 mars an aremièr page. titrait le 30 mars en premièr page : - La police internationale confirme

la sortie du pays d'un miriste accompagné du consul de France... -

Le communiqué du ministère chilien des relations extérieures affirme - qu'ils dispose depuis longtemps d'éléments prouvant que M= Yvonne Legrand est en liaison avec des groupes partisans de la violence, et en particulier avec le M1R »... Le document précise : « Il y a longtemps que l'ambassadeur de France, M. Léon Bouvier, a été informé des activités de M<sup>m</sup> Legrand, mais, malheureusement, aucune mesure n'a été prise contre elle. »

A l'ambassade de France, où M. Bouvier présère garder le silence, nous avons pu recueillir l'opinion de l'intéressée : « Je n'ai fait que me conformer aux orientations de notre politique extérieure qui accorde la priorité au respect des droits de l'homme, affirme Mª Legrand... Me traiter de révolutionnaire est absurde. J'ai servi six uns dans l'armée, et je suis dans la diplomatie depuis 1963. Ce n'est pas à iarante-neuf ans que je vais faire

» Il est faux de dire que c'est M. Régis Debray qui m'ait fait nommer à Santiago. Je ne l'ai ja-mais rencontré et, d'ailleurs, je suis entrée en fonctions en avril 1981, c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir de M. François Mitterrand... Quand j'étais en poste à Bilbao, je me suis occupée de drogués. Ce n'est pas pour ça que je suis deve-nue une droguée... Faciliter le départ en France de dissidents menacés de mort est conforme à la politique d'accueil de notre pays... Je gêne les autorités parce que je m'occupe des prisonniers politiques... On a voulu faire croire que je leur faisais parvenir des cassettes contenant des instructions politiques, alors qu'il s'agissait de cours envoyés par l'université de Toulouse-Le Mirail. »

M™ Legrand estime être victime d'une machination. - Les suites sont le fait de fonctionnaires de l'ambassade qui ont été mis en contact avec la GNI [la police secrète du régime] par des membres de la communauté française au Chili... »

JACQUES DESPRÉS.

#### LA COURSE AUX ARMEMENTS STRATÉGIQUES

# Washington pourrait renoncer en 1985 à certaines limitations des accords SALT-2

Washington (AFP). – Le gouvernement américain pourrait cesser de respecter l'accord SALT-2 sur la limitation des armements mucléaires lorsqu'il arrivera à expiration, à la fin de 1985, a indiqué le Département d'Etat. La décision de Washington dépendra de « la situation internationale et des besoins des Etats-Unis en matière de sécurité nationale » qui prévandront à ce moment-là, précise un

De fait, la décision que le département d'Etat laisse entrevoir pour l'an prochain serait le premier cas d'une renonciation aux restrictions quantitatives résultant d'accords antérieurs, que ces accords soient ratifiés ou non, en vigueur ou déjà prescrits (ainsi, l'accord intérimaire SALT-I sur les armements offensifs,

communiqué rendu public le vendredi 30 mars. Le gouvernement américain, ajoute-t-il, feru commître ses intentions à la fin de l'année prochaine, avant les essais en mer du septième sons-marin stratégique de la classé Ohio. Le traité SALT-2 n'a jamais été ratifié,

mais les Etats-Unis avaient toujours affirmé jusqu'à présent qu'ils en respecteraient les dis-

qui expirait en 1977, avait été recon-duit pendant que se poursuivaient les négociations SALT-2, conclues imposés aux vecteurs à orives multideux ans plus tard). Il pourrait en

résulter une sérieuse déstabilisation, Les dispositions de SALT-2, dont Washington voudrait apparemment se libérer, ne sont pas celles qui limi-tent le nombre total de vecteurs

thème (START), en décembre dernier, et que cela « pourrait supprimer les dernières règles

imposés aux vecteurs à ogives multi-Il était entendu, en 1979, que le

ples (MIRV).

nombre de missiles « mirvés » ne dépasserait pas I 200 de chaque côté, dont 820 au maximum pour les

# LA VISITE DE M. WEINBERGER A ATHÈNES

#### Washington veut éviter que la Grèce ne devienne le maillon faible de l'OTAN

Le ministre turc des affaires étrangères, M. Vahit Halefoglu, a qualifié, le vendredi 30 mars, la décision de la commission des affaires étrangères du Sénat américain à propos de l'aide militaire à Ankara de « dangereux chantage ». Cette commis-

sion a décidé de subordonner l'aide américaine sous forme de dons à la Turquie à des concessions des Chypriotes turcs aux Chypriotes grecs. Le secrétaire américain à la défeuse, M. Weinberger, est attendu dimanche à Ankara.

De notre correspondant

Athènes. - M. Weinberger a pu sesurer, lors de son séjour en Grèce, la force du courant anti-américain dans ce pays. Tandis que le secrétaire américain à la défense, au premier jour de sa visite, le vendredi
30 mars, s'entretenait avec le président de la République, M. Caramanlis, et avec le premier ministre,
M. Papandréou, quelque trente
mille personnes, selon la police, ont
manifesté dans le centre d'Athènes à
l'appel du Parti communiste grace l'appel du Parti communiste grec (pro-soviétique). D'autres manifestations ont eu lieu à Salonique et dans une vingtaine de villes.

Si la visite de M. Weinberger ne semble pas devoir entraîner de ra-

pides évolutions, elle aura souligné le souci des Américains d'éviter que la Grèce ne devienne le maillon fai-ble du dispositif occidental dans

cette région du monde. cette région du monde.

En effet, de par sa position géographique, la Grèce constitue une
charnière pour les forces de l'OTAN
sur le plan logistique et opérationnel. Pour leur part, les dirigeants
grecs tiennent à préserver les intérêts de leur pays et restent particulièrement vigilants face aux revendications turques dans la région de
l'Egée. Ils craignent que des relations par trop privilégiées entre Washington et Ankara ne viennent perturber le rapport des forces dans
cette région.

La reconnaissance par la Turquie de la « République » chypriote tur-que et le maintien à Chypre des

troupes turques d'occupation ne sont pas pour faciliter un dialogue constructif entre Athènes et Ankara. Enfin, en dehors de la clarification de divers points de l'accord sur les bases américaines, signé le 9 sep-

tembre dernier, le gouvernement grec attend des Etats-Unis que le

ral de Larissa et l'île de Lemnos soit

oblème posé par le quartier géné-

M. Papandréou a déclaré, ven-dredi soir, qu'il avait examiné avec le secrétaire américain « toute la problématique du triangle Athènes-OTAN-Ankara ». « Les relations entre Washington et Athènes pas-sent par Ankara », a-t-il insisté. Les deux hommes ont qualifié leurs conversations d'« importantes ».

MARC MARCEAU.

restreignant encore les deux super-puiss dans le domaine des armes nucléaires ». engins basés à terre. A l'époque, ces nombres étaient pour les États-Unis de 1 046 et 550 respectivement, soit très en dessous de ces plafonds. Mais depuis lors, grâce à la mise en service des sous-marins Ohio, porteurs de vingt-quatre missiles Trident chacun, le total des engins e mirvés » américains est passé à 1 142 (contre 1 100 pour l'URSS); il passera à 1 166 à l'automne prochain avec le lancement du cin-quième Ohio, à 1 190 avec le sixième et à 1 214 à la fin de 1985 avec le septième.

positions si l'URSS faisait de même. Évoquant l'éventualité d'un abandon des accords SALT,

le Washington Post estime qu'une telle déci-

sion serait « encore plus grave » que l'interrup-tion par les Soviétiques des négociations sur ce

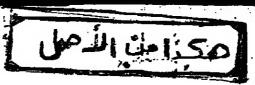
Il faudrait donc, pour que le pla-fond de 1 200 soit respecté, renoncer à un ou deux submersibles Poseidon, ou encore à des missiles terrestres Minuteman - les uns et les autres étant relativement anciens mais encore tout à fait « crédibles ».

La répugnance manifestée par le gouvernement américain à faire ce « sacrifice » va à l'encontre du principe de builddown accepté par M. Reagan, selon lequel toute mise en service d'une charge nucléaire nouvelle devrait s'accompagner de la destruction de deux on plusieurs

de M. Kissinger et d'autres experts, à la formule des petits missiles à une scule tête tels que le Midgetman, considérés comme moins déstabili-

MICHEL TATU.

Page 4 - Le Monde ● Dimanche 1 Lundi 2 avril 1984 •••



5 m 134ml 1998 1

in the same of the

-

----

z 1/2... 1-1

Target with the

A Carlotte

2 miles 15

an and and Course was a ---Manager Manager Manage Mark to the second Same of the same

> The first fallenging The said States of the said

---

The second NAME OF THE PERSON OF THE PERSON OF · 1000 · . gipt inge in the state of the · · Mary with the time - And to be seen to be anteren eller Gebr. Treife fie -- Land States albeit Angeleiter · 中国第二届第二届 8. 148 E-148

terres en en : mi miring igner derfe **运动的企业的工程的** 

15 18 18 CO THAT PROPERTY. ti de majaran yakan ya<mark>kan</mark> A THE WAY SHEET, MAKE 41. T. 1.5 B. 18 1. 18 Lance Danger Sport Spirit

same place planting The state of the s And the first that - 111. 多种种的 数据 A 44 341 441 The Proof of the فلنسق المتنب أعالهم ورورا Anthony on the Basel Miles

a side (Anti-Antiwin to serve by the mar (\$100mmar), Ag Sugarence at March 190 1212 Mile Jarget

" I de son an feriger" 1 - 42 Ernich form the state THE PART THERE 100 to 100 to 100 740 - Drogolos mis

\* - 1 47 Tag 57 · The · Challengering . ." we were a on how in face &

The thirty of

- livraison 1995-1996) utilisent e même procé: L'Inde, qui a choisi cette filière pour l'ensemble de son programme, dispose aussi d'un petit complexe de production de com-bustible à Hyderabad, capitale de l'Andra-Pradesh, et de sept usines

trois seront livrées cette année. Depuis la création, en 1957, de la principale unité de recherches, le fameux centre Babha, du nom de Homi Babha, père du nucléaire indien, statufié comme un héros national dans les villes du pays, les quatre mille chercheurs employés dans les laboratoires et autour des cipq réacteurs de recherches du centre, à la sortie de Bombay, ont fait un énorme

chemin sur la voie de la maîtrise

de production d'eau lourde, dont

de l'atome. Ni ceux qui sont les détenteurs de ces connaissances et moins encore l'Etat, leur employeurcommanditaire, n'éprouvent la moindre tentation de renoncer, ni même de raientir un programme évidemment jugé d'intérêt public. Non, ce qui anime aujourd'hui la controverse et remplit les colonnes des journaux, c'est l'exigence d'une remise en cause du choix national » en faveur de la filière uranjum naturel-cau lourde. Les critiques de ce choix exclusif, partisans du retour, même temporaire, à la filière utilisant l'uranium enrichi, sont favorables à l'acquisition d'une ou de

plusieurs centrales à l'étranger. Ils prétendent que les objectifs assignés au programme national (production de 10 000 MW d'électricité en l'an 2000, soit 10 % de la consommation envisagée alors, contre à peine 3 % aujourd'hui, avec 1 100 MW) ne pourront être atteints sans ce changement de cap. Les opéra-tions ont déjà pris une dizaine d'années de retard, et celui-ci est non seulement impossible à rattraper, mais probablement appelé à augmenter. En outre, et c'est là le taion d'Achille des Indiens, la production nationale d'eau lourde est pour l'heure insuffisante et contraint le pays à recourir à de massives importations d'URSS.

# L'INDE ENTRE MOSCOU ET PARIS

# La France et l'URSS contre le «tout indien»

**NUCLÉAIRE:** 

et Paris.

Un cosme

devrait partir

le 3 avril à bord

et les Etats-Unis

pour les lancements

d'un Soyouz. Mais l'Inde

au programme nucléaire

De notre correspondant.

Entreprise peu après l'indépen-

dance, l'aventure nucléaire indienne, en dépit de ses fai-

blesses en matière de réalisation,

a tout de même de quoi réjouir ses initiateurs. Outre la naissance

d'une communauté scientifique d'environ quarante mille techni-ciens d'excellent niveau, elle a, en

effet, permis la création d'une

demi-douzaine de centres de

recherche ultra-modernes, où sont étudiées les diverses applications de l'atome, en biologie, explora-tion, sismologie, médecine, agri-culture, et, bien sîlr, énergie.

L'Inde n'en est pas encore au stade des surrégénérateurs (à

l'exception d'une expérience limi-

téc à la recherche 15 MW à Kal-

pakkam, dans le Tamil-Nadu), mais une étude de faisabilité pour une unité de 500 MW est en

Six réacteurs de puissance pour

la production d'électricité, dont

deux de 200 MW fonctionnant à

l'uranium enrichi, à Tarapur, deux de 220 MW, selon la filière canadienne CANDU (uranium naturel, cau lourde), à Kota, dans

le Rajasthan, et deux de 235 MW

à Madras, capitale du Tamil-

Nadu, sont opérationnels (à

l'exception de la seconde unité de

Madras, prévue pour fin 1984). Ces deux dernières, comme les

quatre nouvelles de 235 MW en

construction (une paire à Narora, dans l'Uttar-Pradesh - livraison

1986-1987, - et une autre à

Kaprakar, dans le Gujarat

L'Inde balance entre Moscou Pourquoi done, plaident-ils, ne pas franchir un pas de plus dans les échanges avec l'étranger et échanges avec l'étranger et accélérer l'ensemble du pro-gramme en acquérant quelques unités moyennes fonctionnant à l'uranium enrichi? La France et l'URSS, qui seraient mieux placées pour profiter de nouvelles coopère aussi avec l'Europe orientations, soutiennent bien entendu cette idée à fond. de ses satellites. Soviétiques et Occidentaux rivalisent Dans cette course au contrat pour apporter leur concours

Moscou paraît sans doute en meilleure position que Paris (1). Cependant, les Français n'ont pas dit leur dernier mot. Les adversaires de la filière à l'uranium enrichi non plus. Reprenant à leur compte les arguments gouverne-mentaux qui avaient présidé au choix CANDU, ils rappellent que choix CANDU, ils rappellent que l'Inde dispose, dans son sous-sol, d'uranium naturel en quantité suffisante (évaluée à 75 000 tonnes) pour son programme de développement. A la condition toutefois que le combus-sible affaitheast au consumé. tible régulièrement consommé soit retraité, ce qui n'est possible actuellement qu'en très faibles quantités expérimentales.

#### La leçon de Tarapur

Les partisans du « tout indien » font également valoir que les chercheurs autochtones ont maitrisé le cycle du thorium, qui peut être utilisé pour les centrales à cau lourde, et que, là encore, l'Inde possède de très grandes réserves (30 000 tonnes). Enfin, argument décisif dans leur esprit, le pays n'ayant pas la capacité de produire de l'uranium enrichi, il se retrouverait dans une dangereuse situation de dépendance visà-vis de ses fournisseurs étrangers. La leçon de Tarapur, à 100 kilomètres au nord de Bombay, la première centrale de l'Inde vendue clés en main et contrat de carburant enrichi garanti par les Américains (General Electric) en 1963, et néanmoins privée, par les mêmes Américains, du combustible en 1978, n'a pas été oubliée.

Menacés de panne, les deux réacteurs n'ont pu poursuivre leur activité que grâce aux Français qui se substituent, depuis novembre 1982 - avec l'accord de l'administration Reagan, fournisseurs américains défaillants. Et le problème des pièces détachées, qui est, paraît-il, lié à la sous-exploitation actuelle de la centrale - elle tournerait aux deux tiers de sa capacité. - n'est toujours pas réglé. Là encore, les Américains out unilatéralement modifié le contrat initial et n'acceptent de livrer que les maté-riels introuvables ailleurs que chez eux.

Tous les entuis du programme nucléaire indien ont commencé, il est bon de le rappeler, après l'explosion d'un engin à Pokhran, dans le désert du Rajasthan, en

Cette explosion-surprise provo-qua la rupture immédiate de la coopération avec les Canadiens, auteurs du « procédé natio-nal » (2) et résonna jusqu'à la Maison Blanche. C'est cet événement qui incita le président Carter à faire voter, en 1978, une loi de non-prolifération interdisant toute coopération américaine avec des pays non signataires du traité de non-prolifération nucléaire de 1967. Bien que membre de l'Agence de l'énergie atomique de Vienne, l'Inde, comme d'autres pays, n'a jamais voulu signer ce traité, à ses yeux « injuste et humiliant », puisqu'il soumet l'ensemble des opérations nucléaires des signataires à un

contrôle international. Pour l'heure, donc, la coopération nucléaire avec Washington et Toronto est au plus bas. Les Indiens continuent d'assurer monde, et les membres du club de Londres, qu'ils n'ont pas de projet atomique militaire et insistent officiellement sur le caractère « entièrement pacifique » de leur programme. « Il ne s'agit pas pour nous de transformer le monde en un désert, mais de faire fleurir les nôtres », proclamait

joliment l'an dernier M™ Gandhi, Mais les solides sonpçons qu'entretiennent à cet égard les

spécialistes se nourrissent de plu-

sieurs indices. Les satellites amé-

Personne, en tout cas, ne met

PATRICE CLAUDE.

(1) La France, disent les Indiens, ne peut livrer de petites unités qu'à des coûts élevés, paisqu'alle n'en fabrique pas. L'Union soviétique, elle, en construit toujours et serait donc en position de livrer à des prix plus compétitifs. Les partisans du contrat avec Moscon font en outre valoir que la France devrait être payée en devises, alors que, en vertu d'un accord de compensation entre les deux pays, l'URSS serait réglée en roupies. Ils soulignent, enfin que le déficit des échanges de Moscon avec l'Inde pourrait être ainsi comblé.

(2) Construite avec l'assistance du

(2) Constraint even Fassistance du Canada en 1973, l'unité n' 1 de Kota est actuellement fermée en raison d'importantes fuites d'eut lourde. En neuf ans d'activité, le réacteur a soulfert deux cent cinquante et une pannes diverses, et l'unité n' 2, achevée en 1980 sans la participation des Canadiens, a subi vingt-quatre incidents lors de sa seconde année de fonctionnement. Après la visite récente, sur le sita d'une émbre. visite recente, sur le site, d'une équipe d'experts canadiene. Els rumeurs, son contimées, d'une reptisé insminent à la confernier.

#### **AÉROSPATIALE**

# De la coopération à l'indépendance

ricains, notamment, curegistrent
de temps à autre des mouvements veloppement, l'Inde est sans doute suspects autour du site de Pokhcelui dont l'industrie aérospatiale ran et annoncent périodiquement, est la plus avancée et la plus di-il est vrai, la répétition de l'expé-versiliée. La preuve en est que les il est vrai, la répétition de l'expérience de 1974. Des scientifiques
indiens ont, d'autre part, calculé
que le retraitement d'une partie
du combustible jusqu'ici
consommé à Tarapur aurait déjà
permis à leur pays de se doter de
quantités suffisantes de plutonium pour deux cents explosions
de l'importance de celle de Pokhran! Certains se disent d'ailleurs
convaineus que l'Inde dispose
déjà d'au moins un engin
nucléaire de puissance inconnue.

versilée. La preuve en est que les
constructeurs de certains avions
militaires parmi les plus perfecnuitries (Jaguar françobritannique, Mirage français, Mig
soviétique) se sont montrés disposés à des transferts de technoloque l'importance de celle de Pokhran! Certains se disent d'ailleurs
convaincus que l'Inde dispose
déjà d'au moins un engin
nucléaire de puissance inconnue.

Durant la première semaine de en doute la capacité indienne d'en mars, la société indienne Hindusfabriquer. L'effort de recherche que la Aeronautics (entreprise publi-atomique entrepris par le vieil que) a expérimente un moteur adversaire pakistanais est devenn, qu'elle avait mis au point pour un malgré les démentis, un secret de projet de nouvel avion-cible sans Polichinelle. Nul doute que pilote. Dans les années 50 et 60, l'ardeur des chercheurs de l'Institut Babha s'en trouve démultitout en construisant sous licence un autre avion de combat. Elle a également réalisé un avion-école et un appareil agricole, et produit sous licence britannique l'avion de transport Avro.

A l'heure actuelle, elle assure l'assemblage d'avions chasseurs Jaguar. En 1979, l'Inde avait passé un marché pour l'achat, l'assemblage et, par la suite, la fa-brication sous licence de Jaguar, mais elle a fini par renoncer aux projets de production de ce pro-gramme. Quant aux moteurs des appareils qu'elle assemble, ils sont construits en Inde sous licence britannique de Rolls Royce et

#### Le programme aéronautique

Depuis la fin des années 60, l'Inde produit par ailleurs, sons li-cence, le chasseur soviétique Mig-21 dont elle a construit plusieura versions nouvelles. Elle s'est attaquée ensuite à la production-du

soviétique pour évaluer les performances du Mig-29, mis au point à peu près à la même époque que les Mirage-2000. Il est probable que les Soviétiques proposeront la technologie correspondant à cet avion ainsi qu'une option sur le fu-tur Mig-31, qui sera prêt d'ici deux ou trois ans. Au cas où elle laisserait tomber son programme de production de Mirage, l'Inde en reviendrait donc à la situation antérieure en ne conservant 'une seule chaîne de montage qu'une seule chaine d'appareils étrangers, celle du Mig. L'URSS souhaiterait faire fa-

ment celle du Mig-29.

Jusqu'à maintenant, l'Inde ne

collaborait done avec une puis-

sance étrangère que pour la pro-duction d'un seul avion militaire,

le Mig soviétique, puisqu'elle avait renoucé au projet d'assurer

l'ensemble du processus de pro-duction des Jaguar. L'an dernier, cependant, elle a passé un contrat

pour l'achat de quarante Mirage-2000 à la France (l'appareil était alors encore au stade de prototype et les premières livraisons de-vraient intervenir prochainement) et pris une option pour la

construction de ces appareils sous

Une délégation de pilotes indiens s'est récemment rendue en Union

L'Inde, maintenant, hésite.

briquer en Inde les pièces déta-chées du Mig-21 pour répondre à ses propres besoins, à ceux de ses alliés du pacte de Varsovie et de ses autres pays amis qui utilisent cet avion. Par ailleurs, l'URSS achète à l'Inde l'avionique de l'appareil de transport Autonov AN32, dont l'Inde doit acquérir quel-ques unités. Ainsi les AN-32 ne som-ils pas entièrement de l'abrication soviétique mais comportent un élément indien. L'Inde travaille en outre résolu-

ment à la mise au point d'un avion

de combat léger pour les an-nées 90 et a reçu à cette fin des offres de la France, de l'URSS et de la Grande-Bretagne. Tous ces pays font des offres de services pour créer un appareil de ce type. Dans le domaine de la producsont déjà significatives. L'Inde construit en effet sous licence française de la SNIAS des hélicoptères Cheetah et Chetak. L'URSS vient de lui acheter quel-ques Chetak. La France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique souhaitent également collaborer (chacune de son côté) avec l'Inde à la mise au point d'un nou-

vel hélicoptère léger. Le récent accord de fabrication sous licence du Dornier ouestallemand de vingt-huit places marque, enfin, une étape impor-tante dans l'histoire de l'aéronautique civile indienne.

Dans le domaine de la technologie spatiale, le lancement avec succès du satellite Rohini-l au mois de juillet 1980 a fait de l'Inde – après l'Union soviétique, les Etats-Unis, la France, le Japon et la Chine – le sixième pays à mettre un satellite en orbite grâce à son propre lanceur. Cette réussite apporte la preuve que, en dixhuit ans, le programme spatial indien est devenu une entreprise de très haut niveau et qu'il a permis de réaliser des progrès notables dans la mise au point de satellites et de lanceurs et le développe-ment d'infrastructures de soutien

Bien qu'elle juge indispensable de disposer de ses propres moyens, l'Inde n'en a pas moins admis la nécessité passagère d'une aide étrangère. Ainsi les Etats-Unis, l'Union soviétique et la France l'ont-ils aidée à mettre au point puis à lancer des satel-. En avril 1975, le premier satellite indien, Aryabhata (concu et construit par les Indiens à l'exception des panneaux et batteries solaires de fabrication soviéti-que), fut lancé d'un cosmodrome soviétique, de même qu'un autre satellite du même type, Bhaskara. Pendant ce temps, l'Inde a poursuivi ses efforts pour mettre au point un lanceur à carbarant so-lide : après un premier échec, en août 1979, le lancement de la fusée à quatre étages SLV-3 fut couronné de succès au mois de

La sconde étape majeure fui le lancement du premier satellite géostationnaire indien assuré par l'Agence spatiale européenne sur la fusée Ariane. Les scientifiques indiens réussirent à positionner ce satellite - une opération que les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France et le Canada étaient jusque-là seuls à pouvoir réaliser. En novembre 1981, c'est d'une fusée soviétique que fut lancé le satellite Bhaskara-2.

Jusqu'ici, tous les satellites que l'Inde avait lancés étaient de fa-brication indienne, et tous les satellites, à l'exception de Rohini-1 et 2, avaient été lancés par des fusées étrangères de bases exté-rieures su territoire indien.

L'Inde allait désormais passes du stade des satellites expérimentaux et d'observation à celui des applications. Elle lança le pro-gramme INSAT (Indian Natio-mal Satellite System), dont la pro-mière phase (INSAT-I) doit aboutir à la mise en orbite de deux satellites similaires à appli-cations multiples. Leur but est d'établir des lignes de télécommunications avec les régions les plus reculées, de diffuser toutes informations intéressant le développement par le canal de la télévisio de faciliter ainsi l'adoption de meilleures techniques agricoles et d'étendre les soins de santé, etc.

Le premier satellite de cette série - conçu en Inde, mais construit et lancé aux Etats-Unis - est tombé en panne cent cinquante jours après son lancement, n svril 1982, et fut abandonné L'échec est imputable à un défaut de fabrication. Le deuxième, égslement construit et lancé des Etais-Unis, est actuellement en orbite, et le troisième, et dernier, doit être luncé prochainement, aprèt, que commencera la série des satellites INSAT-II. A l'avenir, tous les satellites indiens ad rost construits en Inde, à commencer par le premier satellite de la série INSAT-H. En dehors de cette série, l'Inde prépare un sa-tellite spécial de télédétection (Indian Remote Sensitive Satellite, IRS) à des fins de levée et de prospection géologiques et géo-physiques.

#### Retard en matière de lanceurs

Quoique étant en avence sur le Chine dans le domaine de la construction des satellites. l'Inde accuse un très net retard dans colui des moyens de lancement. La raison en est que, contrairement à l'Inde, la Chine a poursuivi son programme spatial à des fins militaires. Mais l'Inde a l'intention de se doter de ses propres moyens de nie 1980 et travaille actuellement sur deux projets de lanceurs : l'Augmented Satellite Launch Vehicle (ASLV), qui doit être suivi par le Polar Setellite Launch Vehicle (PSLV).

Les autorités indiennes contiquent à affirmer que ce programme spatial ne poursuit aucun objectif militaire. Mais les scientifiques font valoir que le lanceur SLV-3, expérimenté avec succès, peut être, du jour au lendemain. transformé en un missile balistique à portée intermédiaire (IRBM) doté d'un rayon d'action de 1 500 km.

L'Inde s'efforce également de mettre au point des petits missiles pour équiper ses forces armées : missiles antichars, missiles sol-air, etc. Elle en fabrique d'ailleurs certains sous licence. Elle produira bientôt un missile guidé antichar, le missile Milan, grâce à l'aide technologique de la SNIAS. Cependant, on connaît mal la production indienne de qui relève du secteur public, où le secret le plus strict est de règle.

Ainsi l'Inde a-t-elle trouvé sa place dans l'industrie aérospatiale et peut-elle anjourd'hui maîtriser la technologie des avions de com-bat et des missiles les plus perfectionnés. De même, dans le do-maine spatial, l'Inde a été le premier pays à mettre au point un satellite d'application à objectifs multiples entièrement place an service du développement et à le faire fonctionner par ses propres moyens.

MOHAN RAMA

# Des Mirage ou des Mig

AN CENTRE

AÉROS PATIAL!

Depuis un récent voyage à New-Delhi du maréchal Ousti-nov, ministre soviétique de la dé-fense, qui a promis de livrer aux Breguet et livrables entre octobre Indiens de nouveeux avions de combet, les industriels français de l'armement redoutent que l'Inde ne tienne pas son engage-ment, affirmé en 1982, de construire sous licence l'intercep-teur Mirage 2000 commandé, pour l'instant, à quarante exem-

Les Soviétiques ont, an effet, décidé de s'opposer, par tous les moyens de pression dont ils dis-posent, aux négociations entre l'Inde at la France, qui prévoient : 1) l'achat par l'inde de quarante svions Mirage 2000 de défense aérienne, dont les premiers exemplaires seront livrés à la fin de 1984; 2) la cession par la France d'une licence de fabrication, partielle puis totale, sur place, dans les usines de Benga-lore, de cent dix exemplaires supplémentaires du même mole Mirage 2000.

Seule, à ce jour, a été conclue la fourniture, pour environ 5 milliards de francs, de quatre avions

biplaces d'entraînement et de

1984 et décembre 1986. La Mirage 2000 choisi par les Indiens est, à quelques détails près, calui que l'armée de l'air française a retenu pour ses propres besoins.

Compte tenu du « forcing » aoviétique, il se pourrait que les Indians renoncent à la licence et trente ou quarante avions supplementaires. Cette évantualité merzit la porte à la cession à New-Delhi de la licence du Mirage 2000 et sonnerait le glas d'un projet, formé à Paris, de renover avec un ancien client des industries françaises de l'aéronautique. Il faut, en effet, remontar à une vingtaine d'années pour recenser le dernier grand contrat. séronautique avec l'Inde (l'achat d'avione Breguet-Alizé de lutte anti-sous-inanne), si l'on excepte la vente, intervenue entre-temps, de missies anti-chars Milan et d'hélicoptères Alouette III et Lama de la Société nationale in dustrielle sérospatiale (SNIAS).

# Etranger

#### **RDA-RFA**

# La porte étroite de la liberté

En choisissant la liberté. M= Ingrid Berg, la nièce du chef du gouvernement est-allemand, a dû passer par le centre d'accueil de Giessen. Comme la centaine de ses compatriotes qui, chaque jour. fuient la RDA...

De notre envoyé spécial Giessen. - Une silhouette de femme se détache d'une fenêtre; le regard fixe, elle tire nerveuse-ment sur sa cigarette. Plus bas, dans la cour, des gens vont et viennent entre les immeubles, l'air affairé. D'autres, par petits groupes, se préparent à aller en reconnaissance en ville, histoire de voir ce que les magasins de l'Ouest ont à offrir.

Rien ne distingue à première vue le centre d'accueil de Giessen, en Hesse, d'une quelconque petite cité de banlieue industrielle. Coincé entre des voies de garage, le remblais d'une route et un entrepôt, il n'a rien pour apporter la petite note d'humanité que pourraient attendre ceux qui viennent d'accomplir le - long voyage - en provenance de la RDA. A Glessen, carrefour obligatoire de tous les réfugiés d'Allemagne de l'Est, on est là pour les formalités. Rien d'autre.

Trois fois par jour, le train de Bebra, la ville frontalière la plus proche, dépose sur les quais de la petite gare ocre-rouge son lot de voyageurs un peu spéciaux, encombrés de valises ou de colis divers. Ils sont relativement jeunes pour la plupart, et les enfants, nombreux. On arrive au centre à pied, en famille ou par petits groupes. Seuls quelques prilégiés sont venus directement de RDA avec leur voiture personnelle. Pour tout accueil, la cage de verre du gardien et une barrière

dans les quatre immeubles du centre? Plusieurs centaines, en tout cas. En temps normal, Giessen accueillait bon an mal an quatre cents à cinq cents personnes par mois. Leur nombre a commencé à progresser lentement depuis novembre. « Puis, tout d'un coup, indique le porte-parole du camp, les gens sont arrivés par paquets, sans avertissement: 100, 200, 300 par jour. .

#### Des lits superposés

Depuis quelque temps, le gouvernement a donné des directives pour que le nombre des arrivées ne soit plus communiqué, afin d'éviter trop de publicité. Mais tout semble indiquer que le flot se poursuit au même rythme. Ce brusque afflux, que l'on n'avait plus connu depuis la construction du mur de Berlin, a pris les res-ponsables de court. Il a fallu à la hâte prendre des mesures pour canaliser les nouveaux venus. On a fait appel à des volontaires de la municipalité pour prêter main forte aux agents débordés.

Des salles d'accueil provisoires ont été aménagées sommairement côté des cuisines pour recevoir les derniers arrivants. Des lits superposés ont été installés dans les chambres prévues normalement pour deux personnes, et d'autres centres d'hébergement ont dû être ouverts pour la nuit. La cantine que l'on a dû agrandir sert aussi de salle d'enregistrement et de salle d'attente.

Un haut-parleur égrène à intervalles réguliers les numéros de ceux qui sont appelés à effectuer quelque nouvelle formalité. 150, 151, 152... L'anonymat reste de rigueur à Giessen. Bien peu de

amovible, comme dans n'importe quelle usine.

Combien sont-ils, éparpillés dans les quatre immeubles du réfugiés acceptent d'ailleurs de donner leur nom quand on les interroge sur ce qu'ils ont fait, ce qu'ils attendent de leur nouvelle vie. Toujours un vieux réflexe : la crainte que, d'une manière ou d'une autre, cela puisse porter préjudice à des membres de la famille restés en RDA.

En attendant son tour, on tue le temps comme on peut. Le séjour au centre de Giessen dure cinq jours environ, et la seule distrac-tion est d'aller faire, de temps à autre, un petit tour en ville. Cer-tains ont la chance d'avoir de la famille à l'Ouest et des parents qui sont venus les chercher. On fait salon dans sa chambre en formulant des projets d'avenir. Dans mulant des projets d'avenir. Dans la cafétéria, on reste entre soi, entre petits groupes devant une bière ou quelque autre boisson. Certains sont seuls, perdus dans leurs pensées. Les conversations sont étouffées. Seul le baby-foot autour duquel s'agglutinent quelques enfants apporte un peu d'ani-

A leur arrivée en RFA, les réfugiés sont démunis de tout : argent, papiers d'identité. Les autorités est-allemandes les autorisent seulement à recevoir leurs meubles et objets personnels une fois l'installation terminée, et elles font payer le prix fort. Pour le reste, c'est à Bonn de subvenir à tous les besoins. Considérés par la Consti-tution comme des Allemands au même titre que les citoyens de la RFA, tous les réfugiés ont automatiquement, dès leur passage à la frontière, les mêmes droits que tout ressortissant de l'Ouest. S'ils étaient salariés, ils perçoivent une indemnité de chômage correspondant à leur qualification, et les personnes plus âgées touchent

automatiquement une retraite. Le premier travail des responsables du camp est de munir chacun d'une pièce d'identité pour

leur permettre ensuite, en leur lieu de résidence, de bénéficier de tous leurs droits. Les réfugiés ont en général réussi à emporter des papiers personnels, extraits de naissance, certificats de mariage, certificats d'emploi, per nettant à l'administration ouest-allemande de s'y retrouver. Une visite médicale complète est prévue pour donner droit éventuellement à des soins ou, en cas d'infirmité, à des

#### Interrogatoires

Vient ensuite l'interrogatoire par des services de sécurité chargés de repérer les éléments douteux ou d'éventuels agents. Interrogatoire fastidieuz, mais que la plupart acceptent sans trop rechigner. Après les difficultés rencontrées avant leur départ de RDA, les gens acceptent avec une apparente indifférence. La vic est devant eux, non derrière.

L'espoir des nouveaux venus est immense, même si chacun évite soigneusement, du moins en public, de trop le montrer. La plupart connaissent pourtant bien, à force d'avoir regardé la télévision ouest-allemande, la situation en RFA, le chômage, les problèmes d'insertion. Mais réalisent-ils vraiment? - Quand on veut travailler, on trouve toujours quelque chose à faire », affirme péremptoirement un jeune chauffeurlivreur d'Erfurt, vingt-six ans, longs cheveux bouclés, venu rechercher à Munich un improbable père. « Ici, on doit se battre pour son existence, pour sa propre vérité. Ce n'est pas la même chose que se battre pour sa liberté. .

Liberté! Le mot revient sans cesse dans toutes les bouches. Pour y avoir rêvé, ils sont près d'un demi-million à avoir déposé en RDA une demande d'autorisetion de sortie au prix de brimades et surtout, pour la plupart, de la perte de leur emploi : sauf quel-ques chanceux, ils ont attendu plusieurs années avant de pouvoir

partir. Et combien sont-ils encore làbas qui n'ont pas osé prendre le risque ? « Si j'avais demande une autorisation, j'aurais perdu mon travail, je n'aurais plus eu d'argent. On ne peut pas se le per-mettre quand on ne sait pas très bien combien de temps cela va

durer », confirme cet ingénieur de Leipzig qui a choisí, lui, de rester en RFA à l'occasion d'un séjour pour « raisons familiales », en aissant de l'autre côté sa femme et son enfant. Pourquoi avoir pris cette décision? • Oul. Pourquoi? J'avais un bon job, une voiture, un appartement. C'est ce qu'on appelle la liberté, qui manque. Vous ne pouvez pas vous imaginer. On est enfermé et on ne peut pas savoir pourquoi. C'est ça

HENRI DE BRESSON.



#### **CHINE:**

# Foires aux logements et foire d'empoigne

Les citadins chinois hésitent à quitter leurs maisons basses \_ immeubles ; surtout qu'il faut patienter des années, voire acheter son logement à des prix pour privilégiés.

De notre correspondante

Pékin. - La patience chinoise est bien connue, mais la crise du logement qui sévit à Pékin, à Shanghaï et dans d'autres grandes villes et les absurdités de la bureaucratie la mettent à rude épreuve. C'est ainsi que plusieurs centaines de Pékinois en attente d'un appartement, exaspérés par l'impéritie et la mauvaise volonté des fonctionnaires chargés des services publics de la capitale, se

sont finalement mis en colère. Depuis un an et demi, un logement avait été attribué à ces braves citoyens dans l'un ou l'autre des deux superbes immeubles de seize étages construits, à l'un des grands carrefours de la ville, pour les employés du ministère de la communication et du bureau du commerce extérieur de Pékin. Impossible, toutefois, d'y emménager, et pour cause : les constructeurs avaient tout simplement « oublié » de brancher l'eau. le gaz et l'électricité. Interventions discrètes, démarches prudentes, questions polies : rien n'y fit. Pendant dix-huit mois, les services intéressés se renvoyèrent la balle, se déclarant incompétents, ce qui, d'une certaine façon, n'était pas si faux. Une obscure querelle entre unités rivales était. paraît-il, à l'origine de ce - blocage » administratif.

Las de faire les frais de cette partie de ping-pong, les futurs locataires, parmi lesquels se trouvaient quelques personnalités connues, rassemblèrent leur courage et adressèrent une lettre de otestation au maire de Pékin, M. Chen Xitong. Miracle! Un mois plus tard la question était réglée. Les deux gratte-ciel, enfin convenablement équipés, accueillaient leurs nouveaux habitants. Cette histoire - authentique n'est qu'un exemple parmi beau-coup d'autres de situations parfois rocambolesques. Ainsi, tout récemment, le quotidien shanghaien Wenhui Bao a révélé les déboires essuyés par la Société locale de développement de l'habitat : sur (fuites de tuyauteries, murs lézardés) qui rendaient plus de la moitié des lieux inhabitables.

Pour faire face à une demande qui n'a cessé de croître depuis trente ans, le gouvernement fournit, depuis quelques années, un ef-fort indéniable. La surface bâtie a presque doublée entre 1979 et 1982, passant de 62 millions à près de 118 millions de mètres carrés. Le nombre des logements construits chaque année a augmenté, dans le même temps, de 1 250 000 à 2 360 000. Les investissements ont connu une impor-Depuis cinq ans, les autorités se

sont mises en tête de rattraper le temps perdu. Cette volonté est visible à Pékin, où de nombreux immeubles de dix, quinze, voire de plus de vingt étages ont poussé comme des champignons dans le centre de la ville. Hélas! L'implantation de ces bâtiments, d'une esthétique contestable, s'est faite souvent d'une manière anarchique, rompant l'harmonie architecturale d'une capitale dont la principale beauté tenait à la perspective de ses maisons basses traditionnelles. Quantitativement, les chiffres montrent bien la détermination du pouvoir : en 1949. nous a dit M. Xu Zhoulin, président de la commission de la construction de Pékin, la surface habitable de la capitale était de 13.5 millions de mètres carrés. Aujourd'hui, elle s'élève à près de 48 millions de mètres carrés, dont 20 millions (environ trois cent cinquante mille logements) ont été bâtis depuis 1978. « Soit à peu près l'équivalent de la surface du vieux Pékin », précise-t-il sièrement en omettant d'indiquer quelle part du vieux Pékin a été sacrifiée à cet objectif. Une cinquantaine de zones résidentielles

situées dans la ceinture de la ville viennent compléter le tableau. La plupart des pouveaux logements comptent deux pièces (environ 30 mètres carrés au total), parfois trois ou seulement une. Certains, véritable luxe, sont équipés d'une cuisine et de toilettes individuelles. Dans les autres, ces commodités sont communes à plusieurs familles. L'eau chaude courante n'est installée

tant une surface totale de plus de pible à tous les étages, mais pas 1 million de mètres carrés, on dé- forcément dans les appartements. ment dans bon nombre de cas, mais il ne fonctionne que du 15 novembre au 15 mars, et la chaleur qu'il dispense ne dépasse guère les 16 degrés. Tout juste de quoi rendre supportables les rigueurs de l'hiver pékinois, dont les températures tombent pourtant bien au-dessous de zéro. Les sols systématiquement faits de ciment - d'un gris sinistre n'améliorent pas le décor.

#### Le prix des relations

Une idée bien ancrée veut que les loyers payés par les citoyens chinois soient très bon marché. C'est souvent vrai, mais pas toujours. Curieusement, pour le même type d'appartement situé dans le même immeuble, les prix connaissent des variations assez sensibles, bien que difficiles à discerner au premier abord. Ainsi. deux appartements identiques de deux pièces peuvent avoir, par exemple, un loyer allant de 4 à 10 yuans (1), selon les avantages offerts, par ailleurs, par l'unité de travail dont dépendent leurs occupants. Or il est quasiment impossible de contourner ces sameuses unités, celles-ci étant souveraines en matière d'attribution de loge-

Les délais d'attente, une fois que l'unité a accepté d'inscrire un candidat sur ses listes, sont, offi-ciellement, de un à six ans. La réalité prouve que le temps d'attente est parfois de huit ou dix ans. Désabusé, un Pékinois nous a confié : « La seule solution est d'avoir une bonne et solide guanxi (relation) ou d'être un cadre d'un rang acceptable. » A partir de quel rang ce privilège joue-t-il? La question est restée sans ré-

En général, le citoyen de base se réjouit de pouvoir entrer dans un logis neuf, même si celui-ci est sommaire. Mais nombre de Pékinois rechignent à s'installer dans les étages supérieurs au cinquième. Ils ont pour cela de bonnes raisons. Leur opposition ne tient apparemment pas à la simple habitude de vivre dans des maisons basses. Elle se fonde sur la crainte d'être régulièrement privés d'eau ou de grelotter l'hiver

un lot d'appartements représen- nulle part. L'eau froide est dispo- à cause d'installations de plomberie défectueuses.

> Il en va autrement pour un cadre d'un bon ran dans du neuf. A lui le logis tout confort dont la superficie est proportionnelle à son grade. Ainsi, un chef de département dans un ministère peut avoir le privilège de se voir attribuer jusqu'à cinq pièces, tandis que le Chinois moyen n'en obtiendra que deux pour une famille identique. Encore ne s'agit-il-là que d'une situation - normale, légale -. Bien d'autres abus ont été découverts que la presse dénonce.

La campagne de consolidation du Parti lancée en octobre dernier a subitement « incité », révèle l'agence Chine nouvelle, des cadres du Parti à restituer des surfaces de logement qu'ils occupaient indûment. Plus de deux mille fonctionnaires du Parti de la province du Shanxi ont ainsi rendu un espace total d'habitation qui a permis de loger trois mille familles de trois personnes! Dans le Liaoning, 10 000 mètres carrés ont pu être récupérés. Dans la municipalité de Pingxiang (Jiangxi), rapporte le Quotidien du Peuple, deux cents affaires contrevenant au réglement concernant les privilèges des ca-dres et la discipline ont été découvertes depuis 1980. Parmi les cas incriminés, sont citées treize familles de cadres qui occupaient chacune un logement de 290 mètres carrés. La somme totale détournée par ces cadres pour se faire construire leur logis s'était élevée à 117 000 yuans.

#### Devenir propriétaire

Ces actions dégagent, sans doute, quelques nouveaux espaces, mais ce n'est pas là-dessus que le citoyen chinois en quête poirs. Il préfère, apparemment, compter sur d'autres moyens, no-tamment sur les possibilités ouvertes par les échanges. Dans chaque bureau administratif du ogement des grandes villes de Chine, un département spécial se charge de ces transactions. L'an-née dernière à Pékin, quelque trente mille familles ont pratiqué ce genre d'opération. En 1980, les autorités de la capitale avaient pris l'initiative d'organiser une · foire aux logements » dans le

quartier ouest de la ville. Le succès remporté par cette mani-festation les a incitées à voir plus grand. A l'automne 1982, une foire couvrant l'ensemble des logements échangeables de Pékin s'est tenue pendant trois jours au Palais de la culture des travailleurs, mitoyen de la Cité interdite. Plus de dix mille Pékinois s'y sont précipités. Devant cette réussite, la municipalité de Pékin a décidé

de tenir désormais cette foire tous

les ans, au mois d'octobre. Devenir propriétaire d'un logement entre aussi peu à peu dans les mœurs. L'Etat chinois, luimême, encourage depuis quelque temps à l'achat. Le Jingji Ribao, (le Journal de l'économie), consa-crant un long article à « La signimercialisation des logements », expliquait que c'était d'abord un important moyen de revenus financiers pour les constructeurs. En raison de la forte demande, la construction pourrait devenir l'un des principaux piliers de l'économie nationale. L'Etat bénéficierait directement des taxes prélevées sur les constructions réalisées par les différentes entreprises et

Quatre villes (Changzhou dans le Jhiangsu, Shashi dans le Hubei, Siping dans le Jilin et Zhen dans le Henan) ont été choisies, l'année dernière, pour mener une expérience pilote de ventes d'ap-partements. C'est la Corporation chinoise pour le développement et la construction de logements en milien urbain, créée en 1981, qui

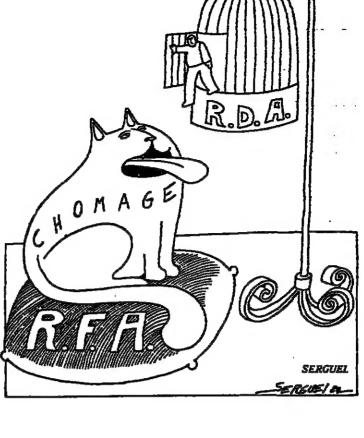
supervise cette activité. En 1983, elle a vendu des maisons et des appartements à sept mille familles. Ce n'est qu'un début. Ce système, qui n'était pas appliqué à Pékin jusqu'à mainteneant, va être introduit prochainement à l'intention des intellectuels et des Chinois d'outre-mer et de leur famille vivant dans la capitale. A Shanghaï, le prix moyen d'un logement d'une pièce et demie est d'environ 5 000 yuans. A Shenyang (Liaoning), il en coûte 9 000 à 10 000 yuans pour 25 mètres carrés. Des possibilités de prêts existent sous diverses formes. Les bénéficiaires doivent, par exemple, justifier d'un dépôt bancaire de 1 000 à 1 500 yuans. ou bien, comme c'est le cas à Shenyang, disposer d'une somme de 3 000 yuans au départ. En règle générale, un tiers du prix doit être versé à l'achat.

CHOMEL.

Officiellement, on ne parle pas d'accession à la propriété, mais de l'ouverture d'un nouveau marché socialiste du logement ». Le Jingji Ribao a sans doute raison de souligner que cette innovation sera génératrice de profonds changements sociaux et économiques ». C'est, en tout cas, un coup de plus porté au rêve utopique de l'organisation collective de la vie familiale tel qu'il fut caressé dans les années 50 et 60.

ANITA RIND.

(I) Un yuas égale 3,95 F; le salaire ouvrier moyen à Pékin est de 60 à 70 yuans par mois.



... (N)

Street of

4.2653.4

Carling . . .

A CALL TANKS

TARREST THE STA

Sea to bear in the

99 - Wild to 1997 - 19

Marie St. Care 40 د فرغه . بهایتندیو.. د .. 44 44 THE REST. - - marriena a in . " ingisti. fil فيهنده ووندك المهارات والمرادي ين لو عصوب ... and many and a finish a filippe d and anything the state of > Allengary way Acceptance which there La proper Marie Con

والمعافظة فيع والمالية المالية والمالية

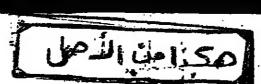
Section 🚔 🗒

ne giften merfit The Water of Said Con The Life Service i wie de minte · was required to the de colonia primatifica か マク 海流 学者 1. 1 1. 15th # 15 15 In the same care المجاملات الماساء . A i distribute

E Labor to the said 1 - am 2000 3 300 1950 i m felinger the women to the state of

20.02

Page 6 - Le Monde ● Dimanche 1e-Lundi 2 avril 1984 •••



# Etranger

#### **COTE-D'IVOIRE**

# Patrie d'adoption pour Libanais

Les Libanais qui fuient la guerre cherchent à développe ailleurs leurs immens talents de commerçants. A Abidian, par exemple...

#### De notre envoyé spécial

Abidjan. - . La moquette sur laquelle vous marchez m'a été offerte par des musulmans. » Le Père maronite de la mission libanaise d'Adjamé, un grand quartier d'Abidjan, se félicite du climat d'entraide qui règne au sein de la communauté libanaise de Côte-d'Ivoire. Arrivé voilà six mois du Liban, il a remis de l'ordre dans cette mission fondée en 1954, où le laisser-aller régnait. Le directeur, ivoirien, de la petite école africaine a été renvoyé. A la rentrée scolaire, il n'avait déclaré que les deux tiers des effectifs inscrits et empoché quelque cinq cents cotisations annuelles, soit plus de 8 millions de francs CFA (160 000 francs).

Du coup, les dons se sont multipliés, « Les Libanais sont généreux, dit le prêtre, mais ils veulent que leur effort serve à quelque chose. - Les sailes de classe ont été nettoyées. L'appartement de l'ancien directeur, qui donne sur la rue, abrite aujourd'hui un dispensaire tout propre. « Il y a une quarantaine de médecins libanais en Côted'Ivoire et je les mets à contribution », dit le Père, seul à la tête de la mission depuis que son unique compagnon est bloqué au Liban, où il s'était rendu en visite à la fin de l'année dernière. Les anciens locaux du dispensaire sont transformés en club de jeunes. Les salles de réunion de la mission ont été repeintes et meublées de neuf. Pour la première fois, un couple de jeunes Français a été uni dans la petite église orientale, très accueillante, dont le jardin a été

Adjamé est un quartier populaire, grouillant de monde, dont les boutiques sont souvent la propriété de Libanais assez prospères et d'oil partent, dans le bruit et la brousse qui sillonnent la Côted'Ivoire. A l'autre bout d'Abid-

tranquille de Marcory, un centre culturel islamique s'est récemment ouvert dans un petit immeuble bien triste. Au rez-de-chaussée, dans la matinée, deux salles de classe sur une dizaine sont occupées par quelques jennes Africains qui apprennent la broderie et la peinture sur soie sous la direction d'une Cap-Verdienne. Au premier étage, la salle de réunion vide n'abrite que des tapis et les portraits de Moussa Sadr, l'imam libanais disparu en Libye en 1978, et de son successeur, Mohamed Mehdi Chamssedine, ainsi que celui, inévitable, du président Houphouët-

Pour accéder au deuxième étage, celui de la mosquée, les femmes doivent coiffer le tchador. Au troisième étage réside le cheikh, un personnage dont l'influence n'est pas négligeable, puisque, selon des estimations bien approximatives, les quatre cinquièmes des quelque soixante mille Libanais de Côte-d'Ivoire seraient des chlites. La quasitotalité d'entre eux sont dans les affaires et jouent un rôle important dans ce pays où leurs investissements se sont multipliés ces dernières années, notamment en raison de la poursuite des combats

#### Un monde fermé

Les premiers Libanais sont arrivés au début du siècle, dans les fourgons de la France. Certaines familles chrétiennes et francophones vivent ainsi en Côted'Ivoire depuis trois générations. Leurs enfants ne parlent pas tous l'arabe. Depuis les années 60, les arrivées les plus nombreuses sont celles de chittes du Sud, venus de Qana, de Zrérié et de Jouaya. Avec la guerre du Liban, la communauté libanaise s'est de nouveau sérieusement renforcée. mais elle a moins de racines locales. Ses effectifs varient en fonction des événements, de contre la ré l'ouverture ou de la fermeture de l'aéroport de Beyrouth, des accal-de former un groupe homogène et price de l'user des le bruit et la mies ou des poussées de fièvre au peu pénétrable, d'user de confusion, autobus et taxis-Liben Le va-et-vient est constant méthodes peu régulières dans le jours en position de refuser « Les vieux espèrent toujours commerce, de soudoyer la fonc-retourner mourir chez eux», tion publique, notamment les Les Libensis, de toute façon, francs. On comprend miezz, au explique notamment M™ Hiam agents du fisc et des douanes, sont condamnés à s'incruster en moment où la Côte-d'Ivoire tra-

Fakhreddine, qui a fondé, en 1979, l'Association des femmes libanaises, dont les activités sont parallèles à celles de l'Union libanaise culturelle mondiale, dont la section ivoirienne est présidée par M. Najib Zaher.

En Côte-d'Ivoire, les grandes familles libanaises, une douzaine environ, ont un pied dans l'industrie de transformation. Mais la plupart des Libanais se retrouvent à tous les échelons des circuits commerciaux, les derniers arrivés. moins francophones, occupant les places encore à prendre dans les petites villes de province et même dans les bourgs de brousse.

A la différence des Français, ils arrivent sans contrat de travail et s'installent dans les quartiers populaires. Les étals de trottoirs sont tenus par des Africains, mais au fond de la boutique la plus proche, discret et attentif derrière sa caisse, on retrouve le Libanais, petit ou gros, devenu l'intermédiaire indispensable du commerce, au même titre que le Malien, le Nigérieu ou le Mauri-

An sein de leur petit monde, assez fermé et qui vit replié sur des traditions pour l'essentiel familiales, le principal clivage se fait entre les vicilles familles, qui considèrent un peu la Côted'Ivoire comme leur patrie d'adoption et ont pignon sur rue à Abidjan, et les nouveaux arrivés qui ont fui la guerre et regagneraient vite le Liban s'ils avaient l'assurance de pouvoir y vivre en paix. Les premiers sont bien implantés et investissent sur piace. On calcule même que la moitié du «Plateau» - le centre d'Abidjan - appartient à des Libanais qui se sont taillé la part du lion dans l'immobilier, Mais les derniers arrivés ont davantage une mentalité de réfugiés. Le cas échéant, d'une façon ou d'une autre, les Libanais de Côted'Ivoire pourraient contribuer à la

En attendant, ils s'insurgent en favorable

reconstruction de leur pays.

d'utiliser à leur manière les méandres du système bancaire, quitte à changer fréquemment de banque, et de s'évanouir dans la nature quand cela leur sied. « Il y a peutêtre des éléments malhonnêtes che: nous, comme partout allleurs, mais ce sont des cas particuliers », rétorque M. Fakhreddine, ce qui n'est pas entièrement

#### Condamnés à s'incruster

En tout cas, le président Houphouët-Boigny souhaite que la communauté libanaise demeure sur place et, en décembre dernier, à l'occasion de la réception très remarquée de quatre cents de ses représentants, il lui a lancé un appel, lui demandant de se mobiliser aux côtés de l'Etat face à la criminalité croissante, de dénoncer les fraudes commerciales, de renoncer aux intermédiaires pour l'obtention de permis de séjour..., moyennant quoi les Libanais can-didats à la double nationalité verront leurs demandes étudiées avec bienveillance. «Certains, parmi yous, se sont illustrés dans la fraude. Je vous demande de les écarter», leur a-t-il dit.

Nous demandons au Bon Dieu d'assurer une longue vie au président Houphouët-Boigny». nous dit aujourd'hui un représ tant de la communauté libanaise, traduisant ainsi le vœu de gens qui ont tous souffert de la guerre et qui ont trouvé, en Côted'Ivoire, calme et prospérité. Pour se faire mieux accepter, les Libanais font de sérieux efforts financiers. Ils ont offert 14 millions de francs CFA pour financer la Coupe d'Afrique de football qui vient de se dérouler en Côted'Ivoire. Ils ont donné vingt voitures et 20 000 litres d'essence à la police nationale dans le cadre de la lutte contre le banditisme, dont ils sont souvent les victimes cux-mêmes. Ils contribuent au financement d'écoles, d'orpheliats et même d'un village de lépreux. Les Ivoiriens les sollicitent souvent, sachant qu'ils ont des ressources et ne sont pas jou-



FRANCHINL

Côte-d'Ivoire. Ils le savent et projettent la construction, à partir de l'an prochain, d'un lycée francoarabe pour leurs enfants. De leur côté, les Ivoiriens auraient tort de se priver des services d'une communauté très dynamique, dont les commerçants et revendeurs sont très informés des besoins du marché intérieur et qui a déjà investi plus de 3 milliards de francs CFA dans l'industrie, soit les deux cinquièmes de son capital global dans le pays. En dehors des commerces en tout genre, on retrouve, en effet, des Libanais dans la menuiserie, l'industrie commétique, l'habillement ou l'imprime-

. Pour ne citer que l'exemple le plus connu, la famille Omais--Khalil, compte donze sentreprises dont le chiffre d'affaires est éva-

verse sa première crise financière depuis l'indépendance, l'appel du président Houphouët-Boigny aux Libanais. En Côte-d'Ivoire. comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique francophone. l'Etat s'essouffle dans son rôle de locomotive de l'économie. La relève pourrait venir de l'initiative privée. La présence libanaise peut constituer un atout supplémentaire dont Abidjan aurait tort de se priver, d'autant que les divisions internes de la communauté ne sont guère sérieuses. Il y a bien quelques intégristes chez les musulmans et même des partisans du khomeinisme. Mais ils ne de se faire accepter par l'hôte ivoirien, qui ne tolérerait sûrelibanaises.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

#### LITUANIE

# Jonas et la baleine communiste

L'université la plus vieille d'URSS. des églises catholiques, du jazz et le cœur de Pilsudski... Le capitale de la Lituanie soviétique atfiche sa différence.

De notre envoyé spécial

Vilnius. - Est-on vraiment en URSS? On se croirait plutôt dans quelque vieille ville universitaire d'Europe centrale. Les tavernes d'étudiants avec leurs lourds bancs de chêne poli et leurs chopes de bière ressemblent à celles de Tübingen. Debout, adossés aux murs blanchis à la chaux, des jeunes gens aux cheveux longs lorgnent des filles assises par deux qui sirotent leur café. Les garçons arborent des jeans venus d'Occident qui ont dû leur coûter une fortune. La mode, ici, est de les porter neufs en laissant bien apparaître la marque d'origine qui en fait tout le prix. Un blouson d'aviateur complète l'accoutrement. Les vêtements des filles - jupe et manteau de

laine - sont plus traditionnels. C'est la fin de l'après-midi. Dans les petites rues étroites qui bordent l'université la plus vieille d'URSS (elle a été fondée en 1579), les cours se terminent ou s'effilochent. Comment? l'étran-ger n'a pas entendu parler du groupe Trio? Ils ont pourtant sorti plusieurs disques, et tout le monde ici les connaît. Ils sont trois comme leur nom l'indique, Ganeline au piano, Tarassov à la batterie et Tchekassine au saxophone. Ils jouent, à en croire nos remment, les défenseurs de un peu plus de la moitié de la et qui ont subi au cours des âges

interlocuteurs. • le meilleur jazz des pays baltes et peut-être d'URSS ». Ces musiciens sont-ils lituaniens? La question est jugée peu intéressante, extra-musicale en quelque sorte. Tous les trois sont russes, mais les deux premiers sont nés et ont toujours vécu en Lituanie.

La chapelle universitaire domine l'entrelacs de bâtiments baroques et classiques qui abri-tent les facultés de philologie et d'histoire (les sciences exactes ont déménagé en banlieue). Jonas, qui est en avant-dernière année, sort d'un cours de latin. Lui aussi a entendu parler de Trio. Il est même un de leurs « fans » attitrés. Mais il a une particularité. Malgré son jeune âge (vingt-trois ans), il est déjà membre du Parti communiste. Est-ce une vocation? Pas du tout. Etant donnée la situation sociale assez élevée de son père, également membre du Parti, et les études plutôt longues qu'il a entreprises, il n'était pas question de faire autrement. Il ne s'en plaint pas d'ailleurs, c'est ainsi. Il ne fera pas carrière dans le Parti; il n'a pas l'air très doué pour les joutes idéologiques et sa sincérité apparaît totale quand il affirme qu'un communiste a le droit d'aimer le jazz, de porter un jean et de garder les cheveux longs,

#### Mises en garde

Lui fait-on parfois des remarques? La presse soviétique est remplie de mises en garde à la

dans les colonnes des journaux que dans les réunions du Parti, en tout cas à Vilnious.

Jonas n'envisage pas de vivre ailleurs qu'ici et de parier une autre laugue que la sienne. Epousera-t-il une Russe, à l'instar de nombre de ses compatriotes? Si l'occasion se présente... Mais il faudra qu'elle parle le lituanien à la maison.

Sur l'avenue Lénine, au centre de la ville, un magasin de disques propose la dernière livraison de Trio. C'est une musique étrange, assez belle d'ailleurs, qui passe sans crier gare du jazz le plus classique à la recherche sonore la

Le groupe se produisait il y a peu de temps encore au restaurant Neringa, un des plus chics » de la capitale. La salle est vaste et le public jeune et attentif. Mais au lieu de commander un repas, cette clientèle, qui ne venait que pour Trio, se contensait de thé ou de café. La direction du restaurant ne s'y retrouvait pas. Elle s'est rabattue sur des recettes plus classiques et a engagé un ensemble traditionnel qui joue désormais des valses viennoises approximatives pendant que les notables, dirigeants du Parti, militaires, universitaires russes et lituaniens mêlés dînent

en famille. La question nationale n'est pas un sujet tabou mais fera piquer le nez dans son assiette à un Litua-nien qui découvre soudain qu'il parle à un journaliste. Les Litua-niens sont minoritaires à Vilnius. jeunesse contre les modes venues Les habitants, d'origine polonaise, de l'Occident décadent. Appa- allemande et russe (1) forment

l'orthodoxie sévissent davantage population de la capitale, alors les chevaliers teutoniques, l'union sont exposés chasubles, calices, que la campagne et les autres avec le royaume de Pologne et les crucifix et... des photos de prêtres villes sont lituaniennes presque à tears russes, sont soviétiques et lituaniens aux côtés d'officiers cent pour cent. Vilnius est un peu un autre monde hérité du passé dont témoignent les immeubles très « européens » du centre ville, habités avant-guerre par les Polonais et les Allemands qui régnaient sur le commerce et l'université. Le plus célèbre des poètes polonais, Adam Mickie-wicz (1798-1855) était étudiant ici au temps où Vilnious s'appelait

#### Le cœur de Pilsudski

En lisière de la ville, le cimetière polonais rappelle une partie de ce passé. Une grande dalle de marbre noir sans nom de famille, porte cette inscription : « La mère et le cœur du fils ». Une vieille femme qui garde les lieux explique que le cœur du maréchai Pil-sudski (1867-1935), premier ministre et ministre de la guerre de Pologne de 1926 jusqu'à sa mort, fut déposé dans le tombeau de sa mère. Vilnius était alors rattachée à la Pologne. Une garde d'honneur entourait le tombeau lors de l'arrivée des troupes soviétiques en septembre 1939. Sur le marbre noir, quelques traces de balles tirées à la mitrailleuse témoignent pour ces soldats polonais exécutés à l'aube de la

seconde guerre mondiale. L'armée soviétique chassée par les nazis en 1941 revint en 1944 pour ne plus repartir. Les Lituaniens, qui avaient été le dernier peuple d'Europe à se laisser christianiser (au quatorzième siècle)

officiellement contents de l'être. nazis. Un immense vitrail Les églises (catholiques) sont moderne proclame en latin : pourtant pleines le dimanche, et seuls les «chercheurs scientifiques » du Musée de l'athéisme, installé dans l'ancienne église Saint-Casimir, se souviennent encore de l'existence du « grand prêtre palen » Lizdelka qui vivait à Vilnius il y a seulement sept ou

Ce Musée de l'athéisme mérite la visite. On y est accueilli pas des statues de Zeus, Hermès, Vénus et Apollon. Des planches en cou-leurs expliquent l'apparition de la religion chez les primates supérieurs. Viennent ensuite des masques africains, des statuettes égyptiennes et des bouddhas. Puis

« Homo est creator dei, ergo non teur de Dieu, donc Dieu n'existe pas »). Le tour de cette ancienne église qui reste surmontée d'une couronne (saint Casimir, patron de la Pologne et de la Lituanie était fils du roi Casimir IV Jagellon) s'achève fort logiquement par une exposition consacrée aux cosmonautes soviétiques. Gagarine, c'est vrai, n'avait pas rencon-

DOMINIQUE DHOMBRES.

La communauté juive jadis considérable a presque entièrement disparu, déportée ou dispersée par les nazis.

# De l'efficacité naît le succès...

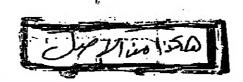
Vous êtes : DIPLOMES grande école d'INGENIEURS ou de

COMMERCE

CONTACTEZ-NOUS: J.J. LETANG Gestion des Ressources Humaines MOTOROLA S.A. BP 1029 31023 TOULOUSE Cédex.







# France

# L'AGITATION DANS LA SIDÉRURGIE

# Profonde émotion dans les milieux syndicaux

« Je supplie le président de la République de comprendre qu'il y a des moments où il faut savoir faire un pas en arrière. Quels que soient les arguments invoqués pour justifier l'assainissement de la sidérurgie, de la construction navale ou d'autres activités, il faut admettre qu'on ne peut résoudre tout en s'enfermant dans le cadre de données purement économiques. » Cette supplique du secrétaire général de FO, adressée à M. François Mitterrand, donne le ton des réac-tions syndicales après les décisions du gouverne-ment concernant la sidérurgie. M. Bergeron, comme M. Marchelli, délégué général de la CGC, ont demandé audience au chef de l'Etat, dès vendredi 30 mars. En l'absence de réponse de l'Elysée, la CGC a déclaré qu'elle apportait son soutien aux actions et aux grèves qui se préparent en Lorraine le 4 avril.

(CGT, CFDT, FO, CGC, FEN), qui ont arrêté le principe de ce mouvement de grêve, ont égale-ment décidé d'effectuer, le 13 avril, une marche sur Paris, que certains sidérurgistes qualifient même de « marche sur l'Elysée ».

· A MARSEILLE, où les ouvriers de l'usine Ugine-Aciers de Fos-sur-Mer ont manifesté de la ville et ministre de l'intérieur, a fait part de son intention de prendre un certain nombre d'initiatives, notamment en faveur de la reconversion des ouvriers menacés de licenciements.

· A BRUXELLES, on apprenait de source communautaire que la commission européenne jugeait favorablement les décisions du gouvernement français de réduire à 18,5 millions de tonnes la production nationale d'acier.

## Les Lorrains ne voient qu'un coupable : le président de la République

De notre envoyé spécial

Metz. - . Mitterrand. démission! -. C'est le chef de l'Etat, et lui seul, qui est tenu, de Neuves-Maisons à Longwy, pour responsa-ble du cauchemar éveillé que vit actuellement la Lorraine. Les sidérurgistes et les mineurs de fer de la région ne retiennent, depuis quarante-buit heures, que l'arbi-trage présidentiel en leur défaveur, à l'exclusion de toute autre considé-

Ni le premier ministre, ni M. Delors ou M. Fabius, ni MM. Dollé et Lévy, PDG respectivement des groupes Sacilor et Usi-nor, ni même les instances de Bruxelles ne font l'objet de slogans hostiles, comme si tout le monde ici voulait les ignorer pour mieux concentrer son énergie protestataire contre le président de la Républi-que. Comme si ce dernier n'avait consulté personne. Comme si la crise de la sidérurgie avait éclaté le 29 mars 1984.

Il y a une explication globale à cela: dans une Lorraine, qui reste politiquement dominée par l'opposi-tion, malgré la poussée de mai-juin 1981, les électeurs de gauche ont cru dur comme fer - sans mauvais jeu de mot - à ces paroles de M. François Mitterrand : \* Les entreprises publiques, au nombre desquelles sigurent les entreprises sidérurgiques Sacilor et Usinor, tion industrielle, de la reconquête du marché intérieur et, par consé-quent, de la bataille pour 'emploi. . Premier voyage officiel

bre 1981, Longwy...

Les aciéristes longoviciens refusent, aujourd'hui, d'avoir la mémoire courte et, au-delà des traditions de lutte bien ancrées, leur violence est à la mesure de leur déception, eux qui avaient voté en masse, il y a près de trois ans, pour le candidat socialiste à l'Elysée.

Les observateurs ne s'étonnent donc pas que les incidents les plus sérieux se soient encore produits, vendredi 30 mars, dans le Pays haut. Des forces de l'ordre avaient pour mission d'empêcher les sidérurgistes d'Usinor d'accéder au centre ville de Longwy. Affrontements à coups de grenades lacrymogènes d'un côté, de ferrailles et de boulons de l'autre. Bilan : quatre blessés légers parmi les membres des CRS, au moins autant, disait-on, dans les rangs des manifestants. Nouvelle slambée de colère dans la nuit du 30 au 31 mars : la trésorerie générale a été mise à sac. « Colère légitime », a assuré M. Jules Jean, maire communiste de Longwy.

« Mitterrand, démission ! » : c'est également à ce cri que, vendredi à 15 h 30, plus d'un demi millier d'ouvriers, appartenant pour la plu-part à la CGT et à la CFDT, d'agents de maîtrise et de cadres de Sacilor, partis en voitures et en cars de l'aciérie de Gandrange - en grève totale, elle aussi, - ont envahi la vaste salle des pas perdus de la gare de Metz. Pendant soixante-dix interrompant tout trafic, sous l'œil d'un important dispositif policier. Il n'y a pas eu d'anicroche sérieuse, excepté une courte salve de grenades lacrymogènes et... une longue invective d'un quai à l'autre avec un groupe de permissionnaires aux cheveux ras, furieux de ce contretemps.

. Mitterrand, respecte tes engagements ! - : comme dans le Pays haut, c'est le seul slogan politique, qui ait été ensuite scandé, pendant une heure, dans les rues de Metz, par les travailleurs de Gandrange, avec des revendications économiques et sociales comme : « Le train universel se fera, le train à fils vivra ou Fer, acier, charbon, la France en a besoin -. Là non plus, il n'y a pas eu d'incident, manifestants et CRS gardant mutuellement leur caime. - Ce que nous cherchons, ce n'est pas l'affronsement, c'est le maintien de l'emploi », affirmait un syndicaliste.

#### Une marche sur l'Elysée

C'est toujours le président de la République, et lui seul, qui a été visé, au cours de trois opérations ponetuelles identiques, menées vendredi matin dans les mairies de Moyeuvre, Rombas et Amneville (1): intrusion dans les locaux, bombages à la peinture, voi du por-trait officiel du chef de l'Etat, brûlé ensuite sur la place publique, et cette inscription rageuse sur les murs des hôtels de ville : «Merci, François!» De la même façon, les unions régionales CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC ont décidé d'organiser, le 13 avril prochain, non pas • une marche sur Paris •, comme elles l'avaient dénomm mais « une marche sur l'Elysée, »

La pression est à ce point forte que quatre parlementaires de Moselle (MM. René Droxin, Robet Malgras, Nicolas Schiffler, députés, et M. Jean-Pierre Masseret, sénateur) ont quitté les groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat Les quatre élus, qui siègeront désormais sur les bancs des non-inscrits, ont assuré qu'ils maintiendront leur décision - tant que la Moselle n'aura pas reçu les signes

concrets de son avenir ». De même, M. René Lencart, premier secrétaire de la fédération de Moseile du Parti socialiste, a quitté lui, le comité directeur du PS, le représentant de la CFDT abandonnant son fauteuil au conseil d'administration de Sacilor.

On verra, à l'égard personnel du président de la République, quelle sera, lundi 2 avril, l'attitude générale de l'opposition lorraine : le conseil régional, présidé par M. Jean-Pierre Rausch, maire UDF de Metz, et le comité économique et social, présidé par M. François Guillaume, qui est égulement à la tête de la FNSEA, se réunissent ce jour-là en session extraordinaire.

En attendant une nouvelle semaine de tension, avec l'opération « Lorraine morte », le 4 avril, les syndicats devaient, sauf impréve, s'accorder quelque répit ce week-

Un dernier symbole « antimitter-randiste » a été noté ce samedi 31 mars : la fête de la rose, qui devait avoir lieu à Woippy, dans la banlieue de Metz, a été annulée.

(1) Et non à Hagondange, une information erronée nous l'a fait écrire dans le Monde du 31 mars.

#### En 1981

# LE DISCOURS

M. François Mitterrand, qui s'était rendu pour son premier

» La laçon vaut d'être méditée : il n'est pas d'économie solide, il n'y a pas de relations so-ciales équilibrées dans un pays, si l'on méconnait les besoins des travailleurs et si on leur redes travalleurs et si on leur re-fuse le droit à le négociation et à le responsabilité. A ceux qui étaient au premier rang des vic-times d'une société injuste, je suis venu dire ici qu'ils doivent être maintenant au premier rang dans la reconstruction de notre économie. Cette reconstruction, BUX, SVEC VOUS BE DOUR VOUR. 3

# M. Defferre demande que Marseille-Fos devienne un pôle de reconversion industrielle

De notre correspondant

Marseille. - M. Gaston Defferre. ministre de l'intérieur et maire de Marseille, a évoqué, le vendredi 30 mars, devant son conseil municipal, la décision prise par le gouver-nement de fermer progressivement l'usine d'Ugine-aciers de Fossur-Mer. « J'ai demandé au premier ministre, a-t-il déclaré, que Marseille-Fos devienne un pôle de reconversion industrielle. Cette procédure permet d'obtenir, a-t-il sap-polé, la mise en place de stages de formation professionnelle, ainsi que des aides sinancières et siscales pour la création d'entreprises. Le premier ministre m'a donné son premier ministre m'a donne son accord pour que j'en informe le conseil municipal. Je ne peux rien dire, étant membre du gouverne-ment, de la décision de fermeture d'Ugine-acters, mais je ne veux pas en rester là. J'ai l'intention de pren-le rester là. J'ai l'intention de prendre un certain nombre d'initiatives et de demander au conseil régional, au conseil général des Bouches-du-Rhône et à la chambre de commerce de Marseille de les prendre avec moi pour former le plus vite possible aux techniques de pointe, de l'informatique et de la robotique, le plus grand nombre possible de

travailleurs de la zone de Fos. » En réponse aux propos tenus par le maire de Marseille, M. Guy Hermier, élu du conseil municipal et député communiste des Bouchesdu-Rhône, a condamné, au nom de par le gouvernement. « Pour ce qui nous concerne, a-t-il déclaré, nous nous concerne, 2-t-11 declare, nous croyons que c'était dans une voie inverse qu'il failait s'engager pour doter notre pays, malgré les difficultés, d'une sidérurgie d'avenir. Nous trouvons, 2-t-il ajouté, particullèrement injustiflée et inacceptable la décision qui vient d'être prise de fermer Ugine-aciers à Fos. Cha-cun le sait ici : cette usine, qui est l'une des dernières-nées de l'aclérie française, est une des plus perfornies et l'une des plus modernes du pays. C'est la raison pour

laquelle nous soukations que le gouvernement revole sa position et que l'entreprise ne soit pas fermée.»

Comme M. Defferre, M. Hermier a toutefois souligné la responsabilité des gouvernements de droite dans la détérioration de la situation. « N'oublions pas, a-t-il insisté, qu'entre 1974 et 1981 M. Giscard d'Estaing a supprimé quarante-cinq mille emplois dans la sidérurgie. »

Tout on rendant, pour sa part, hommage aux efforts déployés par M. Defferre, M. Michel Pezet, PS, adjoint au maire aux affaires écono-miques et président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azar, a demandé au maire de Marseille d'attendre, avant qu'un processus de reconversion soit engagé, les propo-sitions que feront la région, le département, et les communes concernées pour garder l'usine d'Ugine-aciers ouverte. « Au regard de la capacité de sa production et de la compétiti-vité de cette entreprise, a déclaré M. Pezet, nous ne comprenons pas les choix qui out été faits. » M. Defferre est alors convenu que

M. Defferre est alors convenu que la meilleure solution serait que l'usine ne seit pas fermée. - Je n'el pas à critiquer une décision prise par le gouvernement, pas plus que ne le font les ministres communistes, a-t-il indiqué. Mais s'il s'agit d'obtenir, par des démarches que nous ferions, ensemble, que cette décision soit non seulement revue, pais profinalisment par diffée propriément produitées propriément produitées programmes. mais profondément modifiée, vous pouvez entièrement compter sur mol = Pour sa part. M. Jean-Luc Gaudin, conseiller municipal et député PR des Bouches-du-Rhône, a estimé qu'une unanimité pouvait être trouvée - des lors que l'on ne veut pas faire de politique politicienne et rejeter sur les gouverne-ments précédents une responsabilité qui appartient au gouvernement d'aujourd'hui. Si vous pouvez faire revenir le gouvernement sur sa déci-sion, a-t-il lancé à M. Defferre, alors vous aurez bien fait. Mais je ne sais pas si vous pourrez le faire. >

GUY PORTE.

#### HEURTS VIOLENTS **A LONGWY**

Une série d'affrontements ont eu lieu à Longwy entre les sidérurgistes et les forces de l'ordre, samedi 31 mars. Vers. 1 heure du matin, un demimillier de manifestants, dont de nombreux jeunes cens casqués. le visage masqué, ont provoqué un début d'incendie à la trésorerie générale, jetant des bouteilles d'acide sur les gendarmes. Ils ont ensuite envahi les locaux de l'Union métallurgile bâtiment. Selon un premier bilan, l'ordinateur de la trésorerie générale, d'un coût de 500000 F, a été entièrement

La veille, d'autres manifestants avaient pris à partie M. Jean-Paul Durieux, député socialiste, qui se trouvait au local du PS, saccagé dans la nuit de jeudi à vendredi. Derrière un énorme buildozer et un camion chargé de sulfate de fer - oroduit qui brûle la peau, - un d'Usinor-Rehon s'étaient heurtés sur la place Leclerc aux 19 heures, maloré de nombreux tirs de grenades lacrymogènes, commissariet central.

Auparavant, des manifestants avaient tenté d'investir la leur projet après avoir discuté avec le maire, M. Jules Jean (PCF), entouré d'employés municipaux et de militants cégétistes. Au cours des divers incidents, quatre personnes ont été blessées.

Lisez .

Le Monde dossiers et documents

#### Quatre élus socialistes de la Moselle se mettent en congé de leur groupe

Quatre élus de la Moselle – trois députés et un sénateur – ont décidé, vendredi 30 mars, de se mettre en congé des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat - tant que la Moselle n'aura pas reçu des signes concrets de son ave-nir ». En outre, le premier secrétaire de la fédération du PS a annoncé sa démission du comité directeur de son parti.

M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, élu de ce département jusqu'à son entrée au gouvernement, judit à son entrée au gouvernement, et dont le suppléant, M. Nicolas Schiffler, est l'un des trois députés démission-naires du groupe socialiste, se refu-sait, samedi matin, à - justifler - la décision de ces élus, tout en déclarant la - comprendre -. Le secré-taire d'Etat, auquel l'union régionale CFTC de Lorraine demande de quit-ter le gouvernement, n'a pas, bien entendu, l'intention de répondre à cette injonction. Il estime, néan-moins, que les Mosellans « peuvent avoir l'impression - que leur dépar-tement a été sacrifié dans les arbitrages qui ont prévalu lors de la réu-nion du conseil des ministres, le 28 mars, mais que la déclaration faite, à cette occasion, par M. Fran-çois Mitterrand, garantit que de nouvelles implantations industrielles

seront réalisées en Lorraine. L'impression d'avoir été sacrifiés est d'autant plus forte, chez les quatre élus « dissidents », qu'ils avaient multiplié les interventions pour défendre le dossier de la Moselle, qu'ils étaient parvenus à convaincre le ministre de l'industrie, M. Laurent Fabius, et qu'ils croyaient même que M. Jacques Delors, ministre de l'économie, avait été sensible à leurs arguments. Leur ressentiment est dirigé contre le pre-mier ministre, auquel M. René Drouin, député de la troisième circonscription, reproche d'avoir privilégié sa région, le Nord-Pas-de-Calais.

Les trois députés - MM. Drouin, Schiffler et Robert Malgras - et le sénateur - M. Jean-Pierre Masseret

- appartiennent, comme le premier secrétaire fédéral, M. René Leucart, et comme M. Lavrain, au mouvement A (mitterrandiste) du PS. Ils avaient conquis leurs sièges en juin 1981, dans la vague favorable au PS, en bénéficiant du recul de l'ancienne majorité, dans un département globalement conservateur, et de celui du PCF dans le bassin sidécommunistes s'était traduite. comme en mars 1983, par la victoire de M. Drouin, aux élections municipales, à Moyeuvre-Grande, mairie détenue jusque-là par les commu-nistes, divisés, il est vrai, lors de ce scrutin. Les deux partis s'étaient entendus, toutefois, pour présenter une liste commune aux élections sénatoriales de septembre, ce qui avait permis à M. Masseret de devenir le premier sénateur socialiste de ce département depuis des décen-

M. Drouin est enseignant, M. Malgras technicien à Sacilor, M. Schiffler ajusteur - c'est l'un des quelques élus ouvriers du PS. -M. Masseret inspecteur des impôts. Tous quatre reflètent bien l'implantation du Parti socialiste, dans ce département, avec sa composante venue du syndicalisme CFDT. Ayant, en partie, conquis leur ter-rain sur le PCF dans la zône sidérurgique et vanté les mérites de la nationalisation de la sidérurgie, il leur était difficile de ne pas prendre leurs distances par rapport aux déci-sions annoncées le 28 mars. D'autant que les Mosellans, comme les habitants du Pays haut de Meurthe-et-Moselle, ont, depuis cinq ans, le sentiment de devoir se battre contre un pouvoir central qui ne les comprend pas. Il existe une solidarité locale, à laquelle aucun élu ne peut contrevenir. Le gouver-nement de M. Barre en avait fait l'expérience lorsqu'il avait du défen-dre, face à la fronde de certains élus lorrains de sa majorité, les décisions prises en mars 1979.

PATRICK JARREAU

# DE M. MITTERRAND

déplacement officiel en province en Lorraine les 12 et 13 octobre 1981, avait notamment déclaré à Longwy : «...ie symbole, c'est Longwy, c'est toute la Lorraine durament frappée par la crise. victime d'une politique d'abendon ou de laisser-faire. (...) Vous avez connu ici les drames des fermetures d'usines, des licenciements, l'obligation de quitter le pays pour aller cher-cher un emploi ailleurs, un emploi que l'an vous refuseit sur place et vous avez vécu l'injustice d'une société qui ne se rendait même plus compte qu'en privant des femmes et des hommes de leur droit au travail, elle s'attaquait à leur dignité. Vous avez refusé cette injustice et vous avez été les pionniers du changement, et vous avez été les premiers à lancer un avertissement à ceux qui ignoraient la politique sociale tout occupés qu'ils étaient à se livrer à de savants cours d'économie politique dont on constate aujourd'hui les résultats.

## Le face-à-face Marchais-Mitterrand

(suite de la première page.)

Le risque majeur était, alors, pour le PCF, de voir, dans la foulée, la plus grande partie de son électorat ouvrier adhérer à une politique sociale démocrate de gestion sociale de la crise.

Les réactions des sidérurgistes lorrains laissent entrevoir, au contraire, un rejet de cette politi-que. C'est M. René Piquet, qui, lors du précédent comité central du PCF, suggérait que les com-munistes allaient pouvoir, enfin, reprendre, mais « sur pièces » cette fois, le vieux débat, relancé en 1977 et interrompu en 1981, sur la nature du changement qu'il faut à la France, par opposition à la ligne de compromis tous azimuts qui est celle du PS.

La question est alors de savoir si M. Mitterrand peut continuer d'accepter la présence au sein de la majorité d'une force de contestation permanente s'appuyant sur une partie de l'électorat de la gauche. La question est aussi de savoir si le PCF, dans l'état actuel de ses forces (son audience a été

ramenée au niveau de 1936, et, si les sondages préélectoraux se confirment, elle peut être placée au lendemain du 17 juin an niveau de 1928), peut prendre le risque de quitter le gouvernement. Il ne peut qu'être opposé à des suppressions d'emplois qui sont de nature à aggraver le processus d'effritement de ses positions traditionnelles, car elles affectent des branches et des régions où le PCF puise son encadrement politique et syndical. Mais il prendrait un risque majeur à contrarier les sentiments unitaires, qui resteut intacts, dans son électorat.

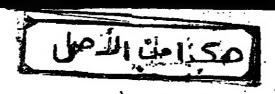
Faute de mieux, les communistes voudraient sans doute pouvoir continuer d'être à la fois du côté de ceux qui crient contre les restructurations industrielles et du côté de ceux auxquels des cris s'adressent. Tout en franchissant un degré supplémentaire dans une stratégie de la tension, qui semble, pourtant, en voie d'atteindre son point limite.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Vos annonces dans Emplois Cadres Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Page 8 - Le Monde ● Dimanche 1 - Lundi 2 avril 1984 •



s loisirs des Pa

 $\mathcal{C}=\{a_{k+1},\ldots,a_{k+1}\}$ 

er kem

41 ag 25

micral titte griete, wild 1 mm

#### SIDÉRURGIE:

art part de

I LECOUAGE

te source

Bonnetue"

trielle

75 que le Constion et 5 Jermés

dermer de dans la

inette.

Gistard rante-ing

SET PS

t scann

en region

ents.

#### LES RÉACTIONS POLITIQUES

#### Le P.C. demande un autre plan

Avant de porter un jugement sur les mesures annoucées par le gou-vernement, certains responsables politiques ne manquent pas de rappeler le passé et plus précisément les engagements du gouvernement, Ainsi, M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PCF, responsable du secteur entre-prises, observe qu'encore en 1982, la possibilité d'alter vers vingiquatre millions de tonnes » d'acier avait été évoquée. Et d'ajouter au micro d'Europe-1 : «ce sont ces engagements qu'il faut tenir pour répondre au problème de l'emplot et au problème dramatique de ces régions »,

Ce chiffre, ajouté à celui de trente milliards de tonnes pour la production annuelle de charbon, est aux yeux de M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, la preuve du caractère dangereux et illusoire des promesses gouverne-mentales. Du coup, les décisions prises enprès bientôt trois ans d'analyses contradictoires, d'hésitations et de flottement - ont, estime-t-il, l'-apparence- de res-tructurations industrielles et la -réalité- de la «liquidation de pans entiers de notre économie et notamment de notre industrie lourde -. Pour les travailleurs concernés et pour les régions sou-mises à ces coupes sombres », il ne pout s'agir, ajoute M. Pons, que «d'une trahison de la pars d'un pouvoir qui leur avait tout promis.

A ces critiques, s'ajoute celles de M. Michel Debré, qui sur RMC, a observé : «A la fois le retard, la réduction de la durée du travail et l'augmentation des charges ont rendu inéluciables des mesures plus sévères que celles qui auraient été prises si (le gouverne-ment) s'était décidé il y a trois

 L'extension du chômage rapidement planifiée par le gouverne-ment» est, pour le Ligue commu-niste révolutionnaire (trotskiste), «un nouveau coup de poignard, de M. Mitterrand et du gouvernement donné - à la classe ouvrière ». En revanche pour M. Jean-Michel Baylet, président du MRG, « le gouvernement aborde ce dissicile problème de manière responsable», et pour M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS, chargé des entreprises, les mesures sont - dures - mais - courseeuses -.

Notant que « sur le terrain », l'idée «que la gauche les abandonne » est. « largement répandue » par les travailleurs. M. Gayssot estime que le gouvernement « aiderait la gauche tout entière », «s'il revenuit sur ses positions pour faire une autre politique». Député communiste du Nord et président de la commission de la production out déjà donné. Le pire.

et des échanges de l'Assemblée nationale, M. Gustave Ansart en appelle lui aussi à un autre plan que celui proposé d'-une petite sidérurgie-pour-un petit pays-. Jugeant impensable d'opposer les sites sidérurgiques les uns aux autres . M. Ansart déclare : . Il ne faut pas ajouter de nouveaux gâchis à ceux que nous avons connus dans le passé. Il ne faut pas à nouveau supprimer des emplois mais au contraire en créer par milliers, sinon ces régions deviendront des secteurs pour retraités que les jeunes fuiront.

M. Bachy ne demande pas un autre plan, mais «que s'engagent sans délai les négociations néces-saires evec les élus locaux concernés et l'ensemble des syndicats, pour que soient examinés cas par cas et site par site les effets des mesures annoncées ». En tout tat de cause, explique de son côté
M. Baylet, doit être « scrupuleusement respecté l'engagement qu'aucun emploi de travailleur actif ne soit supprimé sans être compensé par un emploi de rem-placement.

Autrement dit, «l'accroissement du chômage n'est pas la condition nécessaire de la compétitivité. meis au contraire un hondicap pour l'économie », assure M. Bachy, qui sjoute : « La modernisation de l'industrie est une des conditions nécessaires pour préparer l'avenir, mais elle ne doit pas se faire contre les trovailleurs et contre l'emploi. »

#### Dens la presse **EPREUVE ET NAUSÉE**

Xavier Marchetti parle dans le Figaro d'«un certain courage» du gouvernement mais il relève surtout gouvernement mais il releve surtout l'apprense à laquelle se trouve ainsi soumise « la gauche politique, syndicale et intellectuelle ». La gauche, « justement ébraulée », vient « d'acquitter une partie du pris qu'elle auva à payer pour s'être transeis l'incesses vients d'incesses serves l'étre. trompée d'époque», assure l'édito-rialiste qui, pessimiste, ajoute : «Ce n'est peut-être qu'un acompte! -

Claude Cabanes commente dans l'Humanité les commentaires de la de cette troupe éplorée (...) donne la nausée». Le réducteur en chef de l'échec du «tandem UDF-RPR» en 1981 et observe : «La route choisie aujourd'hui pour l'avenir de la sidérurgie n'est pas celle de la reconquête. Mais les leçons de la droite ne valent rien : ces professeurs-là

#### Le Conseil d'Etat annule l'élection municipale de Mimizan et confirme celle de Mont-de-Marsan

Le Conseil d'Etat a rendu, ven-dredi 30 mars, plusieurs arrêts rela-tifs à des élections municipales de mars 1983.

L'un d'antre oux annule l'élection de Mimiran (Landes). Dans cette ville, trois listes s'opposaient au second tour: une liste d'opposition au second tour: une liste d'opposition conduite par M. Barsac (divers droite), qui a recueilli 2 152 voix (48,1 % des stiffrages exprimés) et obtenu 22 élus; une liste d'union de la gauche menée par M. Bourden (PS) qui, avec 1 809 vois (40,9 %) a cu six clus; une autre liste d'oppo-sition qui, avec 495 voix (11 %) n'a pu faire clire que son candidat piacé en tête, M. Cassagne (UDF).

M. Bourden avait contesté les résultats de cette élection devant le tribunal administratif de Pau, qui a rejeté son recours le 24 mai 1983. Il vient d'obtenir satisfaction en appel. Le motif de l'annulation prononcée par le Conseil d'Etat est le suivant : après la clôture de la campagne du second tour, quinze colistiers de M. Cassagne ont distribué, à un très grand nombre d'exemplaires, un tract appelant les électeurs à voter pour l'autre liste d'opposition. Le Conseil d'Etat a estimé que la diffusion de ce tract, qui était en contradiction avec la décision prise par la liste à les public il apprendiction de ce liste à laquelle il appartenait de se maintenir au second tour, avait pu

#### M. Léotard et les élections européennes

Le Parti républicain a démenti les propos tenus à Toulon par M. François Léctard, secrétaire général du PR, selon lesquels « il n'y aura pas de seconde liste de l'opposition aux. élections européennes - (le Monde du 31 mars). Dans un communiqué publié vendredi 30 mars, le PR pré-cise que M. Léotard « se réserve de toute déclaration sur ce sujet jusqu'au 7 avril, date de réunion du comité directeur de son parti ». « Depuis plusieurs jours, poursuit le texte, un certain nombre de personnalités ont cru pouvoir s'exprimer au nom ou à la place de François Léotard sur les élections européennes. Aucune d'entre elles n'était habilitée à le faire. Toutes ces inopportunes.

Jendi 29 mars, lors de la réunion du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, président de ce groupe, hvait notam-

 M. Panton et l'avenir de l'UDF. - Mi Michel Pinton a souhaité, vendredi 30 mars, que l'UDE, dont il est l'abeien secrétaire génécourant populaire du centre » pour deveuir » la grande force capable de gouverner la France ». Président des adhérents directs », dont l'ambition est de jouer un rôle «fédéra-teur», M. Pinton a déploré l'« effondrement » actuel de la confédération réduite à « un carsel électoral vaseux » qui « se limite à partager

ment précisé que lorsque M. Léo-tard indique qu'il y aura une autre liste de l'opposition il ne dit pas pour autant qu'il conduira cette liste ou

créer une confusion dans l'esprit des flocteurs et altérer par conséquent la sincérité du scrutin.

Le Conseil d'Etat a également

annulé les élections municipales de Saint-François et de Deshaies, en

Guadeloupe, en raison d'irrégula-

rités commises pendant le déroule-ment du scrutin. Il a, en revanche,

rejeté le recours formé contre l'élec-

tion municipale de Mont-de-Marsan (Landes). Ce recours était présenté-par M. Chiron (RPR) dont la liste

n'a obtenu, au second tour, avec 5 272 voix (38,3 %) que sept étas contre vingt-cinq à la liste d'union de la gauche menée par M. Labeyrie

(PS) qui a recheilli 5 543 voix (40,2 %) et trois à la liste du maire sortant (div. d.), M. Lamarque Cando (2 964 voix, soit 21,5 %).

Pour contester les résultats de

l'élection, M. Chiron se fondait,

notamment, sur les interventions répétées d'une radio Jocale en faveur

de la liste d'union de la gauche. Le

Conseil d'Etat a rejeté ce grief en

estimant « qu'aucune disposition de la loi du 29 juillet 1982 sur la com-

textes pris pour son application.
n'interdit à un service local de

radiodiffusion géré par une associa-tion de prendre parti en faveur d'un candidat déterminé ».

inteation audiovisuelle, ni sur les

qu'il y participers. (le Monde du 31 mars). | Nous maintenant insignalment les 31 mars),
Nous meistenens intigralement les
propos que nous a teme M. François
Léctard à Toulon le 29 mars et tels
qu'ils out été reproduits dans le Monde,
M. Léctard a répondu spontantment
à nos questions sans nous dommuder de
considérer ses propos comme une confidence. Au cours de la szême suirée, il
s'est exprimé ou termes identiques
devant pinsieurs autres personnes. —
A.P.?

M. Stirn et l'UCR. - An cours

de la réunion constitutive de l'UCR (Union centriste et radicale) qu'il vient de créer, M. Olivier Seins, dé-puré désormais non inscrit du Cai-vades, a estimé que « les conditions d'extrence d'une troisième voie qui, ne sera ni dominée par la droite conservatrice comme hier ni par la gauche dogmatique comme au-jourd'hui sont désormals remplies ». Dans l'organigramme ou bureau du nouveau parti figurent des membres du CDS, comme M. Guy Peron, conseiller municipal de Brest, ou M. Jean Dock, sup-pléant de M. Gengenwin, député UDF du Bas-Rhin, ou encore du PR, comme M. Renaud Muller, conscil-ler général de la Moseile. Le secrétaire général est M. François Garcia (radical), ancien membre de l'étatmajor de l'UDF.

#### LES NOUVEAUX VENUS

# Jean-Jack Queyranne: le parti, l'action, la culture

De notre correspondant. régional

Lyon. - C'est sans doute le plus occupé des parlementaires du Rhône, Jean-Jack Queyranne (PS) - né il y a moins de quarante ans, le 2 novembre 1945, à Lyon — a autant de mandans que de diplômes universitaires. Premier adjoint au maire de VIIleurbanne, M. Charles Hernu, consellier général, chef de file des socialistes à la communauté rbaine de Lyon, conseiller régio nel, député par suppléance du ministre de la défense : voità pour les mandats électifs directs ou indirects. Secrétaire national chargé de la culture au PS, mem-bre du bureau national de la 16dération des élus : voità pour le militant. Un chemin politique parcouru à grande vitasse; sur la tencée d'une scolaire lyonnaise classique au lycée Jean-Moulin et surtout d'un cursus universi-

Le « pion » Queyranne — il était étudiant salarié — a socu-mulé les diplômes ; licencié en droit « cuvée 1968 » ; titulaira de deux diplômes d'études supérieures (DES) de droit public et de sciences politiques, il a passé en 1970 se licence d'histoire de l'art, avant de soutenir une thèse de doctorat cinq ans plus tard sur les maisons de la culture. En 1969, il est assistant à la faculté de droit, puis chargé de cours, avoir choisi en 1974 l'université de Lyon II avec « un petit groupe de juristes de gauche ».

taire brillant.

Jean-Jack Queyranne a eu un itinéraira politique très simple ; toujours à gauche, toujours unitaire, toujours socialists. Ses seules évolutions ont seu à l'intérieur, et en douceur, des pertis de la gauche socialiste : la Convention des institutions répubicaines, le PGDS, puis, pour e des raisons locales », l'adhé-aign en 1909 au nouveau PS de ... M. Alain Savary, le CERES et en ... 1976, le courant majoritaire qu'il :: n'a plus quitté.

#### Premiers affrontéments au lycée la dans

Le politique était dans le famille Queyranne depuis longtemps. Si le père était tenu, en officier de police, à un certain devoir de réserve, la tribu a longtemps réconné dans ses terres gardoises d'origine de l'opposition entre deux grands oncles, un « rouge » et un « bienc ».

Le futur député s'est affilié à la politique avec la fin de la guerre d'Algérie, Lecteur de l'Express première manière, il décou-vre Mendès France au lybée en lisant la République moderne. « les petits fachistes ». A l'uni-versité, il milite à l'UNEF, devient ecrétaire de l'Association générale des étudiants ivonnais, « Associé avec les Maos, puis débarqué par le PSU... ou l'inverse, je ne me souviens plus s, il vivra in-tensément « le révolte de le gauche», la première campagne de François Mitterrand en 1965, « l'ouverture de perspectives po-litiques » qui sont pour lui, vingt ans après, « toujours une figne de conduite ».

La voie est tracée, Jean-Jack Queyranne sers un homme de parti. « Le PS a mis en forme, donné des perspectives aux perisées utopiques qui se manifes-taient, » Il a intégré en termes politiques ce qui bougesit dans la

CAGNAT. société française, Les rencontres, celle de M. Mitterrand à l'occasion d'un Mémoire universitaire sur le « contre-gouvernement » formé per celui-ci en mai 1966, mais sussi celle de M. Guy Molses convictions. Il passera de la « théorie » à la « pratique » poli-

la foulée de Charles Hernu, à l'hôtel de ville de Villeurbanne. Ses multiples mandats l'obli-gent à « travailler beaucoup », terme pudique pour décrire ses fronts : contre M. Francisque Collomb, à la communauté urbaine de Lyon ; contre une majopropositions budgétaires des socialistes, au conseil général; pour le gouvernement à l'Assembiée nationale. Repporteur du projet de loi sur la presse, il a su performance appréciable -

conserver son calme dans la tempête déclenchée par l'opposition : « Ce fut, dit-il, un exercice lactuel fort. > Six mois auparavant, sur le terrain, il affrontait des étudients hostiles aux projets gouvernementaux en matière

#### «Du surf sur la vaque » Cetta activité sublique n'ex-clut pas une curiosité culturelle

boutimique: expositions visitées Peris le pendantilles temps mores de l'Assemblés s, théêtre et, à un degré moindre, cinéme. Ajoutona le sport : le basket pendant dix ans ion n'est pas Villeuxbieninais impunément), la bicyclette, avec des sorties dominicales de 50 à 60 kilomètres, a dès les beaux jours ». Merié, M. Queyranne a deux en-fants, de neuf et sept lans, élèves d'une école primaire laïque. Il ne fait pas de pronostic sur son evenir politique et laisse ses interiocuteurs s'interroger sur de petites tensione avec lá « maire, ministre ». « Charles Harnu est un homme chaleureux, qui a fait gagner te gauche à Villeur-banne. » Il reconneît que; aujourd'hui, le PS e fait du surf sur is vegue a et que son perti, qu'il cite, évoque, explique à intervalles continus, doit aborder e le problème de la modernité ». « Nous devons, conclut-il, rester attentifs à ce qui se passe, tout en conservant des idées et des veleurs. y

Restera-t-ii dans la vie publique ? Reprendra-t-il ses cours ? « Je pense parfois à ce que me disait un vieux prof de la faculté de droit : « ce qui est formidable a dans ce métier d'enseignent. a c'est qu'on ne vieillit pas. On a > toujours des jeunes devent > soi. > Vieillir ? Le très politique Jean-Jeck Queyranne n'en a pas

CLAUDE REGENT.

#### DES COMMUNISTES AUX CHIRAQUIENS

#### Les loisirs des Parisiens

vision, les socialistes sont les plus nombreux à fréquenter les salles de cinéma, les libéraux (UDF) se passionnent d'abord pour leur famille, et les chiraquiens, sans goût préémi-nant, partagent équitablement leur temps entre cas trois activités

Ce sont les principaux résultats d'un sondage qu'a réalisé l'IFRES pour le compte du conseil régional d'Ile-de-France sur « Les activités culturelles » des habitants de la récion parisienne, Paris, petite et grande couronnes (1).

Ce n'est pas sans plaisir, une fois n'est pas coutume, qu'on percourt cette succession de chiffres. C'est donc la télévision - les lieux communs ont la vie dure — qui meuble le plus largement les loisirs des... Fran-ciliens (?) — un vocable commun qui ne soit pas « Parisien » reste à inventer pour nommer les dix millions d'habitants de la région-capitale.

Tout de suite derrière vient la vis familiale, pour 48 % d'entre eux. C'est le lecture qui arrache au sport la troisième place (30 % et 28 %). Les sympathisants de l'UDF viennent thés. Les communistes devancent largement tous les autres dans la pratique d'un ou de plusieurs sports.

Puis vient le cinéma (26 %), genre qui a la préférence très nette des amis du Parti socialiste. Plus loin derrière viennent le jardinage (16 %), qui est d'abord l'apanage des sympathisants RPR et qui est très délaissé par les socialistes, puis le bricolage, où se retrouvent nombreux les compagnons de route du Parti communiste, et les jeux de cartes et de réflexion, prédilection des chiraquiens. C'est le PMU qui est l'activité la moins « pratiquée » per les habitants d'Ilede-France (8 %). On s'apercoit, à la lecture des résultats par âge, qu'aucun jeune de dix-huit à vingtrustre ans ne perfore les coupons du

Les personnes interrogées, à 49 %, consacrent une partie de leur temps à une activité culturelle. Les sympathisants du RPR et ceux du Parti socialiste forment, à part égale, les principaux betailions des gens de culture active. Les commur suivis de près par les amis de l'UDF, sont les plus nombreux parmi les 51 % cui ne consacrent que peu de temps à l'activité culturelle : les communistes à 31 %, parce que c'est trop cher et qu'ils manquent de temps; les sympathisants UDF à 72 %, perce qu'ils manquent de

Les socialistes, talonnés par les chiraquiens, sont les plus nombreux à lire plus d'un livre par semaine. Mais ils ne sont que 6 % d'assidus à cette lecture hebdomadaire. La majorité ne lit qu'un ou deux livres par livre, on trouve d'abord les commu-

nistes, suivis par les socialistes. Parmi les lieux d'accueil ou les centres de loisirs, ce sont les clubs aportifs qui sont le plus fréquentés. d'abord et très netternent par les sympathisants communistes. Puis viennent les bibliothèques publiques, où se rendent le moins volontiers les

avmoethisants du RPR, qui sont en revanche les plus nombreux à parcourir les musées et les salles d'exposition, nettement délaissées par les communistes. Les maisons de ciernes ». coour tous ». cde la en cinquième position et ont les feveurs des sympathisants communistes. La droite les leur abandonns.

#### Bricolage en tête

Seulement 1 % des habitants de la région parisienne fréquentent les conservatoires où les communistes semblent venir en plus grand nombre. Ces chiffres sont à prendre avec des pincettes tant est petit l'effectif

L'activité de loisir la plus populaire est le bricolage (30 %), suivie de l'artisanat (13 %) et de la photographie (12 %). Permi les activités que l'on voudrait pratiquer, la photo vient en tête (26 %), suivie de la que (20 %). Les mœurs parisiennes apparaissent résolument modernes. La danse classique, la musique moderne et rock et la danse moderne viennent en tête, et très largement, des activités qui n'intéressent pas les habitants d'Illa-de-France. De même que le chant choral et l'apprentissage

Si 33 % des sondés déclarent ne. pas avoir d'enfants, les parents qui en ont les envoient plus volontiers faire du sport (44 %) - et d'abord les parents UDF - et apprendre la musique (20 %). Ca sont les parents communistes et ceux du RPR qui sont à ce chapitre les plus nombraux... A in question : « Allez-vous au

cinéma, au théâtre ou au concert ? », 34 % des personnes interrogées déclarent aller au cinéma une fois par mois et 24 % jamais. 22 % y vont au moins une fois par semains, au premier rang desquels les communistes et les socialistes. 47 % ne vont jamais au théâtre, en tête desquels se trouvent les communistes et les proches de l'UDF. 53 % ne vont jamais au concert. L'ouverture d'un club d'informati-

que près de chez elles serait acqueillie favorablement par 63 % des personnes interrogées d'abord les sympathisants communistes, suivis par caux du RPR, 67 % croient au câble - les sympathisants RPR en crovant le moins, 58 % voudraient que les chaînes par câble diffusent en priorité des films, 32 % des émisaions culturalles, et 20 % des émissions de variétés. Communistes, socialistes et libéraux forment le gros du betailon des amateurs de films, les chiraquiens donnant leur préférence aux émissions culturelles. 34 % sont disposés à payer moins de 100 france par mois pour les recevoir, et 28 %, à majorité communiste, ne veulent rien payer du tout.

OLIVIER SCHMITT. (1) Enquête réalisée du 9 au 18 mars. 1984, auprès d'un échantillon représen-tatif de la région lle-de-France de mille personnes ágées de dix huit ans et plus, sélectionné selon la méthode des quotas.

#### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SELECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



# Des enfants contre Lockheed

(Suite de la première page.)

Les petits passagers de Galaxy seraient restés, selon certains témoignages, environ dix minutes sans oxygène. Des trois cent vingt-sept occupants, cent quarante-quatre cadavres... Les cent cinquante survi-vants sont évacués vers un hôpital de

A Montereau, une famille française, les Passeron, apprend la nou-velle par radio. C'est l'angoisse. Depuis des semaines, ils sont en liai-son avec FFAC car ils attendent la venue d'un bébé vietnamien pour l'adopter. • On s'est immédiatement l'adopter. • On s'est immedialement inquiétés. Notre enfant était-il dans l'avion? On a fini par nous répon-dre non. • Tran, neuf mois, tant désiré, arrive enfin le 24 avril. Il est examiné dans un hôpital parisien. Il ne souffre apparemment de rien d'anormal. Il devient Ludovic, quatrième enfants des Passeron.

D'autres samilles accueillent les petits rescapés. En France, mais aussi en Belgique, au Canada, en Angleterre, en italie, en Allemagne et aux Etats-Unis. A certaines
FFAC confirme la présence de leur
enfant adoptif dans le Galaxy. Dans le climat très agité qui règne alors -Saïgon tombe le 30 avril - il est difficile de recueillir des informations sûres. Même de la part de FFAC.

#### Hyperactivité

Des années passent. En France, nul n'évoque plus le drame de Galaxy. Les bébés apprennent à marcher et à parier, les enfants à écrire et à lire. Brutales colères violentes paniques, hyperactivité et manque de concentration... les petits Vietnamiens fatiguent souvent leur entourage. Mais com-ment s'en étonner? Ils ont vécu les horreurs de la guerre et le choc de l'accident. « On n'a pas trop cherché à décoder le passé. On évitait de marginaliser notre enfant. Il fallait l'aider à s'intégrer », déclarent certains parents. Pour d'autres, la vie devient plus difficile. Au début c'était une vraie petite bête hurlante, poussant des cris inarticulés toutes les nuits. Il s'est calmé. Il a fini par apprendre à marcher, à descendre les escaliers. Puis à lire. Mais avec un grand retard. J'ai compris que ça ne tournait pas rond. Examens, rééducation... On a dépensé ce qu'on pouvait », avoue une mère qui tient à l'anonymat. Chacun se débrouille, espérant qu'avec le temps, « tout s'arran-

Un choc va bousculer ce fragile équilibre. Le 23 février 1978, les arents français recoivent une lettre de FFAC, postée aux USA. Rompant un silence de trois ans, cette association annonce qu'elle s'est constituée, dès 1976, partie civile contre Lockheed pour défendre les intérêts des cent cinquante petits survivants. Elle demande aux parents adoptifs s'ils veulent à présent porter plainte - les procédures d'adop-tion étant réglées. Stupeur... les Passeron, d'autres aussi, apprennent la présence de leur enfant dans Galaxy.

Huit mois plus tard, en octobre, une deuxième lettre arrive de Washington, signée de M. Charles R. Work Esq. C'est le tuteur, nommé par la cour fédérale américaine pour veiller sur les intérêts des petits survivants. Work et son assistant, M. Walter Carozza, tiennent en France pour un premier contact. Ils sont arrivés en Mercedes. dans la cour de la maison. On n'en revenait pas », se souvient M. Passeron. Après mûre réflexion, lui et sa femme acceptent de porter plainte, répondant à la suggestion de FFAC.

D'autres parents hésitent, ils ont peur des frais qu'entraînerait un procès lointain. Ils répugnent à soumettre leur enfant à des examens publics, où il serait jugé en terme de normalité... La plupart des soixante-trois familles françaises concernées sont de condition modeste, ont déjà d'autres enfants et vivent en province. Aux Etats-Unis, les parents sont tout aussi bésitants. L'acteur Yul rynner, père d'un rescapé, refuse de participer à cette initiative. M. Work recueille, au bout du compte, cent vingt-huit plaintes pour cent cinquante survivants. Mais déjà à la cour de Washington, les débats sont largement entamés. Dès 1976, Lockheed s'est retourné contre le gouvernement américain, l'accusant de négligence dans l'entretien du C5A-Gaiaxy. En 1977, ces deux adversaires ont passé un accord que la cour fédérale couvre du

Plus tard, en 1980, cette même cour décide de dissocier les cas

américains des autres, pour « une bonne administration de la justice ». En clair, les petits rescapés devenus citoyens américains verront leur sort jugé en priorité. Pour les autres, il faudra attendre...L'instruction des procès américains va, de fait, traîner encore trois ans.

Les avocats des plaignants ont facture 47 764 heures de travail. ceux de Lockheed et du gouvernement américain 73 700, précise le juge Louis F. Oberdorfer, chargé de l'affaire (2). Quel gaspillage! M. Oberdorfer espérait pourtant mener l'affaire rondement... Dès le 14 septembre 1979, Lockheed s'engage à ne pas contester sa responsabilité pour des dommages et intérêts « compensatoires », le gouvernement américain s'engaant sur ce terrain à garantir Lockheed. En clair, ils se partagent les frais pour les examens et les soins dont auront besoin tous les enfants sans exception. En contrepartie, les représentants de ces derniers renoncent à leur droit de réclamer des dommages « punitifs ». C'est la principale concession faite par les plaignants; pas de procès pénal. On ne discutera pas devant la cour des responsabilités en matière de porte et d'accident.

Pour le juge, l'affaire devient assez simple. Les enfants ont à peu près le même âge, la même expérience avant et après l'accident. Les premiers tests médicaux faits par une équipe d'experts du Children's Hospital de la capitale fédérale, sous l'autorité du docteur Cohen, montrent, dit-on, les nombreux symptômes d'un unique syndrome : le « minimal brain dysfunction - ou - dysfonction cérébrale a minima » - le - MBD ».

Inquiétant - MBD -... L'hyperactivité et surtout le manque de concentration sont chroniques. Comme si le cerveau ne pouvait plus filtrer les informations reçues. Avec la croissance, apparaissent des troubles de la vision, de l'ouïe... Que réserve l'avenir à chacun des petits survivants ? Les moins atteints apparemment aujourd'hui peuvent demain souffrir de nouveaux maux. Telle est l'inconnue angoissante. La prévention doit être aussi précoce que possible.-

Entre les diverses parties concernées, le « MBD » devient la principale controverse. Qui en est responsable? Pour le plaignant, c'est le crash, principalement. A l'inverse, l'autre partie accuse les mauvaises conditions de vie préexistantes à l'accident. Malnutrition, déshydratation et manques affectifs peuvent provoquer en effet le MBD. Encore faut-il apprécier cas par cas, suggère Lockkeed. Sur demande de Lockheed et du gouvernement américain, en mai 1981, la cour d'appel refuse d'étendre à l'ensemble des petits rescapés devenus citoyens américains les jugements favorables émis sur cinq des six premiers cas instruits individuellement (3). C'est un grave échec pour les plaignants... et pour le uge. Va-t-on plaider cas par cas ? Il faudra des années pour entendre les cinquante-quatre

#### 300 000 dollars per survivant

En sentembre 1981, éclate un scandale qui fait basculer les positions. La cour découvre l'existence d'un millier de photos du crash dans les archives de l'Air Force. Depuis 1975, on croyait sur parole le rapport officiel de l'accident qui affirmait la disparition de ces photos, à l'exception de quinze. Nul ne saura jamais le sin mot de cette histoire, que la cour s'empresse de classer. Mais très vite, on se met à négocier. Le 2 août 1982 est signé un compromis, un - business agreement -. Motif officiel : le procès, qui traîne, coûte fort cher. Sur le fond, rien n'est tranché. Quelle est la cause du MBD? La question reste ouverte, pour les procès français à venir.

Aux termes de ce compromis américain de 1982, Lockheed s'engage à verser 13,5 millions de dollars, soit en moyenne 300 000 dollars (ou 2,4 millions de francs français) à chaque petit survivant devenu citoyen américain. Avec les intérêts, cela fait 17.5 millions de dollars. Les trois quarts des fonds seront rapidement versés aux familles, sous leur contrôle et celui des tribunaux locaux. Le reste est affecté à un fond, un trust géré par le

tuteur, M. Work. Cela servira à payer les soins pour les troubles qui apparaîtront éventuellement au cours de la croissance. Là, pèse la menace majeure sur l'avenir des victimes. Là, réside également l'inégalité flagrante entre les enfants devenus citoyens américains et les autres.

#### Soixante-trois plaignants francais

Les petits survivants devenus français ont dû attendre juin 1983 pour savoir qu'ils seraient jugés par la même cour que leurs homologues américains. Ainsi en a décidé la cour d'appel des Etats-Unis, contre la demande de Lockheed. La firme souhaitait le transfert de l'affaire devant une juridiction française, arguant de la commodité, des différences de juridiction et de protection sociale existant entre les deux nations. Mais le gouvernement américain n'a, semble-t-il, guère tenu à être mis en accusation sur un sol étranger. Enfin, serait-il normal de priver les victimes françaises des dommages compensatoires versés aux Américains, sous prétexte que, en France, la Sécurité sociale rembourse une partie des soins?

Au printemps 1983, commencent les examens médicaux qui se poursuivent à Paris, en octobre pour les soixante-trois familles plaignantes françaises. Le docteur Cohen est à Paris, à cet effet. Eddy Mc Nally, photographe, prend les clichés de chaque enfant et de son entourage, à la demande de la cour. En janvier 1984, quelques parents sont convoqués devant la cour fédérale. Ces auditions préparent le premier procès, prévu pour le 4 avril. Quelques procès, que l'on jugerait cas par as, pourraient servir de test dans le cadre d'un futur règlement collectif. C'est la position des plaignants et du juge Oberdorfer. Sans attendre, en février 1984, la Cour fédérale a chargé M. Work,

le tuteur, de former une commission française d'experts et de médecins, présidée, précise la cour, par le professeur Michel Dugas. Ce dernier est chef du département « psychiatrie des enfants et adolescents » à l'hôpi-tal Hérold, à Paris. Il est connu pour ses observations sur l'enfant hyperactif (4). La future comission doit établir, d'ici août, un diagnostic et donner un avis sur la façom dont la Sécurité sociale pourrait prendre en charge les frais d'examens et de soins. Pour payer ces investigations approfon-dies, la Cour a demandé à Lockheed une provision de 600 000 dollars, versable avant le 9 mars 1984. Déjà, en 1979, la firme avait verse une première provision, de 5 000 dollars, par enfant pour les examens prélimi-naires. Ceux-ci n'ont, de fait, été menés en France que quatre ans plus tard. On peut s'en étonner.

Fin mars à l'hôpital Hérold, on attend toujours l'ordre de mission. Que se passe-t-il donc?

Quoi qu'il en soit, le procès de Magali va démarrer. Le 4 avril, la petite Vietnamienne, à la peau café au lait, née de père inconnu et devenue Française, sera devant la cour fédérale. Pionnière malgré elle d'une longue série noire qui oblige à se souvenir...

#### DANIELLE ROUARD.

(2) Propos cités par l'hebdomadaire Legal Scene daté du 15 août 1983. (3) Ainsi la famille Reynaolds habi-(3) Ainsi la famille Reynaolds habitant Los Angeles a-t-eile obtenu au procès, en juin 1981, une somme de 860 000 dollars. Cette famille avait adopté deux jumeaux, âgés de quelques semaines lors de l'accident, James et Nathan. Seul James se trouvait dans Galaxy. Selon M= Reynolds, des deux bébés très agités au départ, seul l'un ne réussit pas à se calmer : James. Cet enfant montra plus tard - à cinq ans - un retard de développement notable par rapport à son frère (The New York Times, du 31 acût 1982).

(4) L'anfant hyperactif. de

#### UN MAIRE COMMUNISTE ET SES IMMIGRÉS

# Les indésirables de Montreuil

On ne prendra pas M. Jean-Pierre Brard, maire communiste de Montreuil (Seine-Saint-Denis) en flagrant délit de racisme. Il sait le sujet glissant et se cram-ponne du bon côté de la frontière subtile qui sépare le racisme d'un « antiracisme conséquent ». Au-trement dit, M. Brard n'est pas près de s'installer aux com-mandes d'un buildozer pour aller raser le foyer-dortoir Bara, unique objet du ressentiment muni-

Si la municipalité vient d'organiser un grand rassemblement devant ce foyer habité exclusivement par des immigrés maliens, « c'était avec les riverains, mais aussi avec les résidents. Pas question de tenter de dresser les uns contre les autres ». D'all-leurs, le maire n'a jamais évoqué une situation « explosive » dans se commune, pas plus qu'il ne craint « le pire à chaque instant » propos que lui prétait une dépê-che de l'AFP et tenus en fait par... son prédécesseur, iui aussi communiste, M. Marcel Dufriche.

Non, le combat de M. Brard, nouvellement élu, et de M. Dufriche, fut et restera administratif. Depuis des années, Montreuil, e deuxième ville malienne après Bamako », dit le maire, qui compte déjà 20 % d'immigrés dans sa population, de préfecture en ministère, ferraille pour se dé-

berrasser du bätiment. Conçu en 1968 pour héberger provisoirement deux cent cinq résidents, le foyer Bara en accueille aujourd'hui plus du double, et devantage encore le week-end : « L'été, on ne peut plus passer dans la rue », se plaint un voisin devant l'afflux d'immigrés de ces

sont faites élastiques, les lits se sont superposés aux lits dans les chambres. « La nuit, les couloirs sont encombrés par des lits pliants, se plaint le maire. Un incendie là-dedans, et ce serait la catastrophe. >

Les équipements collectifs sont dans un état innommable. Eviers défoncés, poubelles débordant à deux pas des réchauds pour le plus grand bonheur des rats. « Mais ça ne dérange pas les Africeins, ils ont l'habitude de vivre comme ça », soutient un des plombiers chargés par l'AF-TAM (1) gestionnaire du foyer, d'y effectuer les réparations urgentes. Exigeant notamment d'obtenir la présence permanente d'un gardien, les résidents observent depuis un an une grève des loyers.

M. Jacques Brandt, directeur général de l'AFTAM, s'affirme d'accord pour fermer le foyer, « mais il faut savoir où reloger les résidents ». Les communes d'ilede-France ne se bousculent pas pour accueillir de nouveaux foyers. M. Brard, lui, e en une demi-journée de recherches », assure avoir recensé vingt et un emplacements disponibles dans la périphérie parisienne. La parole est à présent au secrétariat d'Etat chargé des travailleurs immigrés, où l'on affirme rechercher activement une solution.

THE PERSON NAMED IN COLUMN

The Part of the last

La manage reserved and the second

Branches Mr. Parkers

-

for mill for survival section in the

The same of the same of the same of

Angeniery we want with

------- # Table 1996

a combine that the state of

STREET, STREET

- 42-49 発売機会 17

the minimum of

water and the second

a -- may rely to the same year

· 李明中华中国 |

the second of the

The state of the state of the

Village Bridge

2 1 . 7. Harris .....

Strands the printing

THE PROPERTY OF THE

Towards Francis

- 30 - COTE . " " 

dispersion lines

The second age.

And the property

I have some met of

Sandward a

福油销售 動物學

Section 2

The Republication of

 $(a_{(1)})_{n=0}^{(n-1)}$ 

Many Street

1. . .

Tay.

who i

W. In

1 ...

 $[\gamma_{i}] \star \sigma_{(\alpha_{i},\alpha_{i},\alpha_{i}) = j}$ 

All Property of the second

Sept and the second

D. SCHNEIDERMANN.

(1) Association pour l'accueil et

#### « Aucune décision » n'a été prise (4) L'enfant hyperactif, de M.C. Mouren et M. Dugas (le Concours médical, du 13 février 1982).

#### des débats judiciaires -FAITS DIVERS-

L'argent des frères Bach

Jean-Pierre et Rémy Bach. « On voulait discuter avec lui », disent-ils. Lui, c'est la victime. Le 23 février 1983, à Hirschland, dans le Bas-Rhin, ils ont infligé une telle correction à Dominique Ouabel, vingt ans, qu'il n'est jamais sorti du coma avant son décès, le 13 février dernier.

Jean-Pierre Bach reprochait au jeune homme la voi de cuatre formules de chèques et l'endossement de 4000 F. Jean-Pierre. chauffeur de camion, âgé de trente ans, svait fait son enquête après avoir constaté qu'il avait été volé. Il voulait récupérar son argent. Il aveit appris que le voleur, Dominique Ouabel, un camarade, avait faisifié les chèques pour un montant de 11800 F. Quand il est allé le chercher, avec Rémy, avaient-ils déià décidé de le passer à tabac ? Les jurés se sont posés la cuestion.

A Hengwiller, les deux frères ont pris le prétexte d'une réparation de voiture pour emmener le jeune homme sens inquiéter sa famille. Rien d'étonnant : les trois hommes se voient souvent. Ce n'est pas la première fois que les frères Bach font appel à ses bras. Jean-Pierre a fréquenté la sœur de Dominique, tandis que Rémy a eu une liaison avec se

#### « C'était un dur »

Au domicile de Jean-Pierre, la soirée commence sans étincelle : les frères Bach dinent, Dominique regarde la télévision : tout à coup, la tension monte. Jean-Pierre demande à sa femme de monter coucher leur petite fille et de rester à l'étage. On va « discuter ». Discussion tout de suite interrompue : la sœur de Dominique et un ami arrivent. Ils cherchent Dominique, peut-être un peu inquiets tout de même. Rémy, d'autorité, referme la porte à clé derrière eux, demande

l'étage sa carabine 22 long rifle. :- De notre correspondant Sous la menace de l'arme, il

> Alors viennent les questions, les menaces, puis les coups. « Au début, il rigolait, explique Rémy à l'audience. Il croyeit à une blague et ça m'a énervé. Quand il a vu les photocopies des chèques, il a compris que c'était sérieux. » Coups de poing, coups de pied, coups de crosse de fusil : c'est Rémy qui frappe. Dominique s'effondre, en sang, II reconneît le vol. crie ou'il n'a nius d'argent, « Je connaissais Quebel. Si on le laissait tranquille, il ne paierait jamais », explique Rémy. La tête de Dominique heurte un buffet, quis un mur, il est inconscient. Rémy le traîne dans la salle de bains, puis interroge sa jeune sœur, la ciffe.

Les deux frères remènent alors Dominique chez lui, à même le plancher de la 304 break de Jean-Pierre, Lt. ils fouillent ses affaires, menecent sa famille et Rémy frappe encore Dominique. Jean-Pierre et Rémy ont-ils compris qu'ils allaient gravement blesser, peut-être tuer? « Je savais que Dominique était un dur, qu'il avait déià pris des coups ; je ne me suis peut-être pas bien rendu compte. Mais c'est vrai, je n'ai rien fait pour empêcher mon frère de le frapper », reconnaît Jean-Pierre.

Les débats ont tenté de saisir ces deux frères. L'aîné, Jean-Pierre, qui s'exprime facilement. titulaire d'un CAP, marié et père de famille. Et puis Rémy, sans diplôme, plus impulsif, condamné plusieurs fois pour vol ou coups et blessures. « On ne voulait pas l'envoyer à l'hôpital : on voulait juste lui donner une correction », ont-ils répété en conclusion. Et récupérer leur

La cour a condamné Rémy Bach à quatorze ans de réclusion criminelle et son frère, Jean-Pierre, à cinq ans dont trois avec

JACQUES FORTIER.

sur la diffusion radiotélévisée

une mise au point du ministère de la justice

l'existence de tout projet du garde des sceaux concernant la retrans-mission ou l'enregistrement des débats judiciaires par la radiodiffusion et la télévision ». Ce communiqué, qui fait suite à

l'article peru dans nos éditions du 31 mars, intitulé « Des caméras dans les prétoires », « rappelle que le garde des sceaux a mis en place, le 28 février 1983, une commission chargée d'étudier la question de la publicité des débats judiciaires. Cette commission, qui ne comptait aucun représentant de la chancellerie et qui a travaillé en toute indépendance, a déposé son rapport le 27 février dernier. Les conclusions ce rapport n'engagent que leurs auteurs. Le garde des sceaux n'a pris à ce sujet aucune décision ni sur le principe ni sur les modalités de tels enregistrements et retrans-

> L'escroquerie d'un inspecteur divisionnaire

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a condamné, vendredi 30 mars, M. Joseph Aouizerat, quarante-sept ans, inspecteur divi-sionnaire de police, à dix-huit mois 'emprisonnement avec sursis et 50 000 F d'amende,

Le 17 avril 1979, ce policier, alors en poste au commissariat de Vinnes, avait escroqué une femme de soixante-dix-huit ans, M= Collin. en l'incitant à retirer, sans nécessité, une somme de 59 700 F de ses deux livrets de caisse d'épargne, puis à les lui confier momentanément afin qu'il les dépose dans un coffre bancaire. Mais il ne se trouvait plus alors, dans l'enveloppe, qu'une omme de 5 400 F...

Un bijeutier écroué

Bijoutier parisien connu, propriétaire de deux magasins avenue Victor-Hugo et rue de la Chaussée-d'Antia, M. Pierre Perrono, soixante de recel de vol qualifié par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction, qui l'a fait écroner à la prison de la anté et a ordonné la fermeture des deux magasins.

M. Perrono a été dénoncé par un jeune malfaiteur yousgoslave, Mevludia Hasinbegovic, spécialiste des vols de bijoux. Ce dernier, arrêté le 6 mars à la bijouterie de l'avenue Victor Hugo, vennit, selon ses dires, demander des comptes à M. Per-rono, à qui il avait remis précédemment 250 000 francs de bijoux volés. poli, sans histoires ».

Le ministère de la justice a missions qui soulèvent des ques-continunique diffusé par l'Agence complexes. Le ministre de la jus-france Presse, vendredi 30 mars, connaître le moment venu sa position à l'égard de ces problèmes ».

¡Certes, îl n'existe pas à la chancel-lerie de projet de loi sur la retrausmis-sion tilévisée des procès. M. Robert. Badinter « projette », en revanche, de modifier la loi sur ce point. Il l'a dit plusieurs fois, en public et en privé. Avant d'arrêtre sa position définitive, le garde des sceaux sonhaite procéder à des « expériences », a-t-il récemment conflié à des visiteurs. C'est également le sonhait de la commission « et la ait de la commissi chargé d'étuiller cette réforme.

Comme l'expliquait l'article consa cris à ce projet et comme le confirme la chancellerie, M. Badinter ne s'est pas encore pronoccé sur les propositions de la commission. Cependant, sur l'essentiel, le garde des scesux partage le point de vue de celle-ci, à savoir la nécessité d'une réforme qui ne devien-

Cinq morts

dans une avalanche

Quatre Français et un Canadien ont été tués, vendredi 30 mars, dans une avalanche à Arolla (Valais suisse). Les victimes, dont l'identité n'a pas encore été précisée, faisaient partie d'un groupe de douze skieurs et trois guides qui voulaient relier la station d'Arolla, à 2 000 m d'altitude, à la « cabane de Bertol », à plus de 3 000 m, en empruntant le célèbre îtinéraire de la haute route. C'est une plaque de neige mise en mouvement par des skieurs qui se trouvaient au-dessus du groupe qui provoqua l'avalanche.

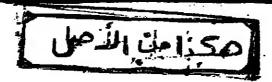
Les responsables du sauvetage en montagne ont lancé, vendredi, de nouveaux appeis à la prudence, trente centimètres de neige étant récemment tombés en altitude et adhérant mai à un fond granuleux et giacé.

> Le facteur tue cuatre fois

Facteur à Bourg-Achard (Eure), Jany Laignel, trente ans, a tué, ven dredi 30 mars, an matin, de plusieurs coups de fusil, son épouse, ses deux enfants, pais le receveur des PTT du village. Selon la direction départementale des postes, il s'était vu notifier la veille une « demande d'explication » pour une absence ir-

Le meurtrier, a lui-même déclenché l'alarme de la poste, entraînant l'intervention des gendarmes. Il était connu comme « un homme calme et

Page 10 - Le Monde Dimanche 1"-Lundi 2 avril 1984 •••



# Société

#### UNE EXPÉRIENCE A CRANDE-SYNTHE (NORD)

# Pour en finir avec les stages inutiles

M. Bertrand Schwartz, professeur à l'université de Paris-IX-Dauphine, a proposé jeudi 29 mars au gouvernement d'infléchir l'action de la délégation à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté qu'il préside, dans le sens de la création d'emplois nouveaux et d'entreprises « intermédiaires », pour accueillir et former les jeunes inaptes à occuper immédiatemment des emplois. L'autre orientation proposée aux quatre-vingt-sept « missions locales », que coordonne l'équipe de M. Bertrand Schwartz, consiste à rechercher et à définir, les qualifications adaptées aux métiers de l'avenir. La mission locale implantée à Grande-Synthe (Nord), mêne une action à ce titre, exemplaire.

#### De notre envoyé spécial

sur le terrain.

reusement, le dispositif actuel, avec

ses stages d'insertion fourre-tout, parfois baciés, et ses formations trop

souvent gagnées à la loterie, ne paraît pas répondre encore à

l'immense bonne volonté déployée

Faute d'avoir pu choisir une fillère

une se détermine en fonction des

menant vraiment à un emploi, le

700 ou 1 000 F qu'on lui verse che-

que mois et devient « consommateur

de stages », selon l'expression de

M. Vername, « Tout est affaire de

facéties administratives et d'oppor-tunité, précise-t-il. Le dispositif est le

plus souvent un puzzle auquel man-

Alors la mission locale, municipa-

lité en tête, s'est lancée, depuis quel-

ques mois, dans la définition de nou-

velles qualifications adaptées à son

public, su Dunkerque de l'après-

navale. Deux chantiers municipaux en ont foumi l'occasion. Une quin-zaine de jeunes ont ainsi pu travailler,

originale d'alternance entre travail

salarié et formation ne correspondait

pas aux « canons » des stages exis-tants. Elle a cependent été menés à

bien puisque le SIFOP, prosnisme

local de formation créé par la cham-

bre de commerce, a accepté de met-

tre su point, pour l'accasion, un pro-

gramme de abx mois en concertation

avec le mission tocale. Le moitié des

stagiaires ont été embeuchés dans

Un marché d'isolation des -báti-

ments municipaux passé avec une

entreprise qui constatait le manque

de main d'œuvre qualifiée dans ce domaine à ensuité fours la matière

d'un stage organisé an collaboration

par la mission locale, le lycée

d'enseignement proféssionnel (LEP)

de Saint-Poi-sur-Mer qui ne formait

aucun montaur en isolation et les

ments consecrés aux stages pour les

seize-cix-huit ans et à ceux pour les

dix-huit-vingt et un ans a obligé à

exclure, en cours de stage, des

jeunes ayant dépassé dix-huit ens.

Mais la voie est trecée. Un groupe de

travail réunissant les organismes de

formation et les entreprises vient de

se constituer autour de la mission

locale pour définir le contenu de deux

actions de formation dans les

domaines de l'Isolation et du

căblage, opérationnalles dès septem-

bre 1984, et ajustables en cours de

seulement è adapter les stages aux besoins petronaux mais à définir des

formations motivantes pour les plus

défavorisés, débouchant sur un éven-

tail d'emplois réels et non sur un

En bousculant les habitudes, en

abattant qualquas cloisons, la mis-

sion locale aura au moins réussi à

dépasser le stade de l'incantation et

à pratiquer une politique volontariste.

Des formations pour demain sont

peut-être en train de naître à Grande-

PHILIPPE BERNARD.

nouvel échec.

L'objectif avoué ne consiste pas

La séparation rigide des finance-

des entreprises de câblage.

sidérurgie et de l'après-constructi

quent las trois quarts des pièces. »

Grande-Synthe. - Comment déloger la sinistrose économique, fuir l'angoisse du chômage et redonner des raisons d'espérer aux jeunes engagés dans la spirale du désœuvrement? Ces questions, incongrues aux temps bénis de l'expansion, résonnent à présent à Grande-Synthe (Nord) comme autant de

La ville, nouveau faubourg-dortoir de Dunkerque, avait été créée de toutes pièces dans les années 60, vouée tout entière au grand mythe de l'époque : la sidérurgie «les pieds dans l'eau » installée là même où le ser était débarqué. Soudzin, vingt-six mille habitants, Français et immigrés, pour un employeur unique, Usinor, qui fit de la ville l'une des plus riches de France. Mais le miracle s'est fatigué au bont de vingt ans à peine, le temps pour les enfants de devenir chômeurs. Suppressions massives d'emplois, logements vides, délinquance. Le maire de Grande-Synthe, M. René Carème (PS), compare sa ville à - un bouillon de culture des virus de notre société ». Plus de mille cinq cents chômeurs sont recensés, 54 % d'entre eux ont moine de 25 ans.

48 (44) 18 (44) 18 (47) 18 (47) 18 (47)

- na-

. . . . . .

4.1.25

1.753

: "<u>17.</u> 6

1.00

6.20

ri 🖘

1.72

2 113 52

1 2 23

ng 7:7

ne disame

 $x\in \mathbb{R}^n\times$ 

47

25 tois

. Pa<sup>-3</sup>.5

La mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, s'est installée, en octobre 1982, dans deux appartements de la résidence Constellation, au cœur de la cité HLM. Au total, 80 % des chômeurs de moins de 25 ans de Grande-Synthe y sont pessés su moins une fois et 250 d'entre eux ont été dirigés vers des stages. Brahim, 18 ans, qui avait toujours refusé d'aller pointer au chêmage s'est très vite - branché - sur la mission locale: « Icl., on a commence par m'écouter, pas par me crier dessus », explique-t-il. Jugé indésirable au lycée pour des raisons de discipline, ayant connu l'échec au CAP de mécanicien d'entretien après une formation dispensée par l'éducation nationale, il a découvert l'usine lors d'un stage d'un mois chez Usinor. Le déclic : « Sans diplôme, j'aurai un travali iamentable », a-t-il constaté. Grâce à la cantion morale du responsable de la mission locale, et à son propre engasement, Brahim a pu réintég lycée même qui l'avait rejeté. Il est bien décidé à décrocher son CAP, mais son rêve est ailleurs : en Provence où il se voit berger...

#### Facéties administratives

L'imprécialon des acubalts exprimés par les jeunes n'est qu'un des obstacles à leur insention. Aux difficultés de mise en œuvre du e plan 16-25 ans », aux faibles ances des jeunes, à l'atonie du marché de l'emploi, s'ajoute une berrière énorme à laquelle tente de s'attaquer la mission locale de Grande-Synthe: la définition des formations offrant de réels débouchés. e il faut dresser une perspective cohérente dans laquelle ils puissent s'insérer volontairement, avec des passages par des succès reconnus », affirme M. Pierre Verhame, responsable de la mission locale. Malheù-

#### PARIS EN VISITES

LUNDI ZAVRII. Napoléon aux invalides raconté aux enfants », 14 h 30, cour d'houneur, Mª Colin.

Les passages marchands du Palais-Royal aux grands boulevards », 14 h 30, jardin du Palais-Royal, angle galerie de Valois, de Beaujolais, M= Duhesme.

«L'Arsenal», 15 heures, entrés Sully-Moriand, M. Legrégeois. a L'église Saint-Vincent-de-Paul », 15 heures, emrée de l'église, Mª Zajo-vic (Caisse nationale des monuments

historiques). «Galerie de Médicis an Louvre».

14 h 30, entrée porte Denou (Acade L'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (Approche de l'art).

- Hôtels du Marais -, 14 h 30, métro Pont-Marie (Art et promenades). - Camille Claudel ., 14 h 30, musée Rodin, 77, rue de Varenne (Ars confé-

rences). - La peinture américaine au XIXº siècle ., 15 h 30, Grand-Palais (Arts et curiosités de Paris).

Ateliers d'un tourneur d'étain », 15 heures, guichet metro Arts et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

- Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, façade (M= Hager). «Hôtel Biron», 15 heures, métro Varenne (M= Hauller).

« La fin du Moyen Age », 15 henres, Musée des monuments français (Efis-toire et archéologie). La Bourse », 11 h 15, métro Bourse

(P.-Y. Jaslet). « Peinture française de la Renais-sance », 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon, M<sup>8</sup> Leblanc.

La place Dauphine », 15 heures, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

«Les appartements royaux du Lou-15 heures, musée du Louvre. porte Denon (Paris et son histoire). « Le Marais », 14 h 30, mêtro Saint-

Paul (Résurrection du passé). L'Opéra de Paris », 13 h 15, hali d'entrée à droite (M= Roman).

Si le bonheur d'un enseignant se tionale.

Le nombre moyen d'élèves par classe en 1982-1983 était de 22.4 che, accueille 28,4 élèves par classe s'il est public, mais seulement 2: dans le privé (second cycle long).

Denuis 1978, l'évolution a été paralièle dans les deux écoles : baisse continue des effectifs à l'école et au collège et hausse au lycée. C'est dans les maternelles que la diminution a été la plus spectaculaire, avec près de trois élèves en moins par

#### LA CFDT DEMANDE **IMMÉ**DIATE » **DES MAITRES DU PRIVÉ**

Les deux syndicats de la CFDT de l'enseignement public (SGEN) et da privé (FEP) lancent en commun une pétition. Ils veulent attirer l'attention sur « l'échec scolairs, 'ennul à l'école et le désintérêt » qui « ne sons pas des fatalités ». Ile estiment qu'il « est temps de construire un nouveau service public, non uniforme, ouvert à sous et réellément pluraliste ».

durant six semaines, au raccorde-ment de Grande-Synthe au réseau de télédistribution câblée. L'appérience du privé et la mise en place d'éta-bilssements d'intérêt public regrou-pant des établissements des deux

#### Comment réaliser un € casse ? »

#### UNE LETTRE DU RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE CRÉTER

M. Christian Becle, recteur l'académie de Crétall, nous a adressé la lettre suivante :

Quelques lecteurs pressés ont pu prendre au sérieux is lettre de quinze professeurs du lycée d'enseignement professionnel George-Sand de Saint-Denis publiée dans le Monde du 31 mars sous le titre : « Une activité d'éveil : comment réaliser un

C'est, bien sur, un scénario de « pédagogie-fiction » que ces en-seignants out décrit, choqués qu'ils sont par le thème d'un exercice proposé aux élèves dans un soécimen de manuel acolaire intitule C'est facile à dire ( « Vous avez l'intention de cambrioler une banque »), thème qui n'engage que les auteurs et l'éditeur de l'ouvrage,

Bien entendu, ce thème n's, en aucune façon, été proposé par l'équipe éducative de cet établissement, qui tourne voiontairement le sujet en dérision.

Il convient de rappeler que l'établissement d'un projet d'action éducative implique trois riveaux d'instruction (conseil d'établissement, inspection académique et rectorat) et qu'il apparaît donc pour le moins difficile qu'un tel sujet trouve agrément auprès de ces instances. - · · ·

MANDE 3 AVRIL

«L'Opéra de Paris», 13 h 15, à l'intérieur du vestibule, M. Lépany.

De l'église Saint-Gervais Saint-Protais à l'hôtel de Sens., 14 h 30, laçade de l'église, Mª Allez.

- La manufacture des Gobelins

racontée aux jeunes », 14 h 30, 42, ave-nue des Gobelins, M<sup>to</sup> Colin.

La Bibliothèque nationale », 15 h,
 58, rue de Richelieu, hall, M= Legré-

«Hôtel de Lauzun», 15 h, 17, quai

- Exposition Bougnereau -, 14 h 30,

«L'tte Saint-Louis», 14 h, métro

Exposition Boughereau », 14 h 15,

« De l'ancien Hôtel-Dieu et la méde-

cine autrelois», 15 h, entrée parvis

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-

d'Anjou, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

Petit-Palais (Approche de l'art).

Pont-Marie (Ars conférences),

Notre-Dame (Paris autrefois).

Paul (Résurrection du pessé).

Petit-Palais (Mª Leblanc).

#### 22,4 ÉLÈVES PAR CLASSE DANS LES ÉCOLES PUBLICUES

mesure au petit nombre d'élèves inscrits dans sa classe, les maîtres des écoles publiques et les professours des collèges publics sont plus heuroux que leurs collègues du privé. La tendance est cependant inversée dans les lycées, indiquent les statisti-ques du ministère de l'éducation na-

dans les écoles primaires publiques et 25,3 dans le privé. Au collège, l'avantage est encore au public avec 23,1 contre 24,1. Le lyoée, en revan-

SE ON QUALTE AM.

# LA « TITULARISATION

Les deux syndicats souhaitent, pour cela, un rapprochement entre l'euseignement public et l'enseigne-ment privé ; ils réclament la « filsiarisation immédiate » des maîtres

champion d'Europe des poids lourds depuis novembre 1981, a conservé. pour le sixième fois consécutive, son titre,

Un combat spectaguiaire.

De notre envoyé spécial

qu'on possit après chaque combat quand il était entré dans la cage du liou, il y à un an, pour disputer un avec réticence.

le comporte devenu un show depuis l'avènement de Cassius Clay. Il avait le palmarès le plus impressionnant des poids lourds européens de la décennie. Mais il ne faisait pas recette. Se famille hil avait organisé des chamtoujours en France aux poids moyens comme Louis Acaries, qui a récemment perdu sa ceinsure euro-Déanne.

#### Effacer. tous les doutes

La réaction d'Yves Noe, respon-

## Les chercheurs trouvent

BREVETS EN HAUSSE AU CNRS

En 1983, les chercheurs du Centre national de la recherche acientifique (CNRS) ont déposé 91 brevets, dont 48 ont donné lieu à licence d'exploitation ou à cession. Un 1982, ces chiffres étaient respectivement de 81 et

Cette augmentation, supérieure à 25 %, est un indiceteur d'une mellieure valorisation des recherches menées au CNRS, même s'ils ne l'évoluent ou'imperfeitement. En effet, en cas de liaboration entre une chercheur du CNRS et un industriel, c'est ca dernier qui dépose le brevet pulaqu'il et la mieux placé pour l'exploiter. Pour un bravet pris par le CNRS, il y en a ainei trois qui résultent d'une telle collabo-

Les brevets du CNRS sont pris, en majorité, clans les sec-teurs de la chimie et des sciences pour l'ingénieur. Mais an observe une croissance rapide de la contribution du secteur mathématiques et physique de base. Pour M. Jean-Jacques Duby, di-recteur de la valorisation et des applications de la recherche, cela traduit une mailleure prise de conscience, à la foie chez les chercheurs et chez les indus-triels, des potentialités d'application des recherches de ce sec-

Les autres indicateurs avec lesquels on peut mesurer l'activité de valorisation (contrats industriels, nombre de consultanta, aides de valorisation) font tous apparaître une croissance rapide avec parfois un doublement en 1983 par rapport à 1982. Seul poste en stagnation : les mises à disposition des chercheurs (38 en 1983, contre 37 en 1982). Un chercheur beut aller travailler dans l'industrie, sans perdre sa qualité de membre du CNRS et en étant payé pendent un an per l'organisme. Les demandes formulées par des industriels n'ont pu être toutes

time que l'incertitude sur le nouveau statut des personnels -publié à la fin de 1983 - a incité les charcheurs à une certaine prudence. Aussi a loué la casiona que ces activités industriel soient pas très bien appréciées par les commissions qui notant les chercheurs du CNRS et défisent leur avancement. La réunion à l'automne 1983 d'une commission interdisciplinaire. chargée de juger spécifiquement visit lever cette crainte. M. Duby espère que les mises à dispos croissance significative.

# **Sports**

## LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DES POIDS LOURDS

# Le cœur de Rodriguez

Lucien Rodriguez,

en bettent nettement aux points, vendredi 30 mars. le Gallois Devid Peerce.

Limoges .- Rodriguez-Qu-tu du champion d'Europe. Même Noir américain Larry Holmes, sa performance avait été accuellie

Gentil Rodriguez. Trop gentil, trop modeste, trop effacé: le contraire du pugliste moderne dont ent hors du ring est pionnats à perte. La vedette revenait

Il faut dire que Lucien n'y mettait pas beaucoup du sien, iamais un mot plus haut que l'autre. La vie ordi-naire d'un employé de l'EDF originaire d'Afrique du Nord. Il donnait irrésistiblement l'impression de ne monter sur le ring que pour faire plaisir à son père, un ami d'enfance de Marcel Cerdan. Comme les adversaires qu'on lui opposait — l'Espagnol Rodriguez, le Belge Syben deux fois, le Yougoslave Popovic, l'Italian Adinolfi -

#### Jean-Pierre rives **VEUT « PRENDRE DU RECUL AVEC LE RUGBY** INTERNATIONAL »

Jean-Pierre Rives a annonce, vendredi 30 mars, qu'il ne participera pas à la tournée de l'équipe de France en Nouvelle-Zélande, pré-vue au mois de juin prochain. Le capitaine du XV tricolore, qui a pris cette décision pour « convenances personnelles > souhaite prendre du recul avec le rugby

sable de la commission de sélection, et de Jacques Fouroux, entraîneur, ne s'est pas fait attendre : « Si Jean-Pierre ne vient pas en Nouvelle-Zélande, il ne jouera plus en équipe de France. 🤻

n'étaient pas vraiment des foudre de guorre, sa parfaite maîtrise de l'escrime du poing n'était guère mise

Son combat, vendredi soir à Limoges, va effacer tous les doutes qui pesalent sur la carrière du champien d'Europe. Il a du-ceur, è est ostain. Il l'a bien montré contre le Gallois-David Pearce. Aucus de ses challengers n'avait en jusqu'alors une telle détermination, une telle fougue, ill y avait chezoe, grippin de vingt-cinq ans, en culcito, gouge, le grap de folle des rugbymen de son

paye le jour où les chœurs se déchai-nent dans l'Arms Park de Garriff. Techniquement agez fruste. Pearce a une vitesse de bass assez stupéfiante dans cette catégorie. Cela lui permet de décocher des deux mains des crochets foudroyanta, Il pouvait renverser le cours du combet à chaque copp. Largement dominé par Rodriguez qui multiplisit les touches du gau-che, Il réngissait ainsi à la huttième reprise et expédialt deux foir de

ite le Français au tapis. Rodriguez répliqua alors avec panache, et le public l'encouragea follement. En dépit d'une arcade sourcillière ouverte, en dépit des conseits de pradence de son entourage, il accepta le corps à corps. Ses coups des deux mains devincent alors lourds tout en restant très précis. Groggy, la Gallois échappa de pet au naufrage ; mais en puisant dans d'insondables ressources, il résista jusqu'à la limite.

An coup de gong final, les deux ommes tombèrent dans les bras l'un de l'autre. Vainqueur et vaincu avaient produit un exceptionne spectacle preilistique. Et Lucier Rodriguez apportait enfin, avec cette sixième ceinture enronéenne la preuve qu'il n'était pas seulement un eros chet ronronnent, mais aussi un rigre rugissant.

#### ALAIN GIRAUDO.

 Marvin Hagier vainqueur. Le boxeni américain Marvin Hagler a conservé son titre de champion du monde des poids moyens, en battant l'Argentin Juan Domingo Roldan, par arrêt de l'arbitre à la dixième eprise, vendredi 30 mars, à Las Vegas (Nevada).

• Noak en demi-finale à Boca-West. - Le tennismen français Yannick Noah s'est qualifié, vendredi 30 mars, pour les demi-finales du tournoi de Boca-West (Floride) en battant l'Américain Scott Davis (7-6, 6-3).

· Prison avec sursis pour Jean-Pierre Jarier. - Le pilote français de formule I, Jean-Pierre Jarier a été condamné, vendredi 30 mars, à sept mois de prison avec sursis par le tribunal de Monza, pour avoir renversé et tué un enfant agé de dix ans, le 12 septembre 1981, à la veille du Grand Prix d'Italie. Le tribunal, reconnaissant Jean-Pierre Jarier coupable d'homicide par împrudence, a assorti cette peine de l'interdiction de conduire pendant la même période.

Naisminces. -M. John CANAVAGGIO et Ma.

Laure et François sont beureux d'annoncer la naissance de

ic 20 mars 1984.

Décès

- Gisors (27), Charolles (71).

M™ Pierre Bourgogne. M. et M. Joseph Bourgogo M. et M. Joseph Benrubi,

ses frère, beaux-frères et belles-seus M. et M. Jean-Louis Bourgogne

Le docteur et Mas François Bourgogne et leurs enfants. M. et Mª Jacques Robin

et icur fils. ses neveux et nièces. Les familles Berthoud, André et ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOURGOGNE, chevalier de la Légion d'homeur,

croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille militaire 1939-1945, ancien interné de la Résistance, membre du comité agricual FNDIRP.

ou à Gisors (27), le 29 mars 1984, à l'âge de soixante-dix-tept ans. Ses obsèques religieuses seront oblé-brées en l'église de Charolles (71), le mardî 3 avril 1984, à 14 h 30. Réunion et registres à nigratures à

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue du Filoir, 27140 Gisors.

- M. Maurice Chalom, Les familles Chalon, Bernat, Boral, Rosenberg, ont le profonde douleur de faire part du décès de

> Mª Maurice CHALOM, née Desire Rosenberg,

mivem le kindî 26 mir 1984.

Ses obstiques out été nélébrées d l'intimité.

M Kywka Hereberg M. et M Albert Hereberg et leurs enfants

M. Sylvain Herebook ont le doulour de l'airerpart du décès de

leur époux, père et grand-père, lacı eby ilünmet ya B NE MOTHER BERG.

L'Inhumation aura lieu le lundi

de Bagnenx. Nous appreposs le decès de

Charles REBEUF, des confirm di PS et premier son chaire de la Fédération du Gard.

IDóbisse en médecine. Chiertes Rebest était à figé de actionne-trois ans. En 1952, il avait ; fondé la section némotes de l'UDSR. Il fat ma-portable de la Convention des actionness des bismess pour le Secti. de 1966 à 1977, par antre à la Fédération du PS, de ce départament où il docubeir les forictions de premier sectiones de premier contraire de la compléte de l'action de premier sectiones de premier contraire de compléte de l'action de premier sectiones de compléte de l'action de premier accidante de l'action de premier de contraire de compléte de l'action de premier accidante de l'action de l'ac

- Pour le cinquième anniversaire de

la,mort da 😘 🦮 🚉 🖫 🖫 docteur Paul DUCAS,

e 1=avril 1979. Que ceux qui l'ont connu et aimé joignark leurs pensées aux nôtres.

- Il y a onze ans, le 26 mars; Jacques VIVOLL

était enlevé à l'affection de sa famille.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont apprécié durant sa brève existence.

- Conférences

Mardi 3 avril, à 18 h 30, salle P.J. Eymard, 23, avenue de Friedfand, à Paris-8-, mêtro Georges-V. Charles-de-Gaulle: - En quelle langue et à quelles dates les Evangites out-ils été écrits? Le résultat de travaux récents et de vingt ans de recherches - par l'abbé Jean Carmignac - Présentarion de son fivre récentaient para : «Nais-sance des Evangiles synoptiques » (édi-tions OEIL). Le conférencier répondre anx questions des auditeurs. Participa-tion : 15 F (Centrale catholique des

# STERN

rences. Tél.: 260-56-32).

GRAVEVR . depuis 1840 Cartes de visite Invitations

Papiers à lettres de prestige pour Sociétés

Atellers et Bureaux : 47, Passage des Paporamas 75002 PARIS

Tel.: 236.94,48 - 508.86.45

# **Histoire**

#### IL Y A CENT CINQUANTE ANS

# C'est nous les canuts...

Il y a cent cinquante ans, un Lyon et des faubourgs doivent mot franchissait les limites de partager l'administration de la l'agglomération lyonnaise pour entrer dans la langue française : le mot canut, dont l'origine demeure mystérieuse et dont l'existence est attestée à Avignon dès la sin du quatorzième siècle, au sens de tafsetanier ou taffetassier. Ce terme, usité plus tard à Lyon pour désigner les ouvriers en soie, cette tribu de parias européens-(Lamartine), avait un caractère nettement péjoratif. Lorsque, en 1827, le canut Pierrre Charnier s'efforçait de créer la première association mutuelliste, il faisait appel au sentiment de dignité de ses confrères, prévoyant que les Lyonnais cesseraient un jour d'employer le mot canut dans un sens railleur ou injurieux.

Cette mutation allait se produire moins de dix ans plus tard, dans ces années 1831-1834 que nous commémorons aujourd'hui, au cours desquelles se sont affirmés les canuts de Lyon, révoltés contre l'injustice et l'injure. A l'automne de 1831, un mouvement revendicatif se dessine chez les tisseurs. Sous la direction de Bouvery s'organise une - association générale et mutuelle» des chefs d'atelier de Lyon et des faubourgs, qui demandent (c'était d'ailleurs une revendication traditionnelle depuis le dix-huitième siècle) l'établissement d'un tarif minimum des prix de façon. Des pourparlers laborieux s'engagent avec les fabricants. Le 25 octobre, six mille chefs d'atelier et compagnons, avec une discipline toute militaire, défilent dans les rues de la ville. Première démonstration. pacifique encore, de leur force collective. Les saint-simoniens y virent une . manifestation du parti des travailleurs ». A la préfecture, après une longue discussion des propositions faites par les «commissaires» ou «syndics» élus par les chefs d'atelier, les délégués des deux parties signent le tarif.

#### Déni de justice

De nombreux fabricants refu-«librement débattus consentis ». Devant la violation de cette «charte» économique, les ouvriers en soie perdent patience: exaspérés par ce qu'ils considèrent comme un déni de justice, ils décident de cesser le travail et de manifester une seconde fois pour obtenir l'application du contrat.

Le 21 novembre 1831, la grève et la manifestation se transforment en insurrection armée. Les canuts avaient arboré un drapeau noir, symbole de deuil, et choisi une devise demeurée sameuse : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » Lyon, évacué par les troupes et les autorités militaires, tombe au pouvoir des insurgés, qui établissent de nombreux postes, protègent les demeures des fabricants les plus détestés et montent la garde auprès des recettes publiques.

Les militants républicains tentent en vain d'imprimer au mouvement un sens politique. Mais, pendant près de dix jours, le pré-fet du Rhône et les maires de

#### Bibliographie

RUDE (Fernand). — Les Ré-voltes des canuts 1831-1834. Paris, Maspéro, 1982 (« Petite collection Maspèro/Histoire». 269). 30 F.

RUDE (Fernand). — L'Insur-rection lyonnaise de novembre 1831 (le mouvement ouvrier à Lyon 1827-1832), deuxième édition. Paris, Authropos, 1970.

RUDE (Fernand). - Le Monvement ouvrier à Lyon, Lyon, Fédérop, 1977.

MOISSONNIER (Maurice), — La Révolte des caputs, Paris, Éditions sociales, 1975 (« Problèmes histoire »). 45 F ire -). 45 F. MONTFALCON (Jess-

Baptiste). — La Révolte des ca-suts (Histoire des insurrections de documents authentiques). Avec : Essal ser les cervises et les Tou-louse, Echè, 1980 (rééd. de Γédit. de Lvon, 1834), 75 F.

Le Mouvement social à Lyon, 1830-1834, Paris, EDHIS, 1974,

BEZUCHA (Robert J.). - The Lyon reprising of 1834, social and political conflict in the Early July Monarchy, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1974.

ville avec les «chefs de section» des canuts, dont les patrouilles font régner une tranquillité parfaite. Cet «ordre dans le désordre» étonna les contemporains. Lamennais, qui en fut témoin (il se rendait à Rome pour plaider la cause de l'Avenir), a écrit : «La force qui vainquit, se modérant elle-même, se montra pure comme la justice et sainte comme l'humanité. »

Le 3 décembre, le maréchai Soult et l'héritier du trône, le duc d'Orléans, à la tête d'une armée de 20000 hommes, réoccupent Lyon. Le 7, un arrêté déclare nul et non avenu le tarif, si solennellement confirmé le 26 novembre aux ouvriers victorieux. On imagine aisément leur rancœur devant cette « normalisation».

Vingt-six mois après la première insurrection, à une diminution de 25 centimes par aune sur la peluche, le Devoir mutuel (suivi par les ferrandiniers) riposte par une grève genérale des ouvriers en soie. Le 14 février 1834, vingt-cinq mille métiers cessent de battre. Les républicains s'agitent, Des troupes se concentrent à Lyon et aux environs. « Rentrer dans le devoir ou périr sous la mitraille, telle est l'alternative posée aux rebelles - (Bianqui). Une minorité de fabricants acceptent bien les revendications présentées, mais, au bout de dix jours, mutuellistes et ferrandiniers doivent lever l'interdit général. C'est donc un échec: cependant, jamais encore on n'avait vu un mouvement d'une telle ampleur. Treize meneurs sont arrêtés : dix chefs d'atelier et trois compagnons.

Pendant ce temps, devant les Chambres, le ministre de la justice dépose un projet de loi sur, ou plutôt contre, les associations qui vise les sociétés républicaines et ouvrières. Pour la défense des « droits les plus sacrés » et « considérant que l'association des travailleurs est une nécessité de notre époque », 2557 mutuellistes lyonnais signent une protestation

Le 5 avril, s'ouvre devant le tribunal correctionnel le procès des mutuellistes et des ferrandiniers poursuivis pour la coalition de février. Vu le tumulte, il est renvoyé au 9, tandis qu'un détachement de soldats fraternise avec la foule, ce qui va susciter des espoirs démesurés. « Les ouvriers crurent aux sympathies de la troupe - (Eugénie Niboyet).

Le conseil exécutif du Devoir mutuel appelle à la grève générale pour le jour du jugement; dans la nuit du 8 au 9 avril, le comité d'ensemble (réunissant le conseil du Devoir mutuel et d'autres groupements économiques et politiques) décide de riposter à toute attaque. Un mot d'ordre commun est adopté : Association, Résistance. Courage.

De leur côté, les autorités ont pris toutes leurs dispositions pour donner - une leçon - à la « canaille ».

Le 9 avril, la foule s'amasse devant l'hôtel de Chevrières, où siège le tribunal correctionnel, L'avocat Jules Favre commence sa plaidoirie. Autour de la piace Saint-Jean, des groupes dressent des barricades. Soudain, un coup de feu ; un agent de police mêlé aux manifestants a tiré sur les gendarmes, qui ripostent ainsi que la troupe. Quelques ouvriers tombent. Et retentit le cri fatidique : Aux armes, citoyens, on égorge nos frères. » La « sanglante semaine de Lyon - commence.

Des combats s'engagent dans la presqu'île, autour de la préfecture, de la place des Cordeliers, où commande Charles Lagrange, ches de l'association républicaine du Progrès. Des barricades s'élèvent dans les quartiers ouvriers de Saint-Georges et de Saint-Paul sur les pentes et sur le plateau de ia Croix-Rousse. Quelques centaines d'insurgés, mal armés, tiennent tête à une garnison de 10000 hommes (qui se renforcera considérablement pendant les jours suivants) et à une puissante artillerie. Ils disputeront pied à pied, pendant six jours, place après place, rue après rue, tra-

Le lendemain, l'insurrection gagne Saint-Just (où les ouvriers occupent le télégraphe) et surtout

boule après traboule.

la Guillotière (où le feu des canons allume un terrible incendie) et Vaise, coupant la route du Dauphiné et celle de Paris. Le drapeau noir flotte sur Fourvière, l'Antiquaille et l'église Saint-

Le drapeau rouge apparaît à la Croix-Rousse et sur le clocher de l'eglise Saint-Polycarpe, où un gavroche lyonnais est monté l'arborer. Au cours de la nuit du 10 au 11 avril, un conseil de guerre discute longuement la question d'une évacuation au moins partielle de Lyon.

La troupe abandonne le fort Saint-Irénée, aussitôt occupé par les insurgés; ils y trouvent deux canons mal encloués, qu'ils traîpent à bras sur la terrasse de Fourvière, et ils tirent sur la place Bellecour. L'effet, surtout moral, ne fut pas négligeable.

Le 12, journée décisive, l'armée passe à l'offensive; à la fin de la matinée, elle réoccupe la Guillo-tière en ruine et, dans l'après-midi, le faubourg de Vaise, ensanglanté par un massacre plus impressionnant opcore que celui, beaucoup plus connu, perpétré à Paris deux jours plus tard. Le soir, les quartiers de Saint-Nizier et Cordeliers, avec l'église de Saint-Bonaventure, nouveau cloitre Saint-Merry, sont enlevés.

Au cinquième jour de la lutte du peuple lyonnais, le 13 avril, les troupes poursuivent leur offensive sur Saint-Just et Fourvière et reprendent les canons aux

Le matin du 14, les quartiers Saint-Georges et Saint-Paul tom-bent à leur tour. Mais la Croix-

«Penrient cent angées peut-être.

le merveilleux récit de la défaite de

la garde nationale et de la garnison

de Lyon par des ouvriers sans

armes charmera les loisirs de l'ate-

ller; cette tradition pessera d'âge en

un temps reculé : «Mon aïeul fut

l'on juge ce que doivent être, dans

les circonstances actuelles et à si

peu de distance de l'événement, les

prétentions et l'arrogance de la

classe ouvrière.» C'est ainsi que

J.-B. Montalcon, médecin lyonnais,

solide conservateur et biller du

cjuste milieux, jugeais des effets de

l'insurrection des canuts, celle de

novembre 1831. Trois mois après

celle de 1834, il ajoutait que ces

soulèvements resteraient pour tou-

iours cun des épisodes les plus ori-

ginaux de notre longue révolution, al

léconde en événements extraordi-

Ces rappels permettent de saisir

à l'état naissant, chez un adversaire

des insurgés (il les qualifie d'assas

sins!), le genèse d'une «image» qui,

de simplifications en simplifications,

n'allait pas tarder à devenir d'Eni-

nal. En ce sens, les images (repré-

sentation de la réalité sur le plan

mental) peuvent effectivement glis-

Mythe de la misère?

nent souvent les historiens du cre-

tour au réel réel» : les canuts n'au-

raient pas été les emisérables» que

l'on dit. Et d'argumenter à partir des descriptions quelque peu idyli-

ques d'un Louis Reybaud. Certes, il

est vrai ou on ne saurait réduire la

condition de ces artisens faconniers

relativement cultivés que sont les

tisseurs lyonnais à celle, atroce, des

prolétaires surexpioités de Lille et

de Mulhouse. En temps de

«presse», l'argent rentre et apporte

une embellie : en se ménageant de

rares loisirs, on arrive à se paver

quelques plaisirs, mais, en temps de

«morte», avec le chômage provo-

quant l'effondrement des revenus

se lève le spectre des jours de di-

Pierre Charnier, le fondateur du Devoir mutuel, disait déjà : «La ca-

nuserie ou classe des tisseurs est divisée et subdivisée comme la so-

ciété. Elle a ses riches et ses pau-

vres, ses aristocrates et ses hum-

bies sujets (1). > L'historien

des documents de Gasparin, dé-

posés aux archives municipales de

Lyon, présente, à la veille de l'insur-

du monde de la fabrique des

soies (2). Il dénombre, sur

8000 chefs d'atelier, 784 artisans possédant au moins quatre métiers

américain R.-J. Bezuchs, sur la base

seffs.

Premier mythe auguel s'en pren-

ser vers le mythe.

Rousse résiste. Dans la nuit, les insurgés des pentes décident la dispersion. Sur le plateau, le maire de la Croix-Rousse obtient du général de Fleury une sorte de cessez-le-feu et s'efforce de faciliter la retraite des chess les plus notables. L'un d'eux, Carrier, se fera prendre, mais Charpentier réussit à passer en Suisse. Dans la matinée du 15, les troupes pénètrent dans le faubourg sans coup férir. La « République » de la Croix-Rouse avait duré presque une semaine.

A la différence de la première, cette seconde insurrection ne restera pas isolée : elle eut des répercussions plus ou moins graves dans de nombreuses villes de pro-vince : Saint-Etienne, Grenoble,

Mythes et réalités

(dont 614 n'en possédant que qua-

tre) ; ceux-ci, en vertu de la réforme

de décembre 1831, sont éligibles

au conseil des prudhommes et for-

ment la «classe moyenne» des mai-

tres tisseurs. En gros, il s'agit donc

de 10 % des chefs d'atelier : plus

de 7000 de leurs collègues sont en

n'est guère plus enviable que celle des 8000 compagnons, des

7000 femmes et des 12000 en-

fants qui constituent la main-d'œu-

vre de la fabrique. Braquer le projec-

teur sur les 10% de travailleurs très

relativement privilégiés ne seurait

Mythe du révolutionnaire?

Les historiens crévisionnistess

réagissent d'autre part contre les

jugements exagérés qui tendent à

rouche révolutionnaire. C'est là un

grief à prendre sérieusement en

considération. Sur cette question, il

faut faire intervenir deux données :

les structures sociales déià évo-

quées et l'évolution globale de la

classe ouvrière pendant tout le dix-

neuvième siècle. Dans le premier

tiers du siècle, les structures sont telles qu'en général les chefs d'ate-

lier installés, mariés, pères de fa-

mille, propriétaires de leurs métiers.

«bourgeoise». Ils revendiquent une

amélioration, une plus grande jus-

tice dans la fabrique. Ils organisent

la résistance, ils commencent l'ac-

tion, qu'ils orientent vers la négo-

cistion an recherchant un rapport de

forces favorable; mais, à l'heure des

affrontements, ils passent la main.

Ceux qui finissent, ce sont toujours

les compagnons (y compris les en-

fants), c'est-à-dire une population

plus jeune, célibetaire, moins ara-

ble, qui n'a rien à perdre que la vie.

Devoir mutuel et conseiller

prud'homme, chef d'atelier aisé,

abandonne-t-il la cause des in-

surgés et, le 12 mars 1832,

sollicite-t-il une fonction de com-

missaire de police en dénonçant ses

collègues Bouvery at Falconnet.

Ainsi Masson Sibut, l'un des fonda-

teurs de l'Echo de la febrique, jour-

nal des canuts en lutte, assiste-r-il

aux premiers accrochages du

21 novembre 1831 seulement

narce que la localisation de son do-

micile l'avait e mis dans le cas de

tout voir a. L'observation des men-

talités éclaire ces comportements :

Joseph Benoit, autre maître ouvrier,

auteur des Confessions d'un prolé-

quines d'une partie de ses amis

taire, critique les étroitesses

Ainsi Pierre Charnier, initiateur du

une stabilité et à une respect

rivés, plus rassis, aspirent à

icouvrir dans chaque canut un fa-

Vienne, Marseille, Arbois, Besancon, Lunéville, etc. Le 13 avril, les républicains de Paris tentent, aux cris de « Vive les Lyonnais ! . un soulèvement qui, après deux jours de combats, est écrasé avec autant de férocité qu'à Lyon. Daumier a immortalisé le massacre de la rue Transpo-

Plus d'un millier d'arrestations. puis un « procès monstre » devant la Chambre des pairs érigée en Haute Cour, et les lourdes condamnations, qui s'échelonnè-rent d'août 1835 à janvier 1836, portèrent un coup très dur au mouvement ouvrier et au mouvement républicain.

La répétition des révoltes lyonnaises, à vingt-huit mois d'inter-

vent le milieu femiliel des atellers

qui fait des ouvriers lyonnais « les

ouvriers les plus moraux de

France » empreints de « la plus tou-

pas, de juin 1849 à la Croix-

Rousse. Durant la deuxième moitié

du dix-neuvième siècle, les canuts

cessent, dans la forteresse ouvrière

tyonnaise, d'être les bâtisseurs de

barricades. D'autres assurent le ra-

lais, tels les prolétaires de la nou-

velle industrie fixés à la Guillotière :

en 1858, Norbert Truquin, installé à

Lyon, juge avec sévérité, dans ses

Mémoires et aventures d'un prolé-

taire à travers la Révolution (3), la

timidité. les prétentions hiérarchi-

ques pointilleuses des caruts. De

fait, on trouve pau de canuts dans

les rangs de l'internationale, qui re-

volutionnaire, privilégie le modéran-

tisme et s'installe dans un radica-

lierne prudent.

chante résignation ».

1831. G'awa 1834

valle, acheva de bouleverser les consciences des contemporains qu'avaient déjà beaucoup émues les événements de 1831.

Les deux insurrections avaient en effet posé la question du prolétariat, sur laquelle commençaient à se pencher les penseurs socialistes, les saint-simoniens, Pierre Leroux et Jean Reynaud, Fourier et Considérant, Blanqui et Proudhon. Marx a écrit que les ouvriers lyonnais ont - sonné le tocsin d'alarme ».

Déjà Chateaubriand. dès décembre 1831, voyait dans le soulèvement lyonnais l'annonce d'une « autre société ». « Un temps viendra où t'on ne concevra pas qu'il sut un ordre social dans lequel un homme comptait un million de revenu, tandis qu'un autre homme n'aurait pas de quoi payer son diner... -

Trente ans plus tard, dans ses Misérables, Victor Hugo rappellera encore le souvenir de ces temps troubles, « le sombre tumulte des événements » : « La maiadle politique et la maladie sociale se déclarara à la fois dans les deux capitales du royaume, l'une la ville de la pensée, l'autre Ce sont pourtant ces travailleurs la ville du travail; à Paris la - les compagnons surtout - qui guerre civile, à Lyon la guerre feront les journées de novembre servile; dans les deux cités, la même lueur de fournaise. - Antithèse grandiose mais simpliste, car à Lyon comme à Paris pensée et travali demourent liés.

والإراجة ويهوا والها

HTMLTIM

La Principal Control Control Control

And the Property of the Parish

or party that granding

Service Britisteller affer

· 1 1000 (1985) (2010)

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

The state of the s

The section of the State of

्रा क्षेत्रकात्र पुरस्कात्र हेर्नु । स्रोतिकार क्षेत्रकात्र स्थापन

La companie de la grafia

A 15 3246

ment of the step happy beginn

and the property of

The second second

The Park Statement of

The state of the second of the second

and the second of the specific

ليعه مهلمهم الرداد الدواد

그는 이 선정회에서 그 사람 그래말

was the state of

- throughout the

THE STREET PROPERTY.

( A ) ( A 安徽教育

中中田田 袋

- A Marie State of the Co 1-1 化硫化基

and the second second second second

IN HIS THE PARTY AND ADDRESS.

Control of the Contro

exigen

the property of

Maria Salah Salah

\*\* 6 11.00

Mais il est vrai de dire que, grâce aux canuts. Lyon est la première ville de France où avaient été formulées les revendications ouvrières fondamentales. Les militants mutuellistes, ferrandiniers et républicains et les insurgés de 1831 et 1834 furent bien des précurseurs. Ils ont indiqué le sens des transformations que devaient subir les institutions. et ils out puissamment contribué à la création d'un droit du travail.

Malgré les survivances corporatives at compagnonnesques, l'association des canuts est plus qu'un pré-syndicalisme : préoccupée avant tout de la fixation des salaires, elle est déjà soucieuse de la représentation professionnelle ouvrière. La théorie, la stratégie, la terminologie du mouvement ouvrier français, s'élaborent, ainsi qu'une doctrine républicaine plus égalitaire. En un mot, genèse du socialisme, synthèse d'une mystique sociale et politique et de la pratique ouvrière

#### L'héritage

Faut-il pour autant dénoncer le mythe de la fonction révolutionnaire des canuts et, à l'imitation de P. Chaunu, qui ironisait de façon pertisane sur « les petits hommes qui de 1789 à 1792 ont couru de la Bastille aux Tuileries » (4), ridiculiser les petits tisseurs qui ont tiraillé sur les barricades croix-roussiennes? Certainement non Jaurès a sans doute raison lorsou'il évoque ∢ cette classe des maîtres ouvriers lyonnais qui, par l'esprit de résistance et d'organisation ou même par la netteté de certaines les socieles, [était] en avance sur la classe ouvrière » des le dixhuitième siècle. Par leurs luttes conduites en 1744, 1786, 1831, 1834, 1849, les tisseurs en soie de Lyon ont bien été des initiateurs, et, ia révolution n'étant pas seulement affaire de violence, de fureur et de bruit, ils ont contribué à faire se lever des idées qui ont cheminé loin. C'est la raison pour taquelle on parle des canuts en dehors de nos frontières peut-être plus qu'en France. Sereit-ce encore un effet pervers de la tanace prééminence

(2) The Lyon Uprising of 1834. Ho-ard University Press, 1974.

(3) Maspero, 1977. (4) Civilisation du dix-huitième siè-

crute largement, à la fin des années 1860, en dehors de la Croix-Rousse. Celle-ci, alors qu'à la fin du siècle se développe le socialisme ré-

parisienne sur notre vie nationale ? MAURICE MOISSONNIER.

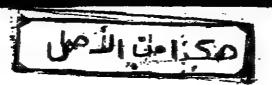
(1) Cité dans Rude, le Mouven novier à Lyon 1822-1832.

FERMANO RUDE. \* L'exposition - C'est nous les canus - commémorera en avril et mai 1984 à la Bibliothèque municipale de Lyon les insurrections des ouvriers lyon-nais de novembre 1831 et avril 1834.

La richesse des collections conservées à la bibliothèque, aux archives munici-pales, au musée historique de Lyon, aux archives départementales, permettait d'illustrer ce cent cinquantième anniver-saire de très nombreux documents d'époque, pièces d'archives, affiches, estampes. Les quatre institutions se sont concertées pour réaliser ce projet. Elles en our confié la maturise d'ocuvre à la bibliothèque municipale I son département de la documentation régionale présente en effer charges aussie une exprési sente en effet chaque année une exposi-tion, et fait appel au concours de chercheurs divers. Pour les canuts, c'est à Fernaud Rude, qui, depuis cinquante ana, apporte à l'étude de ces événements un enthousiasme servi par une éradition incomparable, que l'exposition doit sa conception scientifique.

On a également puisé dans d'autres réserves lyomaises, Musée historique, des tissus, Maison des canuts, collections particulières. Mais des pièces uni-ques avaient, par la force d'un mouvement centralisateur et en raison du procès d'avril, rejoint les collections nationales, et la direction des Archives de France a permis que certaines d'entre elles reviennent - pour deux mois

Page 12 - Le Monde ● Dimanche 1 - Lundi 2 avril 1984 ---



# RENCONTRE AVEC LE SCULPTEUR ALAIN KIRILI

# Un Latin chez les puritains

Alain Kirili est né en 1944. Il vient de l'avant-garde conceptient de l'avant-garde conceptuelle (bavarde) et formellement New-York, il enseigne à la School d'artiste français vivant à New-York, il enseigne à la School - à l'époque il n'appelait peutêtre pas cela ainsi - date de 1972, c'était une pièce de tôle déconpée à froid qu'il avait exposée au sol. galerie Sonnabend à Paris. Depuis, il s'est passé pas mal de choses pour l'artiste : des voyages, son installation a New-York, et. comme la plupart des artistes de sa générations, une évolution très sensible vers la recherche d'un langage enrichi d'images et de

Aujourd'hui, Kirili utilise des barres de fer usinées, chauffées, forgées, martelées, qu'il dresse sur pied. Il les isole ou les met par deux, par trois, en groupe, les relie, les arc-boute, les incline, les oriente, retrouvant une ordonnance et un rythme de grandes compositions religieuses. Il s'en faut de peu - une inflexion du métal dans la partie haute, dans cette zone de repli, d'écrasement de la barre en commissures. d'amollissement, de relachement incertain du matériau ployé — pour que cela devienne figure encapuchonnée, corps emprisonné dans sa gaine noire, tension musculaire, tension psychologique.

Cela fait sept ans qu'Alain Kirili vit à New-York et cinq qu'il n'avait pas exposé en France. Il souhaitait très vivement cette exposition: ses sources sont fran-gaises, dit-il. Et de parler de la sculpture bourguignonne, des pleurants du tombeau de Philippe Pot, des plis sans visages, du pathétique abstrait rendu par le drapé chez Klaus Sluter. Kirili est un passionné de statuaire, et luimême se range dans cette catégorie de la sculpture : il pratique la ronde-bosse, travaille autour de la verticalité monolithique.

Les références s'accumulent : David Smith, l'Américain, et Julio Gonzalès, l'Espagnol, sont ses grands maîtres. Il adore les Jeannettes de Matisse et aime dire que la sculpture de Picasso est peut-être le pius grand mystère esthétique d'aujourd'hui. Kirill est sculpteur, mais il écrit

L'historien Robert Mandrou.

siècle, vient de mourir à Paris

à l'âge de solxante-trois ans

Robert Mandrou, qui vient de nous quitter après des années très pénibles (1), avait été le dernier disciple de Lucien Febvre (le véritable créateur,

avec Marc Block, des Annales)

donc l'un des plus chers. Ce maître exigeani l'avait chargé des 1954 du secrétariat de la

célèbre revue, qu'il assura avec une autorité pieine de

distinction pendant huit années.

Comme Lucien Febvre, Mandrou se passionnait pour l'histoire des mentalités, pour

Michelet, sa Sorcière et toute la

sorcellerie, et connaissait fort bien le monde germanique, sa culture et son histoire ; il écrivit

notamment sur les Függer propriétaires fonciers (Plon 1969) et tint un rôle de choix à

la mission historique française

Initiateur éclatant en plusieurs domaines (amorcés

par d'autres, notamment Febrrel, il séduisit un large public par quare livres très neufs. Avec son ami Georges Duby, il assura à l'Histoire de

la civilisation française de Colin (1958) un succès durable, et

largement mérité. Trois ans plus tard, une Introduction à la France moderne (Albin Michel), pleine de la pensée de

Febvre, connaissait un succès presque égal (et aussi une

réédition). Son minee ouvrage sur la Culture popuplaire (et) la Bibliothèque bleue de Troyes (Stock. 1964), traçati une voie

que d'autres ont suivie, parfois abusivement et avec moins de

Ce qui l'imposa fut la publication de son élégante

thèse Magistrats et sorciers de France au dix-septième siècle (Plon, 1968). D'autres aussi

ont emprunté cette piste, pas toujours heureusement, et il fut

contraint d'y revenir avec des

textes neufs dans son dernier et énergique livre sur Possession et

sorcellerie au dix-septième

siècle (Fayard, 1979). Son

œuvre plus spécialement

de Göstingen.

19-11-00ek

· · · · · · ·

- \*: -2.4

2 No.

 $T_{k+1}^{\ast} \geq g$ 

- 12

.....

. 73.4

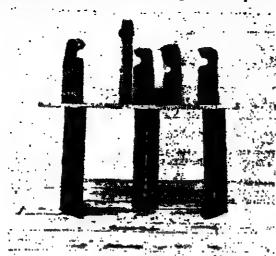
 $\gamma \approx 6$ 

5.7

. . . 7.31

of Visual Arts.

York. A New-York, if ne s'est pas Et puis il y a Rodin, encore un pere. Ses sculptures en terre cuite aussi Français que là-bas. Ce qui viennent de là, de la tête du Bal- s'est passé? Simplement il est



zac : les orifices, le bouleverse-ment de matière, tout cela a un peu le volume d'une grosse tête. La terre cuite, c'est l'autre versant de Kirili : la masse souple est travaillée au doigt, fendue, repliée sur de secrètes failles, colorée comme de la chair poudrée, avec des traces de rose – du biscuit. Y domine le charnel et le pulsionnel et non plus la règle monacale, la discipline de fer des sculptures filiformes dérivées du radicalisme formel, anjourd hui gagnées par un « supplément d'âme ».

Le formel et le pulsionnel : les deux termes entre lesquels Kirili, qui ne veut sacrifier aux excès de l'un ni de l'autre, se déplace, un peu comme îl passe d'un bord à l'antre de l'Atlantique, additionnant les références d'ici et de là, avec, il faut bien le dire, un opportunisme judicieux.

Ce sont encore ces deux-termes qui lui servent à expliquer qu'entre l'Amérique et la France,

universitaire (dont un admirable Louis XIV en son

temps, très personnel; fut

éditée par les grandes maisons de Paris (PUF, Seuil)..., et de Berlin. Il avait découvert en

Allemagne une chronique inédite et fort précieuse de la Fronde, dont Fayard publia des extraits commemés (Chronique discontinue...) en 1978.

On n'a pas encore donné à

Mandrou, du moins dans ce pays, la place qu'il mérite (2); sa sèche franchise, sa rigueur, sa solidité maigré quelques défaillances (qui n'en a

connu?) en sont peut-être responsables. Et pourtant l'homme rayonnait le charme

ondoyant de son style. Il eut des

amiliés, parfois traversées

d'orages, non seulement avec Febvre, Duby et Braudel, mais

aussi avec le cher Philippe Ariès, un long moment très proche de lui. Son séminaire des

Hautes Etudes, depuis 1957, attirait un auditoire de qualité, particulièrement fidèle. L'enseignant (j'ai collaboré avec lui à Nanterre, cette availlante université durant

excellente université, durant

une trop courte année) alliait l'exigence, la clarté et la séduction. Mais les roses de

cette séduction cachaient assez

mai des épines acérées, les unes

et les autres conduisant à

longue maladie, Robert

mélange de pudeur et de rudesse, des chapelles de l'intellocratie. Sa réputation

internationale, ses amis et ses

Puls-je ajouter que je me suis toujours parfattement entendu

avec cet être délicat, hypersensible et difficile, et lui rappeler, où qu'il soit, cette

radieuse semaine que nous vécumes ensemble, vers mai 1974, dans les amitiés, les

merveilles et le soleil

(1) Le Monde du 28 mars.

(2) Le CNRS hi a décerné en janvier 1984 la médaille d'argent pour l'ensemble de son œuvre.

PIERRE GOUBERT.

disciples lui suffisaient.

Même avant sa dernière

ndrou s'était écarté, avec un

l'indépendance.

d'Oxford?

LA MORT DE ROBERT MANDROU

La séduction et l'exigence

arrivé dans un pays de tradition réformiste et puritaine, alors qu'il est de tradition latine. Il s'est trouvé confronté avec un sens de la culpabilité de l'artiste en Amérique qu'on n'imagine pas vraiment lorsqu'on n'y est pas.

Une culpabilité qui se traduit dans le langage courant des artistes par l'utilisation répétée du mot « work ». « Les artistes anéricains se sentent toujours obligés de se disculper et de se justifier par un excès de travail, dit Kirili : on les rencontre, on leur demande ce qu'ils font ; ils vous répondent toujours qu'ils travaillent beau-coup; on leur demande ce qu'ils comptent faire pendant les vacances : ils vous répondent à tous les coups qu'ils vont en pro-fiter pour travailler encore plus. Cela va jusqu'à l'inhibition. »

Lui ne réagit pes comme ça. Il prend du plaisir en réalisant son œuvre, c'est même devenu pour lui un principe de survie. Et c'est comme cela qu'il passe, dans les milioux américains, pour un artiste very franch. Vivre aux Etaus-Unis a renforcé sa comprébension de son identité. Il précise que cola lui a été d'autant plus possible que New-York est une ville cosmopolite et qu'on y respecte ce cosmopolitisme. Le problème, à son avis, c'est

que l'Amérique émascule la unotation sexuelle. L'exemple de Rodin est significatif. - Quand il y a eu la grande exposition, tout l'appareil critique le plus sérieux a gommé cet aspect de l'anuvre : Rodin, c'est devenu avec eux, quelque chose de victorien. L'approche de Cézanne, de Matisse, c'est pareil. Elle est souvent faite de telle sorte gu'elle met entre parenthèses ce qui touche au sexuel, à la volupté. La volupté : une notion presque tabou. Tout le monde s'accorde pour dire que Matisse est le père de l'art moderne, et si on demande pourquoi, on yous répond : parce qu'il est l'inventeur de la couleur pure. Le côté modèle féminin, tout ce qui ne relève pas du formalisme, est complètement évacué. »

Pour Kirili la tête creusée des Jeannettes, c'est une trépanation en sculpture, qui ne peut s'analyser seulement en termes formalistes. Chez lui, il y a le creuso-ment, la liberté de l'approche, la découpe au chalumeau, le travail sur le matériau, qui touchent à des choses complexes, reliées au plaisir, à la sensualité, à la sexualité; à tout ce qui peut enrichir, sans gêner, l'œuvre d'art. Il explique ainsi que son travail alt mis du temps pour être apprécié aux Etats-Unis. De plus ses sculptures ont une certaine élégance, et cela ne marche pas non plus : aux Etats-Unis, il faut de la rudesse. Mais Kirili est sûr qu'il y a moyen de gagner, avec ces références. Le grand art pent aussi être aimable. Le gothique a aussi le sourire. Kirili est de l'Ile-de-France.

GENEVIÈVE BREERETTE. ★ Galeric Adrien Maeght, 46, rue du Bac, Paris-7\*. Jusqu'su 15 avril.

Lisez Ke Mande per **PHILATELISTES** 

# « Toujours plus!»

Quinze mille mètres carrés de surface d'exposition, mille éditeurs français et francophones, cent soixante mille visiteurs en six jours (du 23 au 28 mars), sept cents auteurs venus rencontrer leurs lecteurs ; voità le bilan chiffré du Salon da livre 1984. « Toujours plus!», disait en ciôturant le saion M. Jean-Mannel Bourgois.

Four consider sixtodurca do livres quarante-deux ans, M. Jorge Blanco, et plaisir de la lecture, se laisser glis-Bar sur des coussins énormes et doux, et, empoignant un volume. oublier le brouhaha, le mai aux pieds et la foule trop dense, il fallait, au Salon du Svra... être un enfant. Soule la bibliothèque des enfants - deux mille ouvrages rassemblés par La jois par les livres - et, dans une moindre mesure, Plemmanon avaient prévu un espace de tranquillité où avoir avec les livres, une relation de «bonne compegnie ». Les adultes n'osaient en générai s'y risquar qu'avac l'alibi d'accompagner leur progéniture. Les célibateires — et les plus timides étaient condamnés au piétinement, sux livres feuilletés en hâte, malgré la gentillesse de l'acqueil sur tous les stands, pour cause de trop grande

Les auteurs, tout aussi bousculés que leurs lecteurs, signalent sans même avoir le temps de lever la tête ou de parler (ou bien signaient peu, il n'y eut guère de demi-mesure). Autour de Françoise Sagen, chez Gallimerd, ce fut, par deux fois, une e émeute » chaleurouse. Au stand de Lieu commun, le général Copel, vedette plus inattendue, a sussi obtenu un grand succès. Evidemment, vendredi soir 23 mers, la palme de l'affluence est revenue à Flammarion avec la pésence de Valery Giscard d'Estaing qui signait son demier livre, Deux Français sur trois. L'ancien président de la République, bronzé et sourient, s'était cependant fait accompagner de gardes du corpe peu amènes,

Par chance, VGE fut le seul auteur à être entouré de « MM. Muscles » et les quelque sept cents signatures ee sont dénuiées sans autres incidents que l'éternelle « fauche », une des plaise du Salon, En outre certains écrivains, ayant constaté que les lecteurs n'achetant rien avaient acrupule à vertir leur parier, ont souhaité pouvoir repoontrer le gublic silleurs que derrière un remper de pables et de livres. Les responsables du Salon envisagent de créer l'an prochain « un espace de rencontre » où la plaisir de la conversation serait débarrassé de toute relation commerciale.

#### Le public s'affirme

« C'est d'autant plus important, précise Mes Monique Mayaud, directrice des services littéraire et publicité chez Grasset, que d'année-en ennée le public du Salon s'affine. On a de plus en plus affaire à de vrais lecteurs, qui savent ce qu'ils cher-chent, qui ils veulent rencontrer et ce qu'ile ont à dire. Nous nous devons de fevoriser cette communication entre auteurs et lecteurs. »

Satisfaits, les éditeurs l'étaient, à cualques exceptions prile, non seulement pour le qualité du public mais aussi pour l'augmentation des mmtee : Filmmation-Aubler avouall + 50 %. Laffont + 40 % avec un très gros auccès pour les collections Bouquins et Classiques Pavillons; Gallimard at Grasset toujours assez secrets sur les chiffres se montraient réjouis - avec notamment une « ruée » sur Les cahiers rouges de Grasset - ; Albin Michal avait vendu besucoup de littérature étrangère, aurtout Ceronetti, prix du meilleur livre étranger. Jeanne Laffie éditeur de Marseille disait : e Plus de monde plus de ventes, plus d'animation dans les stands. » Seuls Dargaud et Pierre Belfond annoncaient une se de leurs ventes, ce dernier se consolant e en ayant battu mon propre record de signatures » indiquait-

Comme les années précédentes plusieurs prix littéraires ont été remis au salon : le prix 84, décerné, après une délibération publique par un jury composé notamment de Régis Debray, d'Elisabeth Badinter, de Jean-Claude Guillebaud et d'Ania Francos, a été attribué à Jean-Philippe Domecq pour son cuvrage ierre, demiers temps (Souil). Le prix des radios libres est reversu au jeune áctivein merocein Abdelhak Sehrane pour son premier roman Messaouda (Seuil ) (le Monde du 7 octobre 1983). Quant au premier concours de la nouvelle policière « série noire » organisé par TF 1, Télé-7 jours et Gallimard, il a été remporté par un Argentin âgé de

président du Syndicat national de l'édition. « Dans ce public si nombreux, précisait-il, plus de visiteurs de province que d'habitude, plus de groupes scolaires (six mille buit cents élèves), plus de libraires (mille trois cents), plus de bibliothécaires (quatre mille cent), des visiteurs de

pour un récit intitulé Gueule d'anne.

CENT SOIXANTE MILLE VISITEURS AU SALON DU LIVRE

Enfin le Salon a été l'occasion de voir aboutir des négociations qui s'étemissient - depuis six ans entre les éditeurs et les traducteurs, Le Syndicat national de l'édition a signé marcredi 28 mars, un accord avec la Société française de traducteurs et l'Association française des traductours. Can demiers so erent ver reconneître le statut d'auteurs qui leur était jusqu'alors dénié.

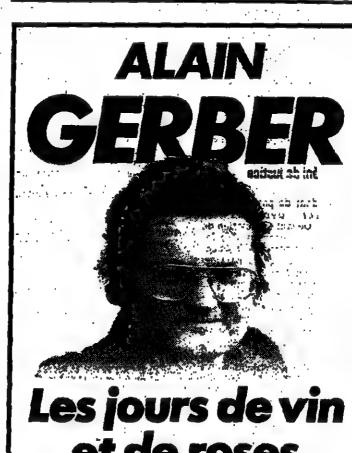
Après être passé une dernière fois aux librairies thématiques - sport, histoire, libertés, - après avoir jeté un ultime regard sur le premier roman télématique au stand du Serpea, il no restait au dernier visiteur, mercred soir, qu'à prendre son poème à la Sodis, l'un des cent mille milliards de poèmes de Raymond Queneau, sonnet personnalisé en fonction des lettres du nom du destinataire, et à noter le rendez-vous de mars 1985 - du 22 au 27.

#### Les libraires et la loi Lang

Une centaine de Ebraires, de Paris et de province, ont par-couru pendant près de deux heures, lundi matin 26 mars, les travées du Salon, en silence, por-tant des panneaux demandant que cassant les violations de la loi sur le prix unique du livre per les grandes surfaces, en particulier les centres Leclerc.

Les libraires souhaiteraient que les éditeurs refusent de fournir aux centres Lecierc « des livres qui sont vendus dens des ions illicites ». Its leur ont écrit en ce sens lie Monde du

23 maral. Parmi les grands éditeurs, soul Le Souil ne livre plus, depuis deux ana, les centres Laciero, « Nous attendons des réponses avant le 10 avril », a indiqué Mª Marie-Pierre Galley, directrice de la librairie Autrement dit, à Paris, une des initiatrices de ce mouvement de protestation, e sinon nous envisageone de refuser les offices des éditeurs » (livres que les libraires recoivent chaque mois sans commende et peuvent



# et de roses

Des mots qui enrichissent l'existence... Si vous attendez de la lecture ce luxe inouï, jetez-vous sur les textes que voici. MIRTRAND PORIOT-DED PECH La Monde

Alain Gerber se montre ici l'égal des maîtres américains: Saroyan, Capote, Fitzgerald...

Ses mots chantent, virevoltent, légers et sensibles, Appelez ça de la musique ou de la littérature, peu importe: c'est de l'art. ... JERÓME GARCÍN La Prov

Neuf récits que l'on a envie de lire pour se désaltérer, pour le plaisir. Bonheur qu'on peut déguster à l'unité comme une grappe

MICHELE GAZIER Télérani Neuf nouvelles poignantes et magnifiques.

Une fibre émotive, dans la filiation de l'immense JEAN-LOUIS KUFFER La Tribuno de Lausanne

Si je me jette comme je le fais sur les livres de Gerber, c'est par parti-pris. Disons acte de foi, je sais d'avance que j'almerai ce que je lirai.

RÉGUIALD MARTEL La Proese de Montréel

ROBERT LAFFONT

# Paris / programmes

# théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'AUTRE DON JUAN - Acacia (367-29-69), sam., dim., 20 à 30. LEAR de Bond (en anglais) - Bustille (357-42-14), sam., 21 h; dim., 17 h. PAI DEUX MOTS A VOUS DIRE -Michodière (742-95-22), sam., 21 h, dim. 15 à 30. BEAUCOUP DE BRUIT POUR

RIEN (en anglais) - Théitre des Champs-Elysées (723-47-77), sam., 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30. LA NOCE CHEZ LES PETITS Holine (365-15-73), sam., 20 h 45; dim. 16 h et 20 h 45.

Les salles subventionnées OPERA (742-57-50), sam., 19 h 30 : Sci-

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam., 20 h 30 : Est-il bon, est-il mé-chaut 7 ; dim., 14 h 30 : la Mort de Sénb-que ; dim., 20 h 30 : Cinna.

CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, sam. (dernière), 18 h 30 : Carnets d'un disparu. — Grand Théàtre, sam., 20 h 30 : le Héron. — Théitre Gémier, sam., 20 h 30 : dim., 15 h : Faut-il choi-sir ? Faut-il rêver ?

ODÉON (325-70-32), sam., 20 h 30; dim., 15 h : louesco par le TNP. PETTT ODÉON (325-70-32), sam., dim.,

TEP (364-80-80), sam., 20 h 30; dim., 15 h: la Double Incomunez. 15 h : la Double (pcomeance.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats :
sam., 2| h : Les enfants de l'immigration.
Concerns-animations : sam., 18 h :

sam., 21 h : Les enlants de l'immigration.

— Concerns-aminations : sam., 18 h :
Nouvelle musique improvisée. —
Cinéma-vidéo : sam., dim., Nouveaux
films BPI : 13 h : la Ballade de Pabafi, de
G. Luncan : 16 h : Une lie : Bali, de
N. Sfeig : 19 h : Faits divers, de R. Depardon : sam., dim., 15 h : L'école de
Nice : René Pradal ; sam., dim., 18 h :
Ian Hugo. — Théitre-danse : sam., dim.,
15 h : sam., 19 h : Los enfants de l'immigration ; sam., 18 h, 20 h 30, dim., 16 h :
Des écritures sofniques contemporaises :
Plaisir symhétiques . de L-M. Matos. THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam., 18 h 30 : Jacques Bertin; sam., 20 h 45 et dim., 14 h 30 : Ardea de Fa-

versum.

CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam., 21 h et dim., 16 h : Les Perses ; dim., 15 h : Les « Creis Mones Cavaliers », dim., 21 h : Les visionnaires.

#### Les autres sailes

A DÉJAZET (887-97-34, sam., 20 h 30 : Tebonk Tebonk Nougáb.
ALLIANCE FRANÇARSE (544-72-30),
sam., 20 k 30 : Enrico IV. ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71), num., dim., 18 h 30 : Hanziet ; num., dim., 20 h 45, dim., 15 h : Nos premiers

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), mm., 18 h 45 et 22 h : Revenu de l'étolie ; dim., 15 h : la Foi en l'homme.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), sem., 20 h 30 : le Melcatenda ; dim., 16 h : Des

ATELIER (506-49-24), mm., 21 h, disp. 15 h : le Boukeur à Romorantin. ATHÉNÉE (743-67-27), 1 : sam., 21 h : le Retour ; II : sam., 20 h 30 : Passagères. BASTILLE (357-42-14), sam., 19 h 30, dim. 15 h : Celle qui mess.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 21 h : les Trois Jessue.

CALYPSO (272-25-95), sam., 20 h 30 : les Avestures de Jacques la Chaise.

CARTOUCHERIE, Th. du Soleli (374-24-08), sam., 18 h 30 : Richard II. – Tempête (328-36-36), sam., 21 h, dim. 16 h: le Retour d'Iphigénie. CENTRE MANDAPA (359-01-60), MIN., 20 h 30, din. 15 h : l'Epopée de Gilga-

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, sam., 20 h 30 : les Amours tragi-ques de Pyrame et Thisbé (dern). — Resserve, sam., 20 h 30 : l'Homme Job (dern.). - Grand Théâtre, sum., à 20 h 30 : le Cerole de craie cancasies

COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41), snm., 17 h 30 et 21 h; dien., 15 h 30 ; Re-viens dormir à l'Elysée.

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam., 18 h 45 et 21 h 45 ; dim., 15 h 30 : Chacan sa vérisé. COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30 : la Manie de la villégiature (dern.).

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (255-26-47) sam., 17 h ; dim., 15 h : la fluid de la villégiature (dern.).

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam., 20 h 30; dim., 15 h : les Marchands de

genre.

DÉCHARGEUES (236-00-02), sam., 19 h : Gide 84 ; 20 h 30 : Gertrud, morte cet après-midi ; 22 h 30 : le Dernier Film. EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 18 h et 21 h 30; dim., 15 h : Désiré. ESPACE KIRON (373-50-25), sam., 20 h 30 et 22 h 30; dim., 15 h et 17 h : Extravagances (Cin Ph. Genty, Th. Ma-nerf).

ESPACE MARAIS (584-09-31), sam, 23c ALL: MAMAIS (584-09-31), sam, 22 h 30: Un milica sous la mère. ESSAION (278-46-42), L 20 h 30: Oreste ne vicadra plus; IL 20 h 30: Chant dans la nait.

PONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (237-41-56), sam., 20 h 30 : Biographie : Un jen (dern.). 1.A FORGE (371-71-89), sam., 20 h 30 : le Demoiselle de Tacna (dern.).

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam., 20 h 45; dim., 15 h: Grand-Père. GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf? HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30: h Camatrice chauve; 20 h 30: h Le-con; 21 h 30: les Cerises rouges. LA BRUYERE (874-76-99), sam., 21 h;

dim., 15 h : Tcho dim., 15 h: Tchoufs.

LUCERNAIRE (544-57-34), L sam.,
18 h 30: Tête de fanne: 20 h 15: TAmbussade; IL sam., 18 h 30: la Dentelle
du cygne; 20 h 15: Six heures au plus
tard; 22 h 30: la Panthère blene. — Petile salle, sam., 18 h 30: Pique et piqua
et follet drame; 23 h 30: la Drap de sable

LYS-MONTPARNASSE (327-89-61), sam., 20 h 30; Chunts miliés; sem., 22 h: le Shaga. MADELEINE (265-07-09), 20 h 30 ; dim., 15 h ; le Rhinocéros

MARAES (278-03-53), aam., 20 h 30 : Le MARIE-STUART (508-17-80), sam., 18 h 30 : Artoise ; sam., 22 h : l'Echo du

MARIGNY, selie Gebriel (225-20-74), sam., 18 h 30 et 21 h 30 ; dim., 15 h : ie Dess (TAddle. Dos d'Addie.

MATHURINS (265-90-00), sam., 21 h;
dim., 16 h 30 : la Femme assisa.

MAUEEL (255-45-55), dim., 15 h : Betrayal; sam., 20 h 30 : Suddenly Last
Summer.

MECHEL (265-35-02), sam., 18 h 15 st 21 h 30 : dim., 15 h 30 : On disers an Ht. MOGADOR (285-45-30), relitche. Reprise

MONTPARNASSE (320-89-90) sam., 17 h et 21 à ; dim., 16 à : Tchin uchin. — Petite suite, sam., 21 h : dim., 15 h : le Journal d'une femme de chambre.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 18 h 45 et 21 h 30 ; dim., 15 h 30 : l'Esteureme.

GEUVRE (874-42-52), sam., 20 h 30; dim., 15 h : Comment devenir une mère joire ca diz legons.

pace co dir beyon.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam,
18 h 45 et 22 h; dim., 15 h 30; la Fille
sur la banquette arrière.

PARC DE LA VILLETTE, sons chapitess (241-31-53), sam., 20 h 30; dim.,
16 h: On a tous les jours cont ans.

PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30; dim., 17 h: Préjugés et Passions. PERISANCE (320-00-06), sam., 20 h 45: le Pierre de la Folie.

POCHE (548-92-97), sam., 20 h : Molly Bloom ; 21 h : l'Elève de Brecht. PORTE LAINT MARTIN sem., 17 h et 21 h.; dim., 15 h : K 2. QUAI DE LA GARE (585-88-88), sum., dim., 20 h 30 : Écheo à la reize (derz.). RENAESSANCE (208-18-50), sam., 18 h 30 et 21 h 30 ; dim., 15 h : Noix de

SAINT-GEORGES (878-63-47), sum., IR & 30 et 21 h 30 : Théilire de Bouvard. SALLE VALHUBERT (584-30-60), sam., 20 h 30 ; dim., 15 h : Est-il bon, est-il mécimus ?

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (723-35-10), sam., 19 h et 21 h 30 : Agnès (dera.).

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), L sam., 20 h 30: le Horia. — IL sam., 20 h 30: l'Ecume des jours; sam., 22 h 15; dim., 18 h 30: Orlamonde. — III. sam., 20 h 30: Hula clos. TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30 : A la concentre de Marcel Prossi.

THÉATRE A-BOURVIL (373-47-84), sum., 16 h 45 et 21 h : Yes a marr... ez wosz. THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam., 22 h et 23 h 30 : Nous ou fait où on nous dit de

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), sam., 21 h : Fils de butte, ou les Seigneurs de Montmartre. Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) ervation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer ou Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service publicité, 5 rue des tratiens 75009 Paris. 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Samedi 31 mars, dimanche 1º avril

THÉATRE NOIR (346-91-93), sam., 20 h 30 : Gonvernours de la rosée

TRIEATRE DE PARIS, Grande salle (280-09-30), sam., 20 h; dim., 15 h: Roi Lear de Shakespeare; Petite salle sam., 20 h 30: Rayon featmes fortes. 20 h 30: kayon teamnes tories.

THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80), sam., 20 h 30; dim., 15 h : Les affaires sont les affaires; Petite salle, sam., 20 h 30; dim., 15 h : Penne à l'Afri-

que.
THÉATRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30,
Dim. 15 h : Long Voyage vers la nuit.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88),
sam., 21 h : Médée.

TOURTOUR (887-82-48), sam., 20 h 30; dim., 17 h : les Elles et les Eux; sam., 22 h; dim., 15 h : Une noce. Une de-

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam., 20 h 15 : Actour... est acteur... est acteur; 22 h : A/BU. VARIÉTÉS (233-09-92), sam., 18 h 30 et 21 h 45 ; dim., 15 h 30 : l'Exiquette. Les concerts

#### SAMEDI 31

Egine Saint-Jalies le-Pauve, 18 h et 20 h 45 : Orchestre symphosique franco-allemand, dir. J. Thorel (Vivaldi, Haydn).

rayun),
insym),
insignite Chapelle, 21 h : Ensemble d'archets
français, dir. J.-F. Gonzales (Vivaidi),
tadio-France, Grand Anditerium, 17 h :
Ensemble instrumental du nouvel orchestre philharmonique, dir. G. Amy (Marciand, Scherchen, Mafano...). Egilee Saint-Messi, 21 h : Rose tabile (Ravol, Ibert, Vivaldi).

cause: (K.Evet, Ibert, Vivaldi).

Egilee Suint-Georgee, 18 h : The Christ
Church Essemble of Amsterdam (Cou-perin, Frescobaldi, Marais...).

Egilee suidelse, 18 h : R. Hehr, M.-Cl. Cor-seile.

#### DEMANDED IN Notre-Dame de Pacis, 17 h 45 : A.-M. Ba-

rat (Vierne). Egise Seint-Vincent de Peul, 17 h : R. Tambyeff (Bach, Dandrieu, Du-

Egilio Saint-Louis des Invalides, 17 h :
Sauthesis quarietz (Hayda, Mozart).

A Déjanet, 20 h 30 : E. Andony, M. Beekonds.

L. Benhamou.

SLOW CLUB (233-84-30), sam., 21 h 30 :
Zanini Jazz Session, S. Woodyard.

SUNSET (261-46-60), sam., 23 h :
Ph. Dronillard, F. Lockwood (dara.). A Déjanet, 20 h 30 : E. Andony, M. Bec-konche.

PALAIS DES CONGRÉS (758-13-03), sam., 20 h 30; dim., 15 h : Bellet du vingtième siècle M. Béjart.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), sam., 20 h 30; dim., 17 h : J.-Ch. Pare, S. Asbry, C. Limbes (dern.).

#### Jazz, pop, rock, folk

A DÉJAZET (887-97-34), mm., 22 h 30 : Y. Micenmacher (dern). ATMOSPHERE (249-74-30), sam., 12 is 30: Botos.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim., 21 is 30 : G. Collier's London All State. CENTRE MATHES (241-50-80), mm., 15 h 30 : J.-J. Courtois.

CHAPFILE DES LOWBARDS (357-24-24), sam., 22 h 30 : Macombo (dern.). CITHEA (357-99-26), diss., 20 h 30 : Cor-

DUNOES (584-72-00), sam, dim., 20 h 30 : E. Kungali. L'ECUME (542-71-16), sam., 20 h 30 : Parioes ; à 22 h : J. Riano. FORUM (297-53-47), sem., 20 h 30 :

GEORGE KILLIAN'S TAVERN (354-96-91), mm., 21 h 30 : Shamrock. MANU MUSICALE (238-05-71), sem., 20 h 30 : J. Sicaré, J.-Y. Colson. MEMPHIS MELODY (329-60-73), sam., 22 h : Y. Cheinla ; sam., 24 h ; dim., 23 h : A. Lauwnann.

NEW MORNING (523-51-41), sam., 21 h 30 : Henri Guédon ; dbm., 16 h : les Role Crimberto. NOTES RLEUES (589-16-73), sem., 21 h 15 : Outre mesure. PHIL'ONE (776-44-26), sam., 22 h : Aparchald Not.

PETIT JOURNAL (326-28-59), sam., 21 h: Cyril Jazz Bund. PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim., 23 h: J.-Ph. Bordier, Ph. Duche-mio, J.-Ph. Virst, Ph. Chalgnon.

SAVOY (277-86-88), sam., 21 h : Zool Fleischer, M. Bertaux, Ch. Sohneider,

Theitre de Roud-Point, 11 h : Lieder STUDIO MERTRAND (783-99-16), mm.,

#### La danse

borg, 3\* (271-52-36); Studio Alpha, 3\* (354-39-47).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.a.): Studio de la Harpe, 5\* (634-25-52).

FEMIMES DE PERSONNE (Fr.): Forum, 1\*\* (297-53-74); Richelien, 2\* (233-36-70); Paramount Marivaux, 2\*\* (296-80-40); Paramount Odéon, 6\*\* (325-59-83); Publicis St Germain, 6\*\* (322-77-80); Paramount Mercury, 8\*\* (562-75-90); Marignan, 8\*\* (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8\*\* (387-35-43); Paramount Opéra, 9\*\* (742-56-31); Paramount Bastille, 12\*\* (343-79-17); Nation, 12\*\* (343-04-67); Paramount Galaxie, 13\*\* (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14\*\* (329-90-10); Montparnos, 14\*\* (327-52-37); Convention Saint-Charles, 15\*\* (579-33-00); Passy, 16\*\* (288-62-34); Paramount Maille, 17\*\* (758-24-24); Pathé Clichy, 18\*\* (522-46-01).

LA FEMME FLAMBEE (All., v.a.)

(\*\*): Gaumont Halles, 1\*\* (297-49-70); Quintette, 5\*\* (633-79-38); Elysées Lincoln, 8\*\* (339-36-14); Parnassiess, 14\*\* (320-30-19); — V.f.: Richelien, 2\*\* (233-36-70); Impérial, 2\*\* (742-72-52); Nation, 12\*\* (343-04-67); Gaumont Sud, 14\*\* (327-84-30); Montparnos, 14\*\* (327-84-30); Montparnos, 14\*\* (327-82-77); Papapas Mercalle, 18\*\* (201-20-20); Papapas Me

DON CAMILLO (IL, vf) : Rex. 2 (236-

L'ENFANT INVISIBLE (Fr.) : Olympic

Luxembourg, 6' (633-97-77).
L'ENFER DE LA VIOLENCE (A., v.a.)

LÉTÉ MEURTRIER (Pr.) : Paramount-Marivanz, 2º (296-80-40) : Ciné Bean-bourg, 3º (271-52-36) ; Studio Alpha, 5º (354-39-47).

PRERES DE SANG (A., v.o.) (\*): 7" Art Beaubourg, 4" (278-34-15) (H. sp.). LE GARDE DU CORPS (fr.): UGC Marbenf, 3" (225-18-45); UGC Boule-vard, 9" (246-66-44).

GOREY PARE (A., v.o.): Paramount Odéos, 6 (325-59-83); Publicis Champe Siyaées, 8 (720-76-23); Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

HOT DOG (A., v.o.): UGC Normandie, 8-(359-41-18). – V.L.: UGC Boulevards, 9- (246-66-44). LE JOUR D'APRES (A., v.L) : Rivoli Beanbourg, 4 (272-63-32).

LAISSE BETON (Pr.): Richeliau, 2° (233-56-70); Logos, 3° (254-42-34); Ambassade, 8° (359-19-08); Parmeticus, 14° (329-83-11).

#### LES FILMS NOUVEAUX

FEMALE TROUBLE (\*\*), film américain de John Waters (v.o.): Septième Art Beaubourg. 4 (278-34-15); Action Christine, 6 (325-47-46); Parnassiens, 14 (329-83-11).

LES MALHEURS DE HEIDI, film américain de Robert Taylor (v.f.) : Gaumont Halles, 1st (297-48-70) ; Gaumont Richellen, 2st (233-56-70) : Gaumont Amba (359-19-08); Athéna, 12 (343-07-48); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparaos, 14 (327-52-37); G: (554-48-85). ; Grand Pavois, 15

52-37); Grand Pavois, 15° (554-48-85).

LES MORFALOUS, film français de Henri Verneuil: Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Gaumont Berlitz, 2° (742-60-33); Grand Rex, 2° (236-83-93); Cluny Palace, 5° (354-67-76); Bretagne, 6° (222-57-97); UGC Biarritz, 8° (772-69-23); Le Paris, 8° (359-39); UGC Normandie, 8° (359-39); UGC Normandie, 8° (359-41-18); Gaumont Ambassade, 8° (359-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8° (370-135-43); Français, 9° (770-13-83); Hollywood Boulevard, 9° (770-10-41); Athéma, 12° (343-04-67); Parvette, 13° (331-56-86); Gaumont Sud, 14° (327-34-50); Montparnasse Pathé, 14° (320-12-06); Gaumont Convention, 15° (828-42-27); Victor-Hugo, 16° (727-49-75); Pathé Wepler, 18° (522-46-01); Trois Secrétan, 19 (241-77-99); Gaumont Gambetta, 20° (636-10-96).

20 (636-10-96). SANS TÉMOINS, film strictique de Nikita Mikhalkov (v.o.): Cosmos, & (544-28-80); Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38); Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).

17 (345-35-38); Statio de l'Etole, 17 (380-42-05).

TIMERIDER, LE CAVALIER DU TEMPS PERDU, film américain de William Der (v.o.): Forum Orient-Express, 1 (233-42-26); George-V. 8 (362-41-46); v.f.: Lumière, 9 (246-49-07); Maxeville, 9 (770-72-86); Convention St-Charles, 15 (579-33-00); Images, 18 (522-47-94).

VIA LES SCHTROUMPFS, film américain de Peyo et des studios Hanna Barbera (v.f.): Forum Orient-Express, 1 (233-42-26); Quintette, 9 (633-79-38); George-V. 8 (562-42-46); Marion, 19 (343-35-43); Lumière, 9 (246-49-07); Maxéville, 9 (770-72-86); Nation, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 18 (331-56-86)); Mistral, 14 (539-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Parnassions, 14 (329-83-11); Grand Pavois, 15 (545-48-85); Gaumoux Convention, 15 (828-42-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Les 3 Secrétan, 19 (241-79-9). Clichy, 18 (522-46-01); Les 3 Se-crétan, 19 (241-77-99).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (BOS.-A., v.L.): Impérial Pathé.
2 (142-72-52).
DIVA (Fr.): Rivoli Beanbourg, 4\* (27263-32); Cinoche, 6\* (633-10-82).

DIVA (50): Rivoli Beanbourg, 4\* (27263-32); Cinoche, 6\* (633-10-82). LE LEOPARD (Fr.): UGC Opéra, 2: (261-50-32); Rex, 2: (236-83-93); Ciné Beaubourg, 3: (271-52-36); UGC Odém, 6: (325-71-68); UGC Montparnesse, 6: (544-14-27; UGC Normandie, 9: (359-41-18); UGC Marbeuf, 9: (225-18-45); UGC Boulevard, 9: (246-66-44); UGC Boulevard, 9: (246-66-44); UGC Gobelins, 13: (336-23-44); UGC Gobelins, 13: (336-23-44); UGC Convention, 15: (828-20-64); Mistral, 14: (539-52-43); Murat, 16: (651-99-75); Pathé Clichy, 18: (532-46-01).

83-93).
L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.o.):
UGC Marbent, & (225-18-45).
EMMANUELLE IV (\*\*): George V, & (562-41-46): Français, 9 (770-33-88):
Maxéville, 9 (770-72-86): Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06). (Fr.): Movies, 14 (260-43-99). (Fr.): Movies, 1\* (260-43-99).

LOCAL HEBO (A., v.a.): Forum, 1\* (297-53-74); Quintetin, 5\* (633-79-38); 14 Juillet Parpasse, 6\* (326-58-00); George V, 8\* (562-41-46); Marignan, 8\* (359-92-82); 14 Juillet Bastille, 16\* (357-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (575-79-79); (v.f.): Français, 9\* (770-33-88); Montparpasse Pathé, 14\* (320-12-06); Gaumont Couvernion, 19\* (828-42-27). L'ENFER DE LA VIOLENCE (A., v.o.)

(\*\*): Paramount Odéon, 6\* (32559-83): Pablicis Matignon, 8\* (35931-97); George V. 8\* (562-41-46); Ermitage, 8\* (359-15-71). - V.f.:
Paramount Marivanz, 2\* (296-80-40);
Paramount Opéra, 9\* (742-56-31); Max
Linder, 9\* (770-40-04); Paramount Bastille, 12\* (343-79-17); Paramount Galaxie, 13\* (580-18-03); Fauvette, 13\*
(331-60-74); Paramount Montparassee,
14\* (329-90-10); Paramount Montparassee,
14\* (329-90-10); Paramount Maillot, 17\*
(758-24-24); Pathé Weplet, 13\* (52246-01).

LOUISIANE (Fr.) : Marbenf, & (225-LE LEZARD NOIR (Jap., v.a.) : Movies, 1= (260-43-99),

MEGAVIXENS (A.) (\*\*), V.F./Chérog St-Lazare, 9 (874-77-44). MAUVAISE CONDUITE (Fr.); Olym-pic St-Germain, 6 (222-87-23). pic St-German, 6\* (22-87-23).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit, va.): Forum Orient Express, 1\* (233-42-26): 14-Juillet Racine, 6\* (326-19-68): 14-Juillet Parasser, 6\* (326-58-00): George-V, 8\* (562-41-46): Lamière, 9\* (246-49-07): 14-Juillet Bestille, 11\* (357-90-81): 14-Juillet Bestille, 15\* (575-79-79).

PLANETE DES FEMMES (Fr.), La Ma-

PLANETE DES FEMMES (Fr.), L. M.rais, 4 (278-47-86).

PULAR (Fr.): Berlitz, 2 (742-68-33);
Rex., 2 (236-83-93); UGC Opéra, 2
(261-50-32); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Danton, 6 (232-42-62);
UGC Biarritz, 8 (723-69-23); UGC
Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Olympic, 14 (545-35-38); Miramar, 14 (320-89-52); 14-hillet Beaugranelle, 15 (575-79-79). PRÉNOM CARMEN (Fr.): Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).

Ursulines, 3° (354-39-19).

REBELOTE (Fr., Version Concert): Mariai, 4° (278-47-86); (Version Film sonce): Espace Galié, 14° (327-95-94).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o., v.l.): Calypso, 17° (380-30-11).

RISKY BUSINESS (A.): v.o/Forum, 1° (297-53-74): Hantefenille, 6° (633-79-38); Maxignan, 6° (359-92-82); Mayfah; 16° (525-27-06); v.f./Impérial, 2° (742-72-52); Mostparnasse Pathé, 14° (320-12-06); Genmon Convemion, 19° (828-42-27).

LE ROI DES SINGES (Ch., v.f.): Mariais, 4° (278-47-86).

9244

Fig. 9 - 2

agenta de Maria de

Jan Charles 18

38 . . .

1 44 m

Transfer at

-E/E (14.1)

Allegan and the second

A Maria Mari

S de amount

 $^{i} \not \sim_{i} \cdot a_{i}$ Ben Lawy

\$ Bridgered

E James

E Marie

Manager acts

Section of the second

g district. Bullet of the state of

TOTAL TEXTORING

The state of the s

The state of the s

A STATE OF THE STA

and the second dispersion of

Topics (September 19)

Elapark,

Trans. 5 Same

- David Sales to the

Committee to appear the

STATE STATE OF THE PARTY OF

البصفيون مه د دی د

TO THE SQUARE

rais, 4 (278-47-86).

RUE CASES-NEGRES (Fr.): Epéc de Bois, 5 (337-57-47); St-Ambruisa, 11- (700-89-16).

(700-29-16).

RUSTY JAMES (A.): v.o./Forum Orient
Express, 1st (233-42-26): Hamtafeuille,
6st (633-79-38); George V, 8st (56241-46): v.f./Montparazus Pathé, 1st
(320-12-06), Parassiens, 1st (32983-11).

83-11).

SCARFACE (A.) (\*): v.o./Forum Orient
Express, 1= (233-42-26); Chmy Paince,
5= (354-07-76); Ambassade, 8= (35919-08); George V, 8= (562-41-46);
v.f./Res. 2= (236-83-93); Montparassee
Pathé, 14= (320-12-06); Bienvenna
Montparassee, 15= (544-14-47). SECOND CHANCE (A.) v.o/UGC Odéon, é (325/11-08); UGC Biarrinz, 9 Cecon, et (323-71-08); UGC Stattitt, 25 (723-69-23); Marignan, 8t (359-92-82); v.f./UGC Montpernasse, 6t (544-14-27); Français, 9t (770-33-88); Fan-vetta, 13t (331-56-86); UGC Conven-tion, 15t (828-20-64); Images, 18t (522-47-04)

LE SECRET DES SELENITES (Fr.): St-Ambroisa, 11 (700-89-16); Botto & films, 17 (622-44-21). SOB (A.) v.o./UGC Blandtz, \$ (723-69-23).

LE SPECTRE DE LA DANSE (Pr.) : Lo Marsis, 4\* (278-47-86). STAR 88 (A.) v.o./Epéc de Bois, 5\* (337-57-47); Colisée, 8\* (359-29-46). STAR WAR LA SAGA (A.) (v.o.) : k Guerre des étoiles ; L'empire contre atta-que ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13° (707-228-04).

(707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.): UGC Opéra, 2° (261-50-32); UGC Damon, 6° (329-42-52); Biarritz, 8° (723-69-23); Paremount Opéra, 9° (742-56-31); Nation, 12° (343-04-67); Fauvette, 13° (331-56-86); Gaumont Convention, 19° (828-42-27); Montparnos, 14° (327-52-37).

LE TEMPS SUSPENDU (Hongrois): v.o./Reflet Quartier Latin, 5° (326-84-65).

TO BE OR NOT TO BE (A)

70 BE OR NOT TO BE (A.): v.o./George V. & (562-41-46). TOOTSIE (A.): v.f./Opter Night, 2-(296-62-56). LA TRACE (Fr.): Lucermaire, 6 (544-

LA TRAGEDIE DE CARMEN (Pr.): version Delavault, St-Ambroise, 11° (700-89-16). TRAHISONS CONJUGALES (Ang.) v.o./Cluny Ecoles, 5- (354-20-12); Lacernaire, 6- (544-57-34). TRICHEURS (Fr.): Permention, 14 (329-83-11). LA ULTIMA CENA (Cub.) v.o./Hsp

Denfert, 14 (321-41-01). UN AMOUR DE SWANN (Fr.): UGC ON AMOUR DE SWARN (F.): UGC
Opéra, 2 (261-50-32); Hentefenille, 6
(633-79-38); Pagode, 7\* (705-12-15);
Colisée, 8\* (322-22-46); Athéna, 12
(343-00-65); Miramar, 14 (320-89-52).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.): Sn-Ambroise, 11\* (700-89-16); Grand-Pavois, 15\* (554-46-85); Calypso, 17\* (380-30-11). UN FAUTEUIL POUR DEUX (A.)
v.o./George v. 8 (562-41-46).
LA VILLE BRULEE (Esp., v.o.): Den-

fert, 14 (321-41-01).

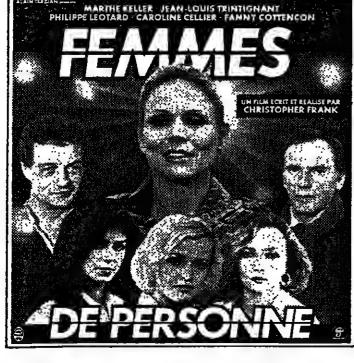
LA VILLE DES PIRATES (Franco-portugais): v.f./Olympic, 14 (545-35-35).

35-35).

VIVE LES FÉMMÉS (Fr.): Ciné Beanbourg, 3- (278-34-15); UGC Damon, 6- (329-42-62); UGC Romone, 6- (633-08-22); UGC Montparnasse, 6- (544-14-27); UGC Ermitage, 8- (359-15-71); Biarritz, 8- (723-69-22); Maxfeville, 9- (770-72-86); UGC Bonlevards, 9- (246-66-44); UGC Gare de Lyon, 12- (343-01-59); UGC Gobelins, 13- (336-23-44); Mistral, 14- (539-52-43); UGC Convention, 15- (828-20-64); Paramount Maillot, 17- (758-24-24); Images, 18- (522-47-94); Secrétan, 19- (241-77-99); Tourelles, 20- (364-51-98).

WEND EUUNI (Haute-Volta): Saint-André-des-Arts, 6- (326-48-18). André-des-Arts, 6 (326-48-18).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES...





La Cinémathèque

CHATCLOT (704-24-24) SAMEDI 31 MARS

15 h, la Vache et le Prisonnier, de H. Verneull ; Histoire du cinéma japonais : 17 h, Aujourd'hui, pas de consultations, de M. Shibuya ; 19 h, Là où l'ou voit les quatre eminées, de H. Gosho ; 21 h, J'épouse ma nanc, d'A. Hall DIMANCHE I\* AVRIL

15 h. Cent mille dollars au soleil, de H. Verneuil; Histoire du cinéma japonsis: 17 h. M. Poo, de K. Ichikawa; 19 h. la Porte de Fenfer, de T. Kinugsas; 21 h. Bar-rage contre le Pacifique, de R. Clément.

BEAUBOURG (278-35-57) SAMEDI 31 MARS

SAMEDI 31 MARS

15 h, 6º Festival de Clemmont-Ferrand :

Oh! La Mentouse, elle est amoureuse, de
F. Rousseau; Rå, de T. Barthes et
P. Jamin; D'une Pologne à l'autre, de
D. Lamothe; Pent-être la mer, de R. Boochared; le Clou, de Ph. Le Guay; 17 h, Les
Dalels envahissent la terre, de G. Fleming;
19 h, le Cambrioleur, de P. Wendkos; 21 h,
Rohw and Soul, de R. Rossen. by and Soul, de R. Ro

DIMANCHE I= AVRIL DIMANCHE I "AVRIL

15 h, 6 Festival de Clermont-Ferrand:
Chair et tendre, de R. Gonin; Il ne fant
jurte de rien, de C. Vincent; le Ciel saisi,
de H. Herre; Un 14 juillet à l'ombre de la
Bastille, de L. Teneze; Star Suburn, la Banlieue des étolles, de S. Dronot; 17 h, Fais ta
prière... Ton Dooley, de T. Post; 19 l,
Rapt à Venise, de M. Soldati; 21 h, Miracle à Capertino, de E. Dmytryck.

#### Les exclusivités

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragus, v.o.): Denfert 14 (321-41-01). A NOS AMOURS (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); Quintette, 5 (633-79-38); Olympic Balzze, 8 (561-10-60); Parms-slens, 14 (329-83-11).

L'ASCENSEUR (Holl., v.f.) (\*): Rex 2\* (236-83-93); Paramount Montparasse, 14\* (329-90-10). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.): Capri, 2 (508-11-69).

BAD BOYS (A., v.o.) (\*) : Paramount

City, \$\tilde{9}\ (562-45-76). - V.f.: Maxáville, 9\tilde{9}\ (770-72-86); Paramount-Montparnasse, 14\ (329-90-10).

I.E. BAL\ (Fr.-It.): Forum Orient Express, 1\tilde{23}\ (232-226); UGC\ Optra, 2\ (261-30-32); Studio de la Harpe, 5\ (634-25-52); Ambassade, 3\ (359-19-08); Parnassiens, 14\ (329-83-11): 14\ Juillet Beangrenelle, 15\ (575-79-79); Marai, 16\ (651-99-75). 16- (651-99-75). LA BELLE CAPITVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

LE BON PLASSIR (Fr.): 14 Juillet Parmasse, & (326-58-00); Marbeuf, 8 (225-18-45); 14 Juillet Basugreneile, 15 (575-79-79). CARMEN (Esp., v.a.) : Choche, 6 (633-10-82) ; Ranciagh, 16 (288-64-44) ; Stu-dio de l'Etoile, 17 (320-42-05). . . dio de l'Etoile, 17 (320-42-05).

CARMEN (Franco-lt.): Gaumont-Halles, 1" (297-49-70); Berlitz, 2" (742-60-33); Richelieu, 2" (233-56-70); Vendôme, 2" (742-97-52); St-Germain Huchette, 5" (633-63-20); Hautefeuille, 6" (633-79-38); Pagode, 7" (705-12-15); Colisée, 8" (359-29-46); Gaumont Champs-Elysées, 8" (359-04-67); Gaumont Sad, 14" (327-84-50); Miramar, 14" (320-81-52); Kinopanorama, 15" (306-50-50); Gambetta, 20" (636-10-96).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE

30-50); Gambetts, 20 (636-10-96).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yougosiave): Berlitz, 2 (742-60-33); UGC Rotonde, 6 (633-08-22); Ambassade, 8 (359-19-08); Gaité Boulevard, 9 (233-67-06); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Gamment Convention, 15 (828-42-27); Gambetts 20 (636-10-96).

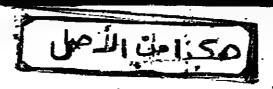
COMME SI C'ETAIT HIER (Belge) : Le Marais, 4 (278-47-86). LES COMPÈRES (Fr.) : George V, & (325-71-05).
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.):
Gaumont Halles, 1= (297-49-70); UGC
Opéra, 2: (261-50-32); UGC Odéon, 6:
(325-71-08); UGC Champs-Elysées, 8:
(359-12-15); 14 Juillet Bastille, 11:
(357-90-81). — V.L.: Ganmont Sud, 14:
(327-84-50).

LE CRIME DE CUENCA (\*\*) (Esp., v.o.): Movies, 1\* (260-43-99); St Séve-rin, 5\* (354-50-91).

rin, 5º (334-50-91).

DEAD ZONE (A., v.o.): Gaumont-Halies, 1º (297-49-70); Paramount Odéon, 6º (325-59-83); Marignan, 8º (359-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8º (720-76-23). - V.f.: Arcades, 2º (233-54-58); Paramount Opéra, 9º (742-56-31); Montparnos, 14º (327-52-37); Gaumont Convention, 15º (828-42-27); Pathé Clichy, 18º (522-46-01).

Page 14 -- Le Monde ● Dimanche 1\*-Lundi 2 avril 1984 •••



#### RADIO-TÉLÉVISION

#### Samedi 31 mars

#### PREMIÈRE CHAINE: TF 1

PREMIENE CIPAUSE: 87 )

20 h 35 Série noire: Sa Majesté le füc.
D'après une conveile de R. Vallet, réal. J.-P. Decourt, avec B. Fresson, G. Darier, C. Bryje...

Histoire d'un commissaire de police pas très réglo qui décide de se venger d'un truand qui a buté sa femme. Le réalisateur a voulu peindre un monde de « pourris », mais le film fonctionne plus sur la dérision que sur la vention.

tension.

22 h Droit de réponse ou l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac.
Revue de presse, la France vue d'ailleurs.
Avec des journalistes étrangers, E. Behr (Newsweck).
D. Geddes (Times). A. von Kapeneck (Die Weh),
R. Valli (la Stampa), F. Fidalgo (El Pais), C. Laureng
(le Peuple). L.-B. Robitaille (la Presse), M. Blatse,
journaliste néerlandais, R. de Diesbach (la Tribuno-le
Matin), et deux journalistes français, H. Amouroux
(Figaro Magazine) et J.-M. Bouguereau (Libération).

O h Journal.

#### DEUXIÈME CHAINE: A 2

Name of the

Star Many

The first on

The Property of the Parish

Seat the state of the state of

721

200 M

20 X 21 46

As the first of the second of

1 - 2 (p. 10 

44 22 7

1200

441.05.24 5 54%

7 - 19

· 💆 1 6.350

5.7

45 S

4 4

. ... 2015 1.45



20 h 35 Variétés : Champs-Elyaées.
De Michel Drucker,
Autour de Mireille Mathieu, D. Balavoine, C. Goya,
E. Costello, P. Domingo, D. Ross.
22 h 5 Magazine : Los enfants du rock.
Sex machine : Haute Tension, le magazine de la vidéo.

23 h 20 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 36 Favilleton: Dynastie.

Steven, soucieux des penchants alcooliques de son père, reçoit un télégramme de son ex-amans, Ted.

21 h 25 Plus montour que moi, tu gognes...
Emission de P. Sabbagh.

Avec Florence Brunold, Jean Le Poulain, Robert Manuel, Marcel Fullian, Règle du jeu : ampléher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérilé.

22 h 6 Journal.

22 h 5 Journal. 22 h 25 La vie de châteeu. 22 h 56 Musiclub.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 36 Cerrefour de l'outre-mer. Magazine du spectaçie : Troisièr

de tace.

18 h 30 Le procès de Thérèse Requin (à l'es de la semaine du théitre).

18 h 55 Gil et Julie.

19 h Informations et Sports hebdo.

19 h 35 Clip-clap, panorana de la chanson cinéma.

19 h 50 Desein animé : Gádána. FRANCE-CULTURE

20 h Semaine mondiale du thilitre: Dernière répétition de Preshuater, de Virginia Woolf, d'E. Janvier. Avec O. Maliet, J. Guionner, M. Bouquet...
21 h 55 Ad Bb.
22 h 5 La fugue du comedi.

FRANCE-MUSIQUE

28 h 30 Cencert (Schanges Internationaux): Journées de musique ancienne de Herne 1982. Œuvres de Lejeune, Goudinnel, Du Caurroy, Crecquillon, Janequin, Gervaise, Loeffelholtz, Schmid l'Ancien, Kotter, Paix, Susaio, Newsidier, Preston... par le King's Singers, avec J. Ischman, contro-ténor, A. Hume, contro-ténor, B. Ives, ténor, A. Holt, baryton, S. Carrington, baryton, C. Maso, basse, et A. Isoir, orgue.

22 h 35 Programme musical.

23 h Les seirées de France-Musique.

#### Dimanche 1<sup>st</sup> avril

#### PREMIÈRE CHAINE: TF1

Emission islamique. 15 La source de vie.

10 h Présence protestante.
Numéro spécial : les protestants et la télévision.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée avec les paroissiens de Beneît-Labre (Lille).
12 h Télé-foot 1.

13 h Journal. 13 h 25 Série : Starsky et Hutoh. 14 h 20 Hip-hop.

14 h 20 HBp-hop.

Sydney danse le rap, le smurf, le break...

14 h 35 Championa.

Avec R. Daitray, J.-L. Labaye, F. Cabrel...

Variètés, divertissements et sports (circlinne: Tour des Flandres; handball, tournoi des capitales).

17 h 30 Lee animatux du monde.

Krakatoa, on la naissance d'une ile.

18 h 36rie: Rus.

19 h Le magazine de la semaine: 7 sur 7.

De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Bonisy,
Jean Boissonnet, journaliste, vice-président du groupe
Expansion, commente l'actualité; la télévision des autres sera celle d'Indonésie; des reportages sur Mayotte (duel ou soleil) et Mitika (la télématique du XXI; siècle au Japon.

20 h Journal.

20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: Devine qui vient diner?
Film américain de S. Kraner (1967), avec S. Tracy, K. Hepburn, S. Poitier, K. Houghton, B. Richards.
Des bourgeois de San-Francisco, qui ont élevé leur fille de façon libérale, sont pourtant décontenencés lorsqu'elle leur présente son fiancé, un médecin noir. Les parents de celui-ci manifestant également des réserves.
La réconciliation raciale par le mariage mixte est une solution simpliste au problème noir sel qu'il se possiti alors aux Etats-Unis. Le film, traité en comédie, vant surtout par l'interprétation de Spencer Tracy et Katharine Hepburn.
22 h 26 Sports dimenche.
Misgazine de Jean-Michel Leallict.
23 h 20 Journal.

23 h 20 Journal.

#### **DEUXIÈME CHAINE: A2**

9 h 35 Récré A 2 : Candy. Les chevaux du tieroé

10 h 30 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
Enrez les artistes.

12 h 45 Journal. 13 h 20 Dimanche Martin (suite). 17 h 5 Série : Toutes griffes dehors.

n 5 Serie : l'ouries griries denors. h Dimanche magazine. Une journée ordinaire au château : la prison de Mon-pellier ; Grenade ; « pax gmericane » ; Tatoué pour être heureux.

18 h 55 Stade 2.

20 h 35 Jeu : Le chasse sux trêsors. En Corée.

En Corée.

21 h 40 Document: Que deviendront-lis?
Réal M. Fresnel. Avec les enseignents, le personnel et les étèves du lycée Paul-Valéry.
Une classe de 6°, sans problèmes particulters, comme il en existe des centaines. Michel Fresnel a voulu suivre les élèves d'une année à l'autre. On les retrouvera pendant dix ans... un épisode par an.

22 h 30 Chefts-d'ossuvra en péril.
Les maisons des peintres, réal. P. de Lagurda.

23 h . 5 Journel.

23 h. 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

10 h 30 Mossique, Emission de l'ADRI. 12 h 00 La vie en tête. (Fédération nationale des tra-

14 h 30 Objectif entreprise. Emission de l'APIE. 14 h 30 Objecțif entreprise. Emission de l'APIF.
14 h Spactacie 3 : Victor ou les enfants au pouvoir. De R. Vitrac (enregistré à « la Criée » de Marseille), mise en scène de J. Bouchand, réal. D. Ginliani, Avec A. Fraion, D. Rozan...
Victor, neuf ans. 1,80 m, trop intelligent, décide le jour de son anniversaire de changer de conduite. Victor multiple les extravagances, les allusions perfides et les gaffes volontaires. Jeux de mots surréalistes, pitrerles...
18 h 20 Emissions pour la jeunease.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Paul Hogen show.

h Paul Hogan show.

En remplacement de Muppets Show, cette série austra-lienne est un cocktail de parodies de la publicité, de danses en claquettes, animé par Paul Hogan.

20 h 35 Megafun et Endurock. Une émission d'A. Maneval, G. de Gallic et D. Niles. Premier numéro d'un nouveau magazine de rock.

21 h 35 Aspects du court mêtrage français.
Panique au montage, d'O. Esmein; Taxinoia, de
P. Dorison; la Mésange, de C. Cortini.

22 h 5 Journal,
22 h 30 Cinôma de minuit : l'Allbi,
Film français de P. Chenal (1937), avec R. von Strobeim, A. Préjean, J. Hott, L. Jouvet, M. Lign, F. Marty. (N.)
Une entrefineuse de boite de meit fournit un glibi au télémente de l'écohilesament and a remnule un eripse. Elle a

Une entretineuse de botte de meit fournit un elibi en tôlé-pathe de l'établissement, qui a commis un crime. Elle a pour de ini et n'ose le dénoncer à la police, Un commute-saire futé hui tend un piège pour la faire parler. Un monte plutôt louche, cher au cinéma français d'auent-guerre, Pierre Chenal a étoffé la psychologie des person-nèges dans leurs rapports mensongers.

23 b 80 Prédude à la muit.

FRANCE-CULTURE

h 30 Protectautiene.
 h 10 Ecoute Israel.
 h 40 Divers streets de in pass
Gazad Orient de France.

10 h Meson; à l'abbaye unz Hor

de Caen.

h Manique : Ferruccio Busoni, le droit à l'intelligence (et à 12 h 45 et 23 h).

k 5 Allegre.

h 30 Drausstignes : PAntongues, ou le brigand de
Cavanac, par P. Chavasse. Avec les habitants de
Cavanac, P. Mondy, J. Amigues, A. Ariottaz...

16 h 35 Diognos.
16 h 45 conferences de carines (en direct de Notre-Dame de Paris), par le père J.-J. Latour.
17 h 35 Amieux, est-ce un midier ? par F. Billedoux.
18 h 30 Ma non troppe.
19 h 10 Le clafain des cindestes.
20 h Albatres : Georges Ribemont-Dessaignes (Bifur

envers et contre 1988).

28 h 48 Atelier de crienten rediophonique: Polsson volunt; The rare and beautiful music of Portsmouth Sinfonie, par D. Caux (rediff.); Bon ton, fasce accord, par J.-J. Passers (rediff.).

23 h Ferraccio Bussal, le droit à l'intelligence. Ce que doit être un opéra : dootor Pausi.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les mits de France-Musique : Vicane de Mozart à Schabert, œuvres de Mozart, Albrechtsberger, Martini,

a Schabert, couvres de Mozart, Albrechtaberger, Martini, Salieri...

7 h 3 Cameert-promesade : musique viennoise et musique légère : œuvres de Straum, Sansate, Eybler, Lehar, Rosani, Kaufman.

8 h Cansiste : intégrale des cantates de J.-S. Bach.

9 h 18 Intégrales : Wilhelm Friedmann Bach et ses amis.

12 h 5 Magazine international.

14 h 4 Programmes de diagnes compacts.

17 h Commest Pentendez-rous ? : Effacer les larmes.

19 h 5 Jazz vivnat : le quartette de Bob Brookmeyer.

20 h 5 Présentation du concert.

20 h 30 Concert (domé le 4 soût 1978) : Heary Wood promenade concert, Sérénade en ré mineur de Dvorak, Concerto pour violon et archestre en ré majeur, Messe pour charu mixte et double quintette à vent, Agon, ballet, de Stravinski, Danse sur-ée et danse projone pour harpe et orchestre, de Debussy, par le London Sinfoniettu BBC Singera, direction S. Rattle, soliste M. Fried.

22 h 30 Programme sunsient : J.-P. Ramean.

23 h Les noirées de Franço-Menique : les livres sur la mesique ; à 1 h, Les mots de Françoise Xesakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 2 AVRIL

20 à 35 Cinéma: le Paradis des mauvais garçons, de Josef von Sternberg. 21 à 55 « Etolles et tolles», le ci-20 h 35 « L'heure de vérité » : Georges Marchais, 21 h 50 « Le petit théâtre » : Dé-pêche de nuit, de H.-F. Arnold. 22 h 28 Document : Savannak bay, c'est soi de Marguerite Duras. 29 h 35 Cinéma : les Damnés, de Luchino Visconti, FR 3

# TRIBUNES ET DEBATS

DIMANCHE 1" AVRIL M. Louis Marmaz, président de l'Assemblée nationale, répond aux questions des journalisses, au cours de l'émission «Forum» de R.M.-C., à 12 h 30.

22 h 25 «Thalassa», magazine

0 h 10 « Prélude à la suit ».

- M. François Guillaume, président de la FNSEA, est l'invité du «Chib de la presse» d'Europe 1, à 19 heures.

#### PROBLÈME Nº 3679

#### HORIZONTALEMENT

L Qualifie une voix particulièrement forte. - IL Peut faire une belle nappe. C'est la misère quand îl est petit. Qui peut donc se tordre. -III. Paraît toujours très fort. Planches. - IV. Interjection. Troisième d'une série. Un étran-

ger. Prénom 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 arabe. - V. Un homme qui a changé d'idées. Peut arrêter un mulet. - VI. Endroit où l'on se fait vraiment sucr. Rendre stérile. - VII. Pronom. Récipients pour le chimiste, Une découpure dens la pierre. -VIII. Un agrément en Russie. Grossit quand il y a beaucoup de grains. Façons XIII

qu'on peut faire sans bonger. -Se mettait au lit. - XV. Fait du tort. X. Pout faire pleurer autant que les Pour lier. Fait des montagnes, oignons. N'est pas un agrément. Est

#### VERTICALEMENT

XII. Lac des Pyrénées. Peuvent voir 1. Sont pardonnés tant qu'ils reatent mignons. Peut qualifier le ton d'un patron. — 2. Ligne de tête. Preud facilement seu. Une grosse tranche. — 3. Posséda. A deux côtés. rouge quand on se met an vert. -XIII. Dans leur bureau, les gens sont bien éclairés. - XIV. L'un des douze grands dieux. Fera l'innocent. Qui ant besoin d'une correction. -

4. Le mot de celui qui adhère, Enveloppe. - 5. Est indispensable pour devenir père. - 6. N'admet pas. Abréviation sur un pli. Pouvait se voir à la fouraine. - 7. Rempiace un conseil quand elle est spéciale. Fait quelque chose. - 8. Faire des paquets de livres, par exemple. Dans les Pyrénées-Orientales. - 9. Greffe. Brillait en Egypte. Mesure pour le charme. - 10. Fait souvent un pli. Coufié provisoirement. Une mer. – 11. Pas loin de cent chez des voisins. Donne un avis. – 12. Pas déclaré. Qui n'a donc pas d'avantages. Romains pour Henri Relatif à d'anciens souverains du Pérou. — 13. Une troisième dimension. Nom qu'on peut donner aux croisés. — 14. Mesure. Pas timbré. Baies. — 15. Le dernier service, Pas fins. Arti-

#### Solution du problème n° 3678

#### Horizontalement

Assurance, - II. Patron. Os, -III. Olé! Fos. — IV. Serro-file. — V. Tenir. Lin. — VI. Emet. — VII. Optait. — VIII. Pâris (Paris), Clé. — IX. Huiles. II. — X. Eléates. — XI. Pré. Car.

#### Verticalem

1. Apostrophe. – 2. Salée, Pau. – 3. Stern, Trier. — 4. Ur. Rimaille. — 5. Rober. Isée. — 6. An. Et. Sac. — 7. Film. Ta. — 8. Coolie. Lier. —

GUY BROUTY.

# MÉTÉOROLOGIE

difficile à plaquer. - XI. Un homme fort. Préposition. Pas brillant. -

VIV

d'agir.

IX. Envre de

poète, Qualifie des mouvements

# SITUATION LE 31 3 84 A O h GLM.T.



relation prebable du tamps en France entre le samedi 31 mars à 9 hours et le dimanche 1" avril à 24 hours.

Une perturbation active traversers le pays samedi et sera suivie d'un temps frais et très instable.

Dimesche en matinée, à l'exception de la côte d'Azur et de la Corse où persisterunt des éclaireies, le tamps sera partout médicere : convert avec pluies (neige en monnagne). Les précipitations seront abondantes sur les régions pyrénéennes, le Massif Central sinsi que sur la Savoie. Dans l'après-midi, le soleil réapparaîtra sur le Languedoc et la basse vallée du Rhône, mais le mistral s'établirs. Il y aura également des éclaireies, mais de brève durée, sur la moitié nord-ouest du pays. Ces éclaircies alterneront avec de fréquentes averset et les vents de secteur nord souf-fleront en fortes rafales. Dimenche un matinée, à l'e flerogt en fortes rafales.

Le temps sera convert et pluvio-neigenz des Vosges aux Alpes et à la Corse ainsi que sur les Pyrénées et le Massif Central.

Les températures diurnes seront infé-neures aux normales salsonnières sur l'ensemble du pays .

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 mars; le second le maintum de la muit du 30 au 31 mars):

Ajaccio, 14 et 4 degrés; Biarritz, 13 et 9; Bordeaux, 15 et 6; Bourges, 12 et 2; Brest, 12 et 6; Caen, 11 et 3; Cherbourg, 10 et 2; Clermont-Ferrand, 11 et 0; Dijon, 11 et -2; Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, 12 et -1; Grenoble-Saint-Geoirs, 10 et -2; Lille, 9 et 1; Lyon, 11 et 0; Marseille-Marigname, 14 et 6; Nancy, 10 et -2; Nances, 13 et 6; Nice-Côte d'Azur, 15 et 7; Paris-Montsouris, 13 et 4; Paris-Orly, 13 et 3; Pau, 14 et 8; Perpignan, Orly, 13 et 3; Pau, 14 et 8; Perpignan, 16 et 4; Resmes, 13 et 6; Strasboarg, 11 et -2; Tours, 13 et 4; Toulouse, 13 et 3; Point-4-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 21 et 8 degrés; Amsterdam, 9 et 3; Athènes, 18 et 12; Berlin, 7 et 0; Bonn, 9 et 1; Bruxelles, 8 et 3; Le Caire, 24 et 15; îles Canaries, 23 et 16; Copenhague, 7 et -1; Dakar, 25 et 17;

# PREVISIONS POUR LE 1" AVRIL A 6 HEURE (GM.T.)

Dierbe, 22 et 11; Genève, 10 et -2; Jérusalem, 22 et 10; Lisbonne, 18 et 11; Londres, 12 et 3; Luxembourg, 7 et -1; Madrid, 20 et 9; Moscou, 5 et 0; Nal-robi, 29 et 14; New-York, 4 et 1;

Palma-de-Majorque, 19 et 6; Rome, 16

et 4; Stockholm, 6 e 14; Tunis, 22 et 12. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 31 mars: DES DÉCRETS

Complétant le décret du 8 juillet 1983 pris pour l'application de l'article L. 234-11-1 du code des communes et relatif à la majoration de la première part de la dotation de péréquation des communes de plus de 10000 habitants structurellement

Modifiant les taux de la taxe

sur les passagers des navires de com-

#### CHEZ PHOX PAS D'INTOX **COMPACT MINOLTA AFSV** Autofocus à moteur, autori



CHEZ PHOX, PAS D'INTOX. 320 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE LES LEAS: PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - 161, 362.71.31
PARIS 2º: PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - 161, 298.87.39
PARIS 8º: SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Maissherbes - 161, 742.33.58
PARIS 9º: SELECTION PHOTO CINE - 81, rue Le Fayelte - 161, 878.07.81

T ( 1.

merce perçue an titre des droits de

· Modifiant le code de l'urbanisation et relatif au permis de démo-lir. · Modifiant le code de l'urba-

nisme et relatif à la déclaration

d'achèvement des travaux et an certificat de conformité. Modifiant le code de l'urbanisme et relatif au camping et au

stationnement des caravanes. • Modifiant le code de l'urba-

nisme et relatif sux lotissements et divisions de propriété. • Modifiant le code de l'urbanisme et relatif aux espaces boisés.

· Modifiant les décrets du 27 mars 1979, du 23 novembre 1979 et du 23 septembre 1982 fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de formation professionnelle.

#### DES ARRETÉS

industrielle.

· Relatif au droit d'inscription à l'examen du permis de chasser. · Relatif aux taxes perçues par

l'institut national de la propriété

# Economie

#### CRISE DES CHANTIERS NAVALS ET NOUVELLES RELATIONS SOCIALES

# Le phare de Saint-Nazaire

(De notre envoyé spécial.)

Saint-Nazaire. - Il paraît. à entendre certains Cassandre des restructurations industrielles, que la construction navale en France, sous les coups de boutoir des Nippons et des Coréens, va s'enfoncer vers le gouffre des activités périmées. Canards boiteux, les chantiers, les ateliers des profilés, les soudeurs, les traceurs de coques. les héritiers des riveurs, les ingénieurs-artistes qui ont lancé tant et tant de navires, conçu et dessiné tant de poupes et de proues, comme d'autres ont édi-fié des cathédrales?

A Saint-Nazaire, de Penhoët au quartier du petit Maroc, il ne fait pas bon jouer les oiseaux de malheur. Dans la capitale de «la navale», dont toute l'histoire s'ordonne autour de la marine et de ses plus glorieux témoignages, ponetuée par la lutte et les conquêtes ou-vrières, les spéculations hardies de Pereire et les milliards d'Onassis, les manifestes de grève générale et le champagne éclaboussant les étraves, on fait, on fera face à la crise.

-La crise d'aujourd'hui n'est pas la première. La «navale» en a vu d'autres et celle-là comme les précédentes, on la surmontera», dit le maire Joël Batteux (PS), par ailleurs skipper connu dans le petit monde de la voile.

Supprimer ou même laisser péricliter Saint-Nazaire et ses navires, ce serait plus qu'une erreur, une faute cruciale : on démolirait une industrie stratégique qui n'a pas de complexe technologique à avoir par rapport aux chantiers comparables d'Allemagne, de Scandinavie, du Japon même. On enlêverait à la ville et. à l'arrière-pays de maîtres talentueux, et ca qui fait le plus profond de leur nature : la vie au rythme du martèlement et de l'assemblage des tôles, des grues, des panneaux de cale, des bulbes d'étrave, des hélices, des châteaux. Que deviendrait Chartres sans ses flèches gothiques, que serait Lens sans ses chevalements? Même si l'économie moderne a ses exigences, ce n'est pas faire du passéisme que de demander qu'on ne pousse pas une ville à bout

Saint-Nazaire d'ailleurs garde son calme. C'est tant mieux, car lorsque l'orage gronde dans la Basse-Loire, toute la France sociale tend l'oreille, et cela depuis 1882

#### VIFS AFFRONTEMENTS **A DUNKERQUE** ENTRE MÉTALLOS ET FORCES DE L'ORDRE

(De notre correspondante, )

Dunkerque. - Déçus pas les dél'issue duquel aucune mesure importante n'a été annoncée concernant la construction navale, les salariés des Chantiers du Nord et de la Méditerranée de Dunkerque, toujours dans l'attente de commandes de navires, ont pris la décision, vendredi matin 30 mars, d'aller exposer leur « propre plan de constructions anticipées » à la souspréfecture.

Mais le cortège, organisé à l'appel de l'intersyndicale, a trouvé porte close, et la manifestation s'est rapidement transformée en affrontements avec les forces de l'ordre après que des vitres de la sous-présecture eurent été brisées par des projectiles de toutes sortes.

Les CRS ont répondu en lançant des grenades lacrymgènes. Les heurts se sont prolongés tard dans l'après-midi, entravant la circulation routière à l'une des entrées de la ville et interrompant le trafic ferroviaire, des rails ayant été dé-montés et des pneus brûlés sur les voies. Les affrontements ont fait quatre blessés du côté des manifestants et quatre autres dans les

de neuf heures, un an seulement après l'ouverture des Ateliers et chantiers de la

On ne pratique pas encore ici le consensus social « à l'allemande ou à la scandinave », mais tout de même. Alors que la majorité des chantiers navals, de La Seyne à Dunkerque, ont été ces derniers mois secoués par des conflits sociaux (hateaux retenus en otage, locaux détruits, manifestations). les métallos de Saint-Nazaire et les responsables syndicaux veulent faire preuve d'esprit de responsabilité. L'avenir n'est pas rose - surtout pour les ouvriers voisins de Dubigeon à Nantes (2) dont le carnet de commandes est épuisé - et pourtant on rejette tout comportement « suicidaire » qui aurait pour conséquence première de faire fuir les (quelques rares) armateurs français et étrangers qui ont encore des commandes en tête.

La fin mars et le début avril sont marqués par la livraison du somptueux paquebot Noor-dam pour la Holland America qui l'exploitera dans les Caratbes et aux Etats-Unis, d'un cargo pour le Cameroun, d'un porte-conteneurs pour Delmas-Vieljeux, puis d'une barge très sophistiquée pour Bouygue off shore. Ensuite le carnet de commandes contient un deuxième cargo camerounais. deux porte-conteneurs pour Delmas, deux autres pour les Chargeurs réunis et les deux navires transporteurs de bois pour Delmas-Vieljeux qui ont fait couler tellement d'encre.

#### Un hôtel flottant pour New-York?

Voilà pour le sur. Ce qui n'est pas si mal par rapport aux voisins qui n'ont presque rien à se mettre sous la dent (3). Mais l'équipe qu'anime M. Alain Grill (qui succédera prochainement à la direction générale à M. René Regard) prospecte tous azimuts. Piusieurs cadres et ingénieurs reviennent d'un séjour en Corée « royaume » des bateaux construits en série à des prix imbattables pour les armateurs du monde entier : on étudie un projet d'hôtel flottant pour la ville de New-York; on recherche des marchés militaires et l'on pense à de nouvelles usines sur l'eau. Surtout les Chantiers de l'Atlantique cherchent à garder l'avance (qu'ils partagent avec les Finlandais) dans le secteur des paquebots. Quelques armateurs grecs ou scandinaves (le Norvégien Kloster notamment qui avait racheté le France pour le transformer en Norway, un bateau qui « fait un malheur - dans la clientèle américaine aux Caraïbes) nourrissent en effet des projets très importants.

Il est impératif de trouver des commandes rentables qui ne coûtent pas trop cher aux contribuables en subventions. Aux beaux jours de 1975-1977. les Chantiers de l'Atlantique \*tournaient \* avec 9 millions d'heures de travail par an. Aujourd'hui, on en est à 5,5. • Essayons de trouver et de construire nos 140 000 tonneaux, objectif que le gouver-nement nous a fixé. Si on l'atteint ce sera déjà pas mal » lance M. Grill. . Une fois qu'on aura engrangé quelques commandes nouvelles, alors, mais alors seulement on pourra commencer à négocier avec les syndicats pour les réductions d'effectifs. Pas de restructura-

tion à vide. » Pour l'heure, avant la phase de négociation proprement dite. syndicats et direction sont dans la phase d'échanges de vues. Le directeur de l'usine de Saint-Nazaire, M. D'Acremont, réu-

quand a eu lieu la première économique du comité d'établis-grève, pour obtenir la journée sement pour sensibiliser les représentants des salariés aux notions de prix de revient de la productivité. « C'est une leçon de choses sur la gestion d'en-treprise, explique-t-il. Nous ne pouvons pas demander à l'avenir des efforts à notre personnel si nous ne l'informons pas correctement, au préalable, des données de l'économie. De quels éléments est composé le cout d'une heure de travail, comment faire un devis, comment concevoir un projet. Tout ça est important et doit être su de nos ouvriers. »

#### Des cercles de progrès

M. D'Acremont, qui a mis en place une trentaine de « cercle de progrès et de productivité » dans les ateliers, constate que la CGT, la CFDT et la CGC participent activement et avec intérêt à cette nouvelle approche des relations paritaires, mais FO garde ses distances. « Il faut être honnête. A Saint-Nazaire comme à Nantes la direction d'Aisthom-Atlantique joue le jeu de l'information économique », dit sans ambage M. Marcel Guiheneuf, I'un des leaders de la CFDT. « Il faudrait que les armateurs ou l'Etat, profitant des prix très bas du marché actuellement passent des commandes. On voudrait davantage de dirigisme et la relance par l'antici-pation », plaide la CFDT qui souhaite qu'on discute tout de suite des trente-cinq heures. « Les congés de conversion ne sont pas une bonne solution car la conversion vers quoi? », in-terroge la CGT. « Il faudrait attribuer aux salariés 10 à 15 % de leur temps de travail pour la formation, à l'intérieur même de l'entreprise. » Cela dit, la CGT reconnaît qu'à Saint-Nazaire la qualité de l'outil de travail est excellente car beaucoup d'investissements ont déjà été faits en

temps utile ». Très sévères, les responsables de FO jugent : « Le gouverne-ment pilote à vue. Il laisse les PME sous-traitantes licencier sauvagement... C'est scandaleux que des marchandises françaises vendues à l'étranger ne soient pas transportées par des bateaux français. •

Quant à Jacques Voisard, commissaire à l'industrialisation de l'Ouest, il affirme en privé qu'il aurait fallu avoir le courage de fermer Dubigeon-Normandie, à Nantes, il y a déjà plusieurs mois.

Depuis le 1er mars, le chômage partiel a commencé à toucher certaines catégories de travailleurs de Saint-Nazaire. A partir du la mai, les cinq mille cinq cents salariés du chantier ne feront plus que 30,8 heures par semaine. « Une mesure imposée par la situation et par la direction, constatent, amers, les syndicats, mais que faire d'au-

Subir le repli imposé par la boulimie extrême-orientale en faisant le gros dos jusqu'au retour d'une hypothétique éclaircie? Ou bien sélectionner, après étude approfondie, les points forts - paquebots, bati-

(1) Quelques années avant, en 1861, avait été créé, par la Compagnie générale transatlantique, le Chantier de Penhoët. En 1955, les deux établissements fusionnèrent former les Chantiers de l'Atlantiq

(2) Dubigeon (1 450 salariés après 150 départs en préretraite fin mars comme les Chantiers de l'Atlantique à Saimt-Nazaire (5 500 salariés), font partie d'Alsthom-Atlantique, société elle-même filiale du groupe nationalisé CGE.

(3) A Dubigeon, 700 salariés ont été affectés par le chômage partiel depuis novembre. Si la commande, tant attendue, d'un car-ferry pour le Maroc n'est pas confirmée rapidement l'ensemble du personnel devra être mis au chômage pour plusieurs mois. Quant au groupe Normed (Dunkerque, La Seyne, La Ciotat), il «tient» grâce à des subventions publiques. (3) A Dubigeon, 700 salariés ont

ments militaires, navires spécialisés et surtout l'immense secteur de l'exploitation encore balbutiante des zones maritimes nationales des 200 milles, - y concentrer les recherches et les crédita, pousser les feux de la robotisation et des performances techniques?

Il n'est pas certain que, à Saint-Nazaire, les métallos seraient hostiles à une telle approche pragmatique des données de la crise mondiale et des solutions à y apporter. Penhoët, banc d'essai et phare de nouvelles relations sociales?

#### FRANÇOIS GROSRICHARD.

 Construction navale : mo résolution du Parlement euroéen. - Le Parlement européen. réuni à Strasbourg, a invité les Dix, le 29 mars, à agir auprès de la Corée du Sud et du Japon pour que ces pays « participent, au même titre que les Européens, à la réduction mondiale de capacité et d'activité de la construction navale ». L'assemblée a adopté une résolution présentée par M= Yvonne Théobald-Paoli (PS, France), qui recommande aussi la mise au rebut et à la démolition des navires non conformes aux règles définies par des conventions internationales (sécurité, vétusté, pollution), an besoin par des pé-nalités et amendes décidées par les autorités portuaires dans les pays de la CEE.

#### UN CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE DE 3,7 MILLIARDS

Aux termes d'un décret paru au Journal officiel du 30 mars, un crédit de 3,53 milliards de france (autorisation de programme) et de 3,7 milliards de francs (crédits de paiement) est ouvert au budget du secrétariat d'Etat à la mer (1).

Ce transfert de crédits, à l'intérendu nécessaire pour finançer les opérations de restructuration dans la construction navale et la concrétigation de commandes qui exigent des sommes importantes. Le budget de 1984 prévoyait 1,6 milliard de francs en crédits de paiement et 1.3 milliard en autorisation de prostamme, seulement.

Les décisions du conseil des ministres du 29 mars 1984 en matière d'emploi et de conversions industrielles entrainent certaines depenses nouvelles qui n'avaient pas été prévues dans la loi de finances initiale», indique le ministère de l'économie et des finances. . Les crédits supplémentaires dotvent iotamment être disponibles dans les tout prochains jours pour éviter d'interrompre les opérations en cours et pour assurer la poursuite de l'activité sur les chantiers.»

Mais les subventions aux chantiers navals ne sont pas le seul secteur concerné par le «redéploiement budgétaire» (il y a aussi le financement des congés de conversion, de l'aide au retour, l'accroissement des moyens du FNE) précisé par des arrêtés publiés au même Journal officiel du 30 mars et qui se traduit par un coup de frein à l'ememble des dépenses des

La répartition des économies -11 milliards de francs par annulation de crédits d'investissements permettant d'assurer ce redéploiement est la suivante, selon la Rue de Rivoli : gestion rigoureuse de moyens en personnel des adminis-trations: 2 milliards de francs; restionnement :0.9 milliard; économies sur les interventions courantes et les subventions en maintenant le pouvoir d'achat des prestations sociales : 4,4 milliards; justement des prêts sur protocole aux Etats étrangers : 1 milliard: redéploiement des dépenses d'équipement: 2.7 milliards.

Les départements ministériels les plus touchés par ce train d'économies sur les dépenses d'investissements sont : les transports, l'éducation nationale, la recherche, le tourisme, les services financiers du ministère de l'économie et des finances, le commerce et l'artisanat.

(1) Sur cette somme, environ 2 mil-liards de francs sont nécessaires pour les chantiers Nord-Méditerranée

#### Plusieurs milliers de syndicalistes européens ont manifesté à Paris pour les 35 heures

Drapeaux multicolores et slogans en une demi-douzaine de langues : pour la première fois - la France étant actuellement présidente de la CEE, - une manifestation syndicale européenne pour la semaine de trente-cinq heures a été organisée à Paris, vendredi 30 mars dans l'aprèsmidi, par les syndicats affiliés à la Fédération européenne de la métal-lurgie (FEM), elle-même composante de la Confédération européenne des syndicats (CES). Cette démonstration s'est déroulée au moment où, en République fédérale d'Allemagne, la puissante commune DGB et sa principale organisation, l'IG-Metall, menent une apre bataille pour cet objectif (le Monde des 29 at 30 mars).

Ouelque six mille manifestants ont défilé de l'esplanade des Invalides jusqu'au Champ-de-Mars. Derrière une banderole de tête - - Pour l'emploi, halte au chômage », - ies délégations étrangères étaient multiples : d'abord quelque trois cent cinquante travailleurs belges, membres de la centrale wallonne des métallurgistes FGTB (socialiste) on de la Confédération des syndicats chrétiens; ensuite, environ cent cinquante Allemands de l'IG-Metall venus de Sarrebrück, une contaîne d'Italiens du Nord représentant la

Federazione di lavoratori metalmeccanici (FLM), et autant de Britanniques de l'Amalgamated Union of Eengineering Workers (AUEW). Une centaine, encore, de Luxembourgeois, et quelques dizaines de Néerlandais et d'Espagnols, ainsi que des délégations danoise et portu-

Le gros du cortège était constitué d'environ quatre mille manifestants de la CFDT et d'un millier de métal. lurgistes PO, ces deux fédérations étant membres de la FEM. Le thème central de cette manifestation symbolique était « les trente-cinq heures avec compensation salariale ». Comme l'IG-Metall et les autres participants, la CFDT et FO considèrent que la semaine de trente-cinq heures serait un moyen de créer des emplois, notamment grâce aux gains de productivité et à la réduction des coûts de protection sociale, Jendi soir, une délégation de métallurgistes européens avait été reçue par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Vendredi matin. une autre délégation avait été reçue à l'Elysée par M. Christian Sautter, secrétaire général adjoint de la présidence de la République.

#### M. KRASUCKI : le recul économique et social est considérable en Europe

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - M. Henri Krasucki, le secrétaire général de la CGT, a dénoncé, le vendredi 30 mars, au cours d'une conférence de presse tenue dans les locaux du Comité économique et social de la CEE l'attitude de la Confédération européenne des syndicats (CES). Ainsi, a-t-il expliqué, la CES a refusé une action unitaire pour la manifestation à Paris organisée à l'appei de la Fédération ouropéenne des métallurgistes. Il a en outre regretté que depuis 1975 ja CGT demande en vain son adhésion

M. Krasucki a qualifié de - mesquin et lamentable - le prétexte invoqué pour rejeter la candidature de la CGT. Seion lui, l'organisation européenne fonde son refus sur le manque d'- homogénéité idéologique » entre la CGT et les organisations

adhérentes. De la sorte, a affirmé le socrétaire général, sont tenus également à l'écart des syndicats aussi représentatifs que les Commissions ouvrières d'Espagne, la CGT portugaise et son homologue grec-

- L'irréalisme de la CES - est d'autant plus dangereux, a-t-il poursuivi, que - le recul économique et social est considérable en Europe ». Il a stigmatisé à cet égard la politique des gouvernements de la Communauté - . - quels qu'ils soient », - qui a pour objectif de réduire les capacités productives des industries des Dix.

M. Krasucki a lancé un appel à tous les syndicets de la Communauté afin qu'ils réunissent - une commission d'enquête unitaire sur les causes des désordres dans le merce international ».

MARCEL SCOTTO.

desir de go

SPENDED THAN IE MAC

THE DIS NIBITS DE CAR

Commence du Francisco

Ten e de mais de prison

TE CONTRACT

State of the

A CONTRACTOR

Stwain.

Condition .

The same

The sales of the sales

 $s_{i+1} \approx m_{d-1}$ 

14900

and the second s

t tibere en vine beit ift a

men ica ba**joka kum ini** 

to the second se

- all median all

A 1 A SEAL BROKEN

one agod of the stants, the

with Statement with the I

· Lines i gangelite @

المتضيع والمتعارض والمتعار

the same of the same

and the second section The same of the same

Carlo de de designa de la compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa de la

the springer or manageries will

" war if jalet berte

- (Publicité) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE Bureau de l'Environnement, des Sites et du Tourisme

Instruction administrative prinishis à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne électrique sérienne à deux circuits 400 KV BROC - CARROS - TRANS et relative à la partie du tracé modifié mule dans le Départaissen des ALPS MARITMES

#### AVIS DE MISE A LA DISPOSITION DU PUBLIC D'UNE ÉTUDE D'IMPACT

LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

A compter du 2 avril 1984, et pour une durée de deux mois, est prescrite, en application des dispositions du décret n° 70-492 du 11 juin 1970, l'instruction administrative de la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, Centre d'équipement du réseau de transport, en vue de la déclaration d'atilité publique des travaux de construction de la ligne électrique aérienne à deux circuits 400 KV BROC - CARROS - TRANS.

En exécution des dispositions de l'article 12 du décret nº 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté à l'appui de cette demande comporte une étude Conformément aux termes de la circulaire interministérielle du 12 mai 1978, le public pourra prendre connaissance de cette étude d'impact, jours fériés et non ouvrés exceptés:

- à la Préfecture des ALPES-MARITIMES, Direction de l'administration générale, Bureau de l'environnement, des sites et du tourisme, du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30;

à la Sous-Préfecture de GRASSE, Service des affaires économiques et de urbanisme, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h, et de 14 à 16 h ; - en maine des chefs-lieux de canton de SAINT-VALLIER-DE-THIEY, BAR-SUR-LOUP, COURSEGOULES, VENCE et SAINT-AUBAN, aux jours et heures habituels d'ouverture an public;
- à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche « PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR». Division du développement industriel (service électricité), 18, Chemin Robert à ALX-EN-PROVENCE, du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30;

où des registres seront ouverts en vue de recevoir ses observations.

Par ailleurs, un dossier subsidiaire comprenant l'étude d'impact sera également déposé dans les mairies de SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE, ESCRA-GNOLLES, ANDON, COURMES, BEZAUDUN-LES-ALPES, LE BROC, CARROS MIPIERES.

Page 16 - Le Monde ● Dirnanche 1e-Lundi 2 avril 1984 ---



# CEE

#### Les principaux points de l'accord des Dix à Bruxelles

 PRIX. - Les prix exprimés en ECU baissent de 1 % en moyenne. Pour la France, ils sont relevés de 5 % en raison de la réduction des montants compensatoires monétaires (MCM). Pour les principales productions, les augmentations des prix français sont les suivantes : lait er sucre :+ 5.8 % ; blé, orge, mais : + 4,7 %; riz: + 8,4 %; vin: + 3,9 %; fruits: + 6,3 %; légumes: + 7.9 %; porc: + 3,9 %; viande bovine et ovine: + 4.7 %.

MCM. - iz RFA transfere cette année 3 points des montants compensatoires monétaires vers les sutres Etats membres. Pour ces der-niers, ce transfert se traduit par une augmentation de prix de 3,5 %. La France réduit en plus une partie de ses propres MCM, ce qui permet d'arriver à l'accroissement moyen en prix de 5 %. Les MCM français restants deviennent ruls pour le porc et les vins et passent à 1 % pour les produits laitiers et à 2 % pour les autres produits.

Au 1" janvier 1985, les Allemands de l'Ouest réduiront en outre de 5 points leurs MCM. A certe date les montants appliqués par l'Allemagne de l'Ouest atteindront 2,8 % (contre 10.8 % avant l'accord) pour le lait; 2,3 % (contre 10,3 %) pour les cárdales :et 1,8 % (contre 9,8 %) pour les autres produits. Afin de compenser la perte de revenus des agriculteurs ouest-allemands (pour lesquels contrairement au cas français le démantèlement des MCM a pour effet de réduire d'autant les prix intérieurs) le gouvernement de RFA accordera des dégrèvements fiscaux (TVA) et la Communauté européenne consentirs des aides directes (120 millions d'ECU en 1985, et

- distal

1.70

್ಷಾ ---

· · · · ·

- \* C

 $\mathbb{Z}_{+}$ 

 $\gamma = 22 \mathbb{Q}_{(2n,2n)}$ 

 $(1,2)(\alpha_{23})$ 

- FEET 12.5

1000 15 152

A 1 4 4 72

1- - iz

21.00

1 4442 . A. 450

372 4

. E

, 1981 y

100

The Albert 👺

100 millions en 1986). Le solde des MCM allemands sera éliminés lors-que des hausses de prix (exprimées en ECU) le permettront. Un nouvesu mécanisme, arfin, set retenu pour le calcul des MCM applicables aux échanges de porcs. A compter du 1º janvier 1985, il aura pour effet de diminuer les montants de 50 %

• LAIT. - La production de la CEE devra beisser au terme de la campagne 1984-1985 de 4 % par rapport aux livraisons résisées en 1983 (99,5 millions de tonnes contre 103,7). La réduction de la production française attaindra 3 % (de 26.1 millions de tonnes à 25.6 %). La prélèvement de corseponsabilité des producteurs passe de 2 % à 3 %. En cas de dépassement des quotas attribués à chaque exploitation ou laiterie, il sera appliqué une super-taxe pouvant aller juequ'à 100 % du prix indicatif du lait, Les patits exploitants — en règle géné-rale ceux produisant moins de 60 tonnes par an, - bénéficierons d'aides communautaires aux revenus, à concurrence de 120 mil-

. SEUILS DE GARANTIE. - POUR le blé tendre (121,3 millions de tonnes), le blé dur (4,8 millions de tonnes), le colza (2,41 millions de tonnes), le coton (500 000 tonnes), les raisins secs (158 000 tonnes), les tornates (4,7 millions de tonnes), les garanties de prix sont limitées sus

 PRODUITS DE SUBSTITUTION
 AUX CÉRÉALES. — La Commission européanne est chargée de négocier au GATT (accord général sur les terits et le commerce) une stabilisation des importations de la CEE.

#### Les prix agricoles français vont augmenter de 5 %

(Suite de la première page.) De son côté, la France a été autorisée à financer pour la pro-chaine campagne sur ses ressources propres les aides au stockage privé à court terme (trois mois) pour les vins, se substituent au budget com-munautaire qui avait finance les aides octroyées pour la campagne en cours qui s'achève au le sep-tembre 1984.

Les mesures adoptées par les Dix out pour effet de dépasser les crédits inscrits en 1984 pour le commune. La Commission euroenne doit maintenant formuler des propositions pour appeler les

contributions complémentaires des Etats membres. M. Michel Rocard, le ministre français, a qua-lifié, à l'issue des travaix des Dix. l'accord intervenu d'événement politique. «L'Europe a montré sa capacité de mettre de l'ordre dans ses affaires agricoles», a-t-il déclaré. Convaincu, que le « mecès est contagieux », M. Rocard a formulé l'espoir que les ministres des affaires étrangères des Dix parviendront, dans les prochaines es, à un arrangement sur les monautaire.

MARCEL SCOTTO.

#### POUR COMPLICITÉ DANS LE SACCAGE DE L'HOTEL DES IMPOTS DE CARHAIX

#### Le vice-président des Jeunes agriculteurs du Finistère est condamné à un mois de prison ferme

M. Jean-Jacques Riou, vice-président du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) du agriculteurs (...). Des décisions de Finistère, a été condamné, le 30 mars, à un mois de prison ferme et à 30 000 F d'amende pour complicité et assistance morale et maté-rielle dans la mise à sac de l'hôtel des impôts de Carhaix (Finistère), le 18 novembre 1983, par le tribunal correctionnel de Morlaix. M. Guillaume Roué, secrétaire général du CDJA du Finistère, le seul a avoir reconnu être entré dans l'hôtel des impôts, a été condamné, par le même tribunal, à deux ans de suspension du permis de conduire et à 30 000 F d'amende ; la même peine a été prononcée contre trois autres cunes agriculteurs, reconnus coupables de complicité.

M. Jean-Jacques Ricu avait déjà été condamné, le 19 mars, à deux mois de prison avec sursis et à 4 000 F d'amende pour la mise à sac de la sous-préfecture de Châteaulin (Finistère), en 1982. Il devra égale-ment répondre bientôt devant la justice de l'accusation de saccage de la sous-préfecture de Brest, le 19 jan-

vier dernier. Son incarcération, le 22 janvier, à cette occasion, avait provoqué d'importantes manifestations et des barrages ferroviaires en Bretagne jusqu'à sa mise en liberté le 2 février.

ce genre ne sont pas de nature à cal-mer les esprits dans les campagnes, déjà traumatisés par les mesures dramatiques qui se préparent », ajouto-t-il dans un communiqué.

Enfin, signalous qu'à Limoge (Haute-Vienne), plusieurs centaines d'agriculteurs du département ont manifesté, le 30 mars, dans le calme sur les prix agricoles européens.

• Dans l'Aveyron, quatre sulle ovins victimes d'une mysférieure mahadie. – Les responsables du syn-dicat des travailleurs paysans de l'Aveyron ont révélé, le 30 mars, que plusieurs milliers d'ovins de cette fotore étaient mouts deraits deux région étaient morts depuis deux mois, victimes d'une maladie mystérieuse. Le premier foyer a été constaté à la mi-janvier dans un troupeau de Saint-Affrique, qui a cté décimé en quelques heures. Depuis lors, trois mille cinq cents agneaux et cinq cents brebis agraient ainsi péri. Les services départementaux vétésinaires préci-sent, dans un communiqué, « qu'il ne s'agit pas d'une maladle classi-que es saisonnière » et que « les résultats des analyses actuellement 2 février.

Le président du CNIA, M. Luc Guyan, a jugé « scandaleux » le verdict qui vient d'être prononce contre les responsables du CDJA du Finis-les responsables du Finis-les resp tère. «Ce jugement, d'une excep- au transport des animaux, désin-tionnelle sévérité pour tous (...), me fectés.

#### Cahots budgétaires

européennes). - Le Commission auropéanne, ayant constaté une accélération des dépenses, subit, le 13 mars, inviter les Etets mambres à jui verser, plus tôt que prévu, une partis del resources qu'ils doivent affecter au budget européen, en l'occurrance, les droits de douane et les matières et les mati prélèvements agricoles perçus aux frontières en février. Le 27 mars, una semaine après l'échies du conseil européen, le secrétaire du Foreign Office et les ministres des affaires étrangères des Neuf ne parvenaient pas à s'entandre sur le montant du chèque à accorder su Royaume-Uni pour alléger sa contribution

Le lendemain, froncement de sourcile à Londres : Sir Goeffrey Howe, le chef de la diplomatie de Se Majesté, indiquait qu'il n'avait pas l'intention de transférer l'avance demandée. Devent catte escalade, la Commiss publisit un communiqué prudent sur le thème « on ve examiner le position anglaise », mais, en même temps, à Cologne, son président, M. Thorn, évoqueit le possibilité d'attaquer le Royaume-Uni devent le Cour de iustice de Luxembourg.

L'incident est clos. La Comasion a refait ses comptes. Elle a assez d'argent dans ses isses pour assurer le fonction-

M. MAUROY.

VEUT FAVORISER

LES INVESTISSEMENTS

ETRANGERS

nemant de la Communauté

Grâce à la démarche cahotique de l'institution bruxelloise, les Britanniques ne sont donc plus en infraction. La Commis-sion se défend d'avoir, le moins du monde, sei per opportunieme politique. Lui jeter la pierre, dans la situation tendue actuelle, se-rait mel venu. En fait, il ne s'agit

Tout se pesse comme si la partie était jouée — et partie. Le experte sont désabusés. Le mécaniame de correction auquel il est anvisagé de faire appel, à partir de 1985, aboutirait à une companyation est de l'acceptant de l'acceptan compensation attaignant, voire dépassant, les deux tiers de la contribution budgétaire du Royaume-Uni. M<sup>as</sup> Thatcher ob-tiandrait sinei, et de façon quasi permenente, ce qu'elle n'a jamais au. Que nous voici loin du principe d'une compensation « forfetaire, dégressive et provi-soire », défendu avec tant de

#### De notre correspondant

tusqu'à la fin mars, sans avoir escin de palements anticipés. D'autant plus que, compte tenu de déseccord persistant entre les Dix, les Français et les Italians bioquent, pour l'instant, le versement sux Angleis de la compen-setion budgétaire à isquelle ils ont droit au titre de l'année 1983, Cette compensation a été ficée, au conseil auropéen de Stuttgart, en juin demier, à 750 millions d'ECU.

PHILIPPE LEMAITRE.

# Faits et chiffres

Le premier ministre vient d'écrire à ses collègues de l'industrie et de la recherche, de l'agriculture, de la santé et des PTT, pour leur demander d'acollérer l'instruction des do-siers d'investissements étrangers actuellement dépôsés dans leurs ser-

M. Mauroy demande aux minis-tres de donner des instructions à leurs collaborateurs pour que les dossiers soient traités en un mois et demi an maximum, et même moins s'il s'agit de création d'usines ou d'investissements commerciaux dans l'un des quatorze pôles de

Les leuteurs avec lesquelles ont été examinées jusqu'à maintenant les demandes étrangères, notamment dans les services de l'industrie, provoquent des commentaires critiques chez les investisseurs, particulicrement anglo-saxons.

Dans le même ordre d'idée. M. Mauroy a demandé à M. Jacques Delors de dresser un inventaire complet des dossiers d'investissements étrangers en instance et de prendre à leur sujet une déci rapide, dans le cadre du Comité des investissements étrangers.

#### Monnaies

#### PRET D'URGENCE A L'ARGENTINE

Washington (AFP). - Le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Brésil, ainsi qu'un groupe de banques américaines ont accepté, vendredi 30 mars, de prêter 500 mil-lions de dollars à l'Argentine, indique un communiqué du départe-ment américain du Trésor.

Les Argentins pourront ainsi ver-ser les 640 millions de dollars d'intérets qu'ils devaient payer avant le 31 mars, faute de quoi les banques américaines créditrices auraient dû réduire leurs bénéfices déclarés à due concurrence des sommes restées impayées (un coup très dur pour certaines d'entre elles...).

Le communiqué ajoute que les Etats-Unis avanceront à l'Argentine 300 millions de dollars sous forme d'un prêt-relais dès que ce pays aura concin un nouveau plan de redresse-ment avec le Fonds monétaire inter-

(Le prés-reinis sunfriente (dentiné à faire la sondure au attendant les nouveaux crédits du FMI, dont l'octroi devant à son tour conduire les binques à comentir de souveaux crédits) semble him être destiné à pormatire à l'Argentine de venhourser dans un très bref déjai les facilités qui lui sont conventies par des pays eux-mêmes très endettén, le Brésil, le Mexique et le Venessaht (la Colombie est au contraîre un des rares nave d'Amériane lutine à avoir connervé. pays d'Amérique intine à avoir conservé une situation à per près anne de ce

#### Commerce

e Es application de la loi Royer, m hypermarché va devoir fermer ses portes près d'Angers. — Un cen-tre Enromarché de 4500 mètres cairès à Saint-Sylvain-d'Anjon (Maine-et-Loire) devait fermer ses portes le 31 mars, à la suite d'une décision du ministère du comm

d'Angers d'un autre centre commerciel Euromarché, dont l'implanta-tion n'avait été autorisée qu'à la condition qu'il s'agisse d'un transfert et que le centre de Saint-Sylvain-d'Anjou soit, lui, fermé.

· Publicité comparative : plainte de Manusouth coutre Euro-marché. — Les responsables de l'hypermarché Mammouth (appar-teuant au groupe Cedia) d'Exin-court (Doub) ont parté plainte, à Montbéliard, contre l'hypermarche Euromarché de Bessoncourt (Terriintromarche de Bessoncourt (Terri-toire de Belfort) pour des pros-pectus de publicité comparative dif-fusés le 20 mars dans la région. En décembre dernier; la chaîne Ravi (du groupe Cedis également, seize supermarchés dans le Doubs) avait déjà déposé une plainte de même

#### **Energie**

 M. Pierre-François Conture, directeur du gaz, de l'électricité et du charbon. — Plusieurs inexactitudes se sont glissées dans la biogra-phie de M. Pierre-François Couture, qui vient d'être nommé directeur du gaz, de l'électricité et du charbon au ministère de l'industrie et de la recherche (le Monde du 31 mars). Nous la redonnons ci-dessous.

[Né le 15 mil 1946 à Gresoble, M. Courare est ancien élève de l'ENA (promotion Simone Weil, 1974). Il est, à sa sortie de l'ENA, administrateur civil un ministère de l'économie, des finances et du budget (direction du budget). De 1974 à 1978, il est affecté un bette de l'économie d budget). De 1974 à 1978, il est affecté su bureau de l'industrie et de l'énergie, puis est nommé chef du bureau des pouvoirs publics (1978-1979). De 1979 à 1981, il est affecté à la mission de courôle des entreprises pétrolères. De 1981 à 1983, il est conseiller technique au cabinet du ministre délégué chargé du budget, puis conseiller technique au cabinet du ministre de l'industrie et de la recherche, M. Fabins.]

 Tenneco fait une importante découverte de pétrole au Gabou. -La société américaine Temeco a précisé qu'un forage au large de Port-Gentil avait permis une découverte avec un flux quotidien de 2 400 barils de pétrole de 36 degrés de gravité. Tenneco, chef de file, détient 50 % sur ce permis en compagnie de Conoco (25 %) et Lasmo (25 %). - (AFP.)

 Marathon Oll rachète des actifs de Husky Oil. - Marathon Oil, la filiale énergétique de US Steel, vient d'acquerir pour 505 millions de dollars (de l'ordre de 4 milliards de franca) les actifs américains de la société canadienne Husky Oil. Cela donnera à Marathon l'accès à des réserves de pétrole (42,6 millions de barils) et de gaz.

et de l'artishnat, en vertus de la loi :
Royer, limitant l'implantation des grandes surfaces.

Ouvert en septembre 1978, de conseil d'administration de Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet pour 5,2 milliards de dollars des des la conseil d'administration de Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet pour 5,2 milliards de dollars des des la capital que lei ser de 30,5 % de son capital que lei ser de 30,5 % de son capital que lei ser de 10,4 mantre centre commercial de la conseil d'annexes d'un autre centre commercial de la conseil d'annexes d'un autre centre commercial de la conseil d'administration de Shell Oil rejette, l'offre de rachet de Royal Dutch Shell. — Le conseil d'administration de Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet de Royal Dutch Shell. — Le conseil d'administration de Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet de Royal Dutch Shell. — Le conseil d'administration de Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet de Royal Dutch Shell. — Le conseil d'administration de Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet de Royal Dutch Shell Oil 2 rejeté comme insuffisanté l'offre de rachet pour 5,2 milliards de dollars de l'acceptante de l'ac Cette dernière, qui détient déjà 69,5 % du capital de Shell Oil, a fait savoir qu'elle soumettrait directement cette offre à ses actionnaires.

#### ETATS-UNIS

• Prolongation du contrôle des exportations de technologie seasi-ble. – Le président des États-Unis a prolongé, le 30 mars, par décret les contrôles à l'exportation de produits de technologie sensible vers les pays de technologie sensible vers les pays du bloc soviétique, qui arrivaient à expiration samedi 31 mars. Dans une lettre au Congrès, M. Reagan précise que cette prolongation est rendue nécessaire par l'expiration de l'«Export Administration Act» de 1979, qui autorise de tels contrôles.

 Ralestissement de l'inflation.
 Les prix italiens à la consommation ont augmenté de 0,7 % seule-ment en février, ce qui confirme la sensible décélération de l'inflation enregistrée depuis la fin de 1983. Ce tanx annuel de hausse du coût de la vie s'est établi à 12 % contre 16,4 % il y a un an et 13,3 % pour l'easemble de 1983. L'objectif du gouvernement est de ramener cette hausse des prix de détail à 10 % en 1984. -

 Démarche de saluriés de SKF-Ivry en Suède. — Deux cents délégues d'Ivry-sur-Seine (Valde-Marne) vont prendre l'avian, le mercredi 23 mai, pour aller manifes-ter à Göteborg (Suède) à l'occasion de l'assemblée générale des action-naires de la SKF. Après la montée sur Paris en bateau-monche, le 10 mars, c'est la seconde opération spectaculaire et originale des employés de l'usine SKF d'Ivry, mensels de fermeture.

La délégation comprendra des salariés de l'entreprise, des responsa-bles syndicaux, des élus et des représentants d'associations de la ville, en 1983, sera encore réduit, l'objec-En réponse aux multinationales, la tif étant, selon le ministère des trans-CGT «exporte ses manifestations», ports, d'aboutir en quelques années En outre, une procédure devrait être à une harmonisation tarifaire comengagée en justice, à la suite de la plête sur l'ensemble du réseau autodivalgation de la mise en fiches routier, . à l'exception de quelques d'employés de l'usine d'Ivry. -

# L'endettement de la SNECMA dépasse 4 milliards de francs

marche de la Société nationale effet, d'annoncer que la SNECMA recrute : de 11 000 en 1982, les moteurs d'aviation (SNECMA) : effectifs parseront à 13 200 cette année. Avec le reste de son groupe, elle représente une entité de 21 000 entre suite de 22 000 entre suite de 20 000 entre suite de 22 000 entre su

#### DEUX AIRBUS SUPPLÉMENTAIRES

**POUR THAI AIRWAYS** La compagnie thatlandaise That Airways international vient de convertir en commande ferme l'option d'achat qu'elle détenuit sur deux Airbus A-300-600, avion de souvelle génération pour deux cent quarante sept passagers équipé de réacteurs General Electric CF6pris une nouvelle option sur deux autres exemplaires de même

Transports

80 C2. Par le même contrat. Thai a Le compagnie avait déjà passé une première commande de deux A-300-600 le 6 février 1981, et elle l'avait confirmée le 30 avril 1983, non sans que Boeing ells tenté entre temps de supplanter son rival en proposant une version à long rayon d'action de son Boeing-767, la bataille commerciale avait été acharnée, et Airbus Industrie ne l'avait remportée qu'au prix

d'importantes concessions ( le

Monde du 31 mai 1983). Les pre-miers A-300-600 de That entreront

en service en septembre 1985.

Le développement simultant de l'un, social, assez positif; l'autre, grands programmes civils et militaires – le réactour CFM-56 et le réacteur M-53 – a deux effets sur la M. Jacques Bénichon, vient, en 21 000 personnes qui induit à peu près autant d'emplois dans la sous-traitance.

En revanche, la situation finan-cière n'est pas très florissante. Certes, le chiffre d'affaires aug-mente d'année en année: 4 milliards de francs en 1981; 6,6 milliards l'an passé, et l'objectif des 8 milliards pour 1985, voire dès cette année, ne paraît pas irréaliste. Mais cette croissance est acquise au prix d'investissements très lourds ; en 1981, ils avaient même atteint l'milhard de francs, 25 % du chiffre

Depuis, les investissements ont nettement déeru, pour revenir à un taux plus normal de 3 à 6 % du chiffre d'affaires. Mais ils pèsent sur les comptes, et, l'an passé, les frais financiers se sont élevés à 400 mil-lions de francs. L'Etat-propriétaire ne participe, en effet, que modeste-ment à l'effort d'investissement -250 milious de francs cette année,
obligeant l'entreprise à emprunter. L'eadettement de la SNECMA
atteint 4 milliards de francs, et il s'alourdira certainement de 1 ou 2 milliards supplémentaires avant que s'achève le développement des programmes en cours.

Les résultats sont, cependant, loin d'être catastrophiques, surtout au regard de la moyenne des entreprises nationalisées. La SNECMA a, par exemple, dégagé, l'an passé, un bénéfice d'exploitation de 30 millions de france et liminé à 40 millions la balone néesting de company. la balance négative de ses pertes et profits que son bilan prévisionnel chiffrait à 60 millions.

#### ACCORDISING CONCORDE ENTRE BRITISH ARWAYS ET LE GOÜVERNEMENT TETOTO DE LONDRES

Londres (AFP) Le gouverne-ment britannique et British Airways vicinent de conclure un accord libérant, d'une part, l'Etat de toute obligation concernant Concorde et. d'autre part, la compagnie aérienne de l'obligation de verser à l'Etat 80 % des bénéfices provenant de l'exploitation de l'appareil.

Aux termes de cet secord, révélé au Parlement par M. Norman amont, ministre d'Etat à l'industrie, British Airways versora 16,5 millions de livres en Trésor, en partie pour dédommager l'Etat de son exclusion des futurs bénéfices et en partie pour acquérir le stock de pièces de rechange de Concorde appartenant au ministère de l'industrie. Selon les milieux informés, ce stock comprend un appareil com-piet, de sorte que British Airways disposera désormais d'une flotte de sept de ces supersoniques.

L'accord entre en vigueur le 1= avril. Il faciliters les rapports entre le gouvernement et la compa-guie, en prévision de la privatisation de celle-ci, prévue pour le début de

#### LES TARKS **DES PEAGES AUTOROUTIERS AUGMENTENT DE 5 %**

Les tarifs des péages autoroutiers seront réajustés à compter du le avril, annonce le ministère des

Conformément aux règles admises pour l'évolution des tarifs publics en 1984, l'angmentation moyenne sera limitée à 5 %. Mais elle variera selon les autoroutes, pour tenir compte du processus d'harmonisation des péages, décidé il y a deux ans par les pouvoirs publics. Ainsi, aucune majoration ne sera appliquée sur les tarifs des sec-tions où le péage est le plus cher, tandis que les tarifs les moins élevés verront leur hausse plafonnée à 8 %.

L'écart entre les mrifs extrêmes, qui était de 1 à 3 en 1980 et de 1 à 2 sections dont le coût de construction a été particulièrement élevé ».

# Revue des valeurs

#### **BOURSE DE PARIS**

UELLE semaine, mais aussi quel mois ! Le lecteur du vingt et unième siècle, soucieux d'améliorer sa comaissance sur les événements boursiers de cette période, resterait sur su faint. Car les annales ne lui livreraient rien, ou pas grand-chose. Senis les développements de l'affaire Amrep auvaient une petite chance de laisser des traces. C'est officiel : la Commission des poérations de hourse (C'HR) a soumie le donnier à chance de haisser des traces. C'est officiel : la Commission des opérations de bourse (COB) a soumis le dossier à l'appréciation des autorités judiciaires, qui déciderout des suites à donner ou prononceront un non-lieu. De ce côté-là, la COB a mené rondement les choses. Mais le dossier a un second volet. Un important groupe industriel a, sous condition, posé sa candidature pour devenir le principal actionnaire d'Amrep. Et co groupe, la nouvelle est confirmée, n'est autre que Bouygnes (voir ci-deasous). Mais la Bourse, si elle s'en doutait, ne le avait pas encore vendre après-midi en fermant ses portes pour le mock-end.

week-end.

On y a donc parlé d'autres choses, et les couvernations ont porté sur la démarche faite par la COB pour sanctionner les irrégularités. En présentant le seizième rapport de l'établissement, dout le chef de l'Etat est le premier destinataire, M. Bernard Tricot, son président, a voulu manifestement démonstrer, devant la multiplication des abus, sa volonté d'y mettre un holà. La découverte d'interventions suspectes sur le marché obligataire, en plein développement l'an dersier, a conduit la COB à étendre le champ de ses investigations. Des transactions sur des blocs de titres out attiré son attention. Cinquante amorunts sont dans sa lième de mire. « La Commission, emprunts sont dans sa ligne de mire. «La Co tit-on, devrait être es état de se prononcer d'ici au mois de juin sur les suites à donner à ce dossier, dont certains aspects pourraient relever du donnine pénal. » Mais la COB ne s'est pos arrêtée en si bon chemin. La hause de l'action Thomson-CSF, accompagnée d'un gouflement des transactions, bien avant que ne soit comme la signature du

#### Le nouveau jeu des ratios

contrat d'armement franco-anoudien, le 16 janvier dernier ne lui a pas semblé non plus très orthodoxe. Une caquêt est là aussi en cours pour débusquer des initiés indélicats.

Décidément en grande forme, la COB s'est aumi attriquée aux marchands qui promettent monts et merveilles à l'éparguant en lui offrant de placer son argent dans des parts de forêts on des conteneurs. Une note d'avertissement de la COB devra désormals figurer sur les d'avertissement de m COB devin desormais rigurer sur ac-dépliants distribués par ces prometteurs vantant ces modes de placement. Les candidats sauront donc très exactement quels risques ils encourent. « Je n'aurais personnellement pas souscrit à beaucoup de ces placements, a déciaré M. B. Tricot, même à ceux qui out obtem notre visa. »

Bref, la COB s'efforce de rendre les placements plus transparents. A cet égard, notous que, dans l'affaire Matra (« Le tribut de l'illusion », le Monde daté 19-20 février), elle a blanchi les dirigeants de la société. Vérifications faites, il n'y a eu « de la part des responsables du groupe aucune volonté d'induire en erreur leurs interlocuteurs ». Donc, si le titre a monté avant la conférence de presse du 15 février dernier, ce n'est pas sur de prétendues déclarations trop optimistes. Ce doncier-là, au moires, est referant.

Quant à la semaine écoulée, il fant bien tout de même en dire quelque chose. La tâche est rude. Déjà peu étoffés entre le 19 et le 23 mars, les courants d'échanges se sout encore amincis (moins de 120 millions de francs en moyenne journatière). L'attentisme a continué de régner sous les lambris, fortement entretem par le donte qui étreint Wall Street. Même le sursaut du grand frère uniclesis euronne maccanell plu compaigne personne le américain, survens mercredi, n'a convaince personne, ici, de l'imminence d'une viritable reprise là-bas. Toujours la

#### Semaine du 26 au 30 mars

querelle sur les taux d'intérêt, les risques de surchauffe économique et la réduction des déficits budgétaires. Privés d'informations dont ils auraient pu tirer un profit quelconque pour savoir quelle attitude adopter, les investisseurs se sont livrés au petit jeu des ratios de cours-bénéfices qu'ils se sont renis à ajuster en fonction des derniers résultats financiers fournis par les entreprises pour 1983. Ces résultats out été disséqués, remis à plat en fonction des perspectives d'avenir et en attendant mieux, quelques réaménagements de portefenille out été effectués, mais à doses homéopathiques. La chose ne s'est pas toujours faite dans le seus attenda, compte team des savantes corrections introduites dans la redéfinition desdits ratios. Ainsi, par exemple, tout en progressant de 33,2 %, le résultat de Télémécanique a déçu et le titre a hainsé de 6,5 %. D'une façon plus générale, l'on a pu remarquer la forte résistance des pétroles, de la distribution, de l'agro-alimentaire, et l'émergence discrète de quelques « belles américaines ». Pour le reste, les professionnels se sout employés à expédier les affaires courantes.

De l'avis général, après le pause de mars, le Bourse a maintenant terminé son « carême ». Sain, avec une position à découvert de 886 millions de francs représentant à l'houre actuelle sept séances de Bourse, en temps normal quatre ou cinq, le marché, assure-t-on autour de la corbeille, est prêt à repartir. Il attend le signal du départ. Mais cehá-là, c'est sûr, ne viendra pas de la Lorraine.

Mais, su fait, vous avez dit carême? Els bien! la mi-carême, la vraic, a été célébrée cette semaine en Bourse ma-carenae, in vraie, a est centre centre sentante en nouve pour la première fois depuis bien longtemps. Le défilé d'une troupe d'enfants, déguisés et grinds, encadrés par des adultes jouant de l'accordéon, du binion et du tambourin, a en beaucoup de succès. Un préinde peut-être à la hausse de printemps.

AMDRÉ DESSOT.

#### Valeurs diverses

Le résultat net de L'Air liquide pour 1983 progresse de 12,6 % à 479,49 millions de francs, le dividende est de 13 F (contre 12,80 F). l'année précédente) revient à 8 mil-

	30-4-84	Diff.
Accor	2 297	+ 37
Agence Havas	735	+ 29
ADG	309,50	- 0.50
L'Air Liquide	525	- 0,50 + 7
Ariomeri	430	+ 5
Bic	417	+ 19
Bis	262	+ 7
Club Méditerranée	825	+ 13
Essilor	2 375	- 70
Europe !	685	+ 5
Gle Ind. Part.	424.59	
Hachette	1 315	inch.
J. Borel Int.	205	- 4
Navigation Mixte	257	+ 23.50
Nord-Est	47.80	- 0.30
Presses de la Cité	1 560	- 135
Skis Rossignol		+ 35
Sanofi	472 00	+ 12.90
32011 . , . ,	412,30	T 14,50

#### **BOUYGUES S'INTÉRESSE** A AMREP

Les rumeurs insistantes suivant lesquelles Bouygues s'inté-resserait à AMREP sont fondées. Effectivement, cette granda société de travaux publics et de bâtiment déjà engagée dans les activités de forage pátrolier avec sa filiale Bouygues off shore, et désireuse, depuis longtemps, de développer ce secteur, étudie le dossier AMREP pour prendre une importants participation,

mais pas à n'importe quel prix. En fait, Bouygues, qui affirme détenir € moins de 5 % » d'AMREP, attend les résultats de l'audit comptable destiné à réelle d'un groupe en forte perte, comme l'on sait. Selon ces résultats, des propositions pourraient être faites aux actionnaires majoritaires d'AMREP, à savoir la Française des pétroles, Paribas et la famille Miller. La société Bouygues, forte de son expérience d'entrepreneur, sur mer comme sur terre, estime être mieux en mesura de redresser AMREP qu'un groupe pétrolier, et de régler des problèmes de techniques et de maind'œuvre, Rappeions qu'en 1981 Bouygues, qui convoltait la société de forage Doris, se l'était vu « souffler » par la Française des pétroles et la CGE, et qu'AMREP détient des intérêts dans Doris. F. R.

#### Métallurgie,

construction mécanique

Vallourec a fait un retour au déficit en 1983 avec une perte de 389 millions de francs contre un bé-néfice de 136,2 millions. Le résultat consolidé serait du même ordre de grandeur. Le service du dividende est supprimé.

	30-3-84	Dät.
Alspi	92	+ 250
Amrep	344	- 26
Ch. France-Duak	6,85	
Avious Desseult-B	491	Inch.
Chlers-Charillon	27.70	
Creusot-Loire	37.50	+ 1.30
De Dietrich	360	inch.
FACOM	840	+ 22
Fives-Little	308	+ 9.50
Fooderic (Générale)	34.50	
Marine-Wendel	90	+ 2
Penhoët		+ 4,10
Description Co.	531	+ 36
Progeot SA	226	+ 1
Poclain	54,88	
Pompey	125,18	
Sagem	1 379	+ 29
Saulnes	27	+ 1,10
Valéo	290	+ 2
Vallourec	64,20	- 5,80

#### **BOURSES** ÉTRANGÈRES

iemarche

dation

**NEW-YORK** Une amélioration fragile

Très partagé sur l'attitude à adopter face à des taux d'antirêt baladeurs et une situation économique explosive, Wall Street a comm des hants et des bas. Un instant rassuré, le marché se redressait vigoureusement mercredi (plus de 20 points de hanste, la plus forte de-puis un mois). Mais l'enthousiesme sonlevé par le brusque reflux des tanx d'in-térêt retombait rapidement.

La publication des dernières statisti-ques faisant le point sur l'expansion ayant ravivé les craintes d'une sur-chauffe, les opérateurs se réfugialent dereches dans un frileux attentisme. A la veille du weekend, la remontée des taux d'intérêt allait provoquer un repli des cours. Mais cette baisse se fit en bon ordre, avec peu d'affaires. D'une so-maine à l'autre, une légère progression a été enregistrée, avec un gain de 10,05 points à l'indice Dow Jones, pané à 1 164,88.

	Cours 23 mars	Cours 30 mers
Alcoe	41 1/2	41/2
ATT	15 1/2 35 7/8	15 1/2 38 1/8
Chase Man. Bank	49 1/2	48 5/8
Du Pont de Namours	477/8	40 1/4
Eastman Kodak	63 3/4 38 1/8	63 5/8 38 5/8
Ford	37 1/8	367/8
General Electric	52 1/8	543/4
General Foods	48 3/4	46 5/8
Goodyear	26 1/8	26 3/8
IBM	112 1/4	1137/8
Mobil Oil	40 3/4 30 1/8	41 1/2 30 1/2
Pfizer	35 1/8	34
Schlamberger	51 7/8	527/8
UAL Inc.	38 7/8 31 1/8	39 1/2 32 3/4
Union Carbide	545/8	55 1/4
US Steel	39 3/8	36 1/4
Westinghouse	46 1/8	44 3/4
Xerox Corp	41 1/8	41 1/4

#### LONDRES Nouveau repli

Apparues à la fin de la semaine précédente, les ventes bénéficiaires se sont poursuivies ces derniers jours. A mipoursuivies ces derniers jours. A mi-parcours, une reprise se produisit mais-elle échous presque aussitôt, les déclara-tions du président d'ICI, premier groupe indestriel privé de Royaume-Uni, sur un possible retournement de tendance dans la chimie dès la fin de l'aunée, ayant jeté un froid. De l'avis des analystes, les bienfaits du budget sur l'économie ont déjà été largement anti-cipés et le marché cherche son point d'écoullibre.

Indices «FT» du 30 mars : indus-trielles, 877 (contre 891,5) ; mines d'or, 656,9 (contre 651,9) ; fonds d'État, 83,19 (contre 83,12).

	Cours 23 mers	Cours 30 mars
Beecham Bowater Brit. Petroleum Charter Couraulds De Beers (*) Dunlop Free State Gerinid Glasto Gt. Univ. Stores Limp. Chemical Shell Unilever Victors (*) En dollars.	325 378 438 438 150 8,25 41 42,1/4 485 675 632 648 945 158 37,1/4	313 329 473 259 473 259 8,17 41 42 3/4 840 673 606 635 945 151 37 1/4
( ) El COUNCI.		

The Contract

1.00

----

You was selected the selected and the se

the state of the second party

the trade of the same

when the second

The same drawn water the same

to make the righting of the

and the second s

· man in the selection of the first

· The province was the

The section of the se

" H same water - home &

The section in the se

were the state of

· 如果的教徒通行。

2-714 A 1947 FA 

Carlot and the same

- --- :- ----be a see particular

with set of Abbrech

----

the same between manager

Chonelaire et obligate

imendant la Fed

#### FRANCFORT Nouvel effritement

Manquant de tonus, le marché a continué de s'effriter. Les bons résultats du commerce extérieur n'ont produit aucun effet, tous les regards continuant de converger vers Wall Street, dans l'espoir d'un encouragement qui turde à venir. Indice de la Commerzbank du 30 mars: I 022,30, contre I 033,20.

	Cours 23 mars	Cours 30 mars
EG	96.50	99.80
ASF	168.60	165.50
yer	169,50	170
merzbank	181,50	120
chebank	386	380 50
st	177,30	176.50
adt	264	265.50
	143	141.90
5	414.79	395 90
gen	208,20	207.50

#### TOKYO Record battu

Tandis que la morosité envahissait les autres places financières, le Kahuto-Cho au contraire a éclaté de samé. De nou-veaux records sont tombés et samedi matin, à la fin de la demi-séance, l'in-dire. Nither Dese fonce s'établissait au veaux records sont tombés et samedi matin, à la fin de la demi-séance, l'indice Nikket Dow Jones s'établissait au niveau historique de 10 968,4! (contre 10 503,12). L'indice général à fait de même à 871,32 (contre 842,32). Une activité frénétique a régné avec près de 4 milliards de titres échangés contre 2,6 milliards. Les investisseurs anticipent de bons résultats dans les industrielles et la hausse contamière de printemps.

	Cours 23 mars	Cours 30 mar
Alat	598	500
Bridgestone	569	570
Canon	1 396	1 470
Fuji Bank	941	1 100
Honda Motors	1 898	1 138
Matsushita Electric	1 790	1 380
Mhsubishi Hezvy	245	263
Sony Corp	3 640	3 760
Toyota Motors	1 300	1 360

#### Valeurs à revenu fixe ou indexé

	30-3-84	Diff.
41/2 % 1973	1 839	+ 12
7 % 1973	9 679	- 10
10,30 % 1975	92,60	- 0,05
PME 10,6 % 1976	91,50	
8,80 % 1977	117,70	
10 % 1978	98,20	
9,80 % 1978	98,48	
3,80 % 1978	92	- 0,10
9 % 1979	86,50	
10,80 % 1979	92,85	
12 % 1980	99,45	
13,80 % 1980		+ 0,20
16,75 % 1981	110,05	
16,20 % 1982	111,05	
15,75 % 1982	110,52 106,75	
CNE 3 %	3 465	- 0,45 - 75
CNB bg. 5 000 F	191.82	- 6.17
CNB Paribes	14700	- 4,17
5 000 F	182	leck.
CNB Spez 5 000 F.	101.95	- 0.07
CNI 5 000 F	101,60	- 0.00
C412 000 1	147900	- 467

## Matériel électrique

#### services publics

Pour un chiffre d'affaires accru de 11 % à structures comparables trolux a dégagé pour 1983 un résul-tat avant impôts et provisions accru de 228,6 % à 1 863 millions de couronnes. Le dividende est majoré de 22,2 % à 11 couronnes.

Le bénéfice net de Schlumberger pour 1983 baisse de 20 % à 1,08 milliard de dollars. Cette rupture après 20 ans de progression est le résultat de la crise que traverse l'industrie pétrolière. L'objectif est de - maintenir la profitabilité » et « d'améliorer la qualité du service ..

Legrand enregistre pour 1983 une

impôts qui revient à 132 millions de F. Le montant du dividende n'a Alsthom annonce pour 1983 un

bénéfice net de 261,1 millions de F (+4,5 %). Le dividende global est de 22,50 F contre 20,25 F.

de azioù r conde 20,25 r.		
	30-3-84	Diff.
Alsthom-Atlantique .	198	+ 9
CIT-Aloud	1 240	inch.
Crouzet	129	
Générale des Eaux	522	÷ 5 + 3
Intertechnique	1 350	+ 65
Legrand		+ 60
Lyonnaise des Esux .	730	- 2
Matra	1 335	- 40
Mertin-Gérin	929	+ 9
Moteur Leroy-Somer	427	÷ 14
Monlines	92,50	- 1,50
PM Labinal	333	+ 7,59
Radiotechnique	288,50	+ 3,50
SEB	413	- 6
Signaux	870	+ 29
Télémée. Electrique.	1 490	- 105
Thomson-CSF	308,50	- 1
IBM	308,50 1 148 426	- 13
ITT		
Schlamberger	519	+ 5
Siemens	1 546	- 60,52

\* Compte tenu d'un coupon de 18,48 F.....

#### Banques, assurances

sociétés d'investissement Bail Equipement a dégagé pour 1983 un résultat brut financier d'ex-

ploitation de 96,81 millions de francs (+ 34 %). Le dividende net est maintenu à 16,50 F. Le résultat net de Compagnie Bancaire pour 1983 progresse de 15 % à 852 millions de francs. Le bénéfice net consolidé augmente de

21 % et correspond à 57 F par ac-

#### 1983 chez Cycles Peugeot: l'année du ménage

Pour Cycles Paugeot, 1982 tourne rond avec un chiffre avait été l'amée de la fuite en d'affaires d'environ 755 millions avant. A l'époque, son président, M. W. Desazars de Montgailhard l'avait énergiquement souligné. Avec la même force, il a précisé qu'en 1983 tous les efforts avaient été consacrés à faire le ménage (fermeture de l'usine ruineuse d'Espagne, vente de la filiale italienne, réorganisation des filiales britannique et américaine), mais aussi à renforcer les positions conquises. Le groupe a même réussi à grignoter encore un peu de terrain et son chiffre d'affaires (2,5 milliards de francs) a progressé de 11%. Mais grâce surtout à l'étranger, où un peu plus de bicyclettes (+ 1,35 %) ont été vendues (300 000), où surtout les livraisons de avalamateurs (186 000) ont fortement augmenté (+ 63 %).

Bref, les exportations se sont plobalement accrues de 30 %. Sur le marché français, déprimé il est vrai, Cycles Peugeot a été moins heureux. Les ventes de vélos (340 000) ont baissé (~ 12,4 %) de cyclomoteurs aussi (186 000), mais besucoup moins (- 1.2 %).

Mais dans une conjoncture difficile, le groupe a réussi quand même à augmenter son taux de pénétration sur le marché national : 18 % pour les vélos (contre 17,2 %), 50 % pour les vélomoteurs (contre 44,8 %). Pour 1984, M. Desazars table sur des taux respectivement de 20 % et

S'agissant des équipements ner de auto, c'est une division qui A.D.

de francs (+ 16 %) et a de l'avenir avec le nouveau siège articulé de la 205.

M. Desazars a donc lieu d'être satisfait, d'autant que, partout, des gains de productivité ont été obtenus et que le groupe a des atouts en réserve : un vélo « jouet » et un vélo pour « grimper aux murs », le « Mountain Bike » (vélo des montagnes), qui s'accroche aux télécabines et permet, avec autant de pédaliers que de pignons, de monter ou descendre les pistes de ski déneigées bien sûr. Le lancement est

Et pour 1986-1987, Peugeot précare une moto 200 cm3 (le prototype existe dejà) € pas ridicule » pour l'armée et les jeunes.

Mais dans le tableau tout n'est pas rose. Les comptes 1983, pas définitivement arrêtés, seront encore défici-taires (- 11,6 millions de francs pour 1982). Certes le second semestre a été le medleur mais des pertes ont de nouveau été enregistrées et les frais occasionnés par le « ménage » vont peser lourd. En mars 1983, M. Desazars avait promis un retour à l'équitibre pour 1984. Le 28 mars dernier, il a confirmé, sauf événement imprévisible bien sûr, car Cycles Peugeot n'est pas maître de ses prix (en retard de 5 %) ni de la conjoncture. Et les caprices du dollar peuvent donner des résultats inettendus. -

#### La Société française BP a fortement réduit ses pertes en 1983, dont le montant (100 millions de francs

baisse de 10 % de son bénéfice après Brasseries et Glacières Internationales annonce pour 1983 un béné-fice net de 41,37 millions de francs (+ 31,9 %). Le dividende est majoré de plus de 50 % à 32,50 F.

> à 62,4 millions de francs. Le dividende est maintenu à 16 F. Le dividende de la Deutsche Bank

Le résultat financier de Loca-

france pour 1983 progresse de 24 %

pour 1983 passe de 11 à 12 DM. Le bénéfice de 1983 pour Lebon atteint 33,10 millions de francs (+ 57 %) hors plus-values. Le divi-dende net est majoré de 13 % à 19 F. Sliminco versera pour 1983 un di-vidende accru de 10 % à 40,70 F.

	30-3-84	Diff.
Bail Équipement	271	+ 4
Cetelem	371	+ 7
Chargeurs Réunis	316	- 7
Bancaire (Cie)	470	+ 21
CFF	599	+ 12
CFI	235,28	
Eurafrance	848	- 37
Hénia (La)	314	+ 11
Imm. Pl. Moncean	292	+ 7
Locafrance	363,50	+ 3.5
Locindus	680	+ 18
Midi	1 385	- 20
Midland Bank	224	- 13,9
OFP (Onn. Fig.	0=4	
Paris)	954 465	+ 14
Prétabell	928	inch. + 12
Schneider	129	+ 1.80
UCB	266	+ 10
Omp	200	T 10

#### Produits chimiques

Thann et Mulhouse (groupe Rhône-Poulenc) a été déficitaire en 1983 : 5,9 millions de francs contre un bénéfice de 2,4 millions l'année

Ce premier producteur français d'oxyde de titane distribuera un dividende net de 3 F contre 4,50 F.

30-3-84 Diff.

Institut Mérieux Laboratoire Belion Nobel-Bozel Rosssel-Uciaf BASF Bayer Hoechst ICI Norsk-Hydro	807 716 11,70 848 650 664 690 91,45 756	+67 - 4 - 8,10 +37 - 17 - 4 - 9 - 4,55
MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
111 11.01.12 2.12	1.2	
[	COMM	Cours

	23/3	Cours 30/3
Or file (kilo es herre)	101 400	100 000
- (Mile en linges)	101 500	100 000
Pièce française (20 fr.) .	625	830
Pièce française (10 fr.) .	419	408
Phice suices (20 fr.)	825	622
Pièce letine (20 fr.)	607	800
e Pièce tunicienne (20 fr.)	596	575
Souversin	765	761
Souverain Ellanbeth D	760	750
9 Demi-couverein	415	410
Pièce de 20 dollers	4.580	4 470
- 10 dollars	2 190	2 002,E
• - Edollers	1 250	1 250
- ED peecs	4 010	3 990
<ul> <li>20 merts</li> </ul>	759	751
- 10 fortes	638	824

#### **VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT** TRAITÉES A TERME (\*)

La marge brute s'élève à 165 mil-

Devant l'insuffisance de ces résul-

389,90 225,80 81,20

81,26 210,10 102,46 499,90 384 1 300 515

- 13 + 49 + 43 + 09 + 0,6 + 0,4 + 29 + 4 - 20 - 5

lions de francs contre 115 millions.

tats, aucun dividende ne sera versé.

Veuve Clicquot fait état pour 1983 d'un bénéfice net de 50,85 mil-

lions de francs, contre 36,23 millions

de francs. Le résultat net consolidé

ajusté, c'est-à-dire corrigé des provi-

vestissements, est de 77,12 millions

de francs, contre 67,45 millions de

francs. Le dividende net est porté de 29 F à 33 F.

287 1 655

2 470 1 612

1 785 985 23 250

+ 1 + 65 + 50 + 17 + 6 - 24 + 1 + 18 + 12 + 5 - 17 - 13 + 16 - 11

Esso Francarep Pétroles (Française) . Pétroles B.P.

Alimentation

Bongrain
BSN G.-Danone

Carrefour.....

Casino .....

Cédis

Euromarché

Guyenne et Gesc.

Lesieur

· · · · · ale (Gie)

Olida-Caby ...... Pernod-Ricard .....

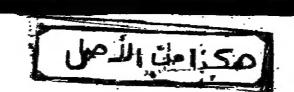
Source Perrier
St-Louis-Bouchon
C.S. Saupiquet
Veuve Clicquot

1 1	Nhre de	Val. on
	titres	cap. (F)
1 (		_
BSN (1)	22 795	55 393 87
Matsushita (1)	613 100	50 519 22
Perrier (1)	87710	46 480 45
Générale des caux	70 135	36 345 94
Elf	151 260	33 964 56
Schlumberger (1)	64 550	33 767 33
CFP (1)	106 430	23 814 51
CNE 3 %		22 579 22
Hitachi (1)		
41/2% 1973	10 950	20 392 11
(*) Du 22 ss 29	mars inclu	
(1) Séance de v	endredi inci	D90.

L	E VOLUMI	E DES TRA	NSACTION	lS (en franci	1)
	26 mars	27 mars	28 mars	29 mars	30 mars
Terme Comptant	196 918 983	214430055	214723782	257 865 894	235 571 04
R. et obl	867 963 546	959 882 546	1 236 415 239	959 060 604	959 060 60
Actions	30 144 879	41 134 413	35413859	36616022	
Total	1 095 027 408	1215447014	1 486 552 880	1 253 542 520	1 231 247 67

R. et obl 867 963 546 959 882 546 1 236 415 239 959 06	0 604 959 060 60
Actions 30 144 879 41 134 413 35 413 859 3661	6022 3661602
Total 1 095 027 408 1 215 447 014 1 486 552 880 1 253 54	2 520 1 231 247 67
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 déc	cembre 1983)
Franc 105.1 104.8 1 104.8 1 105	
Etrang. 97,8 97,1 97,3 98,	6 –
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHAI	NGE
(base 100, 29 décembre 1983)	
Tondance . 104,5   104   104,3   104,	9   104,7
(base 100, 31 décembre 1982)	
Indice gén.   163,1   162,5   162,5   163,	6 l 163,7

Page 18 - Le Monde ● Dimanche 1\*-Lundi 2 avril 1984 •••



# Premières démarches en vue d'une consolidation?

Plusieurs pays européens, dont la France, effectueraient actuellement des europanquiers se presser à la conférence tenue à Punta Del Este en catimini, selon des sources géné-ralement bien informées du Golfe, des démarches préliminaires pour évaluer leurs chances d'obtenir à des conditions avantagenses de nouveaux eurocrédits bancaires. L'objectif scrait alors d'emprunter des capitanx dont les durées plus longues permettraient de rembour-ser les dettes extérieures venant à échéance au cours des prochaînes années.

Une telle approche est nécessaire aussi bien pour le Danemark et le Suède que pour le France. Celle-ci à partir de 1985 aura non seulement à débourser annuellement quelque 7 milliards de dollars pour servir l'intérêt de sa dette étrangère, mais elle devra en outre rembourser en principal l'équivalent d'au moins 3 milliards de dollars. Compte tenu de ses besoins habituels en devises. la France devrait alors trouver près de 20 milliards de dollars l'an pro-

Les crédits bancaires figurant au bilan des banques, la réduction de leur volume peut avoir des conséquences graves pour les établisse-ments concernés. La diminution depuis bientôt deux ans de crédits internationaux remplacés par des euro-émissions d'obligations à taux d'intérêt variable a permis à un grand nombre d'emprunteurs d'obtenir des eurocapitanx à des conditions bien meilleures que celles antérieurement en vigueur sur le marché des prêts bancaires. L'avalanche consécutive d'euro-émissions à taux variable procurant des rapports de moins en moins attrayants pour les investisseurs a en deux effets: !) ce marché a été tellement sollicité qu'il est présentement congestionné; 2) la baisse des conditions, resultat d'une concurrence acharnée entre les eurobanques a dissuadé un nombre croissant de prêteurs d'investir dans ce type

L'absence prolongée d'eurocré-dits, c'est-à-dire d'actifs pour les banques, conjuguée avec un désen-chantement croissant pour les émis-sions d'euro-obligations à taux variable devraient dès lors faciliter la d'obtenir des prêts bencaires inter-nationaux destinés, non pas à lever-de l'argent frais, mais à consolider des créances existantes. L'Etat français ponrrait, s'il le décidait aujourd'hui, trouver plusieurs milliards de dollars à des meilleurs que ceux dont il fut grati-

a 6

7 D

- 01

1

La difficulté pour les banques internationales de trouver une solution à long terme à la crise financière qui affecte l'Amérique latine depuis bientôt deux ans a été clairement mise en lumière au cours des

par la banque interaméricaine de développement. Il est maintenant évident qu'il suffirait à un très petit nombre de pays latino-américains de refuser d'honorer leur dette extérieure pour mettre en difficulté nombre de grandes banques internationales et notamment les françaises.

Les seules créances conjuguées sur le Brésil et le Menique de la BNP, du Crédit Lyounais et de la Société Générale doivent friser les 5 milliards de dollars. Si ces deux pays se révélaient incapables de faire face à leurs engagements, une perspective qui cadre avec la réalité des pays en voie de développement, sinon avec les exégètes du FMI qu'adviendrait-il des banques françaises? La conjonction de leur capital social et de leurs réserves ne peut la representat de faire fonc à me tel leur representat de faire fonc à me tel leur representat de faire fonc à me tel leur representat de faire fonc à me tel leurs representation de faire de leurs representation de faire de leurs representation de faire de leurs representation leur permettre de faire face à un tel désordre. L'Etat français pourrait-il se permettre de venir à leur secours sans obérer grandement le budget de la nation ?

#### Une éclaircie de courte durée

Le marché international des capite marche international ous capa-taux s'est toujours laissé aller au gré des étans excessifs. Cette semaine il est tout d'abord passé sans vergogne d'un état dépressif à une situation de quasi-cuphorie parce que le taux d'escompte a's pes été relevé aux Etats-Unis. Du coup trois euro-émissions à taux fixe, libellées es dollars out vu le jour en milieu de semaine, alors que ce secteur parais-sait quasi peralysé lundi. Mais la dégradation intervenne à New-York, jeudi soir, après le placement difficile par le Trésor américain de 3,75 milliards d'obligations à vingt ans, offertes à un rendement moyen nettement insuffisant de 12,40 %, s, la veille du week-end, ramené les esprits au point où ils en étaient huit jours plus tôt, c'est à dire plus proches du scepticisme que de l'espoir. Ceci n'a toutefois pas empêché le royaume de saède de lancer, tard. vendredi soir, une exroémissios éga-lement susceptible de plaire à cer-taines banques centrales: D'un montant de 200 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, elle sera émise an pair avec un coupon assuel de 12,375 %.

En fait on post se demander si, les taux d'intérêt, ce n'est pas l'évolution du dollar au cours des mois à venir qui met les curo-investisseurs sur la touche. Le déficit extravagant enregistré par le commerce exté-rieur américain en février fait craisdre une chute plus rapide et plus forte que préva da dollar cette

année. Cette perspective concernant une devise dont la baisse paralt inévitable est par conséquent pou

vitable est par consequent peu encourageante pour les acquéreurs éventuels de papeur libellé en dollar. Pour les sider à surmonter est difficultés la province canadienne de Terre-Neuve n'a pas hésité à offrir un taux d'intérêt annuel de 13 % sur un taux d'intérêt annuel de 13 % aur l'émission euro-obligataire de 75 millions de dollars qu'elle a lancée mardi soir. C'est le premier coupon de cet ordre depais l'autonne 1982. Le papier canadien, dont la durée a'est que de cinq ans, était offert vendredi avec une décote de 1,25. Eurofina, qui avec les organismes de la CEE et la Banque suro-péenne d'investissements est l'une péenne d'investissements est l'une des grandes entités supranationales européennes dont la dette est prenationales européennes dont la dette est prenatigieusement classée « AAA » par les agences spécialisées américaines, a par la suite offert 100 millions de dollars sur sept ans à un prix de 99,50 avec un coupon annuel de 12,50 %. Cela représente un rapport à échéance de 12,60 % par an qui a suscité un hon nombre d'arbitrages. suscité un bon nombre d'arbitrages.

Pour sa part, la banque autri-chienne Possparissse n'a proposé qu'un coupon de 12,25 % sur son euro-emprant de 75 millions de dolars qui sera émis à 99,75. Mais l'opération présente deux avan-tages : elle est garantie par l'Antri-che et a une durée de cinq ans seulement. Ces deux éléments en font un papier susceptible d'être acheté par les banques centrales.

Le marché de l'ECU a de non-veaux êté mis en effervescence, ven-dredi après-midi, après le lancement d'une curo-émission pour l'Autriche d'un montant de 100 millions d'ECU et d'une durée de huit aus et huit mois. Elle a vu le jour à un prix de 99,75 avec un coupon annuel de 10,625 %. Ces conditions sont beaucoup trop basses pour pouvoir inté-resser la clientèle privée à qui l'émission est destinée. Comme son mostant est extrêmement important pour le secteur libellé en BCU il est peu probable qu'il se place sur des bases pereilles.

Le dentiste belge qui pout obtenir des rapports supérieurs à 11 % sur le marché secondaire ne ve certaine-ment pas placer ses économies au taux que lui propose l'emprunt autrichien. Le pire est que ce dernier est dirigé par la Kredictbank à Bruxelles. Les banques étrangères qui dans le passé se sont via accuser par la communauté bancaire belge le l'ECU n'on pes manqué de faire des remerques acides. Il sera désormais difficile aux établissements bruxellois de précher la sagesse, alors qu'ils sont les premiers à casser un secteur qui ençait à entrer en convales-

CHRISTOPHER HUGHES.

#### Les devises et l'or

# Le dollar en observation

influences contradictoires, et, donc, oscillant au gré des jours sans signi-

fication particulière. Qu'on en juge. En début de semaine, la devise américaine fléchit sensiblement. tombant, d'un coup, de 2,64 deurs-chemaries à 2,61 deutschemaries à Francfort, et de 8,13 F à 8,04 F à Paris. Morif : les craintes d'une aggravation des déficits des Etats-Unis (budget, commerce extérieur et paiements courants) l'emportent sur la perspective de voir les taux sur la perspective de voir les taux d'intérêt montes, ce qui est censé favoriser le « billet vert», rendu plus attrayant aux yeux du détenteur de capitaux de par le monde. Les jours suivants, le dollar fléchit encore, passe sous la barre des 2,60 deuischemarks à Francfort et des 8 F à Paris, puis repasse audessus de cette barre, pour, jeudi, baissor très nettement : 2,57 deauschemarks et 7,92 F. C'est qu'à New-York, les taux d'intérêt à court York, les taux d'intérêt à court terme se sont nettement détendns, l relèvement du taux d'escompte de la Réserve fédérale que tout le monde attendait ne s'étant pas produit. Vendredi, enfin, le semario de la journée fut plein d'enseignement. La veille au soir, à New-York, l'annouce d'un déficit record de la balance commerciale des Eusts-Unis, 10 milliards de dollars pour février 1984, commençais par déprimer le dollar. Mais une autre anonce, celle d'une progression de 0,7 % des principaux indicateurs économiques, signe patent d'une poursuite de l'expansion et, pout-être, de l'apparition d'une surchauffe caractérisée, effaçait ses pertes. D'une semaine sur l'autre, toutefois, le « billet vert », certes a

Un nouveau round d'observation cédé du terrain, glissant à nouveau pour le dollar, soumis à des sous le barre des 2,60 deutsche-influences contradictoires, et, donc, marks et des 8 P, mais on a est pas davantage fixe sur son orientation

Ainsi, M. Hervé de Carmoy. directeur de la division internatio-nale de la grande banque britannique Midland Pic., et président de la filiale française Midland Bank SA (ex BCT) expossit, cette semsine, des vues tout à fait contrastées sur le dollar. Pour les uns, les effets conjugués d'une reprise économique vigoureuse, d'investissements très importants en 1984 (+ 12 %, soit 340 milliards de dollars), d'ene Bourse de reprise probable et d'une tension des taux d'intérêt décourageant les placements spéculatifs en or, devraient dopter le dollar. Pour les autres, les «monétaristes», l'impact mécanique et psychologi-que des déficits des États-Unis devrait conduire, logiquement, à un effritement du «billet vert». M. de Carmoy, » plus prudent que l'amée dernière », scrait plusôt tenté de penser que les facteurs favorables à

Tout de même, pent-on faire remarquer, l'aggravation du délicit commercial des Etats-Unis, désormais sur la pente des 100 milliards de dollars par an, peut inquiéter, de même que celui, également prévisi-ble, de la balance des paiements (80 milliards de dollars en 1984, diron). Certes, la poursuite de l'expansion gonfle les importations américaines, de même que l'apparition de certains goulets d'étranglement dans des secteurs comme les composants électroniques (Chips) et la pâte à papier gonfie les achats à l'étranger.

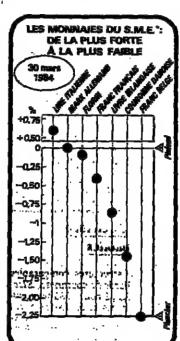
Mais le plus grave est le fléchissement des exportations, axphyxiées par un dollar trop cher. Rappelons que, en 1976-1978, la chute du dollar était attribuée à un déficit de la balance des paiements ne dépassant guère une vingtaine de milliards de dollars. Il est vrai que c'était du temps du président Curter, homme de bonne volonsé mais peu chanceux dans ses initiatives.

En revenche, tout le monde est d'accord sur une vigoureuse progression du yen japonais, qui devrait être de 15 % à 20 % plus fort. Mais comme c'est une monnaie tout à fait \* administrée », et de main de mai-tre, par la Banque du Japon, sa mon-tée risque d'être freinée. On a vu à quel point l'Empire du Soleil levant est leur à ouvrir aux étrangers le marché de l'euro-yen, comme l'ont fait, largement, les Allemands pour celui de l'euro-mark et les Anglais pour celui de l'euro-sterling.

An sein du système monétaire européen, peu perturbé estre semaine, le franc belge est retombé à sen cours plancher en dépit de l'adoption, par le Parlement de Bruxelles, d'un plan d'austérité bud-

Sur le marché de l'or, le cours de l'once n'arrive pas à déborder le cours de 390 dollars. Les taux d'intérêt sont trop élevés, et le dollar encore trop haut.

FRANÇOIS RENARD.



#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 30 MARS

PLACE	jàre	SEH.	Franc français	France	D. mark	Franci	Finchs	Lire
	1,4415	-	12,5235	46,4792	38,5728	1,8832	34,2114	9,862
New-York	1,4365	-	11,3518	46,9629	38,8517	1,3622	33,7268	8,8624
Paris	11,5184	7,9850	-	371,14	308	15,6377		4,950
	11,6299	3,0968	-	373,69	305,67	15,0763	273,05	4,973
Zarisk	3,1014	1,1515	36,5465	_	82,5864	4,8518	73,6050	1,333
	3,1172	2,1700	26,9933		\$2,5723	4,0410	73,1872	1,332
franket	3,7371	2,5925	32,4671		į	4,8823	88,4931	1,667
	3,7751	2,6200	37,4695.	421,17		4,0038	85,6340	160
6. 4	2 74,5437	53,10	.6440	24,6805	和, 体工		12,1663	-3.20
	77;1400	- 53,76	6,8329	24,7465			181113	3,2505
	1,2135	2523	35,004	135,36	112,75	1,5017	- '	- 1,8121
	4,2592	1,9650	36,6230	136,63	112.82	5.5214	-	1,9257
	2325,34	1613	202 ~	74,71	622.18	30,3766	531.53	
	2338.62	1628	201,09	750,23	629,48	30,3166	549,07	
	323,78	224,20	MAT16	104,21	84,842	4,7772	76,7020	. 0,1394
	324,21	225,78	27,3780	104,81	25,8828	4.2838	76.1214	0,1386

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 30 mars, 3,5615 F contre 3,5871 F

#### Les matières premières

# Hausse du cuivre et du plomb

aux États-Unis et dans quelques autres pays réveille le marché des métaux. Les prix continuent à se revaloriser (cuivre et surtout zinc).

METAUX. - Nouvelle avance des cours du cuivre qui ont atteint leur plus haut niveau depuis trois mois au Metal Exchange de Lon-dres. L'utilisation de métal rouge aux Etats-Unis, où le prix du métal affiné a monté, incidence de l'intensité de la reprise de l'activité économique, tend à s'occroître au fil des semaines. Mais, d'autres facteurs semaines. Mais, d'autres facteurs sont également venus au secours du marché, qu'il s'agisse de la tension politique au Chili, ou du fait que la Zamble ne pourrait satisfaire à ses obligations d'exportateur dans le courant du second semestre car il tui manquerait 50 000 tonnes de mêtal. Enfin, les stocks britanniques de métal commencent à se dégonfler sensiblement, ayant fléchi de 20 750 tonnes pour revenir à 110 000 tonnes en dezsous du niveau record touché à la mi-

Les cours du plomb ont encore progressé à Londres; retrouvant ormais leur niveau du mois d'avril 1982. La perspective d'une réduction de l'offre, avec notam-ment des grèves devant paralyser des mines aux Etats-Unis et en Aus-tralie, a contribué à entretenir la hausse d'autant, Plusieurs producteurs américains ont majoré leurs prix. Après avoir atteint de nou-veaux sommets, les cours de zinc se sont ensulte repliès à Londres. Plusieurs producteurs viennent de majorer de 40 dollars par tonne le prix de leur métal pour le porter à 1 090 dollars. A fin décembre 1983 il s'établissait à 980 dollars la tonne, Les disponibilités de métal de bonne qualité restent toujours insuffisantes. En raison d'expédi-tions vers les Etats-Unis, les stocks britanniques sont revenus à leur plus bas niveau depuis quatre ans. Grace aux achais de soutien du

directeur du stock régulateur, les

cours de l'étain se sont raffermis. L'équilibre du marché mondial pourrait se rétablir peut-être en 1986. Actuellement les stocks mondiaux se dégarnissent chaque mois de 2 000 tonnes pour satisfaire aux besoins de la demande.

CAOUTCHOUC. - Revenus sur les différents marchés à leurs niveaux les plus faibles depuis six mois, les cours du naturel sont actuellement inférieurs de 12 % au niveau record touché en janvier dernier. Les achais effectués par les Eints-Unis et le Japon se seraient avérés très supérieurs aux besoins des utilisateurs.

CÉRÉALES. - La perspective d'une abondante récolte mondiale de blé a eu peu d'effet sur les cours au marché aux grains de Chicago. Le Conseil international du blé éva-

lue la production mondiale à 492 millions de tonnes, chiffre supérieur de 2 millions de tonnes à l'estimation faite il y a un mois et de 9 millions de tonnes à la produc-

AUTRES DENREES. - Une légère amélioration s'est produite sur le marché du sucre. La Thaisur le marché du sucre. La Thai-lande ve-t-elle accepter de retarder la tivraison de 250 000 tonnes de sucre jusqu'en septembre pro-chain? Les principaux pays pro-ducteurs et consommateurs vond jeter à Londres les bases d'un nou-vel accord international destiné à se substituer à celui qui expirate le substituer à celui qui expirera le 31 décembre prochain.

Peu de variations sur les cours du cacao. On discutera à Genève du 7 au 25 mai d'un projet de nouvei

#### LES COURS DU 30 mars 1984

(Les cours entre parenthèses sont coux de la semaine précédente) MÉTAUX. - Lendres (en sterling per DENRÉES. - New-York (en cents par

MÉTAUX. — Lombres (en sterling par tonne): ouivre (Highgrade), comptant, 1 082 (1 053,25); à trois mos, 1 098 (1 067,75); étain comptant, 8 610 (8 405); à trois mois, 8 595 (8 542); plomb, 346 (337,50); zine, inch. (730); aluminium, 985 (995,50); aickel, 3 470 (3 397,50); argent (en pence par oace troy), 672 (651,50). — New-York (en cents par livre); cuivre (premier terme), 70,50 (67,70); argent (en dollars par oace), 9,98 (9,36); platine (en dollars par oace), 9,98 (9,36); platine (en dollars par oace), inch. (90,83); — Panagg; étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. - New-York (en conts par livre): coton, mai, \$1,27 (81,45): juillet, \$1,01 (81,80). - Leadus (en nouveau peace par kilo), laine (peignée à sec), mai (434), - Reshalx (en francs par kilo), laine, 49,20 (49,70).

CAOUTCHOUC. - Louires (en livres par tonne): R.S.S. (comptant), 760-815 765-785). - Penang (en cents des Détroits par kilo): 250-251 (252-253).

DENIRÈRS. — New-York (en cents par ib; sanf pour le cacao, en dollars par tonne): cacao, mai, 2 525 (2 495); juillet, 2 530 (2 496); sucre, mai, 6,86 (6,76); juillet, 7,32 (7,13); café, mai, 151,25 (147,25); juillet, 143,30 (141,10). — Loudres (en livres par tonne, saul le sucre en dollars): sacre, mai, 177,80 (173,80); août, 192 (185,90); café, mai, 2 048 (1 986); juillet, 1 997 (1 934,50); cacao, mai, 1 824 (1 807,50); juillet, 1 829 (1 809,50). — Paris (en francs par quintal): cacao, mai, 2 374 (2 119,50)); juillet, 2 310 (2 120); café, mai, 2 097 (2 321); juillet, 2 110 (2 290); sucre (en francs par tonne), mai, 1 440 (1 451,50); soût, 1 534 (1 553); tourteaux de soja. — Chicago (en dollars par tonne), mai, 201,90 (204,40); juillet, 207,20 (209,50). — Laudres (en livres par tonne), avril, 160 (157,45); juin, 157,50 (160,95).

EREALES. Chicago (en cents par boissean): blé, mai, 369 (360,75); juillet, 347 (346); mais, mai, 351 1/2 (353,75); juillet, 347 (349). INDICES. — Moody's, 1 086,20 (1 084,60); Reuter, 2 007,40 (2 001).

#### Marché monétaire et obligataire

#### En attendant la Fed

Depuis plusieurs semaines, les milieux financiers internationaux s'efforcent de percer à jour les inten-tions, réclies, ou supposées, de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) face à une situation qui pourrait devenir préoccupante : pour-suite de l'expansion à un rythme rapide, saturation de certaines capacités de production, risque de surchauffe et de réapparition de l'infla-tion. Après le relèvement du taux de base des banques la semaine dernière, provoqué par un renchérisse-ment progressif du loyer de l'argent à court terme, les milieux financiers s'attendaient, généralement, à un relèvement du taux d'escompte de la Fed. fixé à 8,5 % depuis fin 1982, et que l'un des « gourous » de service à Wall Street. M. Henry Kaufman (Dear Henry | voit passer à 9,5 % fin avril ou début mai.

Surtout, la réunion du fameux comité fédéral de l'Open Market, cellule pensante de la Fed qui se réunit tous les mois et, le cas échéant, prend des décisions, donnait l'occa-sion, au marché, de supputer un tel relèvement, et cela, pendant cette semaine. Rien n'a eu lieu, et comme les banques, dans cette attente, avaient pris des précautions, c'est-à-dire accumulé des disponibilités, le taux de l'argent au jour le jour, mercredi, a chuté de 10% à 5%, pour remonter par la suite.

Des observateurs sagaces se demandent, toutefois, si la Fed va, vraiment, . faire quelque chose »,

embarras. Son président, M. Volc-ker, ne vient-il pas de déclarer que les États-Unis étaient entrés dans une « période critique » en ce qui concerne le processus d'expansion économique non seulement en 1984 mais aussi au cours des anné venix. « Il nous faut relever le dési, qui consiste à combiner à la fois la croissance économique avec la poursuite des progrès sur le front de la lutte contre l'inflation », a ajouté M. Volcker, reconnaissant que le taux courant d'inflation aux États-Unis, bien que légèrement supérieur à celui de 1983, n'était pas de nature, en lui-même, à susciter « une grande inquiétude ». Ce qui est plus préoccupant, pour lui, ce sont les craintes répandues dans le public, suivant lesquelles l'inflation pourrait

En fait, nul ne sait si l'expansion actuelle de l'économie va se poursui vre an rythme actuel, très rapide. La Maison Blanche pense que ce rythme va se ralentir, de nombreux experts estiment que la surchauffe est inévitable.

#### Une belle indigestion

Cette fois, c'est bien clair : le marché de Paris souffre d'une belle indigestion. Il fonctionne, désormais, à petite vitesse, sans l'enthousiasme, qui le caractérisait anparavant. Où est la fringale de papier des deux où si elle laisse croire qu'elle va faire premiers mois de l'année? Sans quelque chose, pour cacher son doute, les importants rembourse-

alimentaient la chaudière à ce moment-là. Sans doute, également, le rythme des émissions était-il trop rapide, en augmentation de 50 % sur En tout cas, il y a beaucoup moins d'argent, ce qui provoque une satu-

ments de janvier, et les non moins

importants versements de coupons

ration, comme en avril 1982. Du coup, les émissions se sont raréfiées. Sans doute, la régie Renault a-t-elle offert une seconde tranche de titres participatifs (1 milliard de francs).
Mais le seul emprunt classique a été
celui des sociétés de développement régional, 800 millions de francs à 14 %, avec la garantie de l'Etat, auquel on peut ajouter celui du Cré-dit du Nord (250 millions de francs à taux variable TMO), placé dans le réscau de la banque.

Quant aux rendements sur le marché secondaire, ils remonteut lente-ment: 12,95 % contre 12,88 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 12,86 % contre 12,82 % pour ceux de moins de sept ans, et 14,05 % contre 14,02 % pour ceux du secteur public, selon les indices Paribas. Du coup, toute la baisse des rendements enregistrée durant le mois de janvier se trouve effacée, de même que la hansse des cours cor-respondante : retour à la case départ. Il est vrai que l'environne-ment international n'est pas des plus rassurants, notamment aux Etats-Unis, comme on l'a vu.

# Le Monde

#### **UN JOUR** DANS LE MONDE

**ÉTRANGER** 

3. Selon le New York Times, l'Irak fabriquerait des gaz mortels.
4. Les obsèques de Sekou Touré.

FRANCE

8. L'agitation dans la sidérargie.

SOCIÉTÉ

 Les indésirables de Montreuil. Dans le Nord, une expérience pour e finir avec les stages inutiles.

CULTURE

13. Rencontre avec le sculpteur Alain Cent soixants mills visiteurs au Salon

**ÉCONOMIE** 

16. La crise des chantiers navals.

Agriculture. La revue des valeurs. 19. Crédits, changes et grands marchés

RADIO-TÉLÉVISION (15) Carnet (11); Program des spectacles (14); « Journal officiel » (15); Météorologie (15); Mots croisés (15).

# Le CNPF attend un geste de M. Mauroy sur la formation des jeunes

Le premier vice-président du CNPF, M. Yvon Chotard, est rarement en communion de pensée avec le PCF. Mais il pourrait reprendre à CFTC, pense que si l'on veut que les changements espérés aient un effet rapide sur la création d'emplois, il son compte la célèbre phrase de Maurice Thorez : • Il faut savoir arrêter une grève. - L'organisation patronale avait en effet décidé le faut agir avant les vacances d'été. La négociation ne peut donc plus 15 mars dernier de faire la grève, Tout le problème est de savoir comment on peut à la fois suspendre politique contractuelle pour protester contre la non-reprise intégrale dans la loi de réforme de la formala politique contractuelle et chertion continue de l'accord national, cher à négocier. M. Chotard n'a pas de mots assez durs pour M. Marcel Rigout, ministre de la formation signé par tous les partenaires socianx à l'exception de la CGT, le 26 octobre 1983 (le Monde du 17 mars). Aujourd'hui, M. Chotard professionnelle, dont il fustige le ne veut pas perdre la face mais dissi-M. Yvon Gattaz a adressé au minismule mal son désir de reprendre au plus vite les négociations sociales. tre le 26 mars dernier une « lettre au picrate ». En même temps, M. Chotard avertit M. Ralite que

Pour contracter de nouveau. Une telle attitude découle d'un double souci. Tout d'abord, la voionté d'afficher l'attachement du CNPF an dialogue social. Alors que la revendication d'un assouplissement des conditions de licenciement n'est pas favorable à l'image de marque du CNPF, la grève de la politi-que contractuelle n'est pas suscepti-ble de redresser la tendance. Mais surtout, le CNPF qui a beaucoup

#### Un véhicule militaire est-allemand est à l'origine de la mort d'un soldat français en RDA

Le ministère français des relations extérieures a confirmé, le vendredi 30 mars dans l'après-midi, la mort, la semaine dernière en RDA, d'un sous-officier de l'armée française. Celui-ci, membre du Groupe de liaison français, a été tué et deux autres hommes ont été blessés par un véhicule militaire est-allemand (et non pas soviéti-que, comme nous l'avons écrit dans nos dernières éditions du 31 mars) à proximité de Leipzig. La France a rappelé aux Soviétiques que, en vertu des accords de 1947, ils étaient responsables de la sécurité de la mission française, et elle a demandé des éclaircissements : sur l'incident à l'ambassade d'URSS à Berlin-Est.

Cet incident a été connu vendredi à Bonn. De source occiden-tale dans la capitale fédérale, on indiquait que le camion estallemand était entré - volontairement - en collision avec le véhicule militaire français, ce que le Quai d'Orsay se refuse à commenter.

Aussi bien du côté français que du côté ouest-allemand, nous rapporte notre correspondant à Bonn, on s'efforcait vendredi de limiter la

portée de l'incident. L'ambassade de France dans la capitale fédérale et le quartier général des forces françaises d'Allemagne à Baden-Baden avaient reçu pour consigne de ne communiquer aucune information sur cette affaire, et les milieux officiels ouest-allemands se refusaient à tout commentaire. Même mutisme à Berlin-Est au ministère est-allemand des affaires étrangères et à l'ambassade d'Union soviétique, dont le porte-parole a déclaré qu'il n'était « pes au courant de cette affaire ».

Les missions alliées en RDA se heurtent régulièrement à toutes sortes de tracasseries de la part des forces militaires est-allemandes et soviétiques. C'est cependant la première fois que de tels incidents dé-

#### Les patrouilles de Potsdam

Officiellement baptisées ssion militaire de liaison audes zones occupées en Allemaone », les patrouilles de Potsdam ont été créées le 4 avril 1947 par trois accords bilatéraux entre les commandants en chef des forces occidentales, États-Unis, commandant en chef des forces soviétiques.

Chaque pays occidental posssion auprès des Soviétiques en RDA, basée à Potsdam, près de Berlin, tandis que les Soviétiques entretiennent réciproquement trois missions analogues auprès des Occidentaux

Formées de militaires, ces missions ont un rôle d'information et protocolaire auprès des commandants en chef et agissent comme des sortes d'ambas-

Les militaires occidentaux circulent en RDA dans des limousines, en général des Mercedes, entièrement peintes en kaki dotées de plaques militaires spéciales. Les voitures sont équipées de petits rideaux qui restent tirés

- (Publicité) -

un grand Beaujolais à boire très frais

(Publicité)

anglais, français, allemand ou italien. Po entre 12 et 18 ans. En juillet ou en août

Chittegu des Enfants pour les plus jeunes de 6a 12 ans. Colonne de vacances internationale pour les enfants. Quatre semines de cours pour les enfants en angles ou franças. En justet qui en soût

Angleterree Custosens

En Susse comme en Angleterre, activités vanees: \*ports, musique, théâtre, créations artistiques, excursions, TASIS England Ert. 19 , Coldharbour I Thorpe, Surrey, England TW 20 STE. Tel. (08328) 65252, télex 929172

The American School in Switzerland

#### pour renouer avec la politique contractuelle travaillé sur le dossier « flexibilité » de l'emploi après avoir reçu séparé-ment la CFDT, FO, la CGC et la

cynisme . Il précise d'ailleurs que

· nous ne participerons plus à

aucune mesure artificielle sur

l'emploi ». Un ton qui n'est pas vrai-ment conciliant. Et pourtant... Les

signataires de l'accord du 26 octobre

ont envoyé une lettre commune au

premier ministre le 23 mars sollici-

tant en quelque sorte un arbitrage.

Ils attendent un geste de M. Mauroy

qui pourrait les recevoir d'ici au

15 avril. Les « discordances » repro-

hées entre l'accord et la loi sont de

trois types. Premièrement l'accord

concerne les seize - vingt-cinq ans, la

loi les dix-huit - vingt-cinq ans. Mais des - situations d'exception » pour-

raient être admises en dessous de

dix-buit ans. Autre contentieux, le

budget et les rémunérations et la

de 0,2 % des emreprises à la forma-

d'initiation à la vie profe

défiscalisation » de la contribution

Dans l'hypothèse où M. Mauroy

se montrerait sensible anx arguments des signataires, le CNPF

pourrait saisir l'occasion de la rés-

nion de la commission nationale de

au 1º mai) pour renouer avec la

veut, en effet, aller vite dans la négo-

ciation sur la flexibilité et se mon-

trer ouvert à la discussion, ne cher-

chant pas, dit-il, à jouer

président de la commission sociale

du CNPF rêve d'un superbe

dicats, vollà ce que nous estimons

indispensable. Vous jouez ces condi-

tions et nous vous garantissons qua-

tre cent mille emplois nouveaux d'ici au 31 décembre. » Certes en

1977 iors du premier accord sur la

préretraite démission le CNPF avait

refusé comme le demandaient les

syndicats de s'engager à remplacer

tout départ par une création

d'emploi pour un jeune. - Nous

n'avons pas un imperium sur les entreprises », reconnaît M. Chotard,

mais il est convaincu que les entre-

prises ont besoin d'un choc psycholo-

gique pour pouvoir embaucher. Un accord sur la flexibilité de l'emploi

assouplissant les conditions

créerait. Un pari semblable à celui qu'avait fait M. Gattaz aux états

néraux de Villepinte, le 14 décem-

Pour que la démarche - le nari -

du CNPF aboutisse, encore faut-il

que les syndicats soient prêts à jouer

ke donnant-donnant. Les pre

che et de licenciement le

donnant : « Je dis aux syn-

'affaibliss

La presse est-allemande n'a pas mentionné l'incident. Le 7 novembre dernier, en revanche, l'agence ADN avait fait état d'un carambolage sur une voie de transit, au cours duquel quinze militaires français stationnés à Berlin avaient été blessés. Cet incident n'impliquait aucun véhicule militaire est-

sades militaires, officiellement, eur mission est de « maintenir la liaison entre l'état-major des deux commandants en chef et administration militaires des zones » occupées après la hommes au maximum de chaque côté dans le cas de la France et de l'URSS, ont liberté de circulation sur le territoire de l'autre partie à l'exception de certaines

contacts bilatéraux sont jugés plutôt encourageants par M. Chotard, qui voit, par ailleurs, un signe de la « responsabilité » des syndicats dans leur comportement sur le plan salarial dans le secteur privé. CGT exceptée. « Il n'y a pas eu de dérapage ., souligne-t-il en annonçant dix-huit accords nationaux et plus de cent cinquante accords régionaux ou départementanx. « L'harmonisation entre les négociations de branches et les négociations d'entre-

> MICHEL NOBLECOURT. Le numéro du « Monde »

prises s'est plutôt bien passée », concède-t-il même, en reconnaissant

que ses craintes antérieures ne se sont pas vérifiées. En sera-t-il autre-

daté 31 mars 1984 a été tiré à 448823 exemplaires TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE



#### **FESTIVAL MONDIAL** DU JEU D'ÉCHECS A CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Du lundi le au samedi 14 avril, Champigny-sur-Marne va accueillir les représentants de cinquante pays pour les championnats du monde des moins de seize ans, masculins et féminins (première ronde le 2 avril à 14 h 30) où sont attendus, autres, Alexel Dreev (URSS) champion du monde 1983, et Vincent Guedj, un jeune Campinois, champion de France de la catégorie.

D'autres manifestations échiquéennes sont prévues : un open international Grand Prix de France, avec la participation de grands maitres (première ronde le 9 avril à 14 h 30); des championnats de France internationaux juniors et cadets (première ronde le 1e avril à (4 h 30). Huit cents personnes sont attendues à ces épreuves qui auront lieu au CES Musselburgh et au gymnase Tabanelli, rue de Musselburgh (RER, gare de Champigny).

Enfin, un congrès pédagogique mondial se tiendra les 3, 4, 5 et 6 avril an centre culturel Jean-Vilar, qui traitera « les objectifs de la pédagogie par le jeu d'échecs », les implications de la pédagogie par le jou d'échecs sur la formation intellectuelle générale ».

\* Renseignements : Festival mondial du jeu d'échees, mairie de Champigny, tél.: 881-11-01 (poste 206).

#### La finale du tournoi des prétendants

#### **KASPAROV GAGNE** LA NEUVIÈME PARTIE Garry Kasparov a gagné la neu-

tion continue. La loi de finances de 1985 pourrait peut-être y remédier. Enlin, dernier problème, des décrets rième partie de la finale du Tournoi des prétendants que Vassili Smyslov avait ajourné au 44º coup le ven-dredi 30 mars. Smyslov avait réflépourraient reconnaître les contrats chi cinquante minutes avant de mettre son coup sous enveloppe, mais, selon un de ses principaux secon-dants, le grand maître Youri Averbach, « la position était telle qu'il pouvait abandonner la partie sans la négociation collective le 18 avril *même reprendre le jeu* ». Ce que (ordre du jour : fixation du SMIC Smyslov a fait ce samedi. politique contractuelle. M. Chotard

Après un début déjà joué dans la troisième et dans la septième partie (à part 9-65 et 10-Fd6 pour les noirs), le jeu s'était orienté vers une finale apparemment équilibrée. Kasdinaire sens stratégique des finales. Il a progressivement étouffé Smyslov, créé un pion et passé et mis son adversaire quasiment en « zugzweng ». Le score est maintenant de 6 à 3 pour Kasparov. La dixième partie devrait se jouer le dimanche l= avriL

Blancs: KASPAROV Noirs: SMYSLOV 9º partie Gambit de la dame

·'	Camor de 1	L Game		1968, pour le théologien fia
Varia	nte Cambri	dgo-Spri	ngs.	Edouard Schillebeeckx, sus
L d4 .	45   2	Tb2	Fç8	par Rome d'hétérodoxie et
2. CB	Cf6 24	L Tbd2	Td7	signa le manifeste de Conc
3. ç4	c6 25	Txd7	Cxd7	
4. Cc3	66 26		Cc5	demandant au pape une plus g
5. Fg5	Cbd7 27		C47	liberté dans la recherche thé
6. 63	Da.5 28		Cé5	que. En 1969, il prononca un
7. exe5	Cxd5 2		Cg6	doyer en faveur d'un plurs
8. Dd2	Fb4 30	Re3	CIB	théologique. Selon lui, « puisq
9. Tgl	65 31		TdB	théologie est toujours une inte
10. 43	Fd6 32		Fé6	tation scientifique de la foi -
11. dx65	Cx65 33	Fe3	Txdl	interprétation qui dépend d'un
12. Cx25	Fx65 34		Cd7	losophie, d'une culture et
13, 64	Fxc3 35		Fg4	expérience scientifique donné
14. Dxc3	Cxc3 36		16	une diversité de théologies est
15. bxa5	C64 37	exh6	g×h6	
16. F/4	0-0 38		Cc5.	ble, du moment que c'est tou
17. 53	Cf6 39	R/4	FdS	la même foi qu'on interprète ».
18. 64	Té8 40		16	La théologie de Kari Ra
19. Rf2	a6 41		Rg7	s'appuie sur un authropocentr
20. Fé2	F66 42		Cisi	Partir de l'homme, estimait-il,
21. Tel	Te7 43		ç5	déjà approcher Dieu. Cette ti
22. Theli	Ta68 44	Fc3	Aband.	gie vécue le poussait à in
				g poutant u m
	-	-4	- 0-	maille Daise It
l	3 1110	rt Q	e Ca	mille Renault

Nous apprenous in mort, à

l'âge de soixante-dix-neuf ans, de Camille Renault, ami des

peintres et patron de restan-

Dans les années 20-30, des pein-

tres se réunirent à Puteaux autour

de Jacques Villon, qui habitait une villa délabrée. Le groupe donna une peinture qui élargissait la brèche

géométrique ouverte par le cubisme mais en abandonnant les gris et les ocres pour des jaunes et des orange plus brûlants.

Le vrai maître - un maitre ébonnaire et aimé de tous - de

l'école de Puteaux sut un patron de restaurant. Camille Renault almait

la peinture autant que ses cuisines et était amical et chaleureux avec

les artistes impécunieux qui

venaient volontiers, en ces années de crise, se nourrir chez lui. Parfois ils

Avec le temps, les murs du restau-rant se couvrirent de tableaux. Les

clients qui déjeunaient ou dinaient chez Camille Renault ne se dou-

taient pas toujours de l'excellence

#### Bibliothèque dans le métro

« Métrolire », la première bibliothèqe de prét gratuite dans le métro était inaugurée, vendredi 36 mars, à la station Nation C'est une initiative de la fédération Léo-Lagrange, qui a reçu le soutien du ministère de la culture et de la RATP. Elle sera ouverte au public le 3 avril

Après la danse, la musique les artisans, voici le livre dans la étro. Sait-on que cinq millions de Parisiens l'empruntent chaque jour ? Que le temps passé dans y de la vie d'un homme ? il ne faileit pas que ce temps soit perdu. Aussi, la RATP a-t-elle donné son accord à la proposition de la fédération Léo-Lagrange, connue pour son action en faveur des loisirs et de l'éducation populaire.

Maurice Quin, président de la RATP, explique : « Plus il y aura d'activités dans le métro, plus il y aura de monde et plus on s'y sentire en sécurité. » Il conclut avec humour : «Le livre dans le métro, c'est chic. Que ce soit un bon choc pour la lecture. »

La bibliothèque, située à proximité de la sortie de la bouche du métro - pour que les ires s'y sentent en sécurité, loin du bruit des rames, est logée dans une ancienne bibliothèque de gare Hachette rendue à sa destination première. Elle est ouverte, à titre expéri-

et de 16 heures à 20 heures. Sur les rayons, mille deux cents tivres, bientôt deux mille. Ils ont été acquis par le ministère de la culture qui assume aussi les trais de tonctionnement. Le critère de sélection ? La nouveauté. Des livres faciles et un fonds plus soutenu avec une attention particulière aux livres pour la jeunesse : on a recensé deux lycées à proximité.

g gagn

in Mpsu

Late by the

. : #77<sup>1 Ma</sup>

in the state of the

15 B 3"

1.20

1.974

Section 1

🍇 🤣 ....

の東<sub>東京記載</sub> ・ <sub>19</sub> 1.

Addient to the second

No. of the Part of

12 to 2 to 1

to the state of

Benjame a

E. T.

Add to the con-

Day Falls and pro-

.

No Delivery of

The state of the state of

13 C

Same Same

S Fr. 7.2 Saute.

S. Heron

·City

Fred . In the

C1 Have

the Park to

14 /5

ERIC COLUMN

State Ball

to the state of th

derivative ...

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

the same state of

141 May 2000

Andrew Artes

the state of the s

Post of

See May 1

The Estate of the State of the

12 5 Falls 1-

\*\* ~

\$150 L

5

Manager of the second

<sup>ភិធា</sup>មក .......

All the top of the same

Les ouvrages sont classés comme dans une librairie. Des étiquettes, bien visibles, facilitent la recherche : romans, policiers, actualité. En évidence, d'Olisvenstein. la Droque et la Via, l'Affaire, de Jean-Denis Bredin, le Juge Michel, les Nouveaux Droits des travailleurs. Mais aussi vie pratique, voyages, sports, cuisine, cinéma, éducation, jeunesse, Paris (Paris pas cher), humour, BD.

Après avoir présenté un titre d'identité, une attestation de domicile et versé 30 F de cotisation pour un an, on peut partir an serrant trois livres sur son coeur. La bibliothèque peut courir le risque, pendant deux mois, de 20 % de perte. Dans les bibliothèques municipales, ce risque oscille entre 10 % et 15 %. Le cotisation devrait jouer un rôle

> mardi au samedi, de 7 heures à 11 houres et de 16 heures à 20 heures, à la station Nation, sortie

#### **GRAND THÉOLOGIEN DE VATICAN II**

#### Karl Rahner est mort

une clinique d'Innsbruck (Autriche), quelques semaines après son quatre-vingtième

Quarante ans d'enseignement et de recherches passionnée pour ren-dre la foi intelligible aux hommes de ce temps et une immense bibliogra-phie ont valu à ce jésuite allemend ne réputation exc Considéré comme l'un des inspirateurs du concile Vatican II, il a cherché toute sa vie à répondre à la question: - Quel rôle peut jouer la théologie dans la vie de l'homme

Esprit libre, Karl Rahner souhaitait que chacun se fraie un chemin à son rythme et à sa manière vers Dieu «aujourd'hui». C'est donc tout naturellement qu'il plaids, en 1968, pour le théologien flamand Edouard Schillebeeckx, suspecté par Rome d'hétérodoxie et qu'il signa le manifeste de Concilium demandant au pape une plus grande liberté dans la recherche théologique. En 1969, il prononça un plai-doyer en faveur d'un pluralisme théologique. Selon lui, «puisque la théologie est toujours une interprétation scientifique de la foi - une interprétation qui dépend d'une phi-losophie, d'une culture et d'une expérience scientifique données -une diversité de théologies est possible, du moment que c'est toujours la même foi qu'on interprète ».

La théologie de Karl Rahner s'appnie sur un anthropocentrisme Partir de l'homme, estimait-il, c'est déjà approcher Dieu. Cette théolo-gie vécue le poussait à inviter

de la compagnie : Jacques Villon,

d'Estève. Lapicque, Poliakoff, Derain, Dufy, Kupka, Manessier, Bazaine, Reynold Arnould...

Au début des années 60, Camille

Renault finit par ouvrir une galerie boulevard Haussmann, où il expo-

sait des artistes d'une génération plus jeune mais qui lui rappelait

ceux qu'il avait connus et qui, entre-

temps, étaient devenus des sigures

Un « Grand Jury

RTL-le Monde »

exceptionnel

Dimanche 1ª avril, de 18 h 15 à 19 h 30, le • Grand

Jury RTL-le Monde » orga-nise un débat exceptionnel,

avec des invités surprise...

qui seront eux-mêmes : pris de leur participation.

JACQUES MICHEL

de prove de la peinture française.

La peinture au restaurant

toute sa vie : - Ou bien l'Eglise reconnaît les différences essentielles des autres cultures et elle se transforme en Eglise mondiale, ou bien elle demeure une Eglise occidentale et, en dernière analyse, elle trahira le sens de Vatican II.

#### L'unité de l'Eglise

Le message chrétien peut être c'est pourquoi il doit être incarné dans chacune d'eiles. Au cours d'un entretien accordé au Monde, en avril 1983, il expliquait ainsi ses idées: « Je ne crois pas que ma ihéologie se distingue fondamenta-lement des théologies tradition-nelles par un point de départ différent du leur. La théologie uale des cent cinquanti dernières années admet une explication rationnelle de la foi, avec l'aide de la métaphysique et de l'histoire, et part donc, elle aussi, de tous les aspects de la vie humaine. La spécificité de ma théologie ne consiste donc que dans la recherche d'une liaison plus étroite entre la théologie sondamentale et la dogmatique. ainsi que dans le fait de repenses toujours la situation humaine en fonction des questions spécifiques du dogme. Cela est toujours possible parce que toutes les dimensions de l'existence humaine, elles aussi. sont déjà conditionnées par la grâce divine.

••• [Né le 5 mars 1904 à Fribourgen Brisgan (puis se trouve actuellement en République fédérale d'Allemagne). Karl Rainer est entré dans la Compagnie de l'ésus à l'âge de dix-huit ans.

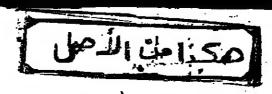
il enseignait la théologie à Innsbruck lorsque le Troisième Reich annexa l'Astriche. Privé d'emploi, le jeune jésuite publiait en 1939 deux livres importants. l'Esprit dans le monde (Geist in Welt) et l'Ascèse et la mystique au temps des Pères, avant d'entrer à l'Institut pastoral de Vienne.

Après la guerre, Karl Rahner reprit. son enseignement théologique en Antri-che. Il devait occuper successivement une chaire de philosophie à Munich (1964) et de théologie dogmatique à Munich (1962)

Jean XXIII l'avait nommé, dès 1960, expert à Vatican II. Il devait y apporter l'une des contributions les plus presti-gieuses, notamment lors de la prépara-tion de la consitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps. En 1969, Rahner était nommé membre de la commission théologique internatio-nale, créée par Paul VI à la demande des Pères conciliaires. Il devait en démissionner en juillet 1975, ne s'y sen-tant plus à l'aise.

Cavre majeure de Karl Rahner, le Traité fondamental de la foi a été écrit en 1976. On doit au théologien allemand de nombreux autres livres et articles. En particulier, la collection Sendung und Gnade (Mission et grâce), des études pastorales sur la nouvelle mission de l'Egisse dams une situation de « diaspora »; la série de Schriften zur Theologie (Ecrits théologiques).]

Page 20 - Le Monde ● Dimanche 1<sup>er</sup>-Lundi 2 avril 1984 •



THE PART WHEN THE REAL PROPERTY.

> I I THE TANK merit the TOTAL . AND THE REAL PROPERTY. Drug

ALLE:

La Rach

and term